UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA CONSOMMATION

ET LES

CRISES ÉCONOMIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

PIERRE VIALLES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT

2me prix de Droit criminel (1884), 1er prix de Droit civil (1885)
1er prix de Droit romain (1885), 2me prix de Droit civil (1886)

MONTPELLIER

IMPRIMERIE G. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI

RUE FERDINAND-FABRE ET QUAI DU VERDANSON

1902

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITE DE MONTPELLIER

Faculté de Droit

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Gide, professeur d'Économie politique, en congé.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Barde, professeur de Droit constitutionnel.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé des cours de Pandectes et d'Histoire du Droit public français.

Perreau, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

Moye, agrégé, chargé des cours de Droit international.

Rist, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Margat, agrégé, chargé d'un cours de Droit civil.

Porte, agrégé, chargé d'un cours d'Économie politique.

Grangé, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

Membres du Jury :

MM. Charmont, *président.*
Chausse, } *assesseurs.*
Rist, }

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

LA CONSOMMATION

ET LES

CRISES ÉCONOMIQUES

ACAD.
LUGD.BAT.
BIBL.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

PIERRE VIALLES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT
2me prix de Droit criminel (1884), 1er prix de Droit civil (1885)
1er prix de Droit romain (1885), 2me prix de Droit civil (1886)

MONTPELLIER
IMPRIMERIE G. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
RUE FERDINAND-FABRE ET QUAI DU VERDANSON

1902

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41545821_0081

LA CONSOMMATION

ET LES

CRISES ÉCONOMIQUES

INTRODUCTION

LA CAUSE ÉCONOMIQUE DES CRISES

La crise économique est un des phénomènes sociaux les plus connus du grand public. Il est tout à fait aisé d'en comprendre la raison. C'est que les crises économiques sont actuellement fréquentes et se manifestent en tous lieux.

Dès que l'on arrête son attention sur l'activité économique qui se développe autour de nous, on ressent nettement l'impression que nos marchés contemporains subissent presque tous l'influence d'une crise. Lorsqu'ils ne sont plus directement engagés dans une crise en pleine évolution, ils demeurent affectés par la répercussion d'une crise

imparfaitement liquidée ou par le contre-coup d'une crise voisine, ou bien encore, ils se règlent d'après les prévisions d'une crise menaçante. Dans ces conditions, la vie matérielle des peuples modernes serait, à certains égards, incompréhensible, si l'on passait les crises sous silence (1).

Les motifs de la fréquence et de l'universalité des crises modernes ressortiront de nos explications. Qu'il nous suffise, pour le moment, de rappeler que le siècle qui a vu l'épanouissement de la grande industrie, — le dix-neuvième siècle, — a été une de ces périodes de croissance rapide de l'humanité qui compensent la hâte et l'intensité de leurs progrès précipités par une série de soubresauts maladifs. Il s'est passé, dans l'ordre matériel, au siècle dernier, ce qui s'était manifesté, dans l'ordre intellectuel et artistique, à l'époque de la Renaissance. On a marché à pas de géants. Mais,

(1) Les économistes optimistes reconnaissent eux mêmes que, depuis la « révolution industrielle », les changements qui ont été apportés à la vie économique, — par suite des transformations techniques, de l'augmentation du rôle du capital, de la division du travail, de l'aggravation de l'interdépendance des producteurs et des consommateurs, etc. —, ont constitué un milieu d'une sensibilité extrême et, par conséquent, très favorable à l'éclosion des crises. Il semble que la crise soit, suivant l'expression de Roscher, « le sombre revers du progrès lui-même». Roscher, *Ansichten der Volkswirthschaft*, II, sect. 4, p. 385.

de même que la poussée de la Renaissance a été marquée par de graves troubles moraux, de même la poussée industrielle moderne a été caractérisée par de nombreux bouleversements économiques.

Dès lors, on s'explique que la crise soit connue, par expérience personnelle, de la plupart de nos contemporains, puisque tous nos marchés sont impressionnés par les crises et que tout le monde doit aujourd'hui jouer un rôle sur un marché quelconque.

Néanmoins, ce phénomène si fréquemment ressenti et si vulgaire, en quelque sorte, conserve un certain aspect mystérieux. C'est qu'on ne le connaît qu'imparfaitement. Le public ressent les effets des crises comme il ressent la chaleur que lui envoie le soleil. Mais il ne s'explique pas plus les causes des crises que celles de la chaleur solaire.

Et cependant ce ne sont pas les explications qui lui ont manqué.

Il existe sur les causes des crises une littérature nombreuse, trop nombreuse peut-être. Toutes les fois qu'il survient une crise, il surgit une quantité d'écrivains, pour la plupart sans études économiques antérieures, qui s'efforcent d'expliquer l'origine des troubles commerciaux dont souffrent les marchés. De là une masse d'articles de journaux et de revues, de brochures et même de gros livres. Il est bien difficile d'accorder à

cette littérature d'actualité une valeur scientifique. Elle doit être tenue pour suspecte, parce qu'elle se cantonne sur le terrain d'une crise particulière et parce que, généralement, elle s'en tient à des phénomènes locaux et accidentels,à ceux qui frappent le plus, bien qu'ils n'aient qu'une minime importance. Souvent cette littérature est manifestement viciée par les influences politiques ou sociales. On voit alors des sociologues improvisés, imprégnés de préjugés locaux ou excités par des controverses à la mode, se servir de la crise qu'ils expliquent pour en tirer des arguments contre un système financier qui leur déplaît ou une classe sociale contre laquelle ils luttent. C'est pourquoi il faut éviter, le plus possible, cette littérature d'actualité et de parti.

Si l'on s'en tient aux véritables économistes, à ceux qui ont traité des causes des crises d'une manière générale et scientifique, on les peut classer dans les deux catégories suivantes.

Il y a d'abord ceux qui ont pour caractère commun une tendance optimiste (1). Ceux-là pensent que les forces économiques, qui agissent suivant les procédés du commerce et de l'industrie moderne, tendent vers le maintien d'un certain équilibre. Lorsque cet équilibre est rompu par la

(1) Roscher, Lujo Brentano, Garnier, Max Wirth, etc.

survenance d'une crise, la cause de cette rupture est un phénomène exceptionnel, isolé, inattendu et imprévoyable. Cette cause est une de ces circonstances fortuites, variables à l'infini, qui défient tout calcul et toute classification et dont le retour ne peut être prévu. Ces auteurs ne cherchent pas à constituer une théorie générale des causes des crises ; ils se contentent de dresser une liste des principaux phénomènes producteurs des crises. Aucune de ces listes ne concorde exactement avec celle qui s'en rapproche le plus. On retrouve cependant, dans presque tous les tableaux qu'on a dressés, les phénomènes suivants : système bancaire défectueux, nouveaux moyens de communication, inventions, tarifs douaniers, trusts, cours des métaux précieux, mode, guerre, chute d'une importante maison de commerce, etc. (1).

(1) Quelques-unes de ces listes des causes de crises sont vraiment curieuses. Edward D. Jones rapporte la suivante dans ses *Economic Crises,* New-York, 1900, p. 13 : « Le *First Annual Report of the Commissioner of Labor,* qui est consacré aux crises et aux dépressions industrielles énumère les causes suivantes des crises : spéculations sur les railways ; consommation trop faible, trop forte, mal dirigée ou instable ; circulation resserrée, enflée, dépréciée ou variable ; machinisme ; variétés dans les législations ; dettes ; intempérance ; monopoles ; spéculations ; tarifs ; taxes ; mauvaises conditions sanitaires ; éducation trop exclusivement intellectuelle ; coolies ; convicts, etc. »

M. Walter Stanley Jevons dit dans son Essai sur la Cir-

La seconde catégorie comprend les sociologues à tendance pessimiste qui sont convaincus qu'il existe dans la constitution même du système industriel moderne des tendances vers le trouble et le détraquement économique. La crise est pour eux le fruit naturel du processus économique de la grande industrie. Ses causes sont bien connues, suffisamment étudiées, susceptibles de classification et de prévision. Voici les principales : l'absence d'organes spéciaux pour diriger l'activité économique de manière à faire concorder la production et la consommation ; les usages défec-

culation et la Finance : « Il est curieux de noter la variété des explications présentées par les écrivains commerciaux au sujet de l'état actuel des affaires. — (La crise de 1878). — Concurrence étrangère, consommation de la bière, surproduction, trade-unionisme, guerre, paix, besoin de l'or, surabondance de l'argent, lord Beaconsfield, sir Stafford Northcote, leurs dépenses extravagantes, la politique gouvernementale, les directeurs de la Banque de Glasgow, M. Edison et la lumière électrique .. » M. Jevons a oublié les taches du soleil.

Enfin, voici la liste des causes des crises dressée par Max Wirth : 1° déficit de récoltes ; 2° découverte de nouveaux gisements de houille, de métaux, spécialement de métaux précieux ; 3° inventions ; 4° ouvertures ou fermetures de marchés et de routes commerciales ; 5° guerres et révolutions ; 6° tout ce qui entraîne une dépression commerciale ou une dépression de la circulation. — *Grundzüge der National Oekonomie*, III, p. 57.

tueux des capitaux ; la part insuffisante des richesses distribuées aux salariés.

Ces causes générales ont été étudiées à des points de vue très variés. C'est ainsi que plusieurs auteurs ont analysé cette défectuosité du système moderne qui ne laisse qu'une part trop petite aux salariés, sans être d'accord sur son origine. Rodbertus croit que la source du mal, c'est la propriété privée. Robert Owen pense que c'est le machinisme, et Brentano que c'est l'infériorité morale des salariés.

Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons en présence de deux systèmes nettement opposés pour déterminer la cause des crises :

Celui qui n'admet que des causes externes, variées, hétérogènes et purement accidentelles ;

Celui qui affirme que des causes internes, inhérentes au système industriel moderne doivent le bouleverser périodiquement et nécessairement (1).

(1) De nombreux économistes n'ont traité qu'accessoirement le sujet qui nous occupe, tout en faisant suffisamment connaître leur opinion. Ainsi Laveleye attache la plus grande importance à la balance du commerce ; il considère l'exportation des métaux précieux comme une cause de contraction du crédit susceptible d'amener des crises. Bonamy Prices croit que la cause des crises, c'est la diminution du pouvoir d'acquisition. Nasse considère surtout les effets des changes et M. Leroy-Beaulieu accorde le rôle principal aux traités commerciaux et à la législation commerciale en général.

Nous croyons que ces deux théories sont trop absolues, mais qu'elles contiennent l'une et l'autre une part de vérité.

Il faut bien convenir que le système industriel moderne a des lacunes, des défectuosités, des vices même qui favorisent étrangement l'éclosion des crises. Mais il est exagéré de dire que la crise est le fruit naturel de l'industrialisme. Avec de sages réformes on peut conserver la grande industrie et éviter les crises. Voilà ce que l'on peut répondre aux pessimistes.

Quant aux optimistes, ils ont parfaitement raison de dire que les causes des crises sont très nombreuses, très accidentelles et si diverses qu'elles paraissent absolument étrangères les unes aux autres. Mais nous pensons qu'il convient d'amender cette conception cahotique pour la soumettre à des règles scientifiques. Il n'existe pas de science pour les faits individuels et isolés. Et voilà pourquoi les optimistes n'ont pas proposé de théorie sur la cause des crises (1). Leurs listes de

(1) Une théorie sur la cause des crises est cependant nécessaire. « Si, dans le domaine des sciences médicales, en dehors de l'anatomie normale et de la physiologie, nous avons des doctrines spéciales qui décrivent les organes et les fonctions du corps humain à l'état pathologique, de même, en économie politique, nous avons une théorie des perturbations et des crises (annonaires, monétaires, bancaires, commerciales, etc.), qui est le complément néces-

phénomènes ne nous satisfont pas. Nous préférons chercher le lien qui unit les faits prétendus isolés, et nous croyons que ce lien existe. Ce lien c'est le dernier chaînon qui relie les causes diverses et multiples aux crises qu'elles déterminent. C'est ce chaînon qui, en raison de sa nature propre, confère le caractère économique à une certaine catégorie de conséquences d'un phénomène général.

Prenons, par exemple, ce fait aux conséquences multiples qu'est une guerre. Une guerre peut être la cause première d'une crise économique. Elle peut être également la cause de phénomènes tout à fait différents, politiques, religieux, géographiques, etc. Il existe des liens, des phénomènes intermédiaires, qui relient le fait de la guerre à chacune des catégories diverses de ses conséquences. Ainsi une guerre a des conséquences pour le budget de l'Etat. Elle se relie à ces conséquences par des opérations de Bourse, des emprunts, des opérations de trésorerie. Ces opérations ont augmenté les charges des Etats civili-

saire de la théorie des fonctions économiques normales. » Luigi Cossa, *Introduzione allo studio dell' Economia politica*. Trad. A. Bonnet, Giard et Brière, 1899. Théorie, ch. IV, § 2, p. 56.

Dühring déclare que pour comprendre complètement l'organisme social nous devons l'étudier aussi bien en état de maladie qu'en état de santé. *Cursus der National und Socialökonomie*. Part. V, chap. I, p. 225.

sés de trois cents milliards au cours du dix-neuvième siècle (1). De même la guerre se relie aux crises économiques par un phénomène spécial, et c'est ce chaînon dernier sur lequel il est utile, croyons nous, d'attirer l'attention des économistes.

Ce phénomène, nous pensons qu'il existe au début de toutes les crises modernes. Et cette universalité est déjà intéressante. De plus, nous estimons qu'il est plutôt le dernier acte de la pré-crise que la première manifestation de la crise elle-même, de telle sorte que, si l'on parvient à exercer sur lui une action salutaire, on peut, soit arrêter l'évolution de la crise, soit, tout au moins, modérer le trouble économique. Dans ces conditions le fait que nous voulons étudier possède une réelle importance.

Mérite-t-il le nom de cause des crises ? Sans vouloir enlever leur valeur aux causes multiples et hétérogènes dont nous venons de parler et qui sont évidemment des causes premières et éloignées des crises, nous croyons que le dernier acte de la pré-crise mérite le nom de cause immédiate et dernière.

(1) 11 milliards pour les Etats du Sud et 22 milliards pour ceux du Nord, pendant la guerre de Sécession ; 10 milliards pour la guerre de Crimée ; 175 millions pour la guerre de 1864 ; 2 milliards et demi pour celle de 1866 ; 15 milliards pour la campagne 1870-1871 ; 6 milliards pour le Transvaal, etc.

Du reste, le principe de causalité est en lui-même un problème compliqué. Le phénomène engendre-t-il objectivement le phénomène ? Ou bien, comme l'explique Hume, l'esprit humain a t-il pris l'habitude de croire une certaine succession de phénomènes impossible à interrompre jusqu'à supposer entre eux des rapports dynamiques ? Ce sont là des questions purement philosophiques que nous n'avons pas à solutionner ici (1).

Aussi bien, le but de notre étude n'est pas de proposer une nouvelle théorie des causes des crises, mais simplement de mettre en valeur un phénomène trop négligé dans cette question encore si obscure.

Les efforts que l'on tente pour éclaircir cette question sont vus d'un œil sceptique par beaucoup d'économistes. Ils nous paraissent louables cependant. Il ne faut pas oublier que la crise économique, indépendamment de son attrait théorique, a des conséquences pratiques fort graves. Elle entraîne toujours la ruine de quelque entrepreneur ou de quelque ouvrier, de quelque propriétaire foncier ou de quelque capitaliste (2). Ceux-là même

(1) Cf. le *Phénoménisme* de Hume, l'*Associationisme* de J. Stuart Mill et l'*Héréditarisme* d'Herbert Spencer.

(2) « Prises à part, considérées au moment où elles ont lieu, sans égard à leurs suites, les crises sont toujours accompagnées de plus de douleurs qu'elles n'apportent de

qui pensent, avec G. Schmoller, que la crise « n'est qu'un procès de purification et de sélection » sont obligés de convenir qu'elle ne frappe pas seulement les paresseux, les retardataires en fait de technique et d'habileté commerciale, les incapables en fait d'économie, mais qu'elle abat souvent et en grande mesure ceux qui sont innocents et dignes de pitié.

Dès lors, pourquoi ne pas apporter sa contribution, si minime soit-elle, à l'élucidation d'un problème si pressant ? Un peu plus de lumière permet d'apercevoir un peu plus de vérité. Et d'un peu plus de vérité, il découle toujours un peu plus de bien.

Cherchons d'abord à dégager par le simple raisonnement cette cause dernière et immédiate des crises, que nous avons annoncée sans la nommer. Et pour cela, laissons de côté tous les détails et même ces caractères différenciateurs qui font les crises économiques plus spécialement monétaires, commerciales ou agricoles, et prenons les choses d'assez haut pour que nous puissions

joies, elles se soldent momentanément par un excédent de souffrance et de tristesse. On peut en donner pour raison cette pensée de Schopenhauer : Demandez-vous, quand une bête en mange une autre toute vive, si le plaisir de la première égale en intensité la torture de la seconde. » G. Tarde, *Psychologie économique*, II, p. 155.

envisager dans son ensemble le jeu des échanges. Nous éviterons ainsi le piège où tombent ceux que les arbres empêchent de voir la forêt.

Mais, en nous aventurant sur le terrain dangereux de l'abstraction, il faut nous garder de commettre la faute des épigones manchestériens qui croyaient pouvoir échafauder l'Économique, théorèmes sur théorèmes, comme la géométrie. C'est pourquoi nous nous affirmons positiviste en économie politique, et nous n'allons demander au raisonnement que ce qu'il peut donner, c'est-à-dire une hypothèse que devront vérifier les observations qui feront l'objet de nos quatre chapitres. La distribution de nos observations explicatives sera donnée au cours du rapide exposé logique que nous allons faire.

Voyons, dans ses grandes lignes, ce qu'est la crise économique, et, pour cela, partons de sa définition même (1).

(1) Le mot *crise* n'est pas un terme technique. Il s'applique à des phénomènes très différents. On peut dire que la crise est universelle. En effet, il suffit d'observer les choses qui nous entourent, et surtout les êtres vivants, pour constater que tout se transforme. La fixité n'est que relative et l'état purement statique est du domaine de la convention, tandis que le mouvement est réellement partout. Le monde n'est qu'un composé de forces qui se meuvent en se contrariant par des actions et des réactions successives. Dès lors, un moment intéressant et digne de remar-

Il ne peut s'agir ici que d'une définition impersonnelle et n'ayant rien d'explicatif. Les définitions systématiques, qui parfois sont de véritables pièges scientifiques, doivent être, en bonne logique, le résultat et non le point de départ des recherches (1). Empruntons aux dictionnaires la

que est celui où l'action s'arrête pour permettre à la réaction de commencer. Ce moment culminant, c'est celui de la crise. C'est le moment décisif où l'on peut décider, où l'on peut juger, κρινειν.

La crise se trouve, plus ou moins nette, dans tous les mouvements progressifs ou régressifs, c'est-à-dire, en réalité, partout et toujours. Il y a des crises physiologiques, politiques, morales, etc. Il y a surtout des crises économiques. Là, plus que partout ailleurs, nous nous trouvons en présence de mouvements délicats et irréguliers, mouvements très importants pour les hommes, puisqu'ils ont pour but la satisfaction de leurs besoins.

Dans la dynamique spéciale qui forme le domaine de l'économie politique, la série de mouvements la plus grave est celle qui fait parcourir aux produits le chemin qui va du producteur au consommateur par le jeu des échanges. C'est précisément une modification du jeu des échanges qui constitue la crise économique.

(1) Voici des exemples de définitions explicatives :

« Une crise est l'application soudaine de mesures conservatoires aux transactions commerciales, entraînant des demandes de liquidation occasionnées par l'impossibilité dans laquelle se trouvent, en général, les hommes d'affaires de faire face à leurs engagements. » E. Jones, *Economic Crises*, p. 4.

« La crise implique... l'écrasement et la déclaration

moins suspecte et la moins tendancieuse des définitions.

Dans le *Nouveau Dictionnaire d'Économie politique,* publié sous la direction de M. Léon Say et de M. J. Chailley (1), M. Clément Juglar définit ainsi la crise commerciale : « La crise serait l'arrêt de la hausse des prix, c'est-à-dire le moment où l'on ne trouve plus de nouveaux preneurs. Le mouvement des échanges, jusqu'ici très rapide, très avantageux, est tout à coup arrêté. »

Le plus récent des Vocabulaires d'économie politique, celui de M. A. Neymarck (2), explique le mot *crise* de la manière suivante : « État de détresse que les circonstances déterminent dans la situation économique ou financière d'un pays ; c'est une perturbation dans la fonction générale des échanges. »

Dépouillées de leurs parties explicatives, ces définitions se réduisent à ceci : arrêt du mouvement des échanges, perturbation dans la fonction des échanges (3).

simultanée d'insolvabilité des entrepreneurs indépendants. » Wagner, *Krisen,* in Rentzsch *Handwörterbuch,* p. 26.

(1) Guillaumin, 1891.

(2) Armand Colin, 1898.

(3) C'est l'impression simpliste que l'on éprouve en prononçant le mot *crise;* l'impression d'un trouble dans l'équilibre industriel, manifesté par des prix anormaux qui ne satisfont ni vendeurs ni acheteurs.

L'échange est l'acte par lequel un producteur transmet un de ses produits à celui qui en a besoin, au consommateur, contre le payement d'un prix.

Le mouvement des échanges peut être normal ou troublé. Sa normalité consiste dans un équilibre relatif entre la production et la consommation. Sa perturbation — qui est la crise, d'après notre définition — c'est une rupture grave d'équilibre entre la production et la consommation.

Il faut bien déterminer la portée de cette proposition.

Nous avons dit : rupture grave. En l'espèce, cette qualification n'est point négligeable. Pourquoi ? Parce qu'il ne faudrait pas mettre au rang des crises certaines oscillations nécessaires de la balance des échanges qui sont un élément constitutif de la normalité et du progrès économiques.

Mais alors, quel degré de gravité doit présenter une modification de l'équilibre des échanges pour que cette modification rentre dans la catégorie des crises et sorte de celle des oscillations normales ?

Roscher admet aussi que la crise est un trouble apporté à l'équilibre entre la production et la demande effective.

Cette définition qu'adopte Herkner, — dans *Handwörterbuch* de Conrad, IV, sect. I, p. 891 — Schœffle l'accepte également, *Handelspolitik*, dans *Deutsches Staatswörterbuch* de Bluntschli, IV, p. 638.

De prime abord, ce problème ne paraît susceptible que de solutions arbitraires. Mais remarquons qu'alors même qu'il en serait ainsi, le mal ne serait pas bien grand, parce que la difficulté que nous examinons n'offre qu'un intérêt théorique. Dans la pratique, on discerne aisément si les laissés-pour-compte sont le fait d'une crise ou proviennent de la faute lourde du producteur en pleine prospérité économique, si, pour employer une expression socialiste, l'homme a été dominé par les facteurs économiques, ou bien s'il n'a pas su se servir de ces facteurs.

Cependant, même en théorie, on peut résoudre le problème d'une manière satisfaisante. Non pas assurément avec une rigueur mathématique. Mais il est inutile d'enfermer notre conception dans une camisole de force, à la façon de Cournot ou de Walras.

Pour solutionner la question de détail qu'il nous paraît intéressant de fixer, l'écossais James Steuart nous fournit une formule assez heureuse.

Dans son ouvrage à tendances mercantilistes, *Inquiry into the principles of political economy,* de 1767 (1), J. Steuart symbolise la vie matérielle d'une nation par une balance Dans un plateau de cette

(1) Londres, 2 volumes. Trad. en français, en 1789, et en allemand, en 1769-1772.

balance économique se trouve la demande. Dans l'autre se trouve placé la production ou l'offre, qu'il appelle *work*, le travail (1). Cela étant, l'équilibre existe quand la quantité de marchandises offerte est telle, par rapport à la quantité demandée, que les prix (la demande) compensent les frais de production et les profits (l'offre). Cet équilibre, et par conséquent la hausse relative des prix, se maintient par le concours du double développement des deux quantités opposées, c'est-à-dire par le parallélisme de l'augmentation des productions et de celle des acheteurs. Ce parallélisme est obtenu par de petites oscillations qui altèrent passagèrement et faiblement l'équilibre, mais qui ne troublent pas la prospérité économique parce qu'elles portent rapidement sur les deux plateaux, se manifestant des deux côtés, en *compétition double*. C'est précisément sous la forme de ces « vibrations » que s'effectue le mouvement économique : d'un côté, augmentation de la production ; d'un autre côté, augmentation de la population et de ses facultés acquisitives. Ces vibrations conditionnent la prospérité. Tantôt c'est le développement de la demande qui précède et provoque le développement du travail, tantôt c'est la situation inverse. Mais

(1) *Prefering the word work to that of supply, because it is the interests of the workmen wich chiefly come under our consideration.* Op. cit. II, 296.

toujours c'est le progrès qui résulte de ces poussées alternatives des acheteurs et des vendeurs.

Bien différente est l'hypothèse où il n'y a que *compétition simple*. Lorsque l'augmentation ne se fait sentir que d'un seul côté, il y a rupture d'équilibre. Si le travail (l'offre) a la prépondérance sur la demande, les gains des producteurs faiblissent par suite de la concurrence, l'ouvrier tombe dans la misère et les marchandises des producteurs restent invendues. Si c'est la demande qui l'emporte sur le travail, alors les prix montent et les gains des producteurs se développent, couvrent plus que les frais de production, ce qui appelle la concurrence étrangère (1), diminue la demande et met ainsi une barrière à l'ardeur industrielle.

Comme conclusion de ces explications, on peut donner la formule suivante : il y a progrès normal quand la balance économique est sollicitée par des compétitions doubles ; il y a crise quand elle est sollicitée par une compétition simple.

Nous savons maintenant quel degré de gravité

(1) Un exemple récent. — La métallurgie allemande, extrêmement prospère, avec d'énormes demandes, surtout en Russie, semble actuellement vaincue par la concurrence des États-Unis. — Une usine de Westphalie a vendu son stock, en Hollande, avec une perte sèche de 70.000 marks (mars 1901). — Cet appel de la concurrence étrangère a sa cause dans la prospérité excessive de la métallurgie allemande.

doit présenter une rupture d'équilibre entre la production et la consommation pour constituer la crise. Voyons dans quels cas cette rupture peut se produire.

Elle peut se produire dans les quatre hypothèses suivantes :

Diminution de la production.

Diminution de la demande.

Augmentation de la production

Augmentation de la demande.

En supposant, bien entendu, qu'un seul de ces phénomènes se manifeste isolément, tout le reste demeurant dans le *statu quo*. Car, s'il y avait des compétitions doubles, ces augmentations et diminutions pourraient se neutraliser et se compenser.

Remarquons que la première et la quatrième hypothèse donnent des résultats économiques identiques, elles produisent des déficits de produits. On peut les réunir sous le nom de crises déficitaires. De même, la seconde et la troisième hypothèse donnent l'une et l'autre des laissés-pour-compte ; ce sont les crises par surproduction.

Cette remarque est de première importance. Et voici pourquoi. Dans un état de civilisation avancé les crises déficitaires sont impossibles, ou, dans tous les cas, négligeables. Ces crises appartiennent exclusivement aux peuples primitifs, en retard, ou en décadence, c'est-à-dire retournés aux condi-

tions primitives. La démonstration de cette proposition fera l'objet de notre premier chapitre.

Si donc les nations civilisées d'aujourd'hui, — et *a fortiori* celles de demain, — n'ont à craindre que les crises par surproduction, nous sommes autorisé, dès maintenant, à laisser complètement de côté les crises déficitaires ; non parce qu'elles ne sont pas des crises, mais parce qu'elles ne nous intéressent pas. Et elles ne nous intéressent pas parce que nous ne faisons pas de l'histoire économique et que nous ne voulons être fixé que sur les crises que subit notre civilisation actuelle. Dès notre premier paragraphe, nous nous sommes cantonné sur le terrain des marchés contemporains des pays de grande industrie.

Retenons donc exclusivement les crises par surproduction.

Celles-ci découlent, nous venons de l'indiquer, de deux sources : 1° de la diminution de la demande ; 2° de l'augmentation de la production (1).

(1) « Il doit arriver bien rarement, s'il arrive jamais, que la surproduction coïncide avec la restriction volontaire de la consommation et que les deux causes opposées des crises dont il s'agit s'ajoutent l'une à l'autre. Car les dispositions psychologiques, les « états d'âme » sont éminemment contagieux ; et, à la même époque, dans une même région, le même vent d'optimisme et d'illusion souriante qui fait exagérer l'activité des fabriques pousse à l'exagération des dépenses ». Tarde. *Psychologie économique*, II, p. 167.

Cette distinction nous autorise à faire encore une élimination. En effet, l'observation scientifique nous permet d'écarter les crises par augmentation de la production. En réalité, celles-ci n'existent pas, ou du moins n'existent qu'en apparence, et doivent se ramener aux crises par diminution de la demande.

En matière de crises, ce n'est pas du côté du producteur qu'il faut se tourner pour rechercher la cause, mais bien du côté du consommateur.

Depuis longtemps, d'ailleurs, les économistes ont essayé de rattacher la crise à la théorie de la consommation. Ils convenaient, au début du dix-neuvième siècle, que la demande règle certaines conditions du marché. J.-B. Say, en des pages célèbres (1), a montré comment la demande, suivant qu'elle était permanente ou temporaire, produisait la boutique stable ou la foire nomade.

Eh bien ! nous pouvons aujourd'hui faire un pas de plus. Il est démontré que la demande ne règle pas simplement *certaines* conditions du marché, comme son étendue et sa durée, suivant l'exemple donné par J.-B. Say, mais qu'elle règle *toutes* les conditions du marché, et, par conséquent, sa normalité. C'est elle qui conditionne la régularité de l'équilibre industriel. C'est d'elle que dépend la crise.

(1) *Traité*, éd. de 1841, pp. 95, 96.

Ce qui sert de base à cette conception, c'est le principe de la subjectivité de la valeur. Nous exposerons les conséquences de ce principe, en ce qui concerne les crises, dans notre chapitre second. Rappelons simplement comment se pose le problème.

Produire, c'est conférer de la valeur. Mais l'origine et la mesure de la valeur, c'est le besoin et le désir humain. C'est le désir de l'homme qui confère la valeur à un objet ou à un service quand il se projette sur eux. Donc c'est le consommateur qui est le dispensateur de la valeur des choses.

Mais, pourrait-on objecter, que fait-on quand on produit des objets sans valeur, puisque produire c'est uniquement conférer de la valeur ? S'arrêter à cette objection, c'est jouer sur les mots.

Ce n'est pas au moment même où ils sont produits que les objets peuvent être considérés comme ayant ou n'ayant pas de la valeur. C'est quand ils sont offerts au marché. Alors, si le désir du consommateur se pose dessus, et cela sera si l'objet offert est en deçà de l'utilité-limite, alors l'objet aura de la valeur. S'il ne reçoit pas la consécration de la demande, l'objet reste sans valeur ; c'est un laissé-pour-compte. Son producteur s'est trompé, il a dépassé l'utilité-limite (1).

(1) Dans toutes les crises il y a une *attente trompée*, a dit M. Tarde, *Psychologie économique*, II, p. 151.

Puisque c'est la demande qui règle la valeur et la vendabilité des produits, c'est vers elle qu'il faut se tourner pour expliquer les crises de surproduction. Et c'est bien ce que nous comptons démontrer.

Notons maintenant que le simple raisonnement nous a mis en possession du phénomène déterminateur des crises, lequel n'est autre que cette modification de la demande que l'on a pris l'habitude d'appeler la sous-consommation.

C'est la sous-consommation qui est le dernier aboutissement des causes si variées et toujours lointaines des crises dont nous parlions au début de cette introduction. Nous avions pris, en énumérant ces causes, pour exemple, la guerre. Et nous disions que la guerre se reliait par un chaînon économique à la crise économique qu'elle déterminait. Ce chaînon, c'est bien la sous-consommation. La guerre n'arrive à produire une crise que parce qu'elle arrête ou modifie les consommations.

On a récemment poussé très loin cette étude intéressante des consommations que la guerre augmente ou diminue. La *Chicago Tribune* du 31 décembre 1898 a publié un tableau très complet qui indique quelles étaient les industries qui étaient stimulées par la guerre contre l'Espagne, quelles étaient celles qui étaient déprimées, et

enfin, celles qui n'étaient pas influencées (1).

La sous-consommation, qui domine ainsi toute la théorie des causes des crises, nous semble, en grande mesure, dirigée par des mobiles psychologiques. Voilà pourquoi, pour la comprendre d'une manière suffisante, il faudrait l'étudier au sein même de chaque individu social.

Quand le consommateur hésite entre adopter ou rejeter tel objet à consommer, cette hésitation, cette petite bataille interne qui se reproduit à des millions d'exemplaires à chaque moment de la vie économique d'un peuple, c'est ce qui détermine ou empêche la crise.

Nous avons dit que la crise avait son origine au sein de chaque individu social, parce qu'il ne faut pas rester, avec J. Stuart Mill, dans la psychologie individuelle ou intra-cérébrale. Il s'agit

(1) Dans la première catégorie, figurent les industries se rapportant aux médicaments, aux produits d'épicerie, aux produits agricoles, aux grains, aux farines, au fer et à l'acier, aux cuirs, au papier, aux caisses d'emballage, aux vêtements, aux journaux, à la photographie, au commerce des poudres, de l'étamine à pavillons, des drapeaux, des brosses, etc. Les industries notées comme subissant une dépression sont celles des bottes et souliers, des immeubles, des matériaux de construction, des bois de charpente, et de la bière L'industrie de la bicyclette est notée comme déprimée. Les industries non affectées sont celles de la houille, de l'ameublement, de la quincaillerie, de la joaillerie, etc. Le banking également n'est pas affecté.

des échanges, des rapports entre producteurs et consommateurs dans le sujet des crises. Il faut donc étudier la psychologie inter-cérébrale, examiner la mise en rapport de plusieurs individus.

Le meilleur procédé, à notre sens, pour arriver à solutionner notre problème, c'est de dégager la psychologie des foules acheteuses.

Et pour continuer nos indications distributives, disons que cette recherche fera l'objet de notre chapitre troisième.

CHAPITRE PREMIER

LES CRISES DÉFICITAIRES SONT NÉGLIGEABLES DANS LES NATIONS DE GRANDE INDUSTRIE

La crise déficitaire ou par infra-production se manifeste par la raréfaction de certains produits ou de certains services.

Son degré de gravité se mesure sur l'importance de la désirabilité des produits ou services raréfiés. Si, par exemple, la désirabilité du produit est extrême, ce qui revient à dire qu'il s'agit de besoins qui doivent être satisfaits sous peine de mort, la disette atteint son maximum de gravité. Elle prend alors le nom de famine.

La question de la disette, c'est donc la question de l'impossibilité de satisfaire les besoins des hommes.

« Le besoin est pour nous un compagnon inséparable », a dit Courcelle-Seneuil. Et J.-B. Say a bien indiqué, au début de son *Cours d'Economie politique*, comment les besoins variaient. « Les

besoins de l'homme dépendent, dit-il, de sa nature, de son organisation physique et morale, et diffèrent suivant les positions où il se trouve. Quand il est borné à une vie purement matérielle et végétative, il a peu de besoins à satisfaire au-delà de sa nourriture. Quand il fait partie d'une nation civilisée, ses besoins sont nombreux et variés. »

Il faut reconnaître, en effet, que la multiplicité des besoins est le signe le plus manifeste de la civilisation (1). Et, dans cet ordre d'idées, l'on peut, par une sorte d'inspection panoramique, déterminer, d'après ce signe, comme une série de tranches dans la vie des nations.

Dans une première période, les besoins se manifestent rares et simples pour l'universalité des hommes qui composent un peuple primitif. Puis, dans une seconde période, quelques individualités,

(1) La multiplication des besoins n'est pas l'unique marque de la civilisation. On a indiqué de nombreux caractères de l'état civilisé. Plusieurs sont sujets à caution.

Ainsi, dans un article sur *le Criterium du progrès* (*Journal des Économistes* du 15 décembre 1899), M. Yves Guyot expose que le caractère du progrès c'est : l'augmentation de la puissance de l'homme sur les choses et l'émancipation de l'individu de l'oppression d'un autre individu.

Ce criterium nous semble peu satisfaisant. Il le faut expliquer. En effet, l'homme n'augmente pas sa puissance sur les choses pour l'unique plaisir de contempler cette augmentation, mais bien pour acquérir de nouveaux moyens de satisfaire des besoins qui se multiplient. De même il

qu'imitent bientôt plusieurs groupes, ressentent des besoins de plus en plus variés. Le peuple se civilise graduellement. Il peut se dire civilisé lorsque les besoins sont nombreux et variés pour le plus grand nombre, tandis que des individus isolés se sont seuls attardés aux besoins restreints. Dans une troisième période, les besoins sont tellement multipliés pour la foule que l'élite, qui veut se distinguer par des consommations spéciales et pas encore vulgarisées, se crée des besoins nuancés à l'infini, excessifs, extravagants, maladifs.Le peuple commence alors sa décadence. Enfin, dans une dernière période, le peuple déchu voit peu à peu se raréfier ses besoins. Il revient vers son point de départ pour disparaître ou recommencer le cycle.

Ces considérations sont trop générales pour être

s'émancipe pour augmenter ses satisfactions, ses consommations.

J.-Stuart Mill écrit dans son livre IV, chapitre I, des *Principes d'Économie politique :* « Les progrès que l'on peut prévoir dans les sciences et dans les arts physiques, une sécurité plus grande chaque jour des propriétés, et une liberté plus entière de disposer de ses biens, sont les traits les plus apparents de la civilisation des peuples modernes ».

Ce sont là, sans doute, des caractères de l'état civilisé, mais ils n'expliquent pas la civilisation au point de vue spécialement économique.

absolues. Il peut y avoir, dans certaines périodes, un ralentissement, un état relativement stationnaire qui enraye l'évolution. Il faut conserver cependant cette idée que le progrès de la civilisation consiste à substituer aux peuples qui ont des besoins restreints des peuples qui ont des besoins nombreux.

Cette substitution entraîne de profonds changements dans le domaine industriel. Pour satisfaire des besoins nombreux, il faut des conditions de production intensifiées.

Aucune poussée de civilisation n'a été peut-être plus forte que celle qui a marqué le siècle dernier. Le dix-neuvième siècle a consacré l'avènement à l'état civilisé d'un grand nombre de peuples (1) et les a dotés, par suite, de ce nouvel outillage économique auquel nous venons de faire allusion. Cet outillage, qui comporte non seulement des améliorations techniques et des applications scien-

(1) Actuellement, les peuples de grande industrie couvrent l'Europe, l'Amérique, l'Australie et une partie de l'Asie et de l'Afrique. Il y a évidemment des degrés, même en Europe. L'Europe occidentale est plus civilisée que l'Europe orientale. Si l'on prend, par exemple, pour un des signes principaux de la civilisation, l'éducation, on voit qu'en Roumanie, en Serbie et en Russie il y a 80 0|0 de la population qui ne sait ni lire ni écrire. En France et en Belgique, il y en a seulement 14 0|0 ; 10 0|0 en Hollande et 8 0|0 en Angleterre.

tifiques, mais aussi des transformations plus profondes comme l'accroissement proportionnel du capital employé, le développement de la division du travail, non seulement entre individus mais entre nations, la création de villes manufacturières, etc., se désigne par le nom de mécanisme de la grande industrie. Nous emploierons ce terme plus scientifique de nation de grande industrie, de préférence à celui de nation civilisée.

Il est remarquable que, dans les nations de grande industrie, les crises déficitaires se comportent comme dans un milieu réfractaire. Si elles tentent d'éclore, leur tentative avorte rapidement. De telle sorte que les transformations industrielles, qui ont suscité tant de périls nouveaux, semblent, tout au moins, avoir écarté ce péril ancien des disettes et des famines.

Examinons les raisons de ce phénomène :

A. — Sorte d'assurance constituée par les consommations de luxe (1). — La première, nous sem-

(1) Les consommations de luxe, — réserve et protection contre les crises de disette, — sont possibles à cause de la richesse accumulée des peuples civilisés.

Actuellement, d'après les calculs de Mulhall, la fortune de l'Europe en capital mobilier et immobilier s'élève à 1.175 milliards ; le capital mobilier seul représente 500 milliards.

ble-t il, c'est qu'il existe dans les nations de grande industrie comme une assurance contre les crises déficitaires constituée par les consommations de luxe (1).

De même que l'homme qui possède les ressources suffisantes pour mener une existence somptueuse, se trouve fort éloigné du risque de la gêne alimentaire, de même le peuple qui est parvenu

Richesse totale :	Angleterre.....	295	milliards
	France.....	247	—
	Allemagne.....	201	—
	Russie.....	160	—
	Autriche.....	103	—
	Italie.....	79	—
	Belgique.....	25	—
	Hollande.....	22	—
Capital mobilier :	Angleterre.....	106	milliards
	France.....	65	—
	Allemagne.....	37	—
	Russie.....	14	—
	Autriche.....	10	—
	Italie.....	7	—
	Belgique.....	7	—
	Hollande.....	6	—

Fortune moyenne des habitants (en divisant la fortune totale d'un pays par le nombre de ses habitants) : Angleterre, 7,400 fr. ; France, 6,600 ; Hollande, 4,600 ; Belgique et Allemagne, 3,900; Autriche et Italie, 2,500; Russie, 1,500.

Fortune mobilière : Anglais, 2.650 ; Français, 1,700 ; Hollandais, 1,250 ; Belge, 1070 ; Allemand et Italien, 700 ; Russe, 144.

(1) C'est un fait que prouvent cent statistiques que les

à cette période, où presque tous les citoyens peuvent se permettre la satisfaction de besoins multiples, n'éprouvera pas le souci du pain quotidien. Le civilisé a un moyen bien simple pour donner satisfaction à ses besoins primaires, il n'a qu'à restreindre ses satisfactions de luxe et, le cas échéant, pourvoir à son nécessaire au détriment de son superflu.

Remarquons que la disette décroît, en intensité, en raison directe du nombre et de la variété des demandes. Si un seul produit était demandé par tous et qu'il vînt à manquer, le mal serait effrayant. Si un produit manque dans l'innombrable

consommations de luxe se multiplient. Une des causes de cette multiplication, c'est l'augmentation de la population urbaine et les facilités de communication qui mettent à la portée des consommateurs une variété sans cesse croissante d'objets.

Par exemple, la consommation du café a doublé en dix ans. La quantité de café consommé aux Etats-Unis était de 226,800 tonnes en 1884-1885. Elle atteignait 362,880 tonnes en 1898-1899. L'Allemagne, le pays de l'Europe où l'on boit le plus de café, en consomme 136,000 tonnes par an. La France vient après, avec 77,112 tonnes ; puis l'Autriche-Hongrie, avec 45,360 tonnes, etc.

En France, la consommation du tabac était :

En	1815.	9,753,537 kilos
	1845.	18,458,816 »
	1875.	30,373,613 »
	1898.	38,161,627 »

série des produits, dont beaucoup sont similaires, le mal ne sera pas grand. Donc, plus un peuple varie ses consommations, moins il est susceptible de souffrir des crises déficitaires.

On pourrait objecter que les produits et les services destinés à la satisfaction des besoins primaires sont offerts facilement, sans doute, mais pas en surabondance, que par conséquent si un événement imprévu vient diminuer leur production, une crise déficitaire sera parfaitement possible. C'est l'objection des adversaires du luxe. Ils ajoutent que pour écarter positivement toute possibilité de crise déficitaire, il faudrait que les riches s'abstinssent de consommations de luxe et fissent servir leurs capitaux à la production exclusive des objets essentiels pour la vie.

L'objection ne nous atteint pas. Nous n'avons pas voulu dire que, par le fait même qu'une nation est civilisée, elle ne peut voir surgir une crise déficitaire. Le peuple le plus raffiné dans ses consommations d'ameublement, de confort, de vêtements, peut, à un moment donné, éprouver quelque ennui pour satisfaire, aussi automatiquement qu'il le fait d'habitude, ses besoins essentiels. Une mauvaise récolte, sur un point donné, peut préoccuper ceux qui s'approvisionnaient habituellement dans ce rayon producteur.

Mais ce que nous affirmons, c'est que la masse

des consommations accessoires palliera la gêne de cette consommation essentielle. Tandis que, si ces consommations accessoires n'existaient pas, cette gêne pourrait se transformer en famine.

Le fonds destiné aux consommations de luxe est comme une caisse de réserve. En cas d'accident, on n'a qu'à y puiser (1).

De plus, à mesure qu'on s'est livré aux consommations de luxe, on a perfectionné la manière dont on se procure les consommations nécessaires. Ces perfectionnements seront un frein efficace pour prévenir ou enrayer la disette.

B. — Dépopulation des peuples civilisés. — Une théorie fort répandue parmi les économistes et les sociologues explique qu'en tout temps et sous toutes les latitudes, la fécondité des mariages est en raison inverse des progrès de la civilisation (2).

(1) L'accident peut se produire, ce n'est pas l'existence des consommations de luxe qui en empêchera la réalisation ; mais les consommations de luxe fournissent le remède immédiat pour parer aux conséquences de l'accident.

(2) C'est le phénomène que prévoyait et que souhaitait John-Stuart Mill : « Lors même que l'accroissement de population ne serait pas nuisible, dit-il, je ne vois guère, je l'avoue, de motifs de le désirer. Dans tous les pays les plus peuplés, on est parvenu à une densité de population suffisante pour permettre à l'humanité d'obtenir au plus haut point les avantages de l'action en commun et des

Les barbares et les ignorants auraient beaucoup d'enfants parce que leurs forces physiques ne sont point épuisées par le surmenage intellectuel, tandis que les peuples civilisés resteraient relativement inféconds pour la raison contraire. Les civilisés auraient des enfants spirituels, qui sont les idées, les découvertes de la science, les chefs-d'œuvre de la littérature et des arts ; les ignorants et les pauvres auraient, au contraire, la spécialité de reproduire l'espèce, en se reproduisant eux-mêmes.

relations sociales. Une population peut être trop pressée, lors même que personne ne manquerait ni de pain, ni de vêtements. Il n'est pas bon pour l'homme d'être toujours et malgré lui en présence de ses semblables..... » *Principes d'Économie politique,* Livre IV, chap. VI, p. 140, Petite bibliothèque économique Guillaumin.

Charles Fourier considérait la dénatalité comme un grand progrès de la civilisation. Il craignait que les excès de population ne fissent *le plein* du monde en 150 ans. Il voulait qu'on empêchat ce malheur par les quatre procédés suivants : 1° la vigueur ; les femmes robustes sont plus stériles que les femmes délicates ; 2° le régime gastrosophique ; les paysannes sont fécondes parce qu'elles usent d'une nourriture grossière bornée aux végétaux. Plus on varie ses aliments, plus on est gastronome, plus on est stérile ; 3° les mœurs phanérogames ; amours libres et applications du féminisme ; 4° l'exercice intégral ; l'exercice corporel étendu à toutes les parties du corps alternativement et proportionnellement retarde la puberté et la fécondité. Ch. Fourier. *Le nouveau monde industriel et sociétaire,* pp. 335-338.

Il y aurait là une sorte de division du travail providentielle et inconsciente. A moins que ce ne soit une application curieuse de la loi de substitution qui s'expliquerait ainsi : quand les peuples sont primitifs, le besoin de se reproduire a une importance considérable, au milieu des rares besoins. C'est au moins le second ; il vient immédiatement après le besoin de manger. Mais quand la civilisation a multiplié les besoins, d'autres désirs entrent en concurrence avec le désir de reproduction, et quelques-uns finissent par se substituer à lui. C'est ainsi que, dans l'Europe occidentale actuelle, le désir d'élever dans le plus grand bien-être ses enfants, ou, plus simplement, le désir d'éviter les charges de famille, concurrence avec succès le désir d'avoir beaucoup d'enfants. (1)

(1) Les progrès de cette conception sont manifestes chez les peuples les plus avancés en civilisation. Sans parler de la France, où la dénatalité est évidente, nous pouvons constater que le Royaume-Uni arrive à l'état stationnaire au point de vue de la population. Pour l'Angleterre et le pays de Galles, le nombre des naissances n'a été que de 928.646, soit 29,3 ‰ pour 1900.

D'après un récent travail du Dr E. Prinzing (*Zeitschrift für Socialwissenschaft,* janvier-février-mars 1901), la natalité diminue d'une façon sensible dans les *grandes villes* de l'Allemagne. Là, dans les familles aisées, la stérilité volontaire fait d'incessants progrès. Ce progrès ne peut que s'accentuer par suite de l'accroissement du nombre des

Presque tous les auteurs sont obligés de s'incliner devant le fait de la dénatalité. Il en est cependant qui essayent de lire les statistiques en leur donnant une interprétation différente. Ainsi M. Juglar groupe les chiffres des naissances non pas en les mettant en rapport avec le chiffre de la population, mais en comparant les natalités d'une année à celles d'une année postérieure. Il compare ainsi les années 1869 et 1873, et trouve : une augmentation de naissance de 338.000 en Allemagne ; de 156.000 en Angleterre ; de 118.000 en Italie. Avec ce système il trouve, pour la France, 877.000 naissances légitimes en 1869, et seulement 766.000 en 1898 (1).

grandes villes. En effet, le dernier recensement (1er décembre 1900) fait connaître qu'il existe, en Allemagne : 33 villes qui ont plus de 100,000 habitants ; 56 villes ayant de 40 à 100,000 habitants, tandis qu'il n'y en avait que 8, en 1871 ; enfin, 245 villes ayant plus de 10,000 habitants.

De plus, la dénatalité est progressive dans toutes les villes de garnison. Et celles-ci ne font qu'augmenter en nombre.

(1) A côté de la question de la quantité des naissances, il y a celle tout aussi importante de la qualité des naissances. Nous ne pouvons ici que l'indiquer. Ainsi, M. de Riepenhausen, chambellan de Guillaume II, discutant l'augmentation des naissances des populations rurales de l'Empire, dit que la qualité n'a pas suivi la progression de la quantité. De même, en Italie, les résultats donnés par la conscription de 1901 sont déplorables. Dans certains villages toscans et napolitains, les jeunes gens inaptes ont été dans la proportion de 35 à 40 %.

Mais quelle que soit l'interprétation que l'on donne aux statistiques, on est bien obligé d'admettre que le développement de la population est en raison inverse du bien-être, de la culture intellectuelle, du progrès de la civilisation enfin.

Dès lors, nous nous trouvons en présence d'un argument topique en faveur de notre assertion.

En effet, si les individus restent stationnaires en nombre, pendant que tout augmente, leurs besoins primaires seront de plus en plus facilement servis. Donc les crises déficitaires sont de moins en moins redoutables.

Elles demeurent le triste apanage des peuples retardataires ou retournés, par la décadence, à une demi-barbarie. Ceux-là pullulent. Il devient de plus en plus difficile d'assurer leur alimentation. Vienne une mauvaise récolte et tout est perdu. C'est un fait d'expérience. Certains penseurs croient même que les disettes avec répercussions démographiques sont un frein naturel et périodique qui sert à régulariser l'excessive fécondité des nations ignorantes et pauvres.

On pourrait objecter : mais ces populations si denses n'ont pas que des bouches, elles ont aussi des bras. Quand il naît un enfant, ce n'est pas seulement un consommateur, c'est un producteur qui surgit. Sans doute, mais qu'on ne perde pas de vue que nous considérons des peuples primitifs

ou en décadence. Les bras d'un non-civilisé ont souvent une valeur inférieure à sa bouche, au point de vue économique.

C. — Plus grande souplesse dans la production. — Dans les nations de grande industrie, l'on a apporté les plus grands perfectionnements à la production des objets de première nécessité. De là une considérable diminution des frais de production. L'établissement d'un prix de revient extrêmement bas empêche les hauts prix à la vente. On est arrivé à ce résultat en appliquant les procédés qui permettent d'atteindre le plus grand résultat avec le moindre effort (1).

Par exemple, on a reconnu que les produits courants, de grande et nécessaire consommation, sont obtenus plus efficacement et plus avantageusement par la fabrication en grand à l'aide de machines. C'est pour eux que la fabrication en grand est surtout possible, car les besoins élémentaires qu'ils ont pour but de satisfaire sont identiques. Les besoins secondaires subissent, au contraire, la variété des goûts et restent du domaine de la production en petit, à cause de leur variabilité.

(1) Le mouvement général des prix de gros, en France, pendant l'année 1901, accuse pour 48 produits principalement observés une baisse de 6,60 °/₀ sur les prix de 1900. *Réforme Économique,* 1902.

Donc la nature des choses indique pour la production des produits essentiels les procédés de la grande industrie et, par suite, permet les bas prix, résultat essentiel de la grande production.

Dans cet ordre d'idées on peut citer les améliorations merveilleuses obtenues, pendant le dix-neuvième siècle, grâce aux machines et aux applications des inventions de Watt, Fulton, Crompton et Arkwright (1). En observant toutefois que ces applications ont été plus nombreuses pour le vêtement ou la locomotion que pour l'agriculture ou le bâtiment.

Pour l'alimentation : charrues perfectionnées, à la vapeur, en métaux sélectionnés ; semoirs mécaniques, batteuses, moissonneuses ; applications des engrais chimiques ; drainages, défrichements ; meuneries mécaniques, boulangeries coopératives ; malteries et brasseries scientifiques ; vignes à culture intensive ; vinifications soignées ; écoles

(1) Un des derniers perfectionnement du machinisme est certainement la nouvelle machine, mue par l'électricité, que vient d'inventer un ingénieur de Chicago. Cette machine a pour but d'« abattre » le charbon dans les galeries des mines. C'est à la fois une « haveuse » ou machine à couper et une « perforatrice ». Elle est destinée à se substituer complètement au travail manuel si dur et si dangereux. Elle fait le même ouvrage que quinze mineurs et produit une économie de 0 fr. 60 à 1 fr. 80 par tonne de charbon extrait.

d'agriculture, enseignement agricole par arrondissements, fermes-modèles, etc.

Pour le vêtement : développement de toutes les industries de tissage, de confections, etc.

Pour l'habitation : meubles faits à la machine ; maisons ouvrières à bon marché, maisons métalliques, démontables.

Pour les besoins intellectuels : instruction gratuite ; bibliothèques populaires ; cours professionnels gratuits.

Pour citer un seul exemple du bas prix obtenu par la grande industrie pour les objets courants, prenons la plume métallique Les premières, qui se faisaient à la main, se payaient, au détail, 25 fr. l'unité. Le fabricant anglais Perry paya 6 fr. 25 une plume d'acier. Encore étaient elles inférieures à celles dont nous nous servons. Même après que plusieurs manufactures eurent été établies, le prix d'une plume d'acier resta longtemps à 5 francs. Puis, il descendit à 5 fr. 50, enfin à 0 fr. 75. Pendant une assez longue durée, ce fut le prix normal. Aujourd'hui, pour ce prix, on peut en avoir une grosse (144).

Si donc on peut satisfaire les besoins élémentaires à très bas prix, on n'aurait à faire qu'un faible effort économique pour activer ou même rétablir la production des produits courants, au

cas de rarétaction. Raison évidente pour ne pas craindre les crises par infra-production.

D. — Facilité d'approvisionnement sur la surface entière de la terre due au développement des moyens de communication (1). — Si l'on considère la production totale, pour le monde entier, des denrées et produits d'alimentation, on constate que cette production varie peu en quantité. L'excédent d'un pays couvre le déficit d'un autre. Donc plus on étend le marché pour ces produits, plus on tend à l'équilibre et on s'éloigne des crises. Or les progrès accomplis pour donner de l'extension au marché des matières essentielles à la vie sont très considérables depuis l'établissement de la grande industrie (2). On peut même affirmer que le progrès s'est affirmé en matière de communications

(1) *A contrario,* exemple de la façon dont les pays arriérés sont susceptibles d'avoir des crises de disette. Avant l'établissement des chemins de fer russes, des régions de l'empire moscovite mouraient de faim pendant que d'autres régions, où la récolte avait été abondante, laissaient périr les céréales sur place. Dans le gouvernement de Pskov, on a vu l'hectolitre de seigle monter à 5 roubles, alors que dans le gouvernement d'Orel il se vendait de 65 à 70 kopeks,

(2) Les mesures internationales comme la protection internationale des marques de fabrique, du nom commercial, des brevets, la convention postale universelle, etc., ont beaucoup favorisé l'extension du marché.

et transports plus qu'en toute autre matière (1). Des abus même pourraient se découvrir. On a construit des voies ferrées en si grand nombre que plusieurs ont été établies trop hâtivement par rapport au développement général économique du pays ; le chemin de fer construit, on n'a pas eu assez de marchandises ou de voyageurs à transporter.

Il est facile de citer, à l'appui de notre affirmation, le développement extraordinaire en nombre, en qualité, en rapidité, en précision, en économie des entreprises postales, terrestres ou maritimes, de télégraphes, de téléphones, de chemins de fer, de tramways., etc., dont l'exposé n'est

(1) Les chemins de fer en exploitation, dans tous les pays du monde, qui n'atteignaient que 7.710 kilom. en 1840, se sont élevés à 206.650 kilom. en 1870 et à 790.570 kilom. à la fin de 1900. Il faut noter, de plus, comme améliorations des communications : la suppression des péages sur les voies de terre et la franchise des voies navigables (franchise du canal du Midi, en 1898) ; l'abaissement des tarifs sur les voies ferrées ; la multiplication des Chambres de commerce; l'organisation des Écoles de commerce, des commis-voyageurs, des congrès internationaux de commerce et de navigation, congrès institués en 1885, dont le septième, réuni à Bruxelles, en juillet 1898, comptait plus de 1400 congressistes.

Après avoir poussé à l'extrême le développement du chemin de fer, la vieille Europe semble laisser maintenant l'extension de ce mode de transport aux pays neufs :

que l'histoire de l'industrie au dix-neuvième siècle.

E. — Faculté de substituer produit à produit. — La loi de substitution (1) constitue un frein remarquable aux possibilités de disettes.

Les moyens de satisfaction de nos désirs ou de nos besoins peuvent se substituer les uns aux autres. Par exemple, pour satisfaire le besoin d'éclairage, devenu si exigeant dans nos sociétés modernes, que de produits se sont substitués les uns aux autres depuis la torche de résine des temps primitifs jusqu'au globe électrique de nos jours ! Actuellement le gaz, l'électricité, le pétrole, l'acétylène, l'alcool sont engagés dans une lutte constante.

Chine, Indo-Chine, Afrique, etc. Elle se consacre à la multiplication des canaux. L'Allemagne a pris la tête du mouvement. D'après l'*Annuaire statistique* de l'Empire pour 1901, la longueur totale du réseau des voies navigables allemandes s'élève à 14.168 kilomètres, dont 7,075 kilomètres peuvent être fréquentés par des bateaux de un mètre de tirant. La flotte qui dessert ce réseau comprenait, au 1er janvier 1899, 22,564 bateaux, dont la capacité de chargement s'élevait à 3,370,447 tonnes. Le gouvernement prussien vient de soumettre au Parlement un vaste projet de construction et d'amélioration des voies navigables comportant une dépense de *389 millions de marcks*.

(1) Ch. Brouilhet. — *La loi de substitution,* Paris, A. Rousseau, 1896.

De plus, mais relativement il est vrai, un aspect spécial de la loi de substitution peut être invoqué à l'appui de notre assertion : les besoins peuvent se substituer entre eux. Sans doute le besoin de se nourrir ne peut être remplacé par un autre. Mais, par exemple, pour un savant, un artiste ou un intellectuel raffiné, les besoins multiples et complexes peuvent concurrencer le besoin de manger au point de le borner au strict nécessaire. Mais, à part ce besoin de tout premier ordre, il semble bien que les autres peuvent tous être soumis à la loi de substitution. La preuve, c'est que sur dix hommes ayant des revenus égaux on n'en trouverait pas deux ayant la même manière de vivre. Et pour un homme ayant des revenus constants et réguliers, les désirs se substituent les uns aux autres, suivant les époques de la vie.

Tels sont les principaux freins d'ordre purement économique qui nous paraissent pouvoir retenir victorieusement les nations de grande industrie sur la pente qui pourrait les conduire aux crises déficitaires.

A côté d'eux, il est un frein, plutôt moral, et qui échappe par conséquent à notre étude. Il agit à lui seul plus efficacement que tous les autres réunis. C'est l'esprit de prévoyance. Cette qualité est une des marques les plus nettes de l'homme civilisé. Le sauvage coupe l'arbre au pied pour attein-

dre le fruit. Non seulement le civilisé conserve l'arbre, mais il le greffe pour augmenter et améliorer ses produits, il le fume, il le cultive, et parvient à lui faire produire le maximum en quantité et en qualité. Voilà peut-être la principale raison de l'innocuité des crises déficitaires.

Il semble cependant que l'avènement de la grande industrie a été suivi d'un phénomène nouveau qui paraît susceptible de créer la crise par infra-production : c'est la grève ouvrière.

De même qu'une inondation ou une période de sécheresse peuvent raréfier le pain de l'homme, de même, une grève houillère peut raréfier le pain de l'industrie. Cela est vrai. Mais nous pensons que les mêmes freins économiques que nous venons d'exposer peuvent lutter avec succès contre les grèves (1).

Il n'y a qu'un cas où la crise déficitaire nous paraît impossible à éviter. C'est le cas de la grève générale. En 1848, Proudhon estimait que la grève générale pourrait faire mourir de faim trois ou quatre millions de Français. Mais la grève générale serait l'abolition, au moins momentanée, de la grande industrie ; et l'on ne peut raisonner sur une hypothèse d'ailleurs irréalisable.

(1) On a supporté avec facilité la grève des 100.000 mécaniciens anglais en 1899.

Voilà les raisons diverses, suffisamment convaincantes à notre avis, pour lesquelles nos contemporains civilisés nous semblent à l'abri de la disette. Mais les faits, l'observation de ce qui se passe autour de nous, et l'histoire, cette observation rétrospective, corroborent-ils notre raisonnement ? Absolument. Et, parmi les faits nombreux que nous pourrions citer, nous allons en présenter deux, fort précis.

A. — Un des caractères particulièrement graves de la crise déficitaire, c'est l'ensemble de ses conséquences démographiques (1). La non-satisfaction des besoins essentiels, par suite des disettes, entraîne la multiplication des décès. Examinons les peuples arriérés ou en décadence, à ce point de vue.

Il existe actuellement, au sud de l'Asie, dans une contrée jadis merveilleusement prospère et aujourd'hui à moitié ruinée, un peuple déchu bien assimilable aux peuples primitifs au point de vue des consommations : c'est le peuple hindou. Il est voué aux famines depuis sa décadence. Le dernier

(1) Dans les crises actuelles, on peut noter une répercussion démographique peu importante mais curieuse, c'est la diminution de la nuptialité. C'est la conséquence forcée de la diminution des ressources. Cf. C. Juglar, *Journal de la Société statistique de Paris*, juillet-septembre 1896.

dénombrement, celui de 1901, fait ressortir un fléchissement dans l'accroissement de la population, malgré le très gros chiffre des naissances, à cause de la multiplication des décès. De ce chef la population de Bombay a diminué de 50.000 habitants, depuis 1891. La famine actuelle, due à la sécheresse de 1900, n'a pas atteint encore son apogée, mais déjà près de dix millions d'individus sont morts de faim, sur 250 milles carrés de territoire anglo-indien et 100 milles carrés de territoire de protectorat anglais. Huit millions d'individus souffrent actuellement de la faim. La moitié seule est secourue. Ce sont surtout les parties centrales de l'Indoustan et le Dekkan qui sont frappés. Le Guzerat, qu'on appelait le jardin de l'Inde, et la province de Malwa, la plus fertile, d'où venait le blé quand il manquait partout ailleurs, sont presque aussi désolés que le Dekkan.

Les Indes sont, du reste, habituées aux famines (1). Les plus récentes sont celles de 1877-1878 et de 1896-1897. La première avait désolé un espace de 200.000 milles carrés, habités par 58 mil-

(1) D'après Hérodote, la presqu'île des Indes, en-deçà du Gange, comptait cinquante millions d'habitants au XII[e] siècle avant notre ère.

De 1800 à 1825, l'empire des Indes se vit désolé par quatre famines ; de 1875 à 1900, on en compte 22 nouvelles.

lions d'Hindous; la seconde frappa un espace de 403.000 milles carrés, avec 63 millions d'habitants.

Les répercussions démographiques que nous constatons actuellement pour les pays arriérés, existaient également dans les nations aujourd'hui civilisées quand elles étaient encore dans les périodes primitives de leur évolution. Elles se sont même perpétuées tant que la grande industrie, avec les heureuses conséquences que nous avons indiquées, n'a pas prédominé. En voici quelques exemples.

Jusqu'à la reconstruction des digues du Nil, sous Ramsès-le-Grand, l'Egypte était régulièrement décimée par la famine. C'est la faim, dit l'Ecriture, qui détermina la migration d'Abraham en Egypte. Un siècle plus tard, la même famine en chassa le peuple de Dieu. Chez les Israélites, eux aussi, la famine était un mal endémique, d'après la Bible.

Dès que les Romains eurent étendu leur domination, ils connurent la famine. Elle coïncidait régulièrement avec la raréfaction des importations de céréales par la flotte d'Ostie. Le peuple-roi harcelait ses Césars des cris de « *Panem!* » Sous Titus, l'an 79 de notre ère, la disette fut particulièrement intense.

C'est toujours la famine qui pousse les Barbares de l'Est à l'Ouest. Ils fuyaient la famine et la

provoquaient par leurs invasions. Les cinq années qui suivirent le passage des Huns, de 451 à 456, furent cinq années de famine.

Notons ensuite, en 541, la grande famine mérovingienne ; même fléau en 779 et 793, sous Charlemagne ; en 820, sous Louis-le-Débonnaire. Puis il faut marquer d'un trait noir les années 843, 845, 850, 855, 876, 895, 899, 940. Sous les Capétiens, il faut retenir les sombres dates suivantes : 987, 989, 990, 992, 1003, 1010 à 1014, 1021 à 1029, 1031, 1034 à 1066, 1359, 1418, 1420, 1438, la famine de Paris de 1590 ; sous Louis XIV, 1660 à 1665, 1692 à 1695. A la même époque, la famine désolait l'Allemagne pendant la guerre de Trente ans et Milan en 1629.

Revenons à la France pour citer encore la grande famine de 1709, la guerre des farines de 1775 et la disette de Paris en 1789, qui provoqua le voyage du peuple à Versailles. En mars 1795, la famine fit encore son apparition et Boissy d'Anglas, à cause des mesures qu'il proposa pour la combattre, reçut le surnom de Boissy-Famine (1).

Mais à mesure qu'on avance dans le dix-neuvième siècle, la situation change. La raréfaction

(1) M. Yves Guyot, sans tenir compte de la grande révolution industrielle du XIX[e] siècle, soutient que la cause des crises c'est l'excès de consommation. Comme preuve il signale les disettes antiques et moyennageuses.

des biens les plus nécessaires à la vie occasionne une gêne passagère, mais rien de plus. En France, le pain est cher pendant les années 1812, 1817, 1847 et 1853. Mais cette cherté n'a aucune répercussion démographique.

Depuis 1840, et surtout depuis 1870-1871, on constate dans l'Europe occidentale, et notamment en France, une diminution considérable de la moyenne de la mortalité. La cause primordiale de ce phénomène, c'est le progrès général de l'hygiène et les applications des découvertes de Jenner et de Pasteur. Mais nulle crise par infra-production n'a pu enrayer cette progression heureuse.

Même en Italie, qui, au point de vue où nous nous sommes placé, n'est pas dans des conditions ordinaires des peuples civilisés, c'est-à-dire qui n'est pas retenue par le frein économique de la dépopulation, même en Italie nous ne trouvons pas de multiplication de décès. Et cependant l'Italie surproduit du capital-humain. Sa population, actuellement de 33 millions d'habitants, a augmenté de cinq millions depuis vingt-cinq ans, et, de plus, a fourni six cent mille émigrants au Brésil, un million à l'Argentine, etc. En outre, par suite de la concurrence australienne et américaine la production du blé italien a diminué ; — 51 millions d'hectolitres en 1875, 42 millions en 1879. Encore une fois, on n'a pu noter une augmen-

tation de décès, même pendant l'année 1897, quand le blé valait 32 francs le quintal.

Donc, la conséquence caractéristique des crises déficitaires, la multiplication des décès, se manifeste chez les peuples non civilisés et disparaît avec l'établissement du régime de la grande industrie.

B. — La seconde observation que nous voulons présenter pour corroborer notre raisonnement a trait à la transformation des législations.

Les préoccupations de nos contemporains sont, en matière de crises, fort différentes des préoccupations des peuples qui vivaient sous un régime de production moins perfectionné. Ceux-ci ont été dirigés par les théories du système annonaire, et ce système a passé dans la législation primitive.

Le système annonaire a pour base la préoccupation du pain quotidien. C'est le concept économique primordial des vieilles sociétés, de celles qui ne recherchent pas encore le progrès, mais simplement la conservation, comme les théocraties de l'Egypte et de l'Orient. C'est cette idée qui fit donner la préférence à l'agriculture, à Rome et à Athènes. Et nous sommes surpris que J.-B. Say ne l'ait pas compris et ait écrit cette phrase : « les Romains décelaient la même ignorance (de l'Economique) lorsqu'ils traitaient avec mépris les arts industriels, en exceptant, on ne sait pourquoi,

l'agriculture » (1). Cette même idée apparaît comme une véritable hantise aux temps des invasions, pendant les guerres du moyen-âge et jusqu'aux époques modernes, jusqu'à l'établissement de la grande industrie. Jusqu'à ce moment-là, partout, la première préoccupation des chefs politiques, c'est d'assurer le pain au peuple.

Ce système se traduisit par de multiples dispositions administratives et par toute une législation spéciale.

C'est d'abord l'établissement de magasins publics, de greniers d'abondance administrés par des fonctionnaires publics. Un des plus anciens fut le magasin officiel de l'hébreu Joseph, ministre du pharaon hyksos Apophis, qui fut empli pendant les sept années grasses (2). Du même genre était l'annon des Romains.

Plus tard, les gouvernements accordèrent des primes et des franchises aux importateurs de blé étranger et défendirent l'exportation du blé national. On fixa légalement le prix du pain, on interdit les accaparements. Pour cela on empêcha les commerçants de réunir une trop grande quantité de blé ; on obligea le propriétaire à déclarer la quantité de blé produite excédant sa consommation ; on

(1) Traité. Discours préliminaire, 18.
(2) *Genèse*, chap. XLVII, §§ 2 et 3.

défendit de vendre le blé ailleurs qu'au marché, de faire du pain chez soi, d'employer le blé à des usages industriels.

Ces mesures furent exposées et approuvées par de nombreux auteurs. Jean Bodin (1530-1596) réclame la défense d'exporter des céréales (1). Casali proteste contre une constitution de Clément VII qui avait voulu tempérer les rigueurs annonaires (2). Les mêmes idées se retrouvent dans les ouvrages du chanoine Segni, de Bologne (3), et dans ceux du magistrat napolitain Carlo Tapia (4).

On trouve des théoriciens annonaires dans toutes les écoles, mais principalement dans celles qui sont favorables à l'agriculture, chez les physiocrates italiens par exemple : Negri (1767), Scottoni (1781), Mario Pagano (1789), de Gennaro (1783) (5), Scrofani (6).

Les conceptions annonaires paraissent moins en faveur chez les éclectiques du dix-huitième siècle. Boisguilbert combat l'édit de 1660 de Colbert, qui interdisait l'exportation des blés. Genovesi réfute

(1) *La République,* livre VI.

(2) Bapt. Casali, *In legem agrariam, Romæ,* 1524.

(3) Gio. Batt. Segni, *Trattato sopra la carestia e fame,* Bologne, 1602.

(4) *Trattato dell' abbondanza, Napoli,* 1638.

(5) *Annona ossia piano economico di publica sussistenza.*

(6) *Memoria di economia politica.*

également le système. L'édit de janvier 1764 est le résultat de ce commencement de réaction. Il établit le libre commerce des grains, avec, cependant, cette restriction, qui est une concession aux anciens principes : quand, pendant trois marchés de suite, le prix du blé sera supérieur à 25 francs les 100 kilos, on suspendra la liberté d'exporter. Mais l'abbé Terray, par l'édit du 23 décembre 1770, rendit presque impraticables les prescriptions de l'édit de janvier 1764. Turgot, par les quatre articles de l'arrêt du Conseil du 13 septembre 1774, rétablit la liberté du commerce dans l'intérieur. Son œuvre fut en partie anéantie, après sa chute, en septembre 1776 (1).

A propos de l'édit de 1764 eut lieu la grande discussion entre les Physiocrates et l'abbé Galiani. Celui-ci dans son célèbre *Dialogue sur le commerce*

(1) Cf. dans les actes du ministère de Turgot :

Arrêt du Conseil d'État, du 13 septembre 1774, par lequel Sa Majesté établit la liberté du commerce des grains et des farines dans l'intérieur du royaume et se réserve à statuer sur la liberté de la vente à l'étranger, lorsque les circonstances seront devenues plus favorables (éd. Daire, II, p. 169).

Lettres-patentes concernant le commerce des grains dans l'intérieur du royaume, 2 novembre — 19 décembre 1774 (*ibid.* II, p. 177).

Arrêt du Conseil d'État, du 14 janvier 1775, qui permet l'introduction des grains nationaux dans la Provence en passant par le port de Marseille (*ibid.* II, 178).

des blés, publié en 1770, expose ce qu'on peut considérer comme la plus éclectique et la plus perfectionnée des théories annonaires. Il part de ce principe qu'il ne convient pas de donner une solution unique au problème, mais qu'il faut considérer les conditions particulières de chaque nation avant de décider. Puis, il distingue trois catégories. Pour la première, qui comprend les villes libres et les petites communautés comme Genève, Galiani conseille l'*annon* avec la vente par l'État au prix de revient. Pour la deuxième, qui comprend les pays plus étendus, comme la république génoise et la Hollande, mais qui n'ont pas un sol suffisant pour pourvoir à la subsistance de la population, le meilleur système serait la liberté complète du commerce. Enfin, la troisième catégorie comprend les grands États européens. Sur leur compte, l'abbé Galiani semble n'avoir pas d'idée bien arrêtée. Ses raisonnements sont plutôt contradictoires. Cependant, pour conclure, il admet l'exportation et l'importation des blés avec un droit de 2 francs les 100 kilos pour l'exportation et de 1 franc pour l'importation.

On voit que jusqu'à la fin du dix huitième siècle les préoccupations annonaires ont été au premier rang des conceptions politiques. Les théories politiques et les lois étant conditionnées par la situation économique, on peut dire que, jusqu'à

l'établissement de la grande industrie, même les États de l'Europe occidentale les plus avancés craignaient la disette.

Mais, avec la révolution industrielle, les idées changèrent du tout au tout.

Au lieu d'appeler le blé étranger et de conserver le blé national, on cherche à retenir aux frontières les céréales étrangères. En un mot, les gouvernements cherchent à faire hausser le prix du blé (1). Les luttes économiques qui se sont livrées autour de cette conception sont connues de tous. Il nous suffira de rappeler la campagne de Cobden contre les *corn-laws* (2).

(1) C'est principalement en Allemagne que l'on cherche actuellement à faire hausser le prix du blé par des mesures législatives. Au nom des agrariens, le comte Kanitz a mené une violente campagne pour l'étatisation du commerce des blés, et l'établissement d'un prix de vente minima. (Cf. l'article de G. Schmoller dans : *Jahrbuch für Gesetzgebung, Werwaltung und Volkswirthschaft,* 1895, Leipzig.)

En 1896, le Reichstag a repoussé, pour la troisième fois, la proposition Kanitz.

(Cf. article de Ferdinand Svendsen, *Die Nation,* t. XV, 2e partie. Berlin, 1er avril - 1er octobre 1898, p. 486.)

(2) L'Angleterre nous offre l'exemple d'un cycle complet de législation annonaire.

A la fin du XVIIIe siècle, la législation anglaise, assez variée et changeante (cf. la note de H. Dussard dans les œuvres de Turgot, éd. Daire, Guillaumin 1844, I, 175), paraît se fixer ainsi : interdiction d'importer les blés, auto-

Actuellement, dans toutes les nations de grande industrie, la crainte unique ce n'est pas la hausse, c'est la baisse des prix des objets destinés aux

risation de les exporter. La raison était la surabondance du blé anglais. Pour maintenir les hauts prix il fallait empêcher la concurrence étrangère et chercher des débouchés à l'extérieur. Mais dès 1780, le blé anglais devient insuffisant, et cependant les propriétaires fonciers font maintenir l'interdiction à l'importation. L'apogée du système a pour date la loi du 23 mai 1815, qui interdit l'importation tant que le quintal de blé sera inférieur à 45 fr. 90. Ce prix fut atteint en 1817 et 1818. En 1822, on réduisit un peu la limite. Le résultat de cette législation fut que de 1815 à 1827 le prix du blé anglais fut supérieur de 47 0/0 au prix du blé français (cependant protégé).

En 1820 commença l'agitation libre-échangiste, et les droits prohibitifs furent remplacés par l'échelle mobile sous le ministre du commerce Huschisson, en 1826. De 1828 à 1841, le blé anglais n'est plus supérieur que de 28 0/0 sur le blé français.

En janvier 1839 se constitue à Manchester l'*anti-corn-law Ligue*, sous l'inspiration de Richard Cobden. En 1842, le ministre tory Peel fait la première concession aux demandes de la Ligue ; il admet une échelle mobile modérée.

Dès 1845, Peel se laisse convertir par la Ligue. En 1846 il propose au Parlement l'abolition complète des droits sur les céréales. La loi est votée. Elle avait admis ce tempérament, que pendant 3 ans encore on percevrait des droits, mais très faibles. Mais dès 1847, la famine de l'Irlande et la maladie de la pomme de terre servirent de prétexte au Parlement qui vota l'abolition complète des droits.

besoins primaires, spécialement des objets d'alimentation (1).

Et lorsqu'on prévoit, non pas une famine (cette extrémité n'est redoutée par personne), mais une raréfaction possible des produits essentiels, on se contente d'améliorer et de développer les divers freins économiques que nous avons énumérés. Ce qui est le meilleur éloge que l'on puisse faire de leur valeur curative et préventive. Par exemple, les Anglais constatent que la production du blé national diminue chaque année ; qu'ils sont obligés d'importer plus de soixante cinq millions d'hectolitres de blé ; que, depuis 1875, l'exploitation des terres arables, dans le Royaume-Uni, s'est réduite de 3.123 000 acres (2). Se croient-ils sous le coup

(1) La mauvaise récolte des céréales de 1897 a été supportée par l'Europe avec la plus grande facilité.

(2) L'Angleterre est de plus en plus obligée d'importer des produits alimentaires. La valeur des animaux destinés à la boucherie importés a été en 1900 supérieure de 99,632 liv. st. à celle de 1899. La valeur des viandes abattues importées a été en 1900 de 36,152,710 liv. st. supérieure de 3,516,494 liv. st. à celle de 1899 et supérieure de plus de 20 % à celle de 1898. Les Anglais ont eu un moment d'embarras, à propos de ces produits, en février 1902, parce que l'importation des bestiaux de la République Argentine fut arrêté à cause d'une épizootie et parce que le Canada et les Etats-Unis n'avaient presque plus d'excédents. La valeur des volailles et gibiers importés en Angleterre en 1900 a été supérieure de 30 % à celle de 1899. Enfin, l'Angleterre

d'une crise déficitaire ? En aucune façon. Ils considèrent cette diminution de la puissance agricole anglaise comme un résultat de la division du travail entre les nations. Et ils se croient absolument à l'abri de la disette par le maintien de la suprématie de leur marine de guerre qui leur permet, même en cas de conflit militaire, de s'approvisionner en blé sur toute la surface du globe. De même les Allemands évitent les inconvénients qui peuvent être la conséquence de la transformation de l'Empire en pays exclusivement industriel, par de favorables traités de commerce avec leurs voisins et alliés.

Cependant une certaine opinion annonaire semble exister dans nos États contemporains. C'est le système socialiste qui veut assurer aux prolétaires le pain gratis. Mais ce système est inspiré par des théories qui n'ont rien à voir avec la conception de la crise déficitaire (1).

demande annuellement à l'étranger un million de livres sterling d'œufs et 17,450,432 liv. st. de beurre. Elle ne produit que un dix-huitième du blé qui lui est nécessaire. Voici, sur ce point, une comparaison entre 1900 et 1901. En 1901, sur les 77,677,959 acres que compte le territoire du Royaume-Uni, avec les îles de la Manche, 28,374,628 acres ont été exploités comme pâturages, tandis que 8,476,892 acres seulement ont été consacrés à la culture des céréales ; soit une diminution de 33,854 acres sur 1900.

(1) En 1898, des députés collectivistes français ont déposé

Mais, objectera-t-on, peut-être que la vraie crise par infra-production que doivent craindre les peuples civilisés n'est pas la disette des objets d'alimentation. Ne serait-elle pas plutôt la disette d'autres produits, autrefois moins importants, aujourd'hui de premier ordre, comme la houille, le cuivre, le fer ?

Il est vrai que l'on peut dire que, sinon la houille (que peut remplacer l'électricité, le pétrole, ou quelque autre matière que la chimie peut divulguer), du moins le cuivre, le fer, le plomb et le zinc sont le pain de l'industrie. Par conséquent, la raréfaction de ces produits pourrait entraîner l'arrêt ou la ruine partielle de la grande industrie.

Evidemment, si la grande industrie disparaissait pour cette cause, les peuples reculeraient en civilisation, perdraient les avantages que nous avons indiqués et, par suite, exposeraient les individus aux crises de disette et aux famines. Mais cela ne fait que confirmer notre assertion. Les crises déficitaires, précisément parce qu'on ne serait plus sous le régime de la grande industrie, ne seraient plus négligeables.

à la Chambre une proposition de loi « qui assure à l'État le monopole de l'importation des blés étrangers. » Et M. Vaillant a déposé une proposition plus vaste, « qui fait de l'alimentation du pain un service public ». (Cf. J. Jaurès, *Petite République socialiste,* du 27 août 1898).

Toutefois nous estimons qu'il n'y a pas plus de raisons pour redouter une raréfaction du pain de l'industrie que pour craindre la disette des produits alimentaires.

En effet, la production des matières premières essentielles pour l'industrie augmente avec la plus constante régularité. Un rapport récent de la Société des métaux de Francfort-sur-le-Mein donne les chiffres suivants. La production universelle du plomb est passée de 787.000 tonnes en 1899 à 810.000 tonnes en 1900, soit une augmentation de 23.000 tonnes. Le chiffre le plus élevé atteint précédemment avait été celui de 1898 ; cette année-là, le rendement avait atteint 798.000 tonnes. La production du cuivre a été de 416.000 tonnes en 1897 ; 428.000 en 1898 ; 478.000 en 1899 et 497.000 en 1900. En ce qui concerne le zinc, la production s'est élevée à 478.000 tonnes en 1900, contre 490.000 tonnes en 1899 et 469.000 en 1898. La production de l'étain a été en 1898, 70.400 tonnes ; en 1899, 72.200 ; en 1900, 79.200.

Cette production sans cesse accrue a amené une baisse des prix. En 1901, la baisse des minerais et des métaux a été générale en France comme à l'étranger (1).

(1) Elle se chiffre par 29 % sur le charbon ; 14 % sur le pétrole ; 8 % sur le cuivre ; 15 % sur l'étain ; 14 % sur le zinc ; 32 % sur le plomb ; 29 % sur l'acier ; 49 % sur le fer

De plus, les réserves métalliques de l'univers sont incalculables. Les filons métallisés actuellement exploités ne sont rien en comparaison de ceux qui sont demeurés vierges. Chaque jour on découvre des mines nouvelles. L'Espagne n'est qu'une masse de cuivre et de fer. La Nouvelle-Calédonie est un bloc de fer et de nickel, etc. (1).

Donc, le pain de l'industrie, soit qu'il s'offre effectivement, soit qu'il se réserve, n'est pas près de faire défaut.

En somme, l'Europe occidentale a supporté avec facilité la gêne occasionnée par le renchérissement du charbon en 1900, ce qui a été le phénomène déficitaire le plus important de ces dernières années.

Cette hausse du charbon (qui a pris fin en 1901), avait commencé dès 1899. Elle eut pour cause, non pas une raréfaction ou une disette du combustible, mais une exagération de l'esprit de prévoyance qui dégénéra en panique grâce aux habiles machinations des intermédiaires. On supposa que la guerre avec le Transvaal, succédant à la grève générale des mineurs gallois, empêcherait l'exportation régulière du charbon anglais et l'on se rua aux approvisionnements (2).

marchand ; 34 % sur le fer à plancher et 28 % sur la tôle

(1) Le cas échéant, on pourrait substituer des métaux plus communs à des métaux devenus rares.

(2) Le prix de la tonne pour les charbons du Nord tout-

Les prévisions pessimistes furent déjouées, d'une part, par le ralentissement de l'activité industrielle en métallurgie, d'autre part, par l'augmentation de la production de la houille en 1900. D'après le *Commercial Intelligence*, la production de la houille, en 1900, a été pour le monde entier de 757 millions de tonnes. Cette production n'était que de 385 millions de tonnes en 1883, soit une augmentation de 80 0/0 entre ces deux années (1).

De même que nous venons de le faire remarquer pour les métaux, la réserve de houille est fort considérable. Voici le relevé des gisements houillers en kilomètres carrés :

Chine, 600.000; États-Unis, 517.980; Canada, 168.340; Indes anglaises, 91.940; Nouvelle-Galles du Sud, 62.160; Russie d'Europe, 51.800; Grande-

venant, qui était de 16 fr. 25 en moyenne en 1899, s'éleva à 25 fr en septembre 1900. Il était à 24 fr. en octobre 1900 et à 23 fr. en mars 1901.

(1) Voici les chiffres de la production de la houille pour ces dernières années. On remarquera l'énorme développement de la production américaine.

En milliers de tonnes :

	Angleterre	Allemagne	France	Belgique	Etats-Unis
1895	192.687	79.164	27.583	20.448	174 550
1896	198.478	85.640	28.750	21.252	175.363
1897	205.353	91 008	30.337	21.535	179.819
1898	205.274	96.280	31.826	22,075	189.516
1899	220.085	101.620	32.862	22.072	228.717
1900	225.170	111.000	33.270	23.352	249.362

Bretagne, 30.820; Espagne, 13.244; Japon, 12.950; France, 5.386; Autriche-Hongrie, 4.636; Allemagne, 4.584; Belgique, 1.320. Au total : 1.566.160 kilomètres carrés. Et encore l'on ne tient pas compte de l'Afrique.

Il n'est pas surprenant, avec cette production et cette réserve, que lorsque sur un point particulier la consommation de la houille paraît augmenter ou manquer d'approvisionnements suffisants, les producteurs se présentent de tous côtés pour combler les vides. C'est pourquoi, dès que la hausse du charbon a été connue en 1900, on s'est occupé, en Amérique, de construire et d'équiper 30 à 45 navires à voiles, à cinq mâts, capables de recevoir de 4.000 à 6.000 tonnes de charbon et ayant pour but de concurrencer sur les places européennes les charbons anglais.

D'après le *Shipping Subsidy Bill,* ces charbonniers recevront une prime de 2 fr. 50 centimes par tonne pour ceux qui se destineront aux ports de la Grande-Bretagne, et une prime de 3 fr. 10 centimes par tonne pour ceux qui se destineront à la Méditerranée (1).

(1) Les importateurs de charbon américain en Europe viennent de recevoir une véritable prime du fait de l'établissement de la taxe d'exportation des charbons anglais (avril 1901).

En attendant l'arrivée de la flotte charbonnière améri-

Le jour où des dépôts de charbons américains seront installés dans les principaux ports de l'Europe, nous n'aurons plus à craindre les moments de gêne semblables à celui de 1900.

Ecartons donc résolument cette idée qu'on pourrait craindre la crise déficitaire dans nos nations de grande industrie.

Lorsqu'on discute la question des crises déficitaires, on ne doit se préoccuper que des besoins essentiels des hommes. Ce sont ceux-là seuls que nous venons d'examiner.

Pour les prétendues crises déficitaires portant sur des objets de nécessité moindre, on peut dire qu'elles n'existent réellement pas. Nous en pourrions donner des exemples nombreux. Bornons-nous aux suivants, qui sont récents et curieux :

Disette du papier-journal aux États-Unis, en mai 1898. — Pour les Américains, le besoin du journal quotidien est presque un besoin primaire.

Avant 1898, les grands journaux américains consommaient 55 à 60 tonnes de papier par jour.

caine, des steamers anglais commencent à apporter la houille d'outre-océan. Au milieu de novembre 1901, le vapeur *Westgate* a débarqué à Rouen 3590 tonnes d'anthracite de Pensylvanie pour les usages domestiques de Paris. Le charbon transporté par le *Westgate* a coûté comme port 11 fr. 85 la tonne anglaise de 1,015 kilos. Le prix d'achat moyen étant de 18 fr. 75, on arrive à 30 fr. 60 pour 1,015 kilos de houille rendue à Rouen.

Quand éclata la guerre hispano-américaine, le nombre des lecteurs augmenta dans de grandes proportions. La consommation fut telle que les grands journaux consommèrent 90 à 95 tonnes de papier par jour. « Tous les stocks et réserves sont épuisés, disait la *Westminster Gazette*. La fabrication quotidienne des papeteries est de 1.800 tonnes contre une consommation de 2,100 tonnes pour le mois de mai 1898. »

Cette bizarre famine ne produisit qu'une hausse éphémère de cinq francs par cent kilos. *(The american paper trade and wood pulp news.)*

Les prix antérieurs à la disette revinrent avec la cessation des hostilités.

Disette de la pâte de bois pour papier et crayons. — Dans le même ordre d'idées, le besoin presque universel d'écrire semblait, depuis longtemps, destiné à rester en souffrance dans l'Europe occidentale. Des économistes prédisaient la disette de la pâte de bois. Ils affirmaient que la demande détruit chaque année de vraies forêts. Ils donnaient des chiffres. En Bavière, la production des crayons a été, pour 1899, de 230 millions de crayons, pour lesquels il a fallu couper une surface de bois de cèdre de 720 hectares. Les journaux anglais étudiaient sérieusement la question. Ils se demandaient ce qu'il adviendrait quand le

papier viendrait à manquer. Faudrait-il aller exploiter les forêts vierges ?

Et cependant, personne n'a subi le contre-coup de cette disette. Les vides semblent se combler automatiquement. Et le temps n'est pas proche où l'on se verra obligé, suivant la proposition pittoresque d'un journaliste d'outre-Manche, d'imprimer les journaux sur des bouts de papier-goudron ou sur le dos de billets impayés.

Si l'on s'éloigne encore davantage dans la série des besoins, si l'on arrive notamment aux besoins de luxe, on s'aperçoit que l'infra-production a des conséquences si bénignes qu'il n'est plus possible de parler de crise ou de disette.

Par exemple, à l'heure actuelle, les Français semblent s'être créé un nouveau besoin, le besoin d'aller vite. Ce besoin est même devenu une sorte de monomanie de la vitesse. Pour satisfaire ce besoin, après avoir porté au maximum la vitesse des trains (1) et des tramways, on a créé et per-

(1) A cet égard, les Compagnies françaises ont encore accompli de sérieux progrès en 1900 ; 21 trains français effectuent sans arrêt un parcours de 161 kilomètres et au-dessus à une vitesse moyenne de 85 kilom. 28 à l'heure. Le Sud-Express, sur la ligne du Midi, marche à 92 kilom 32 à l'heure, en moyenne. Le Paris-Calais, sur la ligne du Nord, a une vitesse moyenne de 84 kilom. 8 à l'heure. A partir du 2 février 1902 le train rapide 67 *bis* fera 100 kilomètres à l'heure ; exactement mettra 3 heures 05 minutes

fectionné les automobiles. Or, la demande des automobiles a toujours dépassé et dépasse encore de beaucoup l'offre (1). A telles enseignes que les acheteurs pressés achètent parfois fort cher un tour de faveur à ceux qui ont fait aux constructeurs des commandes antérieures. Il existe même des spéculateurs qui commandent des machines avec la seule préoccupation de les revendre avec prime à ceux qui ne veulent pas attendre leur tour.

Voilà donc de l'infra-production. A-t-elle engendré un semblant de crise ?

Autre exemple. Dans certaines périodes ou dans certains pays, la nature semble avare d'artistes. Il y a disette de peintres, sculpteurs, architectes, musiciens, ténors, etc. La non-satisfaction des besoins esthétiques engendre-t-elle une crise ? Evidemment non. Les choses s'arrangent d'elles-mêmes : on paye plus cher le ténor ou le tragédien de talent ; on importe des artistes étrangers quand le pays est riche, et l'on se contente des reproductions des œuvres artistiques des voisins quand les

pour 298 kilomètres. Pour la vitesse des trains, la France vient après l'Amérique, mais pour les trains de voyageurs seulement ; car la France est le pays « où les marchandises sont transportées avec le moins de célérité. » (Rapp. de la Chambre de commerce de Roubaix, 26 mars 1901).

(1) La production des automobiles, en France, augmente cependant rapidement. Les exportations ont atteint 13 millions en trois ans.

ressources nationales doivent servir à alimenter des besoins plus urgents.

Pour être complet et donner toute sa force à l'opinion que nous faisons valoir, il nous faut dissiper une équivoque. Cette équivoque est née du raisonnement suivant :

Comment peut-on soutenir que la disette est chose négligeable chez les peuples civilisés ? C'est le contraire qui est vrai. La civilisation va du même pas que l'augmentation des privations pour le plus grand nombre. Et la preuve, c'est que c'est précisément chez les civilisés que se manifeste avec le plus d'âpreté la lutte et la haine des classes inférieures vis-à-vis des possédants. C'est chez les civilisés que la question sociale est à l'état aigu (1).

Pour dissiper cette équivoque et faire tomber ce raisonnement, il faut faire une distinction très nette entre la misère physique et la misère sociale.

C'est de la première seule que nous nous sommes occupé. C'est elle seule qui est du ressort de l'Economique. L'autre appartient à la Morale.

(1) Le mécontentement profond, auquel nous faisons allusion, et qui est causé par la situation sociale actuelle, se manifeste par l'agitation socialiste. Or, celle-ci est tellement en raison directe de la civilisation qu'on peut classer les nations civilisées par le degré de leur socialisme national.

La misère physique, c'est le contraire de la légitime satisfaction des besoins matériels de l'homme (1). C'est celle qui provoqua les révoltes des Sextaires en Grèce, des Gracches à Rome et des Jacques au moyen-âge. C'est celle qui éclatait lamentablement, avant l'établissement de la grande industrie, après les famines que nous avons énumérées (2). Aujourd'hui elle n'est pas en cause. Les socialistes les plus intransigeants, comme Karl Kautsky, admettent que les classes inférieures vivent infiniment mieux de nos jours qu'il y a cent ou même cinquante ans. Cet aveu, corroborant les démonstrations de tous les économistes « bourgeois », est une nouvelle preuve que les infra-productions ne sont plus sensibles.

Autre chose est la misère sociale. Elle consiste

(1) Lorsque Malthus nous montre un nouvel être humain voulant s'asseoir à la table où mangent tous les autres hommes et repoussé par eux, il nous fait voir un cas de misère physique et nous croyons que M. Hector Denis se trompe quand il dit que Malthus pose ainsi la question sociale. — *Histoire des systèmes économiques et socialistes,* par Hector Denis, professeur à l'Université libre de Bruxelles, p. 18.

(2) Au milieu du XV^e^ siècle, le peuple de Montpellier souffrait tellement de la misère physique que les mères apportaient leurs enfants aux consuls, en leur criant : Mais nourrissez-les donc ! Doléances de la Ville aux États de Languedoc de 1455. Dans L. Guiraud, *Jacques Cœur,* p. 125, 1900.

dans le contraste qui existe entre la façon de vivre du bourgeois et celle du prolétaire, ou mieux, dans la distance qui sépare les désirs du salarié de la possibilité de les satisfaire. C'est d'elle seule que s'occupait le raisonnement rapporté plus haut sur la lutte des classes.

Mais, encore une fois, cette misère sociale est en grande partie hors de notre sphère. Si, à certains égards, elle a des caractères économiques, c'est parce que la morale et l'économique voisinent dans le grand tout scientifique qui s'appelle la sociologie. Malgré ces points de contact, la question de la misère sociale est surtout et avant tout une question morale.

Elle a pour cause un sentiment d'ordre purement moral qui s'appelle la convoitise. C'est le désir dont la légitimité est contestable (1).

Est-il besoin d'insister sur le caractère essentiellement moral de la légitimité du désir ?

Cette distinction (2), nécessaire pour bien étayer

(1) Tandis que la misère physique, suscitant le désir physique du droit à la vie matérielle, ne peut donner lieu à des contestations. Sans doute, la limite qui sépare le désir légitime du désir contestable est délicate à établir. Cependant, réduit aux extrêmes on saisit la possibilité de cette limite. Le désir d'un enfant pauvre de manger pour vivre est absolument légitime. Le désir du même d'avoir un équipage est contestable.

(2) Si l'égalité absolue des hommes était possible et

notre dire, une fois faite, nous reconnaissons que la misère sociale semble augmenter avec la civilisation.

En voici la raison. L'actuelle civilisation développe au plus haut point l'individualisme et l'égalité. Or la convoitise résulte de l'excès de l'individualisme du prolétariat, ou, plus exactement, de la combinaison de l'individualisme du prolétariat et de l'individualisme des possédants. En outre, les idées égalitaires ou démocratiques (c'est la même chose, car la démocratie, c'est l'absence de domination de classes) sont, pour ainsi dire, un merveilleux bouillon de culture pour le développement de la convoitise. En effet, dans les États à castes, il existe des barrières infranchissables qui paralysent la convoi-

souhaitable, cette distinction n'aurait pas sa raison d'être, car tous les désirs seraient également respectables, aucun ne saurait être discuté. Mais il faut qu'il y ait des inégalités sociales. Il est aussi ridicule et irrationnel de donner comme but aux efforts sociaux un état où tout le monde aurait exactement part égale que de chercher à donner tout à un homme et rien aux autres.

Il faut admettre les inégalités sociales, dominées par ce principe : à chacun ce qu'il vaut. C'est le principe de justice. Il faut que les inégalités sociales soient justes. Quand une inégalité sociale est juste, il faut la respecter. Il faut que le travailleur soit supérieur au paresseux. Une autre question, importante mais encore plus délicate, consiste à chercher à transformer le paresseux en travailleur. C'est une question de pratique.

tise. On ne convoite pas une situation que l'on sait d'avance ne pouvoir obtenir. Ces barrières étant renversées par la démocratie, chez les civilisés, les désirs sont livrés à eux-mêmes ; ils peuvent facilement devenir illégitimes.

Remarquons que la misère sociale, qui a une cause morale, a également un remède moral.

Il ne consiste pas dans un retour en arrière, comme le voulait J.-J. Rousseau, qui prétendait que les hommes étaient d'autant plus heureux qu'ils avaient moins de culture et qu'ils étaient moins civilisés. Le remède éthique de la misère sociale, ce vice des États égalitaires, c'est « l'esprit social ». Tolstoï le résume ainsi : Il faut affirmer que ce n'est point de savoir ni de posséder qui peut rendre heureux, mais de ne désirer que ce que l'on peut atteindre, sans mécontenter son voisin (1).

(1) Le meilleur état pour la nature humaine paraît être celui où, tandis que personne n'est pauvre, personne ne désire être plus riche ; alors personne n'a plus raison de craindre d'être poussé en arrière par les aspirations d'autres qui veulent passer en avant. » *La question sociale au point de vue philosophique*, par Lüdwig Stein, professeur de philosophie à l'Université de Berne. Paris, Félix Alcan, 1900.

CHAPITRE II

LA CRISE ÉCONOMIQUE NE TIRE PAS SA PRINCIPALE ORIGINE DU FAIT DU PRODUCTEUR

Nous venons de voir comment les nations qui ont adopté les procédés du grand industrialisme moderne paraissent affranchies de ces terribles crises déficitaires qui désolèrent les vieilles civilisations comme les peuples barbares. Quelle est donc cette crise économique qui va de pair avec le progrès contemporain et qui semble née avec lui ? C'est la crise de surproduction.

Elle va maintenant nous occuper à l'exclusion de toutes autres.

Si l'on s'en tenait à l'expression même de crise de surproduction, on pourrait croire que la crise moderne est une perturbation due à l'acte du producteur.

A notre avis, cette conception est inexacte.

Il est certain que le producteur joue un rôle important dans l'ensemble des phénomènes qui

constituent la pré-crise. Mais nous pensons que son rôle n'est point le principal et, en quelque sorte le déterminateur de la dépression économique. Le rôle capital appartient au consommateur (1). Nous le montrerons dans notre chapitre troisième consacré spécialement au fait du consommateur.

Auparavant, il nous faut exposer théoriquement (2) pourquoi ce n'est pas du côté de la production qu'il faut se tourner pour trouver l'explication du détraquement du processus des échanges.

Nous trouvons, tout d'abord, la preuve indirecte mais décisive de notre affirmation dans ce fait que les écrivains qui ont cherché la cause de la crise

(1) « La production est guidée par le besoin. Car on ne produit pas pour produire, mais pour vivre. Les modes de production mal adaptés au droit provoquent des crises sociales. Mais ils ne sont eux-mêmes en vigueur que parce qu'il y a eu, au moins pour un temps, des besoins qui conduisaient à en user. Or, si une méthode de production est chose matérielle, un besoin est chose toujours, pour une part, psychologique. Au terme, c'est la psychologie qui gouverne la vie sociale.— Charles Andler, *Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, p 468.

(2) Les faits confirment la théorie. Pour arriver à une solution de la crise industrielle russe, qui n'est point encore liquidée à l'heure présente, on ne demande qu'une seule chose, c'est que le gouvernement russe, client pour un tiers au moins de toutes les grandes entreprises, augmente ses consommations.

dans les phénomènes de la production n'ont pu constituer que des théories sans valeur. Nous allons examiner en détail la pauvreté de leurs raisonnements et l'erreur de leurs conclusions.

Deux groupes de théoriciens, habituellement en désaccord, ont voulu mettre au compte exclusif de la production l'origine des crises. Ce sont les économistes orthodoxes, d'une part, les socialistes, de l'autre.

A. — Réfutation de la théorie orthodoxe. — La théorie libérale qui donne pour origine aux crises des phénomènes de production porte le nom, assez impropre, de théorie des débouchés.

J.-B. Say en a revendiqué la paternité et l'exclusive gloire. La vérité, c'est qu'il en a été seulement le vulgarisateur.

Elle était tout à fait connue avant lui.

Quesnay, dès 1766, proclame, comme un axiome, que tout achat est vente et toute vente achat (1).

Dans un article nécrologique sur Quesnay de Saint-Germain, descendant du fondateur de la Physiocratie, publié en 1805, Dupont de Nemours donne comme une formule de Quesnay : acheter c'est vendre, et vendre c'est acheter (2).

Il est évident que ces formules physiocratiques

(1) Quesnay. *Œuvres, du Commerce,* p. 478.
(2) Quesnay. *Ibid.*, p. 804.

veulent, avant tout, exprimer ceci : le commerce est un échange de richesses dans lequel l'argent ne joue que le rôle de médiateur ou d'intermédiaire, un rôle utilitaire analogue à celui des annonces ou des affiches ; ce qui fait qu'en définitive l'achat et la vente sont des actes de même nature ; c'est en réalité le même acte, appelé vente quand on l'envisage du côté d'une partie et achat quand on se tourne vers l'autre. Ces formules servent de réfutation à la théorie de la balance du commerce et veulent diminuer l'importance donnée au numéraire par les mercantilistes. Aussi bien c'est dans une argumentation contre le mercantilisme que Quesnay a écrit la première formule que nous venons de rapporter.

Si l'on peut expliquer ainsi les axiomes physiocratiques (1), sans qu'il soit nécessaire d'en tirer pour principale conséquence l'identité de l'achat et de la vente et les rapports qui existent entre la production et la consommation, il faut cependant reconnaître qu'ils forment le noyau de ce qui

(1) Ils sont surtout développés chez Mercier de la Rivière, dans l'*Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*. *Physiocrates*, éd. Daire, pp. 540-541. Ces développements analysent les procédés de l'échange, la manière dont se font les échanges et non les relations intimes et constitutionnelles de la production et de la consommation, ainsi que les causes d'actions et de réactions réciproques de ces deux opérations économiques.

constitue plus tard la théorie des débouchés.

C'est dans un livre anonyme, publié à Londres en 1795, sous le titre : *Sketch of the advance and decline of Nations*, que le principe « tout achat est une vente comme toute vente est un achat » est présenté pour la première fois comme un argument contre la possibilité d'une surproduction générale. Mac-Culloch, dans *The Literature of Political Economy* (1), remarque que ce traité anonyme expose encore plus nettement que Tucker que l'offre et la demande concordent. Il en cite les passages suivants : L'hypothèse qu'une production de richesses soit possible sans la demande, en supposant que ces richesses soient de bonne qualité, tient aussi peu debout que l'hypothèse que le revenu des divers individus qui forment la société pourrait être trop grand pour leur consommation.

Ces conceptions premières ont été approfondies par James Mill et Jean-Baptiste Say. Ces économistes les ont fait cadrer avec les théories d'A. Smith sur la production et la consommation. John Stuart Mill remarque, dans ses *Principles of Political Economy* (2), que le succès de la réfutation de cette théorie qu'il pourrait y avoir une surpro-

(1) London, 1845, pp. 21-22.
(2) *People's edition*. London, 1886, p. 341.

duction générale créatrice des crises économiques est dû principalement aux efforts de ces deux penseurs. Il convient, toutefois, de faire cette réserve que les raisons qui ont déterminé ces deux auteurs à admettre que la somme des productions doit égaler la somme des consommations, ne sont pas identiques.

J.-B. Say, en reprenant pour son compte la conception que nous venons de noter chez les Physiocrates, lui donna une extrême importance tant au point de vue scientifique pur que pour les applications de politique pratique. Il écrit : « En économie politique, comme en tout, ce sont les connaissances élémentaires qui servent le plus dans la pratique. C'est la théorie de la chaleur, celle du levier, celle du plan incliné, qui ont mis la nature entière à la disposition de l'homme. C'est celle des échanges et des débouchés qui changera la politique du monde. » (1)

Cependant, au début de ses explications, Say ne donnait pas une si grande importance à sa théorie. Il ne pensait pas tout d'abord à la politique du monde, mais simplement au marché intérieur. Plus tard il développa sa doctrine et la présenta comme un moyen de civilisation générale par les

(1) *Traité d'économie politique*, édition Horace Say, Guillaumin, Paris, 1841 ; Discours préliminaire, p. 51.

applications qu'il en fallait faire au commerce international. Mais, encore une fois, ce ne fut que le produit de développements ultérieurs.

La preuve, c'est que lorsqu'il combat la théorie de la balance du commerce, réfute les prohibitifs et répond aux assertions de Steuart et de Forbonnais, J.-B. Say ne fait pas la moindre allusion à la théorie des débouchés, cette théorie qui devait plus tard (1) être considérée comme l'argument topique de la réfutation du mercantilisme.

Et voici l'unique argumentation de J.-B. Say contre le principe mercantiliste : ce qui est gagné par un pays est inévitablement perdu par un autre pays (2). « Si les uns ne pouvaient être riches qu'aux dépens des autres, comment tous les particuliers dont se compose un Etat pourraient-ils en même temps être plus riches à une époque qu'à une autre, comme ils le sont évidemment en France, en Angleterre, en Hollande, en Allemagne, comparativement à ce qu'ils étaient ? Comment toutes les nations en même temps seraient-elles de nos jours plus opulentes et mieux pourvues de tout qu'elles ne l'étaient au septième siècle ? » Et Say continue en exposant qu'une nation ne s'enrichit pas par un gain chimérique provenant du

(1) *Ibid.*, p. 159 et suiv.
(2) *Ibid.*, p. 67.

commerce international, prélevé au détriment d'une nation voisine ; que le progrès d'une nation se fait en elle-même (1) ; que produire, c'est créer des utilités ; que le produit, le gain, le développement de la richesse, ce n'est ni le solde en numéraire des Mercantilistes, ni le produit net agricole des Physiocrates, mais une plus grande somme d'utilités, laquelle peut s'acquérir indépendamment de tout commerce international.

Et voilà tout. Pas une seule allusion n'est faite à la fameuse théorie de la concordance naturelle des productions et des consommations.

En réalité, l'extension de la théorie de Say au commerce international et son élévation à la dignité de loi de solidarité mondiale sont imputables aux disciples et admirateurs du chef de l'École orthodoxe.

Adolphe Blanqui lui attribue la gloire d'avoir posé les bases de la fraternité économique des peuples (2). Joseph Garnier et Courcelle-Seneuil sont particulièrement dithyrambiques (3).

(1) « Les richesses sont susceptibles d'être créées dans le sein même de chaque nation et indépendamment de toute communication au dehors. » *Ibid.*

(2) *Histoire de l'économie politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos jours.* Paris, 1837. — 5e édition, 1882, p. 401.

(3) Joseph Garnier. *Dictionnaire universel théorique et pratique du commerce et de la navigation.* Paris, 1859-1861,

Henri Baudrillart écrit dans son introduction à la petite édition des œuvres de J.-B. Say (1) : « Les hommes qui ont le plus marqué en économie politique ont, comme les grands physiciens, attaché leur nom à une loi... C'est à la théorie des débouchés que se rattache surtout la renommée scientifique de J.-B. Say. Elle se résume dans cette simple formule que « les produits s'échangent contre les produits ». La manière dont Say établit cet aphorisme et les conséquences qu'il en tire sont aussi originales que lumineuses, et je n'hésite pas à dire que la portée en est incalculable quant à la direction à donner aux principes dirigeants de la politique commerciale et même de la Société (2) ».

article *Crises commerciales*. — *Traité d'économie politique*, Paris 1860, p. 269.

Courcelle-Seneuil. *Traité théorique et pratique d'économie politique*, 1859, tome II, pp. 572-573.

(1) Petite bibliothèque économique française et étrangère, Paris, Guillaumin, p. XXXVI.

(2) En réalité, toutes ces attributions de paternité des lois économiques à certains auteurs ne sont que des exagérations.

Nous venons de le démontrer pour la loi des débouchés.

De même, la théorie de la rente était dégagée et exposée avant Ricardo par Anderson, en 1777, dans ses *Recherches sur la nature des droits sur les blés*, par West, en 1815, dans son *Essai des applications des capitaux à la terre*, par Malthus, en 1815 également, dans les *Recherches sur la nature et le progrès de la rente*.

La même appréciation est donnée par tous les grands ouvrages orthodoxes. « Say a élevé cette belle théorie, dite des débouchés, qui montre tous les peuples solidaires les uns des autres », dit le *Nouveau dictionnaire d'Économie politique* (1882, tome I). Et nous trouvons dans l'article *Economie politique,* de la *Grande Encyclopédie* (1883, tome XV), cette phrase : « La principale originalité de Say est sa théorie des débouchés. L'univers entier est solidaire dans la bonne comme dans la mauvaise fortune ».

Telle est la carrière poursuivie par cette idée émise par sir Dudley North que, dans l'échange,

La liberté du travail a été réclamée, avant Turgot, par Boisguilbert, etc.

La division du travail a été exposée, avant A. Smith, par Diderot, dans l'article *Art,* de l' « Encyclopédie », par Beccaria dans son *Cours d'économie politique* (Milan, 1769), etc.

Il est rare qu'une grande conception surgisse complète et définitive dans un seul cerveau. Cette remarque n'a point pour but de restreindre le mérite des hommes éminents qui ont pris des vérités à moitié découvertes, les ont réunies à d'autres, les ont coordonnées pour leur donner la vie et les rendre utilisables. Ils conservent la gloire d'avoir fait fonctionner productivement de grandes idées, pour la première fois. Il faut appliquer à tous les penseurs la juste appréciation de J.-B. Say sur Smith (Discours préliminaire du *Traité d'économie politique,* p. 31) : « Il faut savoir convenir de ce qu'on lui doit, et non lui reprocher ce qu'il doit aux autres. »

la monnaie doit être considérée comme un intermédiaire qu'on peut abstraire par l'analyse et qu'en définitive les produits s'échangent contre les produits. Cette idée, mise en valeur par les honnêtes Physiocrates, a été rapprochée par J.-B. Say de la conception de Tucker et de Turgot que, si les divers modes de production progressent proportionnellement, une surabondance et une crise de surproduction est impossible. De ces deux conceptions combinées, Say a tiré cette conséquence qu'il existe une concordance naturelle entre les ventes et les achats. Et l'École orthodoxe a considéré cette formule comme la charte de la fraternité économique des peuples.

Nous allons exposer la doctrine de Say d'après l'édition de 1841 de son *Traité d'Économie politique* (1). Nous verrons ensuite comment cette doctrine fut développée dans les éditions suivantes du *Traité*, dans le *Cours complet* et dans la correspondance de Say et de Malthus.

La crise économique est une perturbation grave du jeu des échanges. Quand les échanges présentent ainsi des mouvements anormaux, quand l'opération vente-achat devient pénible, on dit ordinairement que l'argent est rare. C'est une profonde erreur, dit J.-B. Say. Et voici pourquoi :

(1) Paris, Guillaumin.

Vous avez produit des marchandises et vous voulez les vendre. Que faut-il pour que la vente souhaitée s'effectue ? Il faut et il suffit que vous rencontriez un acheteur en état de payer vos produits. Il vous faut un débouché, cette « récompense de la production » (1).

Que faut-il pour que votre acheteur soit en état de payer vos produits ? Il faut qu'il ait lui-même produit des marchandises, qu'il les ait vendues et en ait touché le prix. C'est avec la valeur des produits, transformée en une somme d'argent, que l'on achète ce dont on a besoin. Donc « on ne doit pas dire : la vente ne va pas parce que l'argent est rare, mais parce que les autres produits le sont... Lorsqu'une marchandise surabondante ne trouve point d'acheteurs, c'est si peu le défaut d'argent qui en arrête la vente, que les vendeurs de cette marchandise s'estimeraient heureux d'en recevoir la valeur en ces denrées qui servent à leur consommation, évaluée au cours du jour. » (2)

« L'argent ne remplit qu'un office passager dans ce double échange ; et, les échanges terminés, il se trouve toujours qu'on a payé des produits avec des produits. » (3)

« Plus les producteurs sont nombreux et les

(1) Expression de Turgot dans l'*Eloge de Gournay*.
(2) *Op. cit.*, p. 140.
(3) *Id.*, p. 141.

produits multipliés, et plus les débouchés sont faciles, variés et vastes. » (1)

Quand l'argent est rare, ce n'est pas un signe de crise, c'est au contraire un signe de prospérité. « C'est la preuve qu'il y a une grande quantité de valeurs produites avec lesquelles on désire se procurer une grande quantité d'autres valeurs. La marchandise intermédiaire, qui facilite les échanges (la monnaie), se remplace aisément dans ce cas-là par les moyens connus des négociants, et bientôt la monnaie afflue, par la raison que la monnaie est une marchandise et que toute espèce de marchandise se rend aux lieux où l'on en a besoin. » (2)

« La demande des produits, en général, est d'autant plus vive que la production est plus active. » (3)

Telle est la doctrine de Say.

Et voici les conséquences qu'il en tire pour solutionner le problème des crises :

« D'où vient, dit-il, cette quantité de marchandises qui, à certaines époques, encombrent la circulation, sans pouvoir trouver d'acheteurs ? Pourquoi ces marchandises ne s'achètent-elles pas les unes les autres ? » Et il répond : « Cer-

(1) *Ibid.*, p. 141.
(2) *Op. cit.*, p. 140.
3) *Id.*, p. 147.

tains produits surabondent parce que d'autres sont venus à manquer. En termes plus vulgaires, beaucoup de gens ont moins acheté parce qu'ils ont trouvé des difficultés dans l'emploi de leurs moyens de production, ou bien parce que ces moyens leur ont manqué. » (1)

La dernière partie de cette citation est une explication des causes éloignées et indirectes des crises.

La cause réelle et immédiate, c'est qu'il y a des gens qui n'ont pas produit assez ou d'une façon assez rémunératrice.

La cause éloignée, c'est que ces gens ont moins gagné par suite de faits extra-économiques. Ces faits, causes éloignées des crises (2), sont de deux sortes. Premièrement, ce sont des désastres naturels; c'est le cas où « les moyens de production manquent ». Secondement, ce sont des ingérences malencontreuses des lois positives venant gêner le libre jeu des lois naturelles ; c'est le cas où « les producteurs ont trouvé des difficultés dans l'emploi de leurs moyens de production ». « Cette cause de maladie politique vient-elle à cesser, les moyens de production se portent vers les routes où la production est demeurée en arrière;

(1) *Ibid.*, p. 142.
(2) Voir notre Introduction.

en avançant dans ces voies-là, elle favorise l'avancement de la production dans toutes les autres. Un genre de production devancerait rarement les autres et ses produits seraient rarement avilis, si tous étaient toujours laissés à leur entière liberté. » (1)

Pour résumer ces explications, dont nous avons intentionnellement relâché le lien pour mieux conserver les phrases mêmes de J.-B. Say, nous pouvons dire :

En écartant les cas fortuits de désastres naturels et les cas d'ingérence des lois positives, c'est-à-dire dans l'ordre naturel des choses, les productions et les consommations concordent naturellement. Elles varient symétriquement. Elles progressent d'un même pas, comme deux voyageurs qui iraient sur la même route, la main dans la main.

Pourquoi ? parce que les produits des uns étant les consommations des autres et *vice versa*, la vie économique et son progrès se synthétisent en un échange de produits.

Tant que le parallélisme des divers genres de production existe, les crises économiques ne sont pas possibles.

Mais si ce parallélisme est rompu, si un genre

(1) *Op. cit.*, p. 143.

de production marche trop lentement pendant que les autres conservent leur allure plus rapide, alors la crise éclate. Parce que le genre de production qui marche plus lentement ne donnera pas assez de produits, fera moins d'argent, achètera moins et laissera invendus des produits des autres genres de production qui, eux, n'ont pas modéré leur allure.

Donc, la cause économique de la crise, c'est une sous-production partielle entraînant des surproductions partielles. C'est une production défectueuse.

Le seul remède, c'est d'activer la production là où elle faiblit. Pour cela il faut lever les obstacles mis au progrès naturel des divers genres de production par les lois positives, c'est-à-dire il n'y a qu'à leur rendre la liberté (1).

(1) La liberté économique, c'est la panacée offerte par l'école individualiste. « Le corps social, a dit Frédéric Passy, a sa constitution naturelle et ses organes nécessaires. Il faut respecter cette force vitale sans laquelle on ne peut rien et que toute la science du vrai médecin consiste à dégager des influences et des gênes qui la contrarient ».

Même en présence de ces influences et de ces gênes, l'optimisme ne cède pas. Si l'intervention néfaste des lois positives vient troubler le large courant du progrès humain, en y apportant une barrière, en interposant une pierre, il pourra y avoir des remous, des retours de courant, mais la masse s'avance toujours, et les parties momentanément immobilisées reprendront la direction naturelle quand la

Avant de réfuter cette théorie que les productions et les consommations concordent naturellement et que les crises viennent de surproductions partielles causées par des infra-productions partielles, faisons quelques réserves sur le principe de la théorie.

Les produits s'échangent-ils vraiment contre les produits ?

Pas toujours. Il est facile de se rendre compte que les produits s'échangent aussi contre autre chose que des produits.

Qu'est-ce que Say entend par produit ? — « On donne le nom de *produit,* dit-il (1), aux choses que l'industrie a su créer ». L'industrie c'est le travail de l'homme appliqué à la transformation des forces naturelles et des matières premières pour les rendre utilisables. Say la divise en industrie agri-

liberté sera rendue et l'obstacle écarté. Car, suivant la parole de Condorcet (*Vie de Turgot*, p. 273) : « Toutes les vérités utiles doivent finir un jour par être généralement connues et adoptées par tous les hommes ».

Tels sont les principes généraux de l'Ecole optimiste, à laquelle appartient J.-B. Say.

(1) *Traité,* 1841, p. 60.

C'est la théorie Ricardienne, reprise plus tard par Karl Marx pour servir de base au collectivisme sous la forme suivante : la valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail consacré à produire cette marchandise.

cole, industrie manufacturière et industrie commerciale.

Cela étant, il est certain qu'il existe des biens qui ne rentrent pas dans la définition du produit donnée par Say, qui sont des choses « que l'industrie n'a pas créées », et qui cependant peuvent faire l'objet d'un échange. Alors, les produits s'échangent contre autre chose que des produits.

Notons, en première ligne, les forces naturelles de la nature ; tout ce qui est fourni par la nature et qui n'a point été modifié par le travail de l'homme. Par exemple, l'eau quand elle est rare. On peut supposer, sans aucune invraisemblance, que des voyageurs assoiffés rencontrent, dans un désert, une citerne renfermant une petite quantité d'eau. Ils échangeront certainement cette petite quantité d'eau contre une grosse somme d'argent versée au propriétaire de la citerne. Autre exemple : l'air pur, dans certaines conditions ; l'air salubre des montagnes, l'air tiède de la Côte d'azur. On peut bien dire que cet air est littéralement vendu aux touristes et aux hiverneurs, lesquels le payent un prix très élevé.

On pourrait nous objecter que les deux exemples que nous venons de citer sont des faits exceptionnels et qu'il faut échafauder des hypothèses extraordinaires pour trouver des choses qui ne rentrent pas dans la définition de Say. Cette objec-

tion ne porte pas, car nous pourrions multiplier les exemples en citant tous les cas possibles de rente. Nos deux exemples ne sont autre chose que des cas de rente. La rente, c'est le revenu fourni à un propriétaire pour l'usage d'une force naturelle et pour cette unique raison qu'il en est propriétaire. C'est le prix d'un monopole naturel. Ricardo a développé la conception de la rente de fertilité. Von Thünen a exposé la rente d'emplacement (1). Rodbertus a essayé de prouver que tout ce qui n'est pas salaire est rente. On a expliqué la rente des mines, la rente des terrains à bâtir, la rente des artistes, des chanteurs, etc. Toutes ces rentes, tous ces revenus de forces naturelles, ce n'est pas l'industrie qui les a créés. Ils ont de la valeur pourtant. La jouissance de ces rentes est dans le commerce. Elle fait l'objet d'échanges nombreux, échanges dans lesquels on peut dire que les produits ne s'échangent pas contre des produits.

Remarquons, de plus, qu'il est une chose exceptionnellement importante, qui toujours et partout fait l'objet d'échanges nombreux, et qui n'est pas un produit. Cette chose, c'est le travail

(1) L'ouvrage de Thünen est *Der isolirte Staat in Beziehung auf Landwirthschaft und Nationalökonomie*, en quatre parties. 1re édition, Berlin 1826. Réédité en 4 volumes, par Schumacher de Zarchlin, Berlin, 1875.

humain, ou, comme disent les socialistes, la force de travail. Nous voulons parler du travail simple, non du travail intensifié par l'art ou la science, parce que ce dernier travail, qu'on pourrait appeler le travail qualifié, peut, en un certain sens, être considéré comme un produit, comme le résultat de la modification de la force de travail par l'industrie de l'homme (1). Mais la force de travail simple n'est évidemment pas un produit, n'est pas créée par l'industrie.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que l'on n'arrive à la formule : les produits s'échangent contre des produits, qu'à l'aide d'une abstraction. Or, quand on est dans le domaine de l'abstraction il faut y demeurer ; c'est-à-dire qu'on n'a pas le droit de tirer des conséquences pratiques d'un principe qui ne repose que sur l'abstraction. Pour expliquer les faits de crises, faits qui n'ont rien d'abstrait, il faut partir de principes contrôlés par l'expérience. J.-B. Say nous dit qu'on peut faire abstraction de la monnaie, dans les échanges. En théorie on le peut. Mais nous affirmons qu'en pratique on ne le peut pas. L'observation la plus élémentaire nous fait voir que le troc n'existe pas dans nos nations civilisées et que la monnaie joue

(1) K. Marx déclare que le travail complexe n'est que le travail simple multiplié.

un rôle important dans les échanges ; rôle si important que les crises monétaires viennent précisément de l'abondance ou de la rareté de la monnaie et que, dans toutes les crises, la monnaie par ses fluctuations marque la courbe des perturbations économiques. Il est impossible de ne pas tenir compte du facteur monnaie (ou de ses succédanés : papier commercial, chèques, billets de banque, billets à ordre) dans les crises économiques.

Par suite de ces observations, le principe d'où est parti J.-B. Say pour mettre au compte de la production les crises économiques, nous semble sujet à caution.

Quant aux conséquences qu'il en tire pour expliquer la genèse des crises, elles sont complètement erronées.

La cause de cette erreur, c'est l'abus du raisonnement non contrôlé. J.-B. Say n'a pas observé les crises qui se sont produites sous ses yeux. Il est tombé lui même dans ces abus de déduction qu'il a justement reprochés à Ricardo (1).

Le point de départ des raisonnements explicatifs de Say est que, dans tout échange, les co-échangistes donnent réciproquement des produits égaux en valeur. « Dans tout commerce qui n'est pas une

(1) Discours préliminaire, *Traité,* 1841, p. 40.

escroquerie, on échange entre elles deux choses qui, au moment et dans le lieu où se fait l'échange, valent autant l'une que l'autre ». (1) Il insiste sur cette idée, en repoussant la théorie de Genovesi, lequel avait entrevu la vérité quand il disait qu'on échangeait le superflu contre le nécessaire, et que la marchandise qu'on veut avoir est, pour l'un et l'autre contractant, plus nécessaire que celle qu'on veut donner.

C'est que réellement la vérité est diamétralement opposée à la conception de Say. Dans tout échange on donne moins qu'on ne reçoit. C'est précisément ce gain que fait chaque échangiste qui est la cause de l'échange. S'il s'agissait de faire circuler de l'un à l'autre échangiste deux valeurs rigoureusement égales, pourquoi se livrerait-on à ce jeu ? « A quoi cela me servira-t-il ? », pourrait dire chaque partie.

Et la possibilité d'un gain à effectuer de part et d'autre est fort compréhensible. On sait que la valeur est subjective. C'est dans l'échangiste qu'il faut la chercher. La valeur, c'est le désir de l'homme projeté sur un objet. Dès lors on comprend fort bien que l'objet que l'on reçoit a plus de désirabilité que l'objet que l'on donne.

Mais J.-B. Say n'a pas eu cette compréhension de la valeur.

(1) *Traité*, 1841, p. 63, en note.

Il a cependant ajouté à l'acquit économique, en cette matière. Il a montré que la valeur, ce n'est ni le boni en numéraire des mercantilistes, ni l'excédent agricole annuel des Physiocrates. Il a écrit : « C'est uniquement la valeur de la matière qui fait la richesse ; il n'est nullement nécessaire de tirer de nouvelles matières du sein de la nature, pour créer de nouvelles richesses ; il suffit de donner une nouvelle valeur aux matières qu'on a déjà » (1). La richesse, ce n'est donc plus simplement de la matière en plus, c'est de la matière qualifiée. Cette qualité de la matière, c'est l'utilité. La valeur, c'est l'utilité. « La production n'est point une création de matière, mais une création d'utilité ». (2)

Par cette affirmation, J.-B. Say est en progrès évident sur les Physiocrates. En effet, elle implique que tout produit a de la valeur. Donc, il convient d'apprécier, même en agriculture, tout le produit, le produit brut et non le produit net, comme le pensait Quesnay, pour déterminer le produit social.

De plus, rappelons à l'actif de J.-B. Say, qu'il a donné une appréciable extension à la valeur, en la concédant aux services, aux biens immatériels.

Mais il n'est pas allé plus loin. Lorsqu'il a con-

(1) *Traité*, 1841, p. 61.
(2) *Traité*, 1841, p. 58.

sidéré globalement ce phénomène : l'homme manifestant un désir en présence d'un objet capable de contenter ce désir, il s'est arrêté à l'objet. Il a cherché la valeur en abstrayant le désir. Il est resté objectiviste.

Et dès lors, ne nous étonnons plus de l'erreur dont est entachée l'explication des crises que présente J.-B. Say (1).

Et l'on ne peut invoquer, pour excuser J.-B. Say, l'imperfection des théories économiques du début du dix-neuvième siècle. Le principe de la valeur subjective était trouvé. Il avait reçu son expression embryonnaire dans la maxime de Condillac : « Le surabondant est sans valeur. » (2) Mais, J.-B. Say méprisait trop « le babil ingénieux » (3) de Condillac, pour condescendre à examiner une de ses théories. Il aurait pu, tout au moins, attacher son attention à la phrase de

(1) « La plus petite erreur sur cette matière (de la valeur), a dit John-Stuart Mill (*), infecte d'erreur toutes les conclusions qui sont la conséquence de la première. S'il existe quelque chose de vague, de nébuleux dans l'idée que nous nous faisons de la valeur, tout le reste de nos idées économiques sera plein de confusion et d'inexactitude ».

(2) Condillac, *Le Commerce et le Gouvernement*, 1776, 1re partie, chapitre I.

(3) Discours préliminaire, *Traité*, 1841, p. 26.

(*) J.-St. Mill, *Principes d'Economie politique.*

l'abbé Galiani : « La seule bonne mesure des valeurs, c'est l'homme. »

Il ne l'a point fait ; et l'on peut dire que J.-B. Say est passé à côté de la vérité sans l'apercevoir. Il n'a pas vu que, dans ce rapport entre l'homme et les choses, d'où provient la valeur, « c'est l'homme qui est de beaucoup le terme le plus important. » (1) Il s'en tient, au contraire, à la chose ; il conçoit la valeur comme une qualité matérielle des choses. Condillac avait dit : « La valeur est moins dans la chose que dans l'estime que nous en faisons. » (2) J.-B. Say a pris le contrepied de cette formule heureuse.

Et cela l'a fort mal servi, puisque cette conception l'a amené à croire que dans tout échange, les objets échangés étaient d'égale valeur. (3)

(1) Ch. Gide, *Principes d'Econ. polit.*, 5e éd., p. 51.

(2) *Le Commerce et le Gouvernement*, I, 1.

(3) Remarquons, en passant, que la conception de la valeur de J.-B. Say cadre parfaitement avec sa compréhension de l'Economique. Le sous-titre de son *Traité* est fort caractéristique à cet égard : *simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses.* Quoi de plus *objectiviste !* On dirait vraiment qu'il s'agit d'une science descriptive, comme la botanique ou l'histoire naturelle. Tandis que l'Economique est une science sociale et comme telle doit faire la plus grande place à l'inter-psychologie. Au lieu de s'attacher aux côtés matériels et extérieurs des choses, par de permanentes abstractions elle doit étudier les hommes vivant en société,

C'est parce qu'il est objectiviste en Economique générale, et spécialement quand il traite de la valeur, que J.-B. Say a émis le principe contestable : *les produits s'échangent contre les produits*, et la première conséquence énoncée : *les valeurs, dans tout échange, concordent.*

Il a fait découler de ces sources viciées, la seconde conséquence qu'il nous reste à réfuter et qui est tout aussi erronée que la première : *les pro-*

produisant et consommant. Et encore ces consommateurs, ces co-partageants, ces producteurs, elle les doit étudier avec tout ce qu'ils ont d'humain, avec leurs émotions, leurs sensations, leurs idées, leurs volontés ; et dans leur milieu, en tenant compte de leur groupe, de leur corporation, de leur secte, de leur parti, de leur patrie.

Nous savons bien que J.-B. Say s'est défendu, dans le discours préliminaire du *Traité d'Economie politique*, d'avoir voulu mettre l'Economique au rang des sciences descriptives. Il essaye de se tirer d'affaire au moyen d'une distinction. Ce qu'il considère comme science descriptive, ce n'est pas l'Economique, prétend-il, mais la Statistique, « qui consiste à nommer et à classer les choses ». Quant à l'Economique, qui consiste à étudier les causes et les résultats des phénomènes, et qui « parvient à découvrir toutes les lois qui régissent les richesses », J.-B. Say la proclame « Science expérimentale » (*). Elle ne reconnaît pour fondement que l'expérience (**). Mais cette qualification donnée à l'Economique est à la fois insuffisante et excessive. Insuffisante, parce que faire connaître la liaison des effets

(*) Discours préliminaire, *Traité*, p. 5.
(**) *Ibid.*, p. 15.

ductions et les consommations concordent naturellement.

Quand bien même les sources du raisonnement explicatif de Say seraient exactement vraies, ce ne serait pas une raison pour que la conséquence fût vraie elle-même. Car « l'Economie politique, a dit J.-B. Say lui-même (1), ne doit pas enseigner, fût-ce par des raisonnements justes et en partant de prémisses certaines, ce qui doit nécessaire-

avec leurs causes n'est pas la caractéristique des sciences expérimentales. C'est le fait de toute science. Et autant vaudrait-il dire que toute science est expérimentale. Excessive, parce que c'est précisément le groupe des sciences sociales (groupe auquel appartient l'Economique), qui échappe presque complètement à l'expérimentation. « Dans les sciences sociales, dit M. Ch. Gide (*), l'expérimentation est d'un emploi très difficile, souvent impossible. L'Economiste, fût-il même doublé d'un législateur ou d'un despote tout-puissant, n'a point cette faculté ».

Il vaut mieux dire, avec M. Maurice Bloch, que l'Economique est une science d'observation.

M. Bloch ajoute cependant que l'Economique peut exceptionnellement être expérimentale. On peut, dit-il, organiser des expériences. Ainsi l'Allemagne fait, en ce moment, une grande expérience d'assurances ouvrières.

Malheureusement, en matière sociale, les expériences coûtent cher.

Cf. *Les progrès de la Science économique depuis Adam Smith*, I, p. 30.

(1) Disc. prél., *Traité*, p. 40.

(*) Ch. Gide. 5e édit., p. 16.

ment arriver ; elle doit montrer comment ce qui arrive réellement est la conséquence d'un autre fait réel. »

Et ici, J.-B. Say nous présente comme une réalité ce qui n'est qu'une hypothèse.

Dans la réalité, les productions et les consommations concordent-elles ? Nous avons répondu négativement dès les premières lignes de notre Introduction, quand nous déclarions que, dans nos nations de grande industrie, tous les marchés étaient comme imprégnés de crises.

Mais, objectera-t-on, il n'y a donc pas actuellement d'état normal ? Nous répondons, l'état normal de la grande industrie ne peut se comprendre que comme un état progressif. Et cet état progressif est actuellement caractérisé par cette universalisation des crises que nous venons d'indiquer. (1)

(1) La cause de ce phénomène, c'est que l'état actuel de la grande industrie constitue un milieu extrêmement favorable au développement des crises. J.-B. Say ne connaissait que cette tendance harmonique des intérêts qui donne au Smithianisme un remarquable caractère optimiste. Les faits actuels contredisent douloureusement cet optimisme.

En montrant que présentement l'état normal des échanges est souvent troublé et toujours en effervescence, nous ne faisons que constater un fait. Nous ne prétendons pas que l'organisation économique actuelle soit la seule possible ni la plus juste. Nous avons la sensation, au contraire,

A l'heure actuelle, quand sur un marché les productions et les consommations concordent, selon la formule de J.-B. Say, c'est que l'ensemble du commerce vit au jour le jour, qu'il n'y a pas d'engagements spéculatifs, que la vie économique est au calme plat. Alors il n'y a pas à se faire d'illusions, ce n'est plus un état de progrès, c'est un état stationnaire, et en matière économique l'état stationnaire (sauf celui rêvé par J.-St. Mill) c'est l'état de recul. Ce ne peut être, et ce n'est pas heureusement l'état normal.

La vision théorique qu'a eue J.-B. Say de tous les genres de production allant en ligne régulière, bien alignée, d'un même pas, sur une voie du progrès qui ressemble à un champ de manœuvres nu et sans obstacles, jure avec les observations que nous pouvons faire chaque jour sur le progrès des industries et des diverses entreprises contemporaines. Nous sommes actuellement non à la parade, mais à la guerre économique. Il faut bien en convenir. Et voilà pourquoi nous ne connaissons plus les *compétitions doubles* de la balance économique de Steuart que sous la forme de soubresauts crisiaques. Voilà pourquoi la crise est partout. Les troupes des armées économiques ne peuvent se

d'être, au point de vue économique, dans une période de transition.

contenter de marquer le pas. Si elles restaient dans cette position elles périraient. Aussi les voyons-nous de toutes parts se lancer à l'assaut. Depuis le plus puissant entrepreneur jusqu'au dernier ouvrier, toute l'armée économique marche aujourd'hui au pas de conquête, au pas de charge. A cette allure le front de bandière ne peut rester régulier et uni. Plus de pas cadencé, plus de parallélisme ; les productions et les consommations ne concordent pas.

Donc, l'état normal des nations de grande industrie est un état de luttes avant-coureuses ou prolongements de crises. Et l'état anormal, c'est l'état de conflits aigus méritant tout à fait le nom de crises.

Cet état normal est un état de luttes et non de concordance, à cause des développements extraordinaires qu'a pris la concurrence, ainsi que le progrès technique et commercial.

Ces luttes intenses de concurrences exaspérées ressemblent tellement à des crises que certains auteurs les appellent des crises-guerres (1). On les voit partout et toujours. Partout et toujours des industries périclitent, des ateliers se ferment, des chantiers sont abandonnés, parce qu'ils sont heureusement concurrencés par des industries rivales,

(1) Tarde, *Psychologie économique,* II, 156.

des ateliers nouvellement ouverts, des chantiers nouveaux pleins de vie et d'animation grandissante. La cause, c'est une invention, un perfectionnement, une innovation qui vient d'éclore et qui, pour grandir, doit refouler quelque industrie fondée sur une invention ancienne (1).

Ajoutons à cela les phénomènes de répercussion de plus en plus nombreux, à cause des facilités des communications. Et l'on voit tout de suite comment tous les marchés subissent l'influence des crises-guerres, même à l'état normal.

Pour se faire une idée de la manière dont cette normalité, si combattive déjà, se transforme en état de lutte aiguë, de vraie crise, on peut s'arrêter à l'évolution suivante. Elle se reproduit à des milliers d'exemplaires.

Prenons un marché sain, c'est-à-dire un marché où les cours sont à la hausse. Ils ont cette tendance

(1) Ces troubles économiques sont comme la menue monnaie d'une grande crise de transformation qui s'impose nécessairement et universellement à l'industrie. Les crises sont des maladies aiguës de l'organisme économique ; les troubles dont nous parlons, et qu'on désigne ordinairement par le terme de *dépressions industrielles,* en sont les maladies chroniques. Ces deux catégories de phénomènes doivent soigneusement se distinguer. En fait, la présence de l'une est une garantie plus ou moins grande de l'absence de l'autre. La crise proprement dite est parfois appelée *crise active* et la dépression *crise passive.*

parce que c'est la consommation qui guide le mouvement. Pour peu que cette consommation augmente (et l'accroissement de la population, ou simplement l'accroissement du bien-être provoqueront normalement cette augmentation), il se manifestera un léger déficit dans la production. Sitôt déterminé, ce léger déficit va tout bouleverser. La situation du vendeur devient de plus en plus forte ; celle de l'acheteur moins bonne. Les acheteurs se hâteront de s'approvisionner devant la hausse progressive des cours ; les vendeurs limiteront leur vente. Les intermédiaires spéculeront sur les gains de revente et se mettront aux achats avec ardeur. La hausse des prix trouvera, en elle-même, des sources d'excitations progressives.

C'est le moment où J.-B. Say vient offrir sa panacée. Il n'y a pas assez de produits ; activez la production !

C'est jeter de l'huile sur le feu. En effet, tous les prix sont en hausse. C'est le moment où les producteurs gagnent. Ils se garderont bien de jeter sur le marché une plus grande quantité de produits, pour faire baisser les prix et pour perdre. Ils mettront hors vente pour maintenir la hausse, tout en produisant le plus possible en gonflant leur stock (1).

(1) Un exemple tout récent vient de confirmer notre

Mais les consommateurs seront de plus en plus découragés par la hausse continue. Ils arrêteront leurs demandes en faisant usage de la loi de substitution et de tous les palliatifs possibles.

Par suite, les transactions deviendront calmes, et les échanges pénibles. Les détenteurs (producteurs et intermédiaires) commenceront à se demander si le moment n'est pas venu de réaliser. Inversement les acheteurs penseront de plus en plus qu'ils n'auront pas à subir une nouvelle hausse et s'abstiendront.

Le stock devient énorme et la demande nulle. Et nous voilà, en plein, dans la crise de surproduction. Par la solidarité réelle et par la solidarité financière, la crise que nous venons de suivre dans ses phases diverses, se généralisera. C'est la crise par effervescence.

A côté d'elle, existe la crise par transformation. Dans ce cas, la baisse des prix, la mévente, le stock offert vainement, ne sont pas la revanche d'une période de prix ascensionnelle. La chute des prix

observation : Le trust américain l'*Amalgamated Copper*, au capital de 775 millions de francs, a voulu se rendre maître du marché des cuivres, en profitant de la hausse du métal. Il a produit énormément, tout en mettant hors vente, en cachant et dissimulant les existences. Résultat : création d'un stock énorme et baisse du cuivre.

Pareille aventure était arrivée à la Société des métaux en France, en 1890.

et l'arrêt de la demande se manifestent alors en pleine période de calme commercial. La crise est alors tout à fait déconcertante. On offre des produits bon marché. L'acheteur a de l'argent. Nous sommes dans la meilleure hypothèse possible. Et cependant on n'achète pas. La raison c'est qu'on ne *veut* pas acheter. Nous verrons plus loin pourquoi.

Ici encore la panacée de J.-B. Say est en défaut. Activer tous les autres groupes de production. Pourquoi ? Les produits dont on ne veut pas resteront toujours invendus (1).

Voilà donc les réalités mises en présence de l'hypothèse de J.-B. Say. Elles la contredisent.

Bien loin de marcher régulièrement d'un pas égal, les divers genres de production marchent actuellement sans parallélisme, même en temps de progrès normal. Ce parallélisme est inconciliable avec l'état de grande industrie et avec les procédés actuels des consommateurs.

Cela étant, soit dans la normalité, c'est-à-dire pendant les luttes ordinaires de la concurrence, soit *a fortiori* pendant les crises, le remède de

(1) Ces crises de transformation sont fréquentes. Beaucoup de bons esprits pensent même qu'il existe une crise permanente de transformation. C'est la crise de croissance de l'humanité.

J.-B. Say aggrave la perturbation économique au lieu de la guérir.

Si en surexcitant la production sur les points où elle paraît faiblir on ne guérit pas les crises, mais on les aggrave, c'est que la cause de la crise n'est pas dans ces ralentissements partiels de production.

C'est ce que nous voulions démontrer.

Pour être complet et bien embrasser toutes les conceptions de J.-B. Say sur les troubles économiques, il faut dire que l'auteur du *Traité* a envisagé l'hypothèse où les consommations et les productions ne concordent pas. C'est accessoirement qu'il a permis à son optimisme d'envisager cette éventualité. Mais il la considère avec autant de sérénité que son hypothèse de concordance générale. Il admet, en effet, que, en plus du remède général pour guérir les crises qui consiste à activer la production là où elle faiblit, il existe un frein naturel qui remettra les choses dans leur normalité. Ce frein, c'est ce qu'il appelle « le commerce de réserve ».

Il s'agit là tout simplement de la spéculation.

Ce commerce de réserve consiste à « retirer de la circulation une marchandise lorsque sa surabondance l'avilirait, en ferait tomber le prix au-dessous des frais de production, et découragerait, par conséquent, sa production, pour la revendre

lorsqu'elle deviendra trop rare, et que son prix étant porté au-dessus de son taux naturel (les frais de production), elle causerait de la perte à ses consommateurs ». (1)

Ce frein, croyons-nous, sera presque toujours illusoire, parce que bien petit est le nombre de ceux qui sont pessimistes en temps de hausse et confiants au milieu du désarroi général. Au contraire, on est frappé ordinairement de la façon excessive dont les hommes subissent la loi de l'imitation. J.-B. Say accorde à ses « commerçants de réserve » un degré de prévoyance qui ne pourra se trouver que dans une élite.

D'autre part, nous venons de voir comment la spéculation était l'âme des crises d'effervescence.

Mais, même dans l'hypothèse favorable de J.-B. Say, le commerce de réserve aggravera la situation au lieu de l'améliorer.

En effet, il achètera les objets pendant la baisse, espérant les revendre en hausse. Mais en temps de crise cette espérance sera déçue. On peut ramener la crise en une *attente trompée* (2). La hausse souhaitée ne se produira pas ; ou se produira trop tard (ce qui revient au même) ; ne se produira qu'après le moment extrême jusqu'où le

(1) *Traité*, 1841, p. 104.
(2) Tarde, *Psychologie économique*.

commerce de réserve pourra *tenir le coup*. Alors le spéculateur sera obligé de se liquider. Et il aura aggravé la crise de deux façons.

D'abord, pendant qu'il achetait à la baisse, il soutenait fictivement les cours ; il faisait croire par ses achats spéculatifs à des besoins qui n'existaient pas en réalité. Il activait la surproduction. Secondement, au moment de sa liquidation, il ajoute au stock offert par les producteurs (stock invendable) le stock supplémentaire qu'il a amoncelé pendant sa spéculation. Il accélère donc l'effondrement des cours.

Par conséquent, le frein sur lequel compte J.-B. Say ne vaut pas mieux que son remède. Et la théorie entière doit être tout à fait rejetée.

Les objections aux principes de Say ont été nombreuses, même parmi les contemporains de l'auteur du *Traité*. Il a voulu se défendre, et pour cela il a fait tant de concessions qu'il a contribué, lui-même, à ruiner son système. Rappelons brièvement comment Say fut amené à faire des concessions.

Nous avons vu que les conceptions de J.-B. Say sur la production étaient très précises. Les termes de la première édition de son *Traité* (1) étaient fort nets. La production, c'est la création d'utilités.

(1) 1803, tome I, p. 24.

Et l'utilité, c'est cette aptitude qu'ont les choses de satisfaire nos besoins. Mais alors, a-t-on objecté, rien n'empêche qu'on ne produise plus qu'il n'est acheté. Et la cause économique des crises, ce n'est plus un fléchissement partiel de la production, c'est tout simplement la surproduction.

Say répondit à cette objection en modifiant profondément le sens des mots produits et production (1). Le produit, ce n'est plus un objet ayant en soi la qualité d'être utile. C'est un objet utile en fait ; utile parce qu'en fait il est vendable, parce qu'il a un débouché.

On voit que Say se rapproche de la vérité, mais ne parvient pas à l'embrasser, à cause des principes erronés que nous avons relevés.

Il dit : la cause des crises c'est l'infraproduc-

(1) Lettre à Malthus de 1827. *Mélanges et Correspondance*, pp. 290-291.

Lettre à Malthus de 1820. *Mélanges et Correspondance*, p. 202.

Cf., deux articles de Say dans la *Revue Encyclopédique*, écrits en 1824 et 1826. Le premier dans le tome XXIII, pp. 18-31, sur la balance des consommations avec les productions ; le second dans le tome XXII, pp. 40-45, sur la crise commerciale en Angleterre.

Cf., 5e édition du *Traité*, 1826 ; et le *Cours complet d'Economie politique*, 1828-1829. La 2e édition, 1840, t. I, pp. 347-348.

i on partielle parce qu'il ne peut y avoir surproduction. Et il ne peut y avoir surproduction parce que produire c'est la manifestation de cette activité qui livre des objets qui correspondent au besoin actuel du marché. Mais cette explication n'est qu'un jeu de mots, puisqu'elle peut se résumer ainsi : il ne peut y avoir de surproduction parce qu'on ne peut surproduire.

Malthus, le correspondant de J.-B. Say, qui, par ses objections, avait amené les concessions de l'économiste français, ne s'est pas laissé prendre à ce jeu de mots. Il écrit à Say, en 1827 : « On doit avouer que la question change complètement d'aspect si vous dites que ce qui est produit par le sol, le travail et le capital n'est pas un produit, si sa vente possible ne peut pas payer, d'après le prix du marché, ses frais de production. Il saute aux yeux qu'il ne peut y avoir aucune saturation avec des produits de cette sorte ; car, comme vous le remarquez avec raison, le principe ainsi conçu entraîne qu'il y a une véritable demande du produit. Mais il est contraire à l'usage (et même à votre propre définition du mot produit « l'utilité créée constitue le produit »), de dire que les produits ne méritent plus le nom de produit quand leur prix baisse par suite de leur encombrement (1).

(1) *Mélanges*, pp. 298-299.

Il faut constater, en passant, que l'on ne peut nous faire le même reproche. Nous n'avons pas la prétention de dire, pour montrer que les crises n'ont pas leur origine dans le fait du producteur, qu'il ne peut y avoir surproduction parce que ce qui est produit sans utilité n'est pas un produit.

Nous disons au contraire. La crise contemporaine, c'est la crise de surproduction. — Produire, c'est créer des objets ou rendre des services dans des conditions telles que la demande puisse se projeter sur eux en leur conférant la vendabilité.

En se portant sur eux, la demande confère aux objets de la valeur ; elle les reconnaît en deçà de l'utilité-limite. Car la valeur c'est l'utilité finale (1).

Maintenant, quand on surproduit, on produit des objets qui, au moment où ils sont produits, sont réputés vendables par le producteur. Le producteur crée des objets qu'il considère comme susceptibles d'avoir de la valeur. Il les suppose dans la limite de l'utilité-limite.

Et l'explication de la crise de surproduction, c'est que le producteur se trompe. Ces produits quand on les offre au marché n'ont pas de vendabilité. Et cette attente trompée c'est la crise même.

(1) La valeur se détermine par le plus petit degré de l'utilité qui puisse provoquer un effort donné. Ch. Andler, *Les origines du Socialisme d'Etat en Allemagne*, p. 469.

Mais cette erreur du producteur est-elle de son fait? L'absence de valeur des objets produits parce qu'ils se trouvent en dehors de l'utilité-limite et qu'ils sont surabondants est-il imputable au producteur?

En aucune façon. C'est le consommateur qui est responsable. C'est lui qui confère la valeur par sa demande, aux objets qu'il désire; et il ne dépend que de lui seul que l'objet produit ait de la vendabilité.

Voilà pourquoi nous soutenons que les crises de surproduction ne sont pas le fait du producteur.

Nous en donnons l'explication. Et nous ne répondons pas à la question par la question, comme le fait J.-B. Say.

Quand on surproduit, dit J.-B. Say (dernière manière), on ne produit rien, puisque on ne produit pas des produits, attendu que le produit c'est ce qui a, en fait, un débouché.

Quand on surproduit, expliquons-nous, on crée des produits d'une nature spéciale, qu'il faut bien distinguer par une qualification des produits normaux. Ce sont des produits qui, par suite d'une attente trompée (d'une crise), sont sans valeur ou invendables. Et, dans le langage courant les produits invendables s'appellent des laissés-pour-compte.

Terminons notre réfutation de la théorie de J.-B. Say par un exemple des inconséquences de cet auteur.

Quand il parle des banques, dans son Cours complet (1), Say donne une mention à la crise de 1825. Il déclare expressément que cette crise a pour cause un état monétaire défectueux. Ce qui revient à reconnaître que la crise économique peut avoir pour cause autre chose qu'une mauvaise distribution des forces productrices dans un genre de production donné. Et, remarque caractéristique, J.-B. Say reconnaît le caractère de cause des crises à une perturbation monétaire, alors que, se cantonnant dans les conséquences de son principe : « les produits s'échangent contre les produits », il a proclamé qu'il faut faire abstraction du facteur « monnaie » dans la matière des échanges.

Concluons que J.-B. Say n'a pu démontrer que les crises économiques ont leurs causes dans la production (2).

(1) 2e édition, 1840, I, pp. 474-483.

(2) Toute l'Ecole optimiste française a suivi J.-B. Say dans ses opinions sur les crises.

L'Ecole Anglaise libérale professe les mêmes doctrines. Elles ont eu pour expression première les écrits de Josias Tucker, doyen de Glowcester, mort en 1799. Cet ecclésiastique a publié son principal ouvrage en deux parties. La première fut publiée en 1751, sous ce titre : *Reflexions on*

B. — *Réfutation de la théorie socialiste.* — Tous les socialistes ne se tournent pas du côté du producteur pour chercher une explication du phénomène de la crise. C'est ainsi que Henry George s'efforce de dégager la cause de la crise de la rente des propriétaires fonciers, et que Rodbertus veut l'expliquer par la mauvaise répartition des richesses, qui empêche la masse de consommer dans des proportions suffisantes.

Ces opinions socialistes, qui expliquent la crise par la sous-consommation des masses, sont exactes en ceci. Elles vont chercher l'origine du bouleversement économique là où elle réside réellement. Mais leurs hypothèses sont contestables. On peut

the expediency of a law for the naturalization of foreign protestants. La deuxième partie, *Containing important queries relating to commerce,* etc., est de 1752. Cette deuxième partie a été traduite et annotée, en 1755, par Turgot (Daire, I, 322), qui lui a donné pour titre : *Questions importantes sur le Commerce à l'occasion des oppositions au dernier bill de naturalisation.*

[J. Tucker a publié également : *Advantages and disadvantages of France and Great Britain,* 1750 ; *Four tracts,* 1754, etc.].

Tucker admet la possibilité d'une surproduction partielle et il l'explique par l'inégalité dans le développement des divers genres de production. Pour remédier à cette situation, il ne connaît qu'un moyen : rendre la liberté à l'activité économique. Voici sa troisième question :

« Lorsque, à un moment donné, une industrie est encom-

discuter la question de savoir si la sous-consommation des masses existe réellement, tout en admettant que, si elle existait, elle serait certainement une cause de la crise. Nous étudierons ces opinions socialistes dans notre chapitre troisième. Pour le moment, nous ne retiendrons que la doctrine socialiste qui ne cherche l'origine des crises que dans des faits de production. Cette doctrine c'est celle de Marx et d'Engels (1).

Il est important de l'examiner en détail, car « la théorie socialiste qui est aujourd'hui acceptée dans presque tous les pays par la majorité des socialistes militants, c'est le marxisme ou socialisme scientifique (2) ».

brée, le mal ne se guérit-il pas de lui-même ? C'est-à-dire un certain nombre de personnes occupées par cette industrie ne prendront-elles pas un autre métier et ne préparera-t-on pas moins de jeunes gens en vue du métier qui est le plus désavantageux ? Et si l'on emploie un autre moyen, ne guérira-t-on pas un désordre passager en suscitant un grand nombre de désordres plus dangereux et qui persisteront ?

(1) C'est la doctrine des communistes, qui tous cherchent à prévenir les crises en organisant la production. Comme le travail est le principal facteur de la production, les communistes s'attachent surtout à l'organisation du travail. Cf. une nouvelle formule du communisme dans l'ouvrage de M. V.-M. Thury, *le Chômage moderne, causes et remèdes*. Paris, Alcan, 1895.

(2) E. Bernstein, *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, préface de l'édition française, p. VII.

Le point de départ des explications marxistes c'est la théorie connue sous le nom de *conception matérialiste de l'Histoire* (1).

Elle est exposée par Marx dans l'avant-propos de la *Critique de l'Economie politique,* et par Engels dans la troisième partie de son *Développement du socialisme d'utopie en science.* Marx donne la formule suivante : « Le mode de production de la vie matérielle détermine d'une façon générale le processus social, politique et spirituel de la vie. Ce n'est pas la conscience de l'homme qui détermine son état. C'est l'état social qui détermine sa conscience ». Et Engels dit, dans l'*Anti-Dühring :* « Les causes dernières de tous les changements sociaux et des révolutions politiques ne doivent pas être cherchées dans les têtes des hommes, mais dans les changements de formes de la production et de l'échange ».

Ce qui revient à dire que toute la vie sociale est déterminée par un seul facteur de nature économique, qui est le suivant : condition de production et influence des forces productives.

Il n'y a qu'un seul facteur, explique Karl Kautsky, dans sa réfutation des opinions de Bernstein (2). Et ceux qui veulent faire place à

(1) Cf. notre brochure : *La scission du Marxisme*, Montpellier, 1900, p. 10.

(2) *Le Marxisme et son critique Bernstein*, traduction Martin Leray. Paris, P.-V. Stock, 1900.

d'autres éléments, à ce que l'on appelle des facteurs idéologiques, qui sont les notions de droit et de morale, les traditions historiques et religieuses, commettent une erreur. Car ces facteurs idéologiques ne sont que des traditions, c'est-à-dire des produits de formes sociales antérieures, en d'autres termes, les produits de modes de production antérieurs. Il n'y a donc qu'un seul facteur, c'est le mode de production. Tout découle de lui. La vie sociale en découle directement quand il s'agit du mode de production en vigueur ; elle en découle indirectement, par le canal des traditions, quand il s'agit des modes de production antérieurs.

Puisque, d'après la doctrine marxiste, toute la vie sociale découle du mode de production, la vie économique y puise son exclusive source, sans aucun conteste.

La vie économique contemporaine est donc conditionnée par le mode de production contemporain, lequel se résume en ces termes : propriété individuelle, salariat, libre concurrence, machinisme, etc.

Or, disent les collectivistes, ce mode de production engendre une mauvaise production. La production qu'il faut chercher à réaliser c'est celle qui remplit les deux conditions suivantes : 1° produire en vue des *besoins sociaux* et les satisfaire dans l'ordre de leur urgence ; 2° produire avec

la plus grande économie possible des forces de production.

Or, avec le système actuel, on produit en vue des intérêts individuels des producteurs et nul ne se préoccupe d'économiser les forces productives.

Voilà pourquoi notre mode de production actuel amène nécessairement les crises.

L'importance de ces crises, au point de vue du progrès du socialisme, est envisagée différemment par les marxistes orthodoxes et par les marxistes réformistes.

D'après Bernstein, Marx a pensé que le socialisme sera le produit nécessaire de la seule évolution de la société capitaliste. La grande industrie est elle-même son propre fossoyeur. Le régime capitaliste occasionnera inévitablement une grande crise industrielle générale. Cette crise donnera une puissance irrésistible aux attaques des socialistes, et entraînera la chute du système basé sur la propriété individuelle et sur la concurrence. C'est la théorie « de l'écroulement ».

D'après Kautsky et les orthodoxes, cette théorie n'est pas celle de Marx et n'est pas davantage celle qui domine dans le parti collectiviste. La pure doctrine marxiste, c'est la suivante : le mode de production actuel pousse le prolétariat à la lutte de classes contre les capitalistes. Il aug-

mente les forces numériques du prolétariat (1), sa cohésion (2), son intelligence, le sentiment qu'il a de sa force, sa maturité politique. Il rend inévitables son organisation en parti politique et la victoire de ce parti, ainsi que l'avènement du mode de production socialiste comme conséquence de cette victoire.

Le rôle des crises est un peu différent suivant qu'on se range à l'une ou à l'autre de ces opinions. Si l'on adopte la première, la crise économique parvenue à son maximum, c'est le point final de l'auto-destruction capitaliste.

D'après la seconde opinion, les crises sont des moyens efficaces de développer le socialisme et de lui permettre le triomphe dans la lutte de classes. Elles favorisent le mouvement socialiste en accélérant la concentration des capitaux et l'insécurité des prolétaires. Voici comment elles procèdent. Toute extension du marché stimule la production ; cause par conséquent la surproduction et la crise. Inversement, toute crise développe un pressant

(1) Puisque les riches deviennent toujours plus riches et moins nombreux et les pauvres toujours plus pauvres et plus nombreux, d'après K. Marx.

(2) Le capitalisme dresse lui-même les armées destinées à le combattre. Les usines sont des espèces de casernes où se forment ces armées. Là les ouvriers sont forcés de prendre le sentiment de la solidarité. Ils se disciplinent et se forment à la lutte contre le capital.

besoin d'étendre le marché. En supposant donc que le capitalisme continue sa marche, on peut prévoir un effondrement du système, parce que le marché extérieur ou intérieur a ses limites, tandis que l'extension de la production est pratiquement illimitée. Le jour donc où il sera impossible d'étendre le marché, le système capitaliste sera insupportable pour tout le monde (1).

Quel que soit le rôle des crises au point de vue de l'évolution de la société vers le socialisme, leur cause c'est l'anarchie dans la production capitaliste. Chaque producteur cherche à concurrencer victorieusement son voisin producteur similaire. Il exagère sa production pour conquérir le marché, il ne tient aucun compte de la consommation, il surproduit.

Jusque-là l'erreur n'est pas bien grande. Il suffirait pour que cette erreur devienne une vérité de montrer que les procédés des producteurs sont vicieux, parce que les procédés des consommateurs le sont, et qu'en somme c'est la consommation imprévoyante, affolée, tumultueuse et outrancière qui crée la production irrationnelle dont on se plaint. Chercher un moyen d'empêcher l'espérance

(1) Mais de toute façon la crise est la bienvenue des collectivistes. Ils disent que l'évolution de la Société doit se faire, comme pour tous les corps vivants, non pas lentement, mais par des soubresauts crisiaques.

des producteurs d'être trompée par les consommateurs, c'est chercher le vrai remède des crises. Mais les socialistes marxistes se détournent bien vite des consommateurs, et ne s'occupant que des producteurs, ils demandent comme remède de réglementer la production en supprimant la libre concurrence. Ils enlèvent aux particuliers les moyens de produire pour les remettre à l'Etat, non plus politique, mais économique, à la Société. Celle-ci produira seule pour le compte de tous et réglera sa production sur la consommation. Il n'y aura plus de crises.

Nous répondons tout de suite. Si, il y aura des crises, fréquentes, permanentes peut-être. Mais elles auront changé de nature : elles seront des crises déficitaires.

En effet, pour qu'il n'y ait jamais de produits *surproduits,* il faudra que la Société collectiviste ait recours à l'un des trois procédés suivants :

1° Obliger les consommateurs à consommer de force les objets produits socialement ;

2° Ou bien, ne produire que sur commande ;

3° Ou bien, donner toutes les consommations gratis (1).

(1) C'est le système communiste ; dans la Société communiste tout est gratis.

Comme la réalisation de ce système semble encore fort éloignée, nous ne nous y arrêterons pas. Cependant, il faut

Le premier procédé est tellement anti-scientifique et anti-économique, qu'il ne nous est pas permis de nous y arrêter. Il relève de la politique pure. Les consommateurs forcés, s'ils étaient possibles, disparaîtraient ou deviendraient à leur tour des révolutionnaires et changeraient leur état oppressif et arbitraire.

Voyons le second procédé : produire sur commande. Mais alors nous ne sommes plus dans l'état de grande industrie. Celle-ci est obligée de produire régulièrement, d'avance et sans tenir compte des ralentissements de commandes. Les comptes des grandes usines, des grandes entreprises sont basés sur un minimum de production qu'on ne saurait se dispenser d'atteindre sans compromettre l'existence même de l'entreprise. Les hauts-fourneaux ne peuvent s'éteindre et se rallumer au gré de la commande. Le nombre des trains ne peut se modifier que dans de minimes proportions. On ne peut faire chômer irrégulièrement des milliers d'ouvriers.

La production sur commande nous fait revenir

remarquer que le collectivisme évoluera fatalement vers le communisme, s'il est mis en pratique. Déjà les promesses de nombreux services gratuits sont faites par nos collectivistes actuels. Les loyers seront gratuits, d'après P. Lafargue. Les boulangeries seront municipales. Pourquoi, dès lors, faire payer le pain ? De même les tramways communalisés, les chemins de fer nationalisés seront gratuits, etc.

en arrière ; elle nous oblige à rétrograder jusqu'à la période de l'ancien régime industriel, jusqu'à l'époque du petit artisan.

Mais alors, nous nous trouvons dans un système contraire à celui de la grande industrie. Et nous savons que ces systèmes anciens connaissaient principalement cette crise spéciale qui est la crise par infra-production.

Tout porte à croire, en effet, que la crise de disette serait la crise du système collectiviste. En effet, ce système diminuerait dans de grandes proportions la force productrice des nations qui le subiraient. Les excès provenant de cette diminution seraient des phénomènes d'infra-production, déterminateurs de crises de disette.

La force productive d'une Société collectiviste diminuerait d'abord par suite de la suppression de la concurrence. On ne voit pas clairement quel ressort les socialistes nous offrent pour remplacer la concurrence. Certains disent que la concurrence n'est pas indispensable au progrès. Ils donnent pour exemple les postes, les télégraphes, les téléphones, tous nos monopoles actuels. Mais on peut légitimement leur répondre que ces monopoles ne présentent aucun caractère progressif, bien au contraire. Il est vrai que, par contre, il est une industrie d'Etat qui réalise des progrès, c'est l'industrie de la guerre. Mais ici, il existe la

terrible concurrence des nations voisines. Les socialistes ajoutent qu'il y aura d'autres stimulants pour remplacer la concurrence, l'opinion publique, par exemple. Mais l'opinion publique est incompétente en fait de progrès industriel. Poussés à bout, certains collectivistes admettent la possibilité d'une certaine concurrence entre les divers groupes corporatifs. Mais c'est une dérogation aux principes socialistes. Il est certain que, dans la mesure où l'on admettra la concurrence, on maintiendra le régime capitaliste et on diminuera les défauts du régime collectiviste. Il pourra exister une certaine poussée à la production, en proportion de la petite concurrence qui subsistera.

En second lieu, la productivité du travail diminuera par le fait du fonctionnarisme, de la bureaucratie, de la paperasserie, de la hiérarchie qui seront intensifiés par le régime collectiviste. Les socialistes répondent qu'il ne faut pas juger de la bureaucratie future par la bureaucratie actuelle. Mais ils ne peuvent donner qu'une vague idée de la bureaucratie collectiviste. Ils disent qu'elle sera dirigée par une sorte de Grand Comité, analogue aux Comités directeurs des Sociétés coopératives. On peut leur répondre que l'administration économique par les Comités ne peut produire de bons résultats qu'à la condition qu'une personnalité énergique fasse marcher le Comité. Mais cela n'est

possible qu'avec le régime individualiste actuel. Les collectivistes cherchent à se tirer d'affaire en disant : quand tout le monde sera fonctionnaire, il n'y aura plus de fonctionnaires. Cette assertion est trop obscure pour être satisfaisante.

La production diminuera, en troisième lieu, parce que le développement du collectivisme c'est le développement du salariat. Actuellement, il y a des propriétaires et des salariés.

L'avènement du socialisme supprimera les propriétaires et fera rentrer tout le monde dans la classe des salariés. Les nombreux arguments élevés par les socialistes contre le salariat peuvent donc être opposés au collectivisme. Et notamment la faible productivité des salariés. Pourquoi les futurs salariés du régime socialiste travailleraient-ils plus que les salariés d'aujourd'hui ? Les collectivistes répondent : ils travailleront davantage parce qu'ils auront le sentiment de ne pas travailler pour un patron, mais pour une société dont eux-mêmes font partie. Cela pourrait être s'il s'agissait d'une société restreinte et si la part de chacun pouvait être appréciable. Mais dans une société qui comprend quarante millions de co-associés, comme le serait la France, chaque citoyen n'a qu'un intérêt valant la quarante-millionième partie de bénéfice de son effort personnel.

Quatrièmement, la productivité diminuera parce

que l'épargne individuelle n'accroîtra plus le capital national. Comment les collectivistes remplaceront-ils l'épargne privée, cette fonction sociale de la plus haute importance qui consiste à entretenir, développer et faire valoir le capital national et qui est actuellement remplie par les capitalistes ? Ils répondent : Nous constituerons un fonds d'amortissement. C'est d'un bel optimisme. Comment admettre que l'épargne de l'Etat vaudra l'épargne quotidienne des rentiers actuels ! Certains socialistes disent que l'individu sera incité à épargner tout autant qu'aujourd'hui parce qu'il aura intérêt à vivre plus confortablement.

C'est possible. Mais en quoi cela augmentera-t-il le capital national du pays ? Cela fera-t-il progresser l'outillage de la société ? Non. Cela constituera des thésaurisations improductives et sans intérêt au point de vue social. Les plus conciliants d'entre les collectivistes finissent par admettre que les épargnes individuelles pourront être prêtées à la société. Mais voici encore une altération des principes. La société payera-t-elle un intérêt à ces pseudo-rentiers ? Elle payera, répondent les collectivistes, un intérêt patriotique. Compter là-dessus pour solutionner un aussi grave problème est stupéfiant.

Enfin la production sera arrêtée dès son origine par la suppression de la liberté individuelle.

Comment, sous le régime collectiviste, l'inventeur pourra-t-il réaliser son idée industrielle, artistique ou autre ? Alors, l'Etat seul aura toute l'initiative. L'Etat seul pourra avoir des idées neuves. Or, en pratique, l'on sait que l'Etat n'a pas d'idées.

Pour toutes ces raisons les productions de la société collectiviste iraient en diminuant progressivement jusqu'à la crise de disette.

Et cela confirme notre théorie générale, qui montre la crise de disette comme l'état pathologique des nations qui n'ont pas la grande industrie comme mode de production.

Maintenant on pourrait nous objecter que nous parlons fort à notre aise d'un retour à un état industriel antérieur à la grande industrie ; que l'avènement du collectivisme marquerait non pas un retour en arrière, mais un progrès ; qu'il y aurait, après la révolution sociale, un cycle de plus accompli suivant la marche habituelle du progrès humain. On sait que le progrès humain semble revenir parfois à son point de départ, après s'en être éloigné jusqu'à l'extrême maximum. Mais ce retour n'est qu'apparent. En réalité l'humanité revient vers son point de départ, mais en montant, en s'élevant, en suivant, en quelque sorte, les courbes d'une hélice.

Le retour à la production sur commandes ne serait pas un retour au système du seizième siècle,

ce serait quelque chose d'analogue mais de plus perfectionné. Il y aurait là quelque chose de semblable au retour aux corporations par le système des syndicats professionnels actuels.

C'est possible. La seule conséquence qu'on puisse tirer de cette observation, c'est que la crise de disette du régime collectiviste sera une crise perfectionnée ; elle n'en sera pas moins une crise de disette.

Pour résumer nos considérations sur les opinions collectivistes au point de vue des crises économiques, nous pouvons dire : le marxisme a-t-il raison de se tourner vers le producteur pour chercher le remède aux crises de la grande industrie ? Non, puisqu'en agissant ainsi il ne trouve pas de remède Et il en trouve si peu qu'il propose la suppression radicale du régime capitaliste de grande industrie. Il est certain qu'en supprimant le régime il supprimera l'état pathologique de ce régime, c'est-à-dire la crise de surproduction. Pour supprimer la maladie, rien de tel que de supprimer le malade. Mais tuer n'est pas guérir.

Pour être complet et montrer que la solution du problème des crises n'est pas dans une modification de la production, il faut dire quelques mots des opinions de ceux qui ne se rattachent pas aux écoles orthodoxes et collectivistes et qui cependant

regardent exclusivement du côté du producteur en matière de crises économiques.

De ce nombre sont, d'abord, les auteurs qui donnent pour causes ordinaires aux crises des phénomènes de circulation, c'est-à dire des phénomènes commerciaux ou bancaires.

Les phénomènes que beaucoup d'économistes groupent sous la classification de circulation des richesses ne sont que des faits de production. Comme l'a très bien dit M. Charles Gide : « la circulation des richesses n'est qu'une conséquence et un aspect de la division du travail. Le fait de transférer une richesse d'une main à une autre et de lui imprimer une sorte de mouvement de rotation, est un fait sans intérêt par lui-même et qui ne vaut la peine d'être étudié que dans la mesure où il concourt à la production sociale » (1).

Nous sommes convaincus que c'est parce que les faits de circulation sont des faits de production qu'il ne faut pas regarder de leur côté pour trouver la cause économique des crises.

Et cependant nous allons ainsi contre des convictions nombreuses et persistantes. Ces convictions sont nées de l'état d'esprit un peu superficiel que nous allons rapidement exposer.

Nous avons dit que la crise économique était

(1) *Principes d'Ec. pol.*, 5e édit., p. 8.

une perturbation dans le mouvement des échanges.

On s'explique donc que beaucoup d'économistes aient cherché la cause de la crise dans le mouvement des échanges lui-même. Et comme à notre époque le mouvement des échanges se règle sur le crédit et a pour organe les banques, ces mêmes économistes ont cherché la cause des crises dans l'organisation ou le fonctionnement des banques.

Les uns ont dit, avec Ch. Coquelin : la cause des crises c'est le monopole des banques.

Les autres ont riposté : c'est, au contraire, la liberté des banques et leur excès d'émission. C'était l'opinion de sir Jones Loyd, du colonel Torrens, etc. Elle inspira le rapport anglais de 1810 et l'acte de Peel, de 1844. Stuart Mill accusait aussi l'abus du crédit, l'abus de l'émission du papier commercial, des lettres de change, des chèques, etc. Aux Etats-Unis, cette opinion était professée par les président Jackson et Buchanam.

Cette manière de voir, nous l'avons dit, est superficielle. Dans la crise économique actuelle, ce qui frappe avant tout c'est le mouvement de l'encaisse et du portefeuille des banques. C'est ce que l'on voit. Et les économistes dont nous critiquons les conclusions s'en tiennent là.

Mais, comme l'a très bien fait observer M. Clément Juglar, les banques subissent les crises, mais ne les produisent pas. C'est donc prendre

l'effet pour la cause que de chercher l'origine des crises dans la question bancaire et le mouvement des escomptes. C'est absolument comme si l'on prétendait discerner la cause d'un incendie par la mensuration des flammes qui sortent de l'édifice en ignition. La hauteur des flammes décèle la gravité du feu, comme la hausse de l'escompte manifeste la gravité de la crise ; ni les unes ni l'autre ne sont les causes du phénomène.

Maintenant, il faut reconnaître que la Bourse et les Banques ont un rôle capital dans notre organisation économique et surtout en matière de crises (1). M. René Worms dit que la Bourse joue dans notre société le rôle que joue le cœur dans l'organisme (2). M. Georges Boudon dit que la Bourse est le régulateur qui fait proportionne l'offre à la demande (3).

(1) Nous verrons comment l'abus du crédit en créant un fonds d'acquisition fictif cause parfois les crises. Dans cet ordre d'idées, Wagner se sert souvent de l'expression *crise de crédit*, et Max Wirth donne toute une série de ce qu'il appelle les *crises des moyens de circulation*. Il les divise ainsi par leurs causes : 1° arrangements défectueux du crédit et du mécanisme monétaire ; 2° congestion des moyens de circulation ; 3° conséquences d'une émission excessive de papier-monnaie non remboursable. — Cf. Jones, *Economic crises*, p. 6.

(2) Cf. *Organisme et Société*. Paris, Giard et Brière.

(3) *La Bourse et ses hôtes*. Paris, Félix Ciret, 1896.

Nous avons tenu à bien marquer que ce cœur social n'est pas la cause mais simplement l'organe ou l'instrument de ses pulsations, et que ce régulateur n'est qu'un instrument de transmission. Si le cœur est en bon état et si le régulateur est construit avec précision, la crise pourra être atténuée de ce chef ; mais voilà tout. Encore une fois, la cause de la crise économique est moins superficielle.

Avant de conclure ce chapitre, il nous faut écarter une objection qui, de prime abord, paraît sérieuse. Certains économistes ont dit : c'est bien dans la production que se trouve le nœud de la difficulté du problème des crises, et la preuve, c'est qu'on a trouvé récemment le moyen pratique d'éviter les crises par une réglementation de la production. Ce moyen s'adapte parfaitement à l'état économique actuel. Il semble même suscité par les derniers développements de l'industrialisme. Il permet de laisser dans le domaine de l'utopie l'état de liberté économique absolue prôné par J.-B. Say comme les bouleversements plus ou moins communistes. Ce moyen, c'est le *trust*.

On sait que la phase contemporaine du développement économique est caractérisée par la constitution de groupements industriels qui ont pour but de régler la production. Ces groupements, qui sont exclusivement régis par les libres conventions

particulières, présentent des combinaisons qui varient à l'infini (1). Nous n'en retiendrons que les deux types principaux, celui du *cartell* allemand et celui de l'*industrial combination* américaine.

Le *cartell* se distingue de la *combination* ou *trust* américain en ceci : tandis que les trusts sont l'absorption sous une direction unique de nombreuses fabriques similaires, les cartells sont simplement la coalition, dans un but déterminé, d'établissements qui conservent leur autonomie entière. Si un de ces établissements arrive, par exemple, à la possession d'un procédé de fabrication qui lui assure un avantage certain, cet établissement pourra se retirer de l'association. Dans

(1) Il existe en Angleterre beaucoup de *trusts* qui ne sont autre chose que des sociétés de placements. Ces sociétés proclament bien haut que leur but c'est de répartir les risques des placements en valeurs industrielles mieux que ne le pourraient faire les placeurs de fonds livrés à eux-mêmes. En réalité, ces sociétés sont spécialement constituées pour effectuer le placement des valeurs sans marché, ou bien ce sont des agences de lancement pour le compte de sociétés dont les promoteurs ne veulent pas être connus. Comme ces trusts ne publient pas ordinairement la liste détaillée des valeurs qui constituent leur portefeuille, il est possible que l'argent qu'ils reçoivent soit employé en valeurs douteuses pendant que les détenteurs des actions du trust s'imaginent que les administrateurs font les affaires les plus prudentes et les plus rémunératrices. Evidemment ce genre de trust ne peut qu'aggraver et même engendrer des crises.

le trust, au contraire, le procédé nouveau serait appliqué à toute la production et pratiqué dans toutes les usines.

Les cartells et les trusts peuvent avoir des conséquences heureuses au point de vue de l'ordre matériel de l'industrie. Dans la mesure où les ententes pourront régler la production sur la consommation, documenter les industriels et les commerçants sur l'étendue, l'intensité et la variabilité des besoins du public, empêcher les emballements et les paniques, supprimer les excitations d'une concurrence excessive, développer chez les producteurs le sang-froid et l'esprit de prévoyance, dans cette mesure les ententes industrielles pourront prévenir les crises.

Mais les trusts ont-ils pour but cette éducation de la production ? Sont-ils vraiement constitués — surtout les plus récents, les grands trusts américains qu'inspire ou dirige M. Morgan, — pour prévenir les crises économiques ? Point du tout. Les trusts deviennent de plus en plus la formule la plus grandiose, mais aussi la plus dangereuse, de ce genre de spéculation qui s'appelle la capitalisation excessive, l'*over-capitalization*.

La *majoration indue* du capital existe dans toutes les entreprises américaines. Voici comment. Lorsque l'on constitue une Société, en Europe, on divise le capital de l'entreprise de la façon

suivante : on demande aux actionnaires une partie des sommes nécessaires et l'on se procure le reste par l'émission d'obligations. Aux Etats-Unis, au contraire, on couvre tous les frais de construction et d'établissement par une émission d'obligations que l'on appelle ordinairement actions privilégiées. Toutes les entreprises qui possèdent une apparence de monopole ou une concession restrictive de la concurrence n'hésitent pas à demander à l'emprunt la totalité des sommes qui leur sont nécessaires. De telle sorte que les bâtiments, les machines, l'outillage, les marchandises, les matières premières, tout l'actif tangible, en un mot, est représenté par des actions privilégiées, espèces d'obligations qui ont le pas sur les actions ordinaires ; ces dernières ne devant toucher un dividende qu'après le payement de l'intérêt et du dividende attribué aux actions privilégiées, par les statuts.

A côté des actions privilégiées, on émet des actions ordinaires, sur lesquelles l'on ne verse rien. Et voilà l'instrument du sur-capital. Pour justifier l'émission de ces actions ordinaires, on dit qu'elles représentent l'actif intangible, c'est-à-dire la clientèle, le bon renom de la maison, la marque de fabrique, l'espérance des bénéfices (1).

(1) *Earning capacity.*

Dans ces conditions, on comprend le but des *trusters*. Ils cherchent à créer des monopoles les plus complets et les plus solides possible pour baser, sur l'espérance de bénéfices presque certains, une très considérable émission d'actions ordinaires. Plus le trust sera important, plus il sera monopoleur, et plus cet actif intangible qui est constitué par l'espoir des bénéfices sera considérable et plus il justifiera une sur-capitalisation. Prenons pour exemple le trust de l'acier (1).

L'*United States Steel Corporation* s'est constituée par la fusion de sept sociétés qui étaient elles-mêmes le résultat de sept fusions d'entreprises particulières. Ces sept sociétés avaient toutes été constituées d'après le principe d'une majoration du capital des entreprises primitives. Ainsi la *National Steel Company*, dont les actions ont donné droit à 125 0/0 des actions du trust global fondé par MM. Morgan et Schwab, avait été constituée avec 27 millions d'actions privilégiées en représentation de l'actif tangible et 32 millions d'actions ordinaires en représentation des bénéfices ultérieurs possibles. De même, l'*American Steel Hoop Company* avait 14 millions d'actions privilégiées et 19 millions d'actions ordi-

(1) Cf. A. Raffalovich, Les combinaisons des financiers américains. *Revue économique et financière*, mai-juin 1902.

naires. La constitution du grand trust de l'acier a consisté à diluer ce capital des sept sociétés, capital déjà fortement majoré. Dès le début, et en dehors de la Compagnie Carnegie, le capital de l'*United States Steel Corporation* a été de 74 millions supérieur au total des compagnies absorbées. Or, dans celles-ci, le capital *non représenté par des apports réels* était de 270 millions de dollars. Si l'on y ajoute les 74 millions dont nous venons de parler, on arrive à 343 millions de dollars (1). En plus, M. Carnegie a reçu, en représentation des 150 millions d'obligations de sa compagnie, 96 millions d'actions ordinaires et 144 millions d'actions privilégiées. Au total, on évalue à 45 0/0 l'augmentation du capital résultant de la fusion des aciéries, mines, hauts-fourneaux, fabriques de tubes, de cercles, de tôles, etc., qui a été le résultat du grand trust de l'acier (2).

Nous nous demandons comment ces *industrial combinations* peuvent être un moyen d'éviter les crises (3). Mais nous voyons très bien comment

(1) D'autres calculs arrivent à 389 millions de dollars.

(2) Tous les trusts procèdent de la même façon. L'*Overcapitalization* de l'*International paper company* est évaluée à 40 millions de dollars. On veut constituer le trust de l'Océan à 30 millions de livres, alors que la valeur réelle de la flotte ne dépasserait pas 10 millions sterling.

(3) L'*Amalgamated* n'a pas empêché la chute du prix du cuivre.

elles peuvent les aggraver. Il est certain, en effet, qu'une dépression économique pourra faire sombrer plus facilement une entreprise globale qu'une série de petites entreprises particulières, qui chacune aura quelque raison particulière pour résister.

Voilà pourquoi nous estimons que l'économiste doit se montrer défiant à l'endroit des trusts, et ne point partager l'enthousiasme des *promoters*, banquiers et hauts financiers américains qui s'intéressent avec passion à la *flotation* (1) des actions privilégiées ou ordinaires qui inondent les marchés américains et qui voudraient bien, à l'heure actuelle, traverser l'Atlantique.

Nous comprenons parfaitement les craintes manifestées par tous les hommes d'Etat américains. M. Bryan, pendant la dernière période électorale, avait lutté avec véhémence contre les trusts. M. Roosevelt, dans son premier message au Congrès des Etats-Unis, a fait ressortir les abus de la *over-capitalization*. Enfin, le Congrès vient de constituer un comité d'arbitrage et de conciliation pour sauvegarder autant que possible la paix industrielle si violemment troublée par les *industrial combinations* (2).

(1) Création et mise sur le marché.

(2) Ce comité comprend 36 membres appartenant à toutes les classes de la société. M. Hanna a été nommé son président. On voit parmi ses membres l'ex-président Cleve-

Dans les relations des trusts et des crises, ce qui nous frappe, en définitive, c'est que ces gigantesques combinaisons n'ont été jusqu'ici qu'un instigateur des conflits entre les patrons fusionnés et les grands syndicats ouvriers.

Le trust n'a pas fait ses preuves comme remède des crises.

Nous venons de voir comment les auteurs classiques ou socialistes qui ont essayé de mettre au compte exclusif de la production les perturbations économiques n'ont pas abouti dans leurs tentatives d'explication.

Il reste à en rappeler la raison théorique. C'est une conséquence de la notion que l'on doit se faire de la valeur.

Si la valeur avait pour cause et pour mesure le coût de production comme le pensaient Smith et Ricardo, ou la qualité matérielle et objective d'être utile, comme le croyait J.-B. Say, ou encore la quantité de travail incorporé, comme l'enseigna Karl Marx, alors certainement il faudrait se tourner vers le producteur pour chercher l'origine des crises. L'entrepreneur ne serait plus seulement le capitaine de l'industrie, le metteur en mouvement combiné du travail, du capital et des forces natu-

land ; le célèbre archevêque catholique de Saint-Paul, Mgr Ireland ; le roi du pétrole, J. Rockfeller ; M Gampers, ancien meneur de grandes grèves, etc.

relles, il serait le seul arbitre de la vie économique et le dispensateur de la prospérité et de la misère. Il suffirait de modifier les conditions de sa production pour créer ou modérer les crises.

Mais il n'en est pas ainsi. Ce n'est pas parce qu'un objet a coûté cent francs de frais de production qu'on le vend cent francs au marché. C'est parce qu'un producteur sait, avec plus ou moins de certitude, que tel objet se vendra cent francs au marché qu'il consacrera cent francs pour le produire.

Et la preuve c'est qu'il se peut fort bien que l'objet qui a coûté cent francs de frais de production ne vaille que cinquante francs au marché. C'est le cas où la prévision du producteur ne se sera pas réalisée. C'est le cas de la crise.

Le producteur ne règle pas le marché. Il subit la loi du consommateur. Il propose et le consommateur dispose. (1) Sans doute, la production peut remorquer la consommation ; mais si ce phénomène s'aggrave, c'est la crise en perspective. Si c'est la consommation qui remorque la production, c'est le progrès normal.

Comme l'a dit fort bien Bœhm-Bawerck, la

(1) La production peut provoquer la consommation, la favoriser, l'entraîner. Elle ne peut la diriger absolument, tandis que la consommation peut tuer la production ou la rendre prospère à son gré.

valeur ne peut se forger comme un marteau ou se tisser comme une pièce de drap. Si cela pouvait se faire, nos industries pourraient éviter ces convulsions effrayantes que l'on appelle des crises, lesquelles n'ont d'autres causes que ces quantités de produits, provenant des manufactures où toutes les règles de l'art ont été observées, qui ne peuvent trouver la valeur qu'elles attendent (1).

(1) Dans *Capital et Intérêt*, traduction Smart, chap. II, du livre II, p. 135. « Value cannot be forged like a hammer, nor woven like a sheet. If it could, our industries would be spared those frightful convulsions we call crises, wich have no other cause than that quantities of products, in the manufacture of wich no rule of art was omitted, cannot find the value expected ».

CHAPITRE III

LA CRISE PAR SOUS-CONSOMMATION

Maintenant que le terrain est déblayé, et que nous savons, d'une part, pourquoi les crises déficitaires se peuvent négliger, et, d'autre part, comment les crises de surproduction ne tirent qu'accessoirement leur origine des actes des producteurs, abandonnons les discussions critiques qui nous ont retenu dans nos deux premiers chapitres pour aborder un ordre d'idées constructives. Nous allons, pour cela, examiner en lui-même le phénomène de la sous-consommation et voir comment il peut produire la crise.

Les modifications graves dans l'étendue ou la direction des consommations déterminent à l'heure actuelle des perturbations de l'équilibre industriel, parce que le milieu créé par les développements de la grande industrie est particulièrement sensible aux changements de la demande.

Il y a, comme nous l'avons dit, des milieux réfractaires à la crise déficitaire. De même il existe des milieux réfractaires à la crise par sous-consommation. Ce sont précisément ceux qui ne sont point conditionnés par le grand industrialisme contemporain.

Prenons, par exemple, le cas de l'économie autonome que Turgot a décrit dans les premières pages de ses *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*. C'est le cas où le producteur et le consommateur se confondent en une seule personne ou, ce qui revient presque au même, ne forment qu'un petit groupe isolé. Le producteur produit exclusivement pour consommer lui-même. Il est maître de tout le processus de la vie économique. Les modifications de ses consommations ne peuvent avoir que des conséquences voulues d'avance. Le duel économique ne peut exister, puisqu'il n'y a pas d'échanges. Il est à peine besoin de dire que ces marchés autonomes sont presque introuvables aujourd'hui. On a pu découvrir quelques groupes de producteurs-consommateurs, dans les pays de grande industrie (1), mais ces survivances d'un milieu économique généralement aboli, ne sont que des

(1) Dans l'Allemagne du Nord et sur le plateau bavarois. Cf. G. Blondel, *Populations rurales de l'Allemagne*, pp. 57, 74, 95, 101.

« organes témoins », comme disent les biologistes.

Même avec des conditions économiques moins rudimentaires et en supposant l'usage des échanges et de la monnaie, la sous-consommation restera sans importance au point de vue des crises, si l'on n'admet pas l'existence du commerce. C'est le cas du marché individuel. Le marché individuel comporte l'échange et les moyens d'échange, mais ses opérations se font sur commandes et au comptant. Alors, la production suit la consommation comme l'ombre suit le corps. La demande crée la production et lui fixe ses limites. Si elle s'arrête, la production s'arrête d'une manière symétrique. Il ne peut y avoir de laissés-pour-compte que dans le cas de malfaçons et d'inexécution des prescriptions des commandes. Donc pas de crises possibles. Mais ces marchés individuels, à propos desquels la sous-consommation ne peut jouer un rôle perturbateur, ne sont qu'une exception dans l'état actuel des choses. Il n'est pas besoin de démontrer que le commerce à terme et les productions d'avance sont la règle. Il existe cependant des exceptions, qui ne font d'ailleurs que confirmer cette règle. Et, chose étrange, on les rencontre aux deux pôles opposés du monde économique. C'est sur commande que, dans les villages arriérés, les paysans font confectionner leurs sabots ou le joug de leurs bœufs ; et c'est

également sur commande que, dans les milieux urbains, les gens à la mode font fabriquer leurs objets d'ameublement : boiseries, bronzes, fers forgés, etc. Ils demandent même, parfois, la destruction des dessins de leurs commandes pour singulariser le produit. Quoi qu'il en soit, ce ne sont là que des exceptions, et le marché individuel sur commande et au comptant perd tous les jours du terrain.

On peut même dire qu'à l'heure présente l'état économique des nations de grande industrie a pris le contre-pied, pour ainsi dire, des systèmes anciens ou exceptionnels dont nous venons de parler. Et voilà pourquoi la sous-consommation, indifférente avec ces systèmes, occupe une place si importante de nos jours.

Ainsi, à la place de l'autonomie du producteur-consommateur, nous avons maintenant une excessive interdépendance des diverses unités de la vie économique, lesquelles sont en même temps séparées et éloignées les unes des autres. Les producteurs sont plus que jamais soumis aux incertitudes de la demande et moins que jamais susceptibles de connaître et de prévoir ces incertitudes.

Comment cela s'est-il fait ? C'est une des conséquences les plus remarquables de cette « révolution industrielle » qui, pendant les dernières années

du dix-huitième siècle et la plus grande partie du dix-neuvième, a bouleversé les conditions d'existence des peuples les plus avancés en civilisation.

Les premières modifications apportées à l'ancien état de choses par cette « révolution industrielle » furent des changements dans les procédés techniques de la production. Mais, pour la mise en œuvre des nouveaux procédés, il fallut modifier bientôt les organisations mêmes de la production et de la consommation. La division du travail, combinée avec les améliorations du machinisme, a tué le petit atelier et créé l'usine. Le consommateur se sépare de plus en plus du producteur, par la distance et par le temps. Les producteurs eux-mêmes sont séparés, car la division des fonctions est telle, que les fabricants de produits complémentaires ou de parties de produits composés se perdent de vue les uns les autres. Des considérations multiples, étrangères aux besoins et aux désirs des consommateurs, viennent indûment diriger la production. Ainsi les manufacturiers produisent, non plus en raison des demandes, mais parce qu'ils veulent conserver des ouvriers expérimentés, ou bien pour entretenir leur outillage par un usage régulier, ou encore parce qu'ils veulent servir les intérêts de leurs dettes à leurs commanditaires. C'est d'ailleurs sans considération pour les fluctuations

de la demande que ces commanditaires ont été sollicités. Les manufacturiers font appel à des capitaux de plus en plus considérables pour donner de l'extension à leur fabrication, dans le but de concurrencer victorieusement les industries similaires. On ne se préoccupe que de l'intérêt personnel immédiat et nullement des consommations et de leur variabilité. Avec cela, le marché s'étend de plus en plus. Pour certains produits il est devenu aujourd'hui mondial. Le producteur ne travaille plus pour un petit marché dont il peut connaître les conditions et dont il peut calculer facilement les fluctuations. C'est pourquoi la grande manufacture est devenue un outil de spéculation. L'état du marché, la situation des concurrents, tout est difficile à percevoir, sinon inconnu. Ainsi le machinisme travaille au hasard, comme un géant aveugle. Chaque amélioration des communications et chaque application d'une invention nouvelle ajoutent aux difficultés des prévisions commerciales (1).

Ce qui multiplie surtout ces difficultés, c'est que la demande elle-même devient de plus en plus changeante. Et c'est encore le milieu contemporain qui est en grande partie responsable de cette

(1) Cf. John A. Hobson, *Problems of Poverty*. London, 1891, p. 34.

mobilité. L'individualisme et l'extrême liberté ont rendu la conduite des acheteurs difficile à saisir. Autrefois, on restait fidèle aux vieux usages. On consommait et l'on dépensait à peu près comme l'avaient fait les ascendants. Mais les traditions économiques ont perdu toute leur importance. Jadis, les corporations et les marchands locaux voyaient clair dans leur petit marché traditionnaliste. Aujourd'hui le grand commerce se perd dans les considérations approximatives des demandes universelles.

L'accroissement des populations urbaines a considérablement développé la variabilité des consommations. La suggestion des désirs nouveaux et les emballements de l'imitation sont faciles dans les grandes cités. Là on peut aisément substituer produit à produit. Quand on résidait dans le village ou dans la ferme et qu'on ne possédait que des moyens de communication rudimentaires, la répétition des mêmes consommations quotidiennes s'imposait.

Mais c'est surtout avec le développement du commerce extérieur et la multiplication des procédés du crédit que la situation est devenue dangereuse pour l'équilibre industriel. Nous verrons bientôt, en passant en revue les crises du dix-neuvième siècle, que l'ordre dans lequel les grandes nations ont fait l'expérience des crises est

celui-là même qui a déterminé l'accroissement du commerce extérieur et l'usage du crédit et des banques (1).

La demande étrangère est encore plus difficile à comprendre, à utiliser et à conserver que la demande nationale. De plus, par suite même de la coexistence de la demande étrangère et de la demande intérieure, il peut surgir des perturbations économiques. Ainsi, dans un pays qui souffre d'une dépression industrielle et d'une baisse générale des prix, les commerçants sont poussés à se refaire, en conquérant le marché extérieur. Pour peu qu'ils aient l'esprit d'entreprise développé, ils réaliseront leurs projets, puisqu'ils peuvent offrir des produits à bas prix. Dans ce cas, la prospérité renaîtra dans le pays et réveillera la demande nationale. Les producteurs devront alors servir à la fois les consommateurs étrangers et les consommateurs locaux. Il pourra s'ensuivre une période d'activité intense. Mais cette effervescence aménera nécessairement une hausse des prix. Alors le commerce extérieur, qui ne sera plus attiré par l'appât des bas prix, diminuera peu à peu et finira par disparaître. Les producteurs qui n'au-

(1) Les crises se sont également développées suivant l'état psychologique des races, c'est-à-dire suivant l'honnêteté nationale, l'éducation, l'esprit de conservatisme, l'énergie des citoyens, etc.

ront plus devant eux que les consommateurs nationaux, verront une partie de leurs produits invendables. La sous-consommation aura produit la crise. Ce cycle peut recommencer, car la crise amène la dépression et la baisse des prix, c'est-à-dire les conditions favorables à la conquête des marchés extérieurs. Même en admettant que cette éventualité ne se produise pas, le commerce extérieur a pour conséquence de compliquer le mécanisme qui sépare le consommateur du producteur dans des proportions telles qu'il est presque impossible pour l'une des parties de se rendre compte des modifications de l'autre. Il devient de plus en plus difficile pour le producteur même expérimenté et muni des plus puissants moyens d'investigations de mesurer l'étendue des besoins qui doivent diriger sa production. Le champ de l'activité économique est trop agrandi. Le producteur anglais, par exemple, qui base ses calculs sur les conditions de la demande britannique, peut voir ses prévisions anéanties par un déficit des récoltes russes, une révolution sud-américaine, un trust dans les Etats-Unis, etc. (1).

A cette sensibilité extrême de l'équilibre des échanges il n'est encore apporté que peu de correctifs. Il serait temps cependant que l'esprit

(1) Cf. Jones. *Economic Crises*, p. 47.

humain, qui a fait de si belles découvertes depuis un siècle dans l'ordre de la production, s'attachât maintenant à la faire cadrer avec les consommations. Les socialistes disent que la direction des forces économiques n'existe pas. Elle existe cependant, mais elle n'est guère que la combinaison des efforts directeurs qui mènent les entreprises privées. On pourrait corriger l'excessive prépondérance des intérêts privés par certaines formes coopératives fort désirables. (1)

L'usage du crédit et des banques est, avons-nous dit, avec le commerce, un des éléments principaux du milieu favorable aux crises par sous-consommation. (2)

(1) Ainsi, certaines informations qui seraient d'excellents régulateurs des marchés et, par conséquent, qui seraient utiles à tout le monde, sont parfois tenues secrètes par les maisons de commerce qui ont pu les obtenir, afin d'en tirer un avantage pécuniaire personnel.

(2) Le crédit, qui a pris son principal essor au cours du XIX[e] siècle, est entré dans les mœurs des hommes d'affaires européens au XVI[e] siècle. C'est en 1557 que Sébastien Cabot fonda la première société anonyme que l'on connaisse, la Russia Company. A cette époque, les rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris prirent une place de choix dans les fortunes des particuliers. La coutume de Paris (1580) consacre leur caractère immobilier par l'article 94. Chose curieuse, dès 1574, la cessation des payements sur ces rentes détermina une crise économique. La crise commença le 20 novembre 1574 quand Fr. de Vigny, receveur de la ville et du clergé, dénonça un manquant de 267,642 livres

L'utilité du crédit n'est pas à démontrer. C'est grâce à lui que les capitaux sont fournis à ceux qui en manquent et qui sont le plus aptes à les faire fructifier. Il groupe les petites épargnes, improductives si elles demeuraient isolées, et les rend fécondes dans les dépôts des banques. Il facilite l'épargne des métaux précieux, etc. La preuve décisive que l'usage du crédit est avantageux, c'est qu'il est maintenant universel. Mais, c'est un instrument aussi délicat qu'utile. Et c'est bien parce qu'il est employé par tout le monde que la situation est souvent critique. (1)

Le crédit sépare par un intervalle de temps les deux opérations dont la réunion forme l'acte complet de l'échange. Quand il intervient, l'échange demeure incomplet pendant un temps plus ou moins long. C'est évidemment un facteur d'insé-

tournois dans ses caisses. En décembre 1575, le manquant était de 800,000 livres. A partir de 1590, on ne paya plus les rentes. Cf. Cauwès, *Revue d'Écon. polit.*, 1896, p. 461.

(1) Les abus du crédit ont été signalés par tous les économistes qui se sont occupés des crises ; notamment par Schäffle, Michaelis, von Mangoldt, Flürscheim, von Stein, C. Juglar, Macleod. Cependant Rodbertus, Theodor Hertzka, etc., nient que les crises soient en rapport direct avec le crédit et la spéculation. La tendance des auteurs est, à notre avis, d'exagérer l'influence du crédit sur les causes des bouleversements économiques. C'est une exagération que d'appeler les crises « crises de crédit », comme le font John-Stuart Mill et Adolphe Wagner.

curité. D'autant plus que, si dans beaucoup de cas le crédit s'appuie sur des garanties réelles, sur des démembrements de propriété, que le débiteur consent au créancier, le crédit est, quand on le pratique en grand, purement personnel. Il repose sur la probité, sur l'honnêteté.

Il ne dépend pas seulement de la valeur économique et morale des débiteurs (1), mais encore de l'état juridique, des événements politiques et de l'état général des esprits sur la ponctualité dans les engagements. Mille causes peuvent anéantir la confiance et la sécurité et, par suite, ruiner le crédit. Or, lorsque le crédit subit une grave atteinte, les conséquences de son resserrement peuvent être considérables, car le crédit est un facteur de solidarité économique très énergique. Les rapports de créancier à débiteur, si nombreux que leur trame forme le mécanisme même du marché, ressemblent à ces cordes qui lient les uns aux autres les corps d'une compagnie de touristes.

(1) La valeur économique, ou la solvabilité du débiteur, dépend de ses qualités physiques qui donnent l'aptitude au travail, de ses qualités intellectuelles qui lui donnent l'habileté industrielle, de ses qualités purement économiques, c'est-à-dire de la quantité et de la disponibilité des richesses qu'il possède. La valeur morale du débiteur dépend de son honnêteté, de son esprit d'économie et de prévoyance, etc.

De plus, les abus du crédit peuvent amoindrir dangereusement ce fonds de réserve qu'il est souhaitable de voir demeurer hors des affaires et qui peut sauver les situations les plus critiques, quand on l'utilise dans de grandes proportions à l'heure du danger.

L'usage du capital permet la multiplication des productions et pousse à l'extension du marché. Dans la proportion où le crédit permet l'usage plus étendu du capital, il contribue à augmenter les incertitudes dont nous avons parlé à propos des marchés trop étendus.

Enfin, l'abus du crédit amoindrit les ressources de l'avenir. On emprunte facilement quand l'échéance est éloignée. Ce qui fait qu'on est porté à emprunter trop pour les ressources qui existeront au moment fixé pour le remboursement. Cela permet les consommations improductives ou tout au moins disproportionnées. Ces consommations irraisonnées de l'heure présente engendreront peut-être de nombreuses sous-consommations plus tard.

C'est surtout pendant les périodes de prospérité que les abus du crédit sont possibles. Il engendre alors la spéculation. Et de la spéculation au jeu il n'y a qu'un pas.

Tels sont les principaux facteurs de la sensibilité extrême des marchés modernes à la dépres-

sion crisiaque. Il en existe d'autres, en très grand nombre. Par exemple, d'après Tocqueville, le développement de l'esprit démocratique contribue à rendre le milieu favorable aux crises, parce que l'ambition économique des démocraties est considérable. (1)

Mais les développements que nous venons de donner sur ce sujet nous paraissent suffisants.

Dans ce milieu, si favorable qu'il est à lui seul une explication des crises, comment se comporte la sous-consommation ? Comment évolue la demande ? (2)

Et d'abord, comment la demande se produit-elle ? En d'autres termes, en quoi consiste sa naissance ?

La demande(3) a son origine dans l'invention.

(1) Tocqueville, *La Démocratie en Amérique,* Boston, 1873, 2e vol., ch. XIX, p. 192.

(2) Nous pouvons, semble-t-il, employer indifféremment les termes *consommation* et *demande*, que l'on confond dans le langage courant. Ces termes désignent le même phénomène, quoique la demande soit plutôt la première phase de la satisfaction des désirs des hommes et que la consommation s'applique mieux à la réalisation effective du désir. Demande marque l'état dynamique du phénomène et consommation son état statique.

(3) Nous ne nous occupons pas de cette demande primaire qui doit satisfaire les besoins de tout premier ordre qui conditionnent la vie matérielle elle-même. Cette demande minimum n'est susceptible ni de changement,

Mais il ne faudrait pas se faire une idée trop compliquée ni trop énigmatique de cette invention. Elle ne ressemble que de fort loin à l'effort cérébral des hommes de génie. C'est presque toujours une invention inconsciente. L'idée d'un besoin nouveau est suggérée automatiquement par la satisfaction que l'on donne à un besoin antérieur. « La satisfaction donnée à chacun des besoins d'ordre inférieur crée un besoin d'ordre plus élevé. Si le besoin supérieur existait avant la satisfaction du besoin primaire urgent, il devient plus intense après que ce dernier a été atteint. La satisfaction d'un besoin d'ordre primaire fait naître la sensation d'une nouvelle privation secondaire. » (1) L'invention de besoins nouveaux ne suppose donc aucune prescience divinatrice, aucune expérience préalable, aucun diagnostic. La plupart du temps, celui qui ressent pour la première fois cette sensation qui s'analyse en un besoin, un désir, une demande et une utilisation, ne se rend nullement compte de la nouveauté de cette sensation.

ni de déviation. Il y a un minimum de nourriture qu'il faut consommer sous peine de mort. Ce minimum est l'objet d'une demande immuable. C'est la consommation — limite au-dessous de laquelle on ne peut descendre. Or nous analysons la sous-consommation.

(1) *Lectures de Banfield,* 1844.

Dans certains cas, — c'est l'exception, — le besoin nouveau est indépendant, dans son origine, d'une consommation précédente. Il provient alors de l'imagination. Imagination d'ordre aussi peu élévé que l'invention dont nous parlions tout à l'heure. Imagination qui ressemble peu aux facultés élevées qui font l'artiste ou le poëte. Elle est habituellement la conclusion de la réflexion et du rêve. Le rêve surtout porte à imaginer. C'est en échafaudant des romans de félicité que l'homme crée des désirs nouveaux.

Cette invention et cette imagination peuvent échoir aussi bien à celui qui est plus spécialement un producteur qu'aux simples consommateurs. C'est même le rôle et l'intérêt des producteurs de créer et de suggérer des besoins, de lancer des habitudes de consommation nouvelles. Mais le producteur peut se tromper, il peut avoir mal compris les aspirations confuses du public, il peut les mal diriger. S'il se trompe, c'est le laissé-pour-compte et la crise. Tandis que le consommateur ne court pas ce risque. C'est lui qui détient la valeur des choses, produit de sa volonté.

Quand elle est ainsi née dans un individu, l'idée d'une demande nouvelle se propage chez les autres hommes par la suggestion-imitation.

Pour étudier cette propagation, il faut tenir compte de l'état psychologique de la collectivité.

Les groupements humains sont de natures bien différentes. Au point de vue des consommations il est important de distinguer les groupements organisés de ceux qui ne le sont pas.

La psychologie collective appelle *foule* ou *public* les groupements inorganisés et éphémères ; elle donne le nom de *corporation* ou de *secte* aux groupement organisés et permanents. Il est démontré que la foule est habituellement inférieure, comme valeur intellectuelle, morale et économique, aux individus qui la composent, lorsque ces individus sont considérés en dehors du groupement ; au contraire, la corporation est supérieure, aux mêmes points de vue, aux unités qu'elle groupe.

Dans ces conditions, les consommations effectuées par les corporations, que l'on appelle aujourd'hui sociétés coopératives de consommation, auront une plus grande valeur économique, parce que leurs changements seront plus modérés et mieux ordonnés, leurs déviations moins capricieuses et irraisonnées. Elles provoqueront moins les crises que celles qui sont effectuées par les foules. Malheureusement c'est la foule qui achète presque partout à notre époque. Spécialement, c'est cette variété de la foule qui s'appelle le public. Le public se distingue de la foule en ce qu'il n'est pas, comme elle, stationné dans un lieu restreint et déterminé. Il n'y a point de limites pour lui. Il peut être

mondial. Cependant le public est relié par certains liens, comme ceux de la presse, par exemple. Il a une pensée commune qui s'appelle l'opinion. Il a des meneurs qui sont les publicistes. L'opinion publique, au point de vue économique, se détermine par les réclames, les annonces, etc.

Dans ce public acheteur tous les désirs existent à l'état de virtualités. Il suffit d'une indication donnée par l'inventeur, d'un désir nouveau pour que tous ceux qui peuvent percevoir cette indication voient surgir en eux ce besoin jusqu'alors inconnu. Il s'établit entre les hommes formant un même groupe social un courant singulier, que la science définira peut-être, analogue au circuit électrique et qui pourrait ne pas être autre chose. Ce courant fait que cent hommes réunis paraissent ne point avoir cent cerveaux distincts, mais un seul. De toutes ces âmes groupées, il fait une âme moyenne ; transfusion où chacune perd un peu de son individualité propre.

Ce qui fait qu'on s'abandonne volontiers à ce courant, c'est que chacun se méfie de ses propres observations, qui souvent sont rares en raison de l'étroitesse des conditions dans lesquelles on passe sa vie, et de ses propres raisonnements qu'on ne peut contrôler par expérience personnelle. On est porté naturellement à emprunter les besoins manifestés par les autres, comme on leur emprunte les

jugements, les sympathies et les aversions. On imite surtout les besoins de ceux qui paraissent supérieurs, parce qu'ils ont reçu la consécration du succès, tels les littérateurs et les artistes en vogue. La suggestion exercée par les romans et par le théâtre est indéniable. Les modes sont surtout lancées sur les scènes en renom

Evidemment le roman et le théâtre impressionnent l'individu intellectuellement moins développé ou moins sain plus que l'individu d'élite, original et complètement équilibré. Leur empire s'étend surtout sur les natures banales, les jeunes gens, les femmes, les hystériques et les débiles d'esprit et de nerfs. Mais les hommes sains n'échappent pas non plus. Ils sont influencés à leur tour par le milieu toujours plus considérable des neurasthéniques et surtout par les femmes (1).

Gumplowicz, analysant ce phénomène (2), va jusqu'à dire que chaque homme réfracte sans y rien changer les pensées des autres hommes. Il ne joue que le rôle de prisme qui reçoit les rayons venant de l'extérieur et qui, après les avoir réfractés, d'après les lois déterminées, les fait sortir dans une direction déterminée sous une couleur déterminée.

(1) Cf. Max Nordau, *Paradoxes psychologiques,* ch. I. Trad. de Aug. Dietrich. Alcan, 1900.

(2) *Précis de Sociologie.* Trad. Ch. Baye. Chailley, 1896.

Mais une question se pose (que nous ne pouvons approfondir), ces besoins sont-ils réellement nouveaux ou sont-ils d'anciens besoins rajeunis ? Ceci se rattache à l'intéressante question de la direction du progrès de l'humanité ; ce n'est pas le lieu de l'aborder.

Remarquons simplement que ces besoins rajeunis sont particulièrement possibles dans les pays vieux qui possèdent des souvenirs historiques. Ils sont alors un produit de l'ancestralité. Ce phénomène est plus difficile à se manifester chez les peuples jeunes comme ceux de l'Amérique. Il se produit même en matière de modes. C'est ainsi qu'actuellement nous constatons un retour vers notre passé joli, avec les gilets à fleurs, les tricornes galonnés des femmes, les ameublements de style, etc.

La transformation des besoins semble soumise à une loi intéressante. M. W. Smart, dans ses *Studies in Economics* (1), a remarqué qu'à mesure que la civilisation se développe, une portion de plus en plus grande de la richesse tend à prendre la forme de *service*. En sorte que la demande de services se substituerait peu à peu à la demande de marchandises. Cette observation, qui écarte la possibilité de la limitation des objets matériels

(1) Macmillan, Londres, 1895.

(à tout prendre concevable), permet de supposer que le progrès de la civilisation sera illimité.

Voilà comment naît la demande, comment elle se propage et, par suite, comment elle vit. Voyons comment elle cesse ou meurt.

La demande s'arrête :

1° Quand on ne *veut* pas acheter ;

2° Quand on ne *peut* pas acheter (1).

Il est bien évident que les arrêts de demande rentrent tous dans la première catégorie, celle des arrêts volontaires. Donc, la volonté d'acheter se présente comme une condition première de la consommation. Là où elle n'existera pas, il n'y aura pas de demande possible. Mais, on ne peut pas dire, *a contrario,* là où elle sera il s'ensuivra une consommation. D'où, une deuxième catégorie qui comprend toutes les volontés entravées, tous les cas où l'on *veut*, mais où l'on ne *peut* acheter.

(1) Quand on ne *sait pas* acheter, on ne peut dire que la demande cesse ; elle ne naît pas. A la rigueur on pourrait noter, dans les cas d'arrêt de la demande, l'hypothèse où l'on ne *sait plus* acheter, c'est-à-dire l'hypothèse à laquelle nous avons fait allusion dans notre Introduction et qui est celle où une nation en décadence retourne à la barbarie par la raréfaction progressive de ses désirs et de ses consommations.

Quand on ne *doit pas* acheter est une hypothèse d'ordre éthique. Au point de vue économique on peut dire, seulement à titre de conseil : on ne doit pas acheter quand on

1° Cas de sous-consommation parce qu'on ne veut pas consommer. — L'exercice du libre arbitre est toujours particulièrement délicat à analyser, même en matière économique. Cependant, il a été démontré (1) que libre arbitre ne veut pas dire pur caprice, et que l'homme ne se détermine pas sans motifs. On peut, dès lors, étudier les motifs principaux qui déterminent la moyenne, et c'est l'essentiel. Qu'importe le caprice d'un individu isolé !

Quels sont donc les motifs de demander que l'on rencontre dans une foule moyenne de civilisés ?

Ces motifs s'appliquent, sans distinction, à tous les besoins autres que les besoins impérieux dont la satisfaction est exigée par la douleur physique. Ces autres besoins seraient vainement hiérarchisés. Il est même inutile de les opposer ; les moraux aux immoraux, les nécessaires aux superflus,

viole une loi économique, celle du moindre effort par exemple, ou bien les classes peu aisées ne doivent pas abuser des consommations *à crédit*, etc. Doit-on acheter des objets de luxe ? Oui, si le luxe est modéré et sert à affiner le goût en augmentant le bien-être. Non, si le luxe est excessif ; si, après la consommation, il reste manifestement moins de valeur qu'avant. Cf. H. Baudrillart, *Histoire du luxe*, 1878-1880, 4 volumes.

(1) Charles Gide, *Principes d'Economie politique*, 5e éd., p. 12.

les utiles aux inutiles, etc. Aucun principe économique ne peut servir de base à ces distinctions, et aucune conséquence n'en pourrait être tirée. Rien de plus inexact, par exemple, de soutenir qu'on veut satisfaire un besoin utile plutôt qu'un besoin nuisible, un besoin nécessaire plutôt qu'un besoin superflu. La preuve est donnée par l'expérience la plus vulgaire. Tous les jours, on voit un prolétaire préférer une consommation alcoolique à un vêtement plus confortable.

Remarquons que, s'il était possible de dresser une échelle des besoins et de leurs satisfactions, une partie importante des crises pourrait être conjurée. Les produits servant à satisfaire les besoins n° 1 pourraient s'offrir sur le marché jusqu'à la limite où l'on ne *pourrait* plus acheter. On n'aurait pas à se préoccuper de l'hypothèse que nous allons examiner d'abord, celle où l'on ne veut pas ou plus acheter.

Une première considération, qui mériterait de nous arrêter longtemps si son caractère nettement philosophique ne la plaçait un peu en dehors de notre cadre, c'est que les foules sont guidées souvent dans leurs consommations par ce qu'on appelle l'instinct ou l'inconscient. Cet inconscient, qui n'est pas une force inconnue, mais qui est la voix des morts, s'éclaire principalement par les données de l'histoire.

Après cette loi de l'inconscient, nous trouvons la loi fondamentale de l'Economique : maximum de satisfaction avec minimum d'effort. Cette loi (1), qui s'applique certainement à la volonté de consommer, découle de l'instinct de conservation que l'homme porte en lui-même. C'est elle qui nous fait rechercher les consommations qui plaisent. « Les sensations de plaisir sont celles qu'éveillent les impressions ou les représentations d'impressions qui, d'une façon quelconque, sont favorables à la conservation de l'individu ou de l'espèce ; les sensations de déplaisir sont le contraire (2). » L'homme, d'abord, écarte les choses nuisibles ou indifférentes (ou qu'il suppose telles), puis recherche celles directement utiles à l'organisme. Comme conséquence de ce principe, l'homme cessera de demander un produit quand il pourra (ou croira

(1) Cette loi de l'intérêt personnel n'est pas la seule qui règle les desirs des hommes.

M. Wagner compte cinq autres mobiles :

1° Le désir du profit et la crainte de la perte ;

2° Le désir de l'approbation et la crainte de la punition ;

3° Le désir de l'honneur et la crainte du déshonneur;

4° Le désir de l'action et la crainte de l'inaction ;

5° Le désir du devoir et la crainte de la conscience.

Tous ces mobiles peuvent se trouver isolément ou combinés les uns avec les autres dans les volontés des consommateurs.

(2) Max Nordau, *Paradoxes psychologiques*, p. 51.

pouvoir) se procurer un produit de même valeur dans de meilleures conditions.

Ceci est tellement la règle, qu'on dénonce partout notre époque comme celle du règne de l'intérêt personnel. Il est, par suite, superflu de s'attarder aux exemples. Deux, tout à fait récents, suffiront.

Le 6 avril 1901, le gouvernement allemand a émis un emprunt 3 °/₀ à 87 fr. 50 c. (1). A cette date, le 3 °/₀ français valait 101,40. Les acheteurs de fonds d'Etat de premier ordre, recherchent exclusivement la sécurité. Or la sécurité étant au moins égale du côté allemand que du côté français, toutes autres considérations ont disparu, et la loi du moindre effort a donné tous ses effets. La rente française a été délaissée et le nouveau 3 °/₀ allemand a été si demandé, malgré les souvenirs de 1870-71, en France, que l'emprunt y a été couvert plus de quatre fois (2).

(1) Emprunt de 300 millions de marks ; les souscripteurs français ont offert, à eux seuls, 4 fois la somme demandée, soit 1 milliard 500 millions de francs.

(2) Ce ne sont pas seulement les titres de rente que les Français demandent aux Allemands, parce qu'ils trouvent l'opération avantageuse, ce sont les produits chimiques, les machines électriques et jusqu'aux jouets. Malgré la protection officielle, le jouet français ne réussit pas à supplanter le jouet allemand, ni même à résister à l'invasion de ce dernier. La France reçoit des jouets d'Allemagne pour 3.400.000 marks : cette importation se chiffre par un poids

Autre exemple, pris dans un ordre d'idées plus spécial. Nos viticulteurs délaissent les anciennes charrues vigneronnes du Midi. Plusieurs constructeurs de nos pays ont fermé leurs ateliers. C'est qu'on leur préfère les charrues américaines. Celles-ci sont faites avec une fonte manganésée, moins carburée que notre fonte, et coulée en coquille avec circulation d'eau chaude. Ce métal a sur l'acier l'avantage d'être plus dur et de prendre un poli bien plus parfait. Il en resulte que la durée des pièces travaillantes est plus grande ; que, après une pluie, on peut venir plus tôt travailler les terres ; que le frottement étant moindre, la traction est moins forte, etc.

Une troisième loi, plus inexplicable parfois que la loi de l'instinct, et plus capricieuse, à coup sûr, que la loi du moindre effort, c'est la loi de la mode (1). La demande d'un produit cesse parce qu'il n'est plus de mode.

de 1.454 tonnes. En 1895, l'importation n'était que de 810 tonnes.

(1) Turgot avait rapproché cette loi des entraves administratives et professionnelles de l'ancien régime pour faire de leur combinaison une cause des crises. Il dit, à propos de la troisième question de J. Tucker : « Il faut avouer que les variations dans les modes et les caprices des consommateurs font souvent qu'une profession particulière se trouve réellement surchargée d'hommes. L'industrie se met d'elle-même en équilibre avec les salaires offerts. S'il

Des esprits superficiels pourraient croire que la mode ne s'applique qu'aux objets futiles ; en réalité, son empire est universel et s'étend sur tout. On constate même, à la Bourse, que les achats de valeurs mobilières suivent les fluctuations de la mode.

Il est indéniable qu'elle se fait principalement sentir pour les objets de parure. Mais, même dans cette catégorie de produits, la chose a une grande importance économique au point de vue français. L'article parure est le seul sur lequel nous puissions prétendre à une supériorité, grâce au goût français. C'est un article très sensible et c'est par suite de ce caractère que la mode l'affecte plus que tout autre. Dès qu'un arrêt de demande quelque peu général se manifeste, cet article est

y a un métier où l'on gagne plus, un certain nombre d'artisans abandonne celui où l'on gagne moins. Mais, si la communication est interceptée entre les différents canaux de l'industrie par des obstacles étrangers ; si des règlements téméraires empêchent le fabricant de se plier au goût du consommateur ; si des communautés exclusives, des apprentissages de dix ans pour des métiers qu'on peut apprendre en dix jours ; si des monopoles de toute espèce lient les bras à ce malheureux artisan, qu'un changement de mode oblige de renoncer à un travail qui ne le nourrit plus, le voilà condamné par notre police à l'oisiveté, et forcé de mendier ou de voler. C'est ainsi, que par nos règlements et par nos communautés, les hommes nous deviennent à charge. » *Œuvres*, édition Daire, t. I, pp. 330-331.

très touché : Ainsi sur les 95 millions perdus par le commerce français, à l'exportation, en 1898, par rapport à 1897, il y eut 15 millions et demi pour les plumes de parure, 10 millions pour les modes et fleurs artificielles, et 22 millions pour les tissus de soie. A notre époque, les changements de mode semblent plus rapides que jamais, Cela s'explique. La mode étant un reflet de la vie, son mouvement s'accélère nécessairement dans une société vouée tout entière à la passion de la vitesse.

Comme exemple d'arrêt de la consommation dû au changement de la mode, nous nous contenterons de signaler les laissés-pour-compte provoqués par la mode des automobiles. Le phénomène produit des effets semblables partout. Les journaux sportifs et agricoles d'Amérique ne cessent de récriminer contre la mauvaise situation du cheval. Les maquignons vont à la faillite. Les demandes ne cessent de baisser depuis que les véhicules publics sont mus par la vapeur ou l'électricité.

Les seize millions de chevaux des Etats-Unis ont perdu 70 0/0 de leur valeur (1).

(1) D'après une statistique de 1895, l'usage de la bicyclette cause au commerce annuel des États-Unis un déficit de : 20 millions de dollars pour les chevaux, 15 millions pour les voitures, 20 millions pour la sellerie, 13 millions 1/2 pour les pianos, 7 à 9 millions pour chacune des indus-

Remarquons encore que, pour la loi de la mode, nous ne sommes pas plus livrés à l'arbitraire que pour l'instinct (qui se règle sur l'histoire) et la loi du moindre effort (qui se règle sur l'intérêt personnel).

La mode évolue dans des conditions telles que les industriels et les commerçants avertis et documentés suivent ces évolutions avec une régularité surprenante.

Presque toujours ce sont des producteurs qui créent, amorcent ou modifient la mode (1). C'est ce qui se passe notamment pour les parures et vêtements dont la mode prend naissance à Paris.

Par exemple, il y a, à Paris, cinq ou six grandes maisons de modistes, — qui se considèrent comme des artistes, — et qui créent les chapeaux féminins. Elles lancent des formes, décrètent la coiffure de demain et imposent leur volonté au monde entier. Chacune de ces maisons comprend, outre le patron et la patronne, cinq ou six *premières,* triées sur le volet et douées spécialement de talents inventifs. Elles gagnent 5 à 600 francs par mois.

tries du cigare, de la bijouterie, des liqueurs et des théâtres. (Cf. Brouilhet, *La loi de substitution.* Paris, Rousseau, 1896, p. 8.)

(1) Les consommateurs subissent et suivent la mode, mais ne la provoquent ni la créent, à de rares exceptions près.

Leurs inspirations sont exécutées par des garnisseuses à 125 ou 150 francs par mois, des apprêteuses à 100 francs, etc.

Un couturier célèbre de la rue de la Paix s'est récemment fait interviewer pour exposer comment il lançait une mode : « Madame P... et moi nous réunissons nos premières, et ensemble nous cherchons, nous combinons, nous arrangeons, nous essayons, jusqu'à ce que le modèle ait un caractère à la fois d'originalité et de « parisianisme ». Tout le monde formule son avis et tout le monde collabore à titre égal à ce qui constitue la mode d'une saison. »

En dehors de ces « lanceurs », qui ne peuvent que difficilement subir la crise du fait d'un changement de mode, les autres producteurs n'ont qu'un moyen de s'en tirer : se tenir rapidement et constamment au courant des créations et de leurs chances de réussite prolongée dans le public. C'est le principe de l'habileté professionnelle. M. Georges Blondel a relevé un exemple récent de cette habileté dans sa visite à la fabrique de bonneterie de M. Esche, à Chemnitz. Lorsque la mode des bas rayés et écossais s'est imposée, la vogue en a été si soudaine que la plupart des fabriques ont dû se borner à exécuter une faible partie des commandes. L'établissement de M. Esche s'est réso-

lument mis à confectionner cet article. De là une remarquable prospérité (1).

Autres exemples, dans le même ordre d'idées. — Les Allemands ont battu les Anglais sur le marché russe pour mille raisons de détail, notamment la suivante, qui est curieuse : ils ont tenu compte de la prédilection des femmes et des filles moscovites pour le rouge, dans leurs ajustements.

De même, au Brésil, on a la haine du noir. Les Anglais expédiaient dans ce pays d'excellentes aiguilles à coudre, mais enveloppées dans le papier noir traditionnel. Informés, par leurs agents, du mauvais effet produit par cette enveloppe, les fabricants de Saxe ont envoyé aux Brésiliens des aiguilles, peut-être inférieures, mais enveloppées dans du papier rose, et le marché a été conquis en peu de temps.

Les Chinois exècrent le vert. Un fabricant français imagina, un beau jour, d'expédier dans l'Empire du Milieu d'élégants articles de papeterie et de maroquinerie où le vert malheureusement dominait. Tout l'envoi est resté invendu, bien que justice ait été rendue à l'élégance des objets.

Il convient de tenir compte d'un frein salutaire qui paralyse les crises qui surgiraient d'un chan-

(3) Il occupe plus de 2.000 ouvriers et possède un outillage extrêmement perfectionné, par exemple, des machines faisant à la fois de 12 à 16 bas. *Essor industriel,* p. 65.

gement de mode. C'est l'extension du marché. Il facilite l'écoulement des « rossignols ». Plus on s'éloigne du marché individuel (où l'on n'a pas de prise sur les changements de volonté), pour tendre au marché mondial, plus on a de chance de placer un produit soumis spécialement aux influences des modes. Les chapeaux ou les romans démodés à Paris trouvent preneur à Madrid et s'enlèvent à Buenos-Ayres.

Il est vrai que lorsque le marché s'élargit, le producteur peut rencontrer plus facilement un concurrent. Mais cette remarque peut avoir de l'influence au point de vue de la concurrence, mais ne contredit pas le fait que l'extension du marché enlève ses conséquences les plus fâcheuses à la loi de la mode.

Une autre règle de la consommation exclusivement volontaire, c'est la loi de satiété. Il existe des limites pour tous les besoins et pour tous les désirs. En formulant cette assertion, il est à peine besoin de remarquer qu'elle ne s'applique pas aux malades, aux névrosés qui peuvent se montrer insatiables dans leur monomanie. Encore l'infini de leurs désirs reçoit-il d'habitude une limitation du fait des forces humaines si limitées.

D'une façon générale, il arrive un moment où on a assez de ce qui fut la chose la plus désirable. On ne veut pas lire toujours le même livre, enten-

dre toujours le même air. Alors on ne veut plus consommer et la demande s'arrête.

La loi de variété sert de complément et de correctif à la précédente. Celle-ci, nous venons de l'indiquer, fait diminuer les désirs en raison directe de leur satisfaction. Donc, si elle agissait seule, les désirs s'éteindraient les uns après les autres et les civilisés ressentiraient la satiété de tout, l'inappétence de tout, arrêteraient leurs consommations et retourneraient par lassitude à la barbarie. La loi de variété met obstacle à cette éventualité. L'esprit de l'homme, en sa mobilité, attache son attention sur de nombreux objets. L'homme est changeant par nature. Ses désirs varient autant que varient les objets et les services. Nous avons déjà dit que cette variété semblait sans limites. C'est ainsi que la somme totale des désirs se maintient et progresse même. En passant d'un bien à un autre, on revivifie et on accroît la satisfaction éprouvée par la consommation. « La multiplication des biens consommés sert à faire durer, à allonger en quelque sorte l'utilité particulière de chaque bien (1).

Les conditions d'exercice de cette loi de variété sont complexes. Il faut tenir compte de la nature

(1) Maurice Bloch, *Les Progrès de la science économique depuis Adam Smith,* Guillaumin. 1897, II, p. 531.

des biens que l'on consomme, de la nature des besoins que l'on éprouve, des modalités de ces biens et de ces besoins, comme le prix des objets, le degré d'aisance des consommateurs, etc.

Comme exemple de l'application de la loi de variété, nous citerons l'introduction récente sur le marché français d'une nouvelle boisson hygiénique fermentée, le kéfir. On obtient cette boisson en déterminant, dans de l'eau additionnée d'un peu de cassonnade brune, la fermentation particulière de la graine de kéfir, plante du Caucase. La découverte de ce ferment est ancienne, puisque les orientaux prétendent que c'est Mahomet, lui-même, qui aurait doté l'univers de ce bienfait. Jusqu'à ces derniers temps, ses applications furent restreintes. Les médecins s'en servaient parfois pour champagniser le lait des malades. Aujourd'hui le kéfir se répand rapidement (1).

Maintenant, la loi de variété n'est-elle pas dominée et commandée, elle-même, par une loi superieure règlementatrice de l'évolution progres-

(1) On l'appelle ordinairement champagne militaire parce qu'il a été lancé par M. le capitaine de Soos, du 126e d'infanterie, à Toulouse, en mai 1896. Dès le mois de février 1897, chaque homme avait un litre de cette boisson par jour. Cette innovation a été portée à la connaissance de l'Académie de médecine par M. Casteret, médecin-major. Le prix de revient du kéfir ne dépasse pas cinq centimes le litre.

sive de l'humanité ? Les besoins se multiplient-ils et varient-ils suivant une règle ? Il semble bien que oui. Nous avons déjà fait allusion à cette règle, à propos du rajeunissement des besoins anciens ; il ne nous est pas permis de la développer davantage. Rappelons simplement que de nombreux systèmes ont été proposés pour solutionner la question : les *corsi e ricorsi* de Vico, la marche du simple au compliqué, la marche hélycoïdale de l'humanité, etc.

La demande volontaire est encore soumise à de nombreuses règles moins importantes, parce qu'elles agissent moins généralement. Nous nous contenterons de mentionner :

La loi d'harmonie, qui règle les groupements des consommations.

La loi de hiérarchie ou de groupement, qui ressemble à la précédente avec, en plus, l'idée d'ordre ; elle met à un rang antérieur ou postérieur telle consommation suivant l'appréciation de chacun.

La loi de l'utilité négative. Ces utilités sont celles qui produisent à la fois une peine et un plaisir. Elle se rattache à la loi du moindre effort. (1)

(1) Cf. Maurice Bloch, *op. cit.* II, p. 530

2° Sous-consommation dans le cas ou on ne peut pas consommer (1). — Nous venons d'analyser l'élément volonté, dans la demande. Passons à l'élément possibilité. En d'autres termes, examinons l'hypothèse où l'on ne peut pas consommer.

Dans cette deuxième hypothèse, comme dans la première, il y a cessation ou arrêt de la demande, c'est-à-dire sous-consommation.

La demande s'arrête parce qu'elle est impossible dans les trois cas suivants :

a) . — Défaut de la personne même du consommateur.

b) . — Défaut de ses capacités physiques.

c). — Défaut de ses capacités acquisitives, manque de moyens d'achat soit au comptant, soit à terme, et dans ce dernier cas, manque de crédit.

Les deux premiers cas n'offrent pas de difficulté et nous ne ferons que les indiquer.

a) *Arrêt forcé de la demande du fait de l'existence même du consommateur.* — La demande

(1) «Quand la consommation se resserre par la diminution des revenus, ce phénomène, source de tant de privations et de douleurs cuisantes, frappe moins les yeux que la surabondance des marchandises étalées. En réalité, la diminution des revenus cause peut-être autant de faillites, de désastres industriels et commerciaux, que l'accroissement excessif de fabrication. » Tarde, *Psychologie économique*, II, p. 167.

se raréfiera si le nombre des consommateurs se raréfie ; elle s'arrêtera, si ce nombre s'arrête. Ceci est un *truism*. Cette conséquence est un des aspects les plus intéressants de la question de la Population.

La question de la Population et celle de la Consommation sont si étroitement unies que, dans le langage économique courant, demande et population sont deux termes pris indifféremment l'un pour l'autre (1).

Dans notre espèce, cette question se combine avec celle du Libre-Echange. En théorie pure, il semble bien, en effet, que le Libre Echange, et, d'une façon générale, toutes les mesures qui amèneront l'extension du marché, augmenteront le nombre des consommateurs et mettront obstacle à la sous-consommation du chef de la raréfaction du nombre des consommateurs. (2)

(1) Tous les arguments que l'on donne en faveur de l'accroissement de la population devraient trouver ici leur place. Mais nous n'avons pas cru donner ces développements, la question étant très étudiée et très connue de tous les économistes.

(2) Le libre-échange pur n'existe nulle part. L'Angleterre cherche à réaliser le *fair trade* et non le *free trade*.

Le mouvement protectionniste anglais pour les produits agricoles s'accentue tous les jours. Le Market Weighton Farmer's Club invite le gouvernement à imposer une taxe de deux shellings par quarter ou 1 fr. 50 par quintal métrique sur les importations de blé et 2 fr. 50 par quintal

Remarquons, toutefois, que même dans l'hypothèse du Libre-Echange général et du marché mondial, la question du nombre des nationaux n'est pas sans importance, en ne considérant ces nationaux qu'au point de vue consommateur.

D'abord, il existe des consommations nationales, le vin pour la France, l'opium pour la Chine. Il est donc important pour la consommation du

de farine. Le Holderness Agricultural Club, de Hull, demande un droit de 2 shellings par quarter de blé et 2 shellings 6 pence par sac de farine. Il est aussi favorable à une taxe sur les bœufs et les moutons. L'Association nationale de la meunerie anglaise envoie une délégation au chancelier de l'Echiquier pour obtenir une taxe sur les farines.

Les tarifs douaniers ont été appliqués aux produits manufacturés de tout temps et dans tous les pays. Mais les produits agricoles n'ont été frappés que récemment. En Espagne, la loi de finances de 1872 mit des surtaxes sur les céréales ; le tarif du 11 juillet 1872 doubla ces surtaxes par l'introduction d'un impôt municipal. Le tarif du 1er janvier 1892 a augmenté tous les droits agricoles dans une proportion énorme, qui va jusqu'au quadruple des droits précédents.

En Portugal, depuis 1872, les meuniers ne peuvent importer des blés étrangers que jusqu'à concurrence de 60 millions de kilog. au maximum.

L'Italie a introduit dans son tarif général du 14 juillet 1887 de nouveaux droits agricoles et a relevé ceux qui existaient.

La France a établi en 1892 les tarifs douaniers qui sont encore en vigueur.

vin qu'il y ait beaucoup de Français et pour celle de l'opium, qu'il y ait beaucoup de Célestes.

Ensuite, il est bien rare, pour tous les produits généralement quelconques, que la demande intérieure soit moins importante que la demande internationale.

Enfin, la consommation d'un produit national à l'étranger se ressentira du nombre des nationaux résidant à l'étranger (1). Ceux-ci feront connaître

En Suède, on adopta en 1888 un régime protecteur pour l'agriculture et l'industrie.

L'Allemagne est protectionniste depuis le tarif du 15 juillet 1879. Dans l'échelle des droits frappant les diverses catégories, elle occupe le 5e rang pour le blé, le 6e pour le seigle, le 8e pour la farine de blé, le 3e pour le gros bétail, le 6e pour les porcs, le 10e pour les moutons.

L'Autriche-Hongrie a adopté la protection agricole par son tarif du 25 mai 1882.

La Grèce, la Serbie, la Roumanie ont des tarifs agricoles modérés.

La Suisse a admis en 1887 et 1891 des tarifs protecteurs pour les produits animaux et le bétail.

La Belgique frappe le bétail et la race ovine.

La France est au 4e rang pour le blé, au 5e pour la farine, au 8e pour le seigle, au 5e pour le gros bétail, au 7e pour les porcs, au 1er pour les moutons.

(1) Les Européens émigrent encore beaucoup en Amérique. Les Anglais, les Irlandais, les Allemands, les Scandinaves vont surtout aux Etats-Unis ; les Espagnols vont à la Plata et les Portugais au Brésil. Les Français vont de préférence dans l'Amérique du Sud. Les Italiens se divisent en deux groupes. En 1899, 63,000 sont partis pour les

autour d'eux leurs produits nationaux, en les consommant eux-mêmes. Ils les mettront à la mode, suggèreront le besoin de s'en servir, seront, en un mot, des initiateurs. Un exemple *a contrario*. La *Revue des Vins* du 31 juillet 1898 dit : « une cause trop négligée de la baisse de notre exportation de vins de Bordeaux, c'est la diminution du nombre de nos nationaux résidant à l'étranger et l'augmentation de l'émigration italienne et allemande en Amérique. Ces émigrants boivent du vin d'Italie et d'Allemagne et en répandent l'usage dans leur entourage. C'est ainsi que les Etats-Unis recevaient, en 1893-1894, 35,300 hectolitres de vins en fûts originaires d'Allemagne contre 15,900 hectolitres de la même sorte de vins de provenance française. » Dans le même ordre d'idées, le consul de France à Rosario, dans la République Argentine,

Etats-Unis ; 44,000 pour l'Argentine, 26.000 pour le Brésil, 40.000 pour divers autres pays de l'Amérique latine.

L'émigration aux Etats-Unis a atteint le maximum de 730.000 émigrants en 1881-1882 ; en 1885, ce nombre tombait à 332.000. Il revenait à 595.000 en 1891, pour retomber à 230.000 en 1897-98 et à 311.000 en 1898-1899.

En 1880, la République argentine recevait 41.000 immigrants ; en 1885, elle en recevait 100.000 ; en 1889, 280.000. En 1890, le nombre tombait à 100.000 ; puis, en 1891, à 52.000. Il s'est relevé à 80.000 en 1895 et à 111.000 en 1899.

Au Brésil, on reçut 30.000 émigrants en 1886 ; 55.000 en 1887 ; 131.000 en 1888 ; 216.000 en 1892 ; 112.000 en 1899.

attribue l'arrêt de demande des produits français à l'absence de nos nationaux. « Il y a encore une vingtaine d'années, écrit-il dans son rapport (1), la population française de Rosario était importante. Elle n'est plus qu'un souvenir sur la place. »

Nous avions donc raison de dire que l'importance du nombre des consommateurs nationaux, qui est capitale avec le Protectionnisme, est fort importante également avec le Libre-Echange.

b) *Arrêt forcé de la demande du fait de la limitation des capacités physiques du consommateur.* — C'est une réduction de l'hypothèse précédente. Le consommateur existe, mais ses facultés naturelles sont limitées.

Il ne faut pas se faire illusion sur l'importance de ce cas. En fait, les besoins et les désirs des hommes ne connaissent pas de limites. La restriction subjective qui viendrait de la nature et de l'état d'âme du consommateur et non pas de la limitation des produits ou des services désirés, serait un arrêt dans le progrès social et la civilisation. Or, la civilisation gagne tous les jours du terrain en étendue et en profondeur.

Mais à côté de la limitation de la capacité physique du consommateur subjective (venant de sa

(1) *Réforme économique* du 7 août 1898.

personnalité même) et objective (venant des moyens de satisfaction), il y a la limitation imposée par la volonté supérieure de l'autorité publique.

L'arrêt légal de la consommation peut s'effectuer aux frontières par des tarifs prohibitifs et sur le marché intérieur par des lois restrictives, somptuaires ou hygiéniques (1).

L'étude des sous-consommations provoquées par les tarifs prohibitifs ou par des lois de police intérieure est purement expérimentale. Elle est peu susceptible de généralisation théorique.

Il n'y a pas lieu notamment de faire une différence théorique entre la demande intérieure et la demande internationale. J.-Stuart Mill a essayé de faire cette distinction par sa fameuse *Equation de la demande internationale*, laquelle aboutit à cette idée que les valeurs, dans la demande internationale, suivent exactement la loi de l'offre et de la demande sans tenir compte des frais de pro-

(1) La capacité d'acquérir des consommateurs subit souvent de graves atteintes du fait de l'insécurité. Cette insécurité peut provenir de troubles politiques ou de troubles économiques. Les consommations se resserrent alors ; on peut dire tout à la fois qu'on ne veut pas acheter, par prudence, et qu'on ne peut pas acheter, car les choses que l'on achèterait ne pourraient remplir leur destination, à cause des circonstances troublées.

duction (à l'inverse du commerce intérieur) (1). Cette théorie, véritable modèle de spéculation *in abstracto*, est annihilée par cette simple observation : St. Mill n'a pas tenu compte du fait que producteurs et consommateurs ne sont jamais en rapport direct, dans les relations internationales. L'intervention du grand commerce remet les choses dans les conditions de la demande intérieure.

Les exemples de sous-consommations résultant de prohibitions légales ne sont pas très nombreux dans les pays où les atteintes à la liberté individuelle sont difficilement tolérées. Voici les plus récents.

A la suite d'une campagne de presse contre la céruse, le comité consultatif d'hygiène et d'utilité publique s'est prononcé pour l'interdiction de ce produit. Le ministre du commerce prit aussitôt des mesures exécutoires et le ministre de la guerre adressa, le 27 octobre 1901, une circulaire aux chefs de corps d'armée pour interdire l'usage de couleurs ou enduits à base de blanc de céruse dans tous les travaux exécutés dans les établissements militaires. Ces mesures parurent insuffisantes à la Chambre des députés qui adopta, le 4 février 1902,

(1) J.-Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, chapitre XVIII.

comme conclusion d'une interpellation de M. Breton, l'ordre du jour suivant : « La Chambre comptant sur le gouvernement pour rendre, conformément à la loi de 1893, un règlement d'administration publique visant l'emploi de la céruse dans les travaux de peinture, passe à l'ordre du jour ». Au cours de cette interpellation, M. Breton a affirmé qu'à Paris, sur 30,000 ouvriers peintres, 15,000 étaient saturnins (1).

La prohibition de l'usage du blanc de céruse, qui est un produit fort ancien, puisque sa fabrication a été décrite par Pline et Vitruve, supprimera en France une consommation annuelle de vingt-cinq mille tonnes de produits, représentant plus de 14 millions de francs. Elle mettra en chomage un millier d'ouvriers dans les usines du Nord (2).

(1) La céruse est un carbonate de plomb, et l'on sait que l'absorption de sels de plomb par l'organisme donne lieu à une intoxication spéciale appelée *saturnisme*.

(2) On obtient le blanc de céruse par le procédé hollandais qui consiste à soumettre le plomb, coulé en forme de grilles, à l'action chimique de l'acide acétique et de l'acide carbonique ; et par la méthode de Clichy (imaginée en 1801 par Thénard et appliquée à Clichy par Roard), qui consiste à faire passer un courant d'acide carbonique dans une dissolution d'acétate tribasique d'oxyde de plomb obtenue par la réaction, à une douce température, de l'acide acétique sur un excès de litharge.

La campagne menée contre la céruse avait pour but de

Une circulaire ministérielle du 11 octobre 1901 enjoint aux compagnies de chemins de fer de ne plus faire usage de tapis de laine dans les compartiments. Les fabricants de lainages de Tourcoing ont protesté contre l'éventualité de cette sous-consommation et ont appuyé leurs dires sur une délibération de la Chambre de commerce de Paris.

Autre exemple : la saccharine a été interdite, pour les usages courants, par la loi de finances du 30 mars 1902, article 49.

Les cas de sous-consommation comme conséquence des tarifs prohibitifs aux frontières sont fréquents. On peut dire que tous les tarifs douaniers possèdent quelques parties prohibitives. Nous nous contenterons de citer l'exemple tout récent que voici. Le secrétaire d'Etat pour la guerre, aux Etats-Unis, vient de décider qu'au

lui substituer le blanc de zinc ou oxyde de zinc, dont l'emploi pour la peinture fut proposé pour la première fois par Courtois, préparateur au laboratoire de l'Académie de Dijon, en 1779.

Mais il ressort d'un rapport de M. Ed. Faucheur, président de la Chambre de commerce de Lille, sur la situation des différentes industries du Nord pendant l'année 1901, que ce n'est pas le blanc de zinc qui a pris la place du blanc de céruse, mais bien un produit de fabrication allemande appelé *lithopone*. La France en a déjà importé des quantités considérables. Et ce produit, qui se prête facilement à des altérations de qualité, ne donne même plus au consommateur la garantie de pureté de la céruse.

départ de Manille les droits fiscaux, autrefois droits d'entrée imposés aux produits philippins, seront perçus sous forme de droits d'exportation et le montant en sera restitué à l'expéditeur lorsque le produit arrivera sur le sol américain. Jusqu'ici le grand marché du chanvre était en Angleterre, et l'on sait que le chanvre est un des principaux éléments de l'exportation des Philippines. Les expéditions de chanvre s'effectuaient directement. Avec la nouvelle obligation imposée aux producteurs philippins, il y a lieu de croire que le marché du chanvre sera transporté de Londres aux-Etats-Unis. C'est là probablement que se développera l'industrie qui consomme cette matière première.

c) *Arrêt de la demande par la limitation des facultés acquisitives des consommateurs.* — Nous ne pouvons analyser les conditions particulières qui limitent les ressources personnelles des consommateurs pris individuellement. C'est la consommation globale d'un pays de grande industrie que nous allons envisager.

Cette consommation s'effectue au moyen des ressources disponibles En dernière analyse toutes les ressources d'un pays peuvent permettre des consommations. Mais certaines richesses ne peuvent permettre que des consommations futures et

même problématiques. En matière de crises, il ne faut retenir que les demandes effectives et, par conséquent, les ressources disponibles qui les conditionnent.

Les moyens disponibles dont peuvent se servir les consommateurs peuvent être considérés en bloc, à peu près comme J.-Stuart Mill considérait le fonds des salaires. Nous les appellerons : le fonds d'acquisition effectif (1). Plus ce fonds est considérable et plus les consommations seront nombreuses ; plus il se restreindra et plus elles diminueront.

Ce fonds d'acquisition pourra diminuer et entraîner par sa diminution des réductions forcées de demandes, dans une foule d'hypothèses que nous pouvons grouper suivant la division classique :

Diminution par le fait de la production ;

Diminution par le fait de la répartition ;

Diminution par le fait de la consommation.

Le fonds d'acquisition est d'abord diminué par des phénomènes de production.

Les facteurs de la production peuvent se classer

(1) Ce fonds ne comprend qu'une partie des valeurs mobilières, celles qui sont immédiatement réalisables. Les valeurs mobilières de l'Europe forment actuellement une somme de 500 milliards, sur 1.175 milliards de richesse totale.

dans deux catégories. Les uns sont des facteurs fixes. Ils comprennent les forces naturelles et les capitaux immobilisés. Les autres sont des facteurs mobiles. Ce sont les capitaux de circulation et le travail.

La suffisance de la force de travail est un aspect de la question de la population. Nous ne nous y arrêterons pas. Les forces naturelles ne peuvent changer de caractère. Restent les capitaux.

Il faut bien préciser le sens de l'expression *capitaux de circulation*. J.-Stuart Mill (1) l'emploie restrictivement dans le sens de fonds des salaires. Il dit « que tout accroissement de capital fixe, lorsqu'il a lieu aux dépens du capital de circulation, est de nécessité, au moins temporairement, préjudiciable aux intérêts des travailleurs ». C'est ce qui arrive, ajoute-t-il, non seulement pour les machines, mais pour toutes les améliorations par lesquelles le capital est absorbé, c'est-à-dire rendu inapplicable à l'entretien et à la rémunération du travail d'une façon permanente.

Cette conception est trop peu compréhensive (2). Il est évident que l'on ne restreint pas simplement

(1) *Principes d'économie politique*, chap. VI.

(2) A. Smith divise le fonds accumulé que possède un pays en : portion réservée pour servir immédiatement à la consommation, capital fixe, capital circulant. *Recherches*, livre II, chap. I.

les fonds « applicables à l'entretien et à la rémunération du travail » lorsqu'on se laisse aller à des excès d'immobilisation. On restreint le fonds d'acquisition tout entier. Et la composition de ce fonds est complexe. Il comprend les salaires et les profits, mais aussi les ressources destinées aux consommations de tous ceux qui ne sont ni salariés ni entrepreneurs, et, de plus, ce capital de réserve qui doit exister, dans d'heureuses proportions, dans toutes les entreprises sérieuses et qui joue un rôle de premier ordre dans les crises, puisque c'est à lui qu'on a recours au moment des *crashs* et des paniques.

Il est tout à fait important, premièrement, que ce fonds d'acquisition existe réellement et abondamment, et, en second lieu, qu'il soit disponible immédiatement et, par conséquent, très mobilisable.

Si, poussés par le désir d'augmenter leurs productions, les entrepreneurs portent d'excessives atteintes à ce fonds, ils provoquent une crise, car ils arrêtent les consommations.

Stuart Mill ne croit pas à la possibilité des immobilisations excessives.

Il dit : « Placer un capital dans des améliorations foncières, dans des établissements automoteurs dispendieux, sont des actes qui impliquent une abstinence actuelle, un sacrifice immédiat dans un but d'avenir. Ils indiquent d'abord une

sécurité passablement complète de la propriété ; puis une grande activité dans les entreprises industrielles, enfin un grand développement de cet état de l'esprit qu'on a appelé « désir effectif ou efficace de l'accumulation », trois choses qui sont les éléments d'une société en état de rapides progrès. Mais s'il est vrai que les classes laborieuses doivent souffrir, non seulement quand le capital fixe s'accroît aux dépens du capital de circulation, mais encore si ce capital augmente assez rapidement de lui-même pour empêcher que l'épargne soit convertie en capital de circulation aussi abondamment que l'exige l'accroissement de la population, il faut se hâter d'ajouter que ce cas ne se présente guère dans la pratique, car il n'existe probablement aucun pays où le capital fixe s'accroisse dans une proportion plus rapide que le capital de circulation. Si tous les chemins de fer votés par le Parlement, dans la période de folie qui a suivi 1845, s'étaient construits dans le temps fixé par les décrets, ce phénomène se serait réalisé très probablement. »

Dans ces explications nettement optimistes, Stuart Mill nous indique les principaux caractères de ce que l'on appelle l'effervescence industrielle. Il considère ce phénomène comme presque impossible à réaliser. Les cas où il se manifesterait, d'après lui, seraient tout à fait exceptionnels ; ce seraient des cas de folie. Les événements ont dé

menti le grand économiste. L'effervescence industrielle a marché de pair avec le développement de la grande industrie. Elle apparaît très fréquemment à notre époque. Elle est la condition de nos crises économiques les plus nombreuses.

On voit constamment, soit dans un pays, soit dans un autre, soit même dans plusieurs à la fois, une ou plusieurs branches de l'industrie entraînées par les excès de l'effervescence. Alors les immobilisations deviennent hors de proportion avec les besoins réels. Alors les capitaux de circulation sont absorbés, excessivement diminués. Alors les consommations sont arrêtées. C'est la crise. On ne peut plus acheter les produits, pendant que les producteurs ne peuvent plus acheter la force de travail.

La diminution du fonds d'acquisition du fait de l'excès des immobilisations est manifeste dans les causes des crises qui désolent à l'heure actuelle la Russie et le Midi de la France (1).

(1) L'Allemagne a subi également, en 1901, une crise industrielle dont la surimmobilisation était une des causes principales. Voici les effets de cette crise sur les grandes valeurs allemandes, en pour cent :

	1896	1899	1900	1901
Laura (Soc. métallurgique). . . .	141	215	283	178
Bochumer (Soc. métallurgique) . .	110	226	280	159
Harpener (charbonnage).	167	179	244	154
Gelsenkirchen (charbonnage) . . .	171	190	225	157
Allgemeine Electricitätsgesellschaft.	226	283	255	170

En Russie, il y avait presque tout à faire, au point de vue industriel, jusqu'à ces quinze dernières années. Les capitaux de circulation russes furent rapidement immobilisés. Non seulement ceux des particuliers, mais aussi ceux de l'Etat. Car l'Etat, qui est le principal propriétaire foncier de l'Empire russe, est aussi son principal entrepreneur (1).

Les industries privées et l'Etat multiplièrent alors leurs emprunts aux Français, aux Allemands et aux Belges (2).

(1) Sur un budget ordinaire total de 1.800 millions de roubles, le compte Exploitation industrielle fournit près d'un milliard de roubles de recettes, ainsi décomposées :

Exploitation du monopole de l'alcool, produit brut	462.800.000 R.
Exploitation des chemins de fer, pr. br.	396.000.000
Exploitation du domaine rural, pr. brut.	83.400.000
Exploitation d'usines, produit net . .	14.000.000
Produit de valeurs appartenant à l'Etat.	13.000.000
Part de l'Etat dans le produit net des lignes concédées, produit net . . .	3.000.000
	972.200.000 R.

(2) On peut évaluer à un milliard de francs, au moins, le capital, compté au pair, des actions et obligations des sociétés industrielles russes fondées ou réorganisées par les capitaux français et belges. Dans le seul gouvernement d'Ekaterinoslaw, il y en eut pour 430 millions.

Cet essor industriel n'a commencé qu'après la restauration des finances russes par les capitaux français. Cette restauration s'est composée de : la mise en équilibre des

Malheureusement on voulut faire vite et grand.

Les entreprises qui n'étaient pas absolument sérieuses, celles qui ne relevaient que de la spéculation et qui n'avaient été créées que pour permettre aux lanceurs d'embourser des primes aux émissions, celles là sombrèrent vite et fatalement. Elles n'avaient pu être fondées que grâce à la mode.

Mais les entreprises sérieuses elles-mêmes pêchèrent par l'exécution. Leurs devis prévus furent partout dépassés. Beaucoup manquèrent d'argent avant même d'avoir complété leur organisation. Et celles qui purent clore leur compte d'établissement ne purent obtenir ce résultat qu'en absorbant la portion de leur capital réservée pour le fonds de roulement.

A la première assemblée de la 26e réunion annuelle du Congrès des industriels des mines et des métallurgistes du Sud de la Russie (novembre 1901), M. l'ingénieur Avdakoff a dû avouer que, pendant les cinq dernières années, des capitaux excessifs ont été immobilisés dans l'industrie russe.

Les capitaux et le crédit furent bientôt épuisés. En vain les industries russes forcèrent leur pro-

budgets russes, la conversion des rentes 5 0/0 en 4, 3 1/2 et 3 0/0, le rachat des chemins de fer, le paiement de la dette du Trésor à la Banque de l'Etat, l'établissement de l'étalon or, la fixation du cours du rouble à 2 fr. 67.

duction, espérant augmenter ainsi la consommation et arriver à marcher seules (1).

Les banques russes lâchèrent pied les premières. Puis, vers la fin de 1899, les banques étrangères, à leur tour, arrêtèrent les frais. Alors toutes les industries durent obtenir de l'argent à tout prix pour faire face aux échéances. On a vendu, partout et à la même heure, à tout prix (2). Et précisément à ce moment, l'immobilisation ayant drainé les capitaux, les acheteurs devinrent rares. Même l'Etat arrêta ses achats, malgré la réussite de l'emprunt français de 1901, à cause de ses dépenses pour la guerre de Chine. Du mois d'octobre 1899 au mois d'octobre 1901 les valeurs industrielles russes avaient déjà subi une dépréciation de 59 0/0. Leur chute s'est accentuée depuis (3). Actuellement la

(1) Le stock surproduit ne fut pas excessif, grâce à l'Etat qui a porté ses commandes de 736.000 tonnes de fonte, en 1896, à 950.000 en 1901. La consommation de l'Etat représente le tiers de la consommation totale. L'Etat possède et exploite plus des trois-quarts des chemins de fer russes.

(2) Cf. Kergall, *Revue économique et financière*, 7 décembre 1901.

(3) Le *Bulletin russe de statistique financière et de législation,* organe officiel de M. de Witte, ministre des finances russes, est très dur, dans son numéro de novembre 1901, sur le compte des créateurs d'usines. Il dit que la plupart des usines construites depuis quelques années dans le Midi et dans l'Est de la Russie resteront un monument des déprédations commises aux dépens des capitalistes français, par une poignée de faiseurs cosmopolites.

crise paraît un peu enrayée grâce à l'emprunt français de 1901 et à l'annonce d'un prochain emprunt qui permettra au gouvernement russe d'augmenter ses consommations (1).

Dans le Midi de la France, la crise viticole qui a commencé en 1899 a eu pour principale cause l'excès des immobilisations. Il est remarquable

(1) Le tableau suivant se passe de commentaires :

	Plus haut cours atteint	oct. 1901	20 juin 1902
	—	—	—
Huta-Bankova	4.998	3.100	3.055
Dniéprovienne	5.300	2.137	1 930
Briansk	1.525	425	285
Kertch	870	190	93
Routchenko	794	500	465
Usines franco-russes (Baird)	660	420	411
Sosnowice	2.975	1.780	1.665
Sels gemmes de la Russie méridionale	995	500	357
Dombrowa	1.240	910	905
Houillères de la Russie méridionale	930	300	204
Rykovski	635	175	80
Taganrog	2.070	600	300
Donetz	1.480	645	700
Krivoï-Rog	3.995	1.660	1.080
Soc. industrielle du Caucase	1.850	500	238
Doubowaia-Balka	2.780	1.230	1.035
Constructions mécaniques du Midi de la Russie	1.170	270	135
Sud-Russe (soude)	1.355	525	511
Kostroma (lin et coton)	500	280	250

que personne, parmi les innombrables chercheurs de causes et de remèdes à cette crise, n'ait fait allusion à ce phénomène. Il saute aux yeux, cependant.

Quelle était la situation financière des propriétaires-viticulteurs de la région française méditerranéenne quand survinrent les récoltes abondantes de 1899 et 1900 ? Beaucoup n'avaient pas encore soldé les frais de reconstitution des vignes qu'on avait arrachées partout après l'invasion phylloxérique. Les autres avaient terminé leur reconstitution, mais après avoir dépensé complètement leurs capitaux.

Les plus favorisés avaient fait des bénéfices depuis cinq ou six ans, mais n'avaient pas plus de capitaux liquides que les autres. Pourquoi ? Parce que ces viticulteurs détenteurs de bénéfices se divisaient ainsi : Premièrement, les imprévoyants et les prodigues qui dépensaient tout leur excédent en menant la vie large et facile. L'extrême dépense des Biterrois et des Narbonnais était proverbiale ; secondement, les gens prudents et rangés, hypnotisés par leurs succès agricoles, qui enfouissaient tout leur bénéfice dans leur exploitation rurale. C'était un chai neuf et luxueux remplaçant la vieille cave paternelle. C'étaient des équipages, un domestique confortable, des châteaux même. Enfin, ceux qui réussissaient à gagner de grosses sommes par la vente de leur vin, après avoir fait toutes les

améliorations imaginables sur leurs terres, dans leurs chais et dans leurs maisons d'habitation, se ruaient aux achats de vignes. L'hectare de vigne se vendait en 1895, 1896 et 1897, 20.000 même 28.000 francs. Et lorsque l'acheteur, rebuté par ces hauts prix, se voyait, à son grand regret, obligé de renoncer aux vignes de l'Aude et de l'Hérault, il n'hésitait pas à perdre de vue les tours de Saint-Just et le clocher de Saint-Nazaire, et il allait en Camargue acquérir de vastes domaines, à des prix plus acceptables ; domaines qu'il reconstituait en vignes suivant les formules intensives du Biterrois. De telle sorte que tout l'argent venu de la vigne a été immobilisé ou gaspillé.

Quand les récoltes abondantes de 1899 et 1900 sont survenues, la baisse s'est déclarée. C'était tout à fait conforme aux lois économiques. Mais ce qui a été aussi conforme à ces lois, c'est que cette baisse a occasionné une consommation inusitée (1). Le développement de la consommation du vin, favorisé par la loi de la réforme des boissons, a été tel que les récoltes de 1899 et de 1900 ont été facilement absorbées. Et cependant la crise a été terrible. Elle s'est perpétuée, bien que la récolte de 1901 ait été ordinaire et s'écoule d'une

(1) Malheureusement, la baisse s'est transformée en effondrement à cause du manque d'éducation du marché.

façon très satisfaisante. Pourquoi? Parce que, à la suite des dissipations et des immobilisations dont nous venons de parler, les capitaux de circulation étaient extrêmement rares entre les mains des viticulteurs méridionaux (1). Plusieurs propriétaires, — même des propriétaires importants, —

(1) On a dit, de tous côtés, que l'unique cause de la crise viticole était la surproduction. Cela n'est pas exact. Les statistiques démontrent que la production totale de vin de la France n'a pas atteint, ces dernières années, les chiffres des productions qui furent obtenues pendant les années qui séparent les dévastations de l'oïdium de celles de phylloxéra. Voici ces chiffres, en millions d'hectolitres :

1858	45 8	1889	23.2
1859	53.9	1890	27.4
1860	39 5	1891	30.1
1861	29.8	1892	29
1862	37.1	1893	50.1
1863	51.4	1894	39
1864	50.6	1895	26.7
1865	69	1896	44.6
1866	64	1897	32.3
1867	38.9	1898	32.3
1868	50.1	1899	47.9
1869	71.4	1900	67.3
1870	53.5	1901	58
1871	57.1		
1872	50.6		
1873	35.8		
1874	63.1		
1875	83.6		
1876	49.9		
1877	56.4		

n'avaient pas, en disponibilités, de quoi faire face aux frais d'exploitation d'une seule année. De là les ventes à tout prix, et partout à la fois ; ventes d'affolement qui ont précipité les cours à des degrés inconnus de baisse. De là l'arrêt de toutes les consommations, à l'exception des consommations de plaisir, pour lesquelles on semble toujours trouver de l'argent.

En Russie, et dans le Midi viticole de la France, les consommations se sont raréfiées d'une façon générale par une cause identique.

En Russie, les fonds de l'Etat et les fonds des banques ont été presque uniquement consacrés à l'outillage industriel pour les chemins de fer, les houillères et les réservoirs à pétrole.

La vérité, c'est qu'il y a eu un déplacement ; on a cultivé la vigne là où l'on n'avait pas coutume de le faire. Mais pendant ce temps d'anciens vignobles arrachés n'étaient pas reconstitués. Le vignoble méridional est moins considérable et produit moins qu'avant le phylloxéra. Voici, par exemple, la production de l'Hérault :

1865	12.8	1892	7
1866	11.7	1893	7.1
1867	13.7	1894	8.8
1868	14	1895	4
1869	15.2	1896	7.6
1870	14.8	1897	10
1871	12.7	1898	7.9
1872	14.9	1899	12.3
1873	13.4	1900	11.4
1874	13	1901	9.5

Dans le Midi de la France, tous les fonds disponibles ont été enterrés dans les vignes. Cette mono-industrie et cette mono-culture, portant de graves atteintes aux capitaux de circulation, ont provoqué des arrêts de consommation.

Le fonds d'acquisition diminue également par le fait de la mauvaise répartition. Il est certain que les consommations seront multipliées lorsque le plus grand nombre possible des personnes qui vivent dans un pays donné possèderont la qualité de consommateur. Etendre à tous cette qualité est le but le plus louable. Et ce but sera atteint si la répartition des fonds d'acquisition est faite dans cette intention.

Mais répartir les fonds d'acquisition chez le plus grand nombre de consommateurs possible ne veut pas dire donner part égale à tous les individus. Il est aussi ridicule et irrationnel de donner comme but aux efforts sociaux un état où tout le monde aurait exactement part égale que de chercher à donner tout à un homme et rien aux autres. Il faut admettre les inégalités sociales. Le principe, en cette matière, c'est qu'il faut que les inégalités sociales soient justes. A chacun suivant ce qu'il vaut. Si ce principe est sauvegardé, il faut respecter les inégalités sociales qui en découlent.

Sous le bénéfice de ces observations éthiques, il est bon que la valeur sociale des hommes soit

généralisée pour que le plus grand nombre puisse jouir de la faculté de consommer et cela le plus largement possible. Dans tous les cas, il est un minimum de fonds d'acquisition que la société doit à ses membres, c'est ce qui est nécessaire pour qu'un homme ne meure pas de faim. Il n'est pas possible d'admettre avec Malthus qu'on puisse refuser à un être humain le droit de s'asseoir à la table de la vie sous prétexte que personne ne l'a appelé et qu'il n'y a pas de place pour lui.

Il est donc souhaitable que tout homme soit propriétaire, ou, pour employer un terme plus large, soit possédant. Au point de vue des crises économiques, cette multiplication des possédants est tout à fait désirable parce qu'elle multiplie les consommateurs.

Voilà le principe. Il est intéressant de savoir si, en fait, le nombre des possédants augmente ou diminue, dans nos Etats civilisés.

Les socialistes disent bien haut que le nombre des possédants diminue. La théorie de la concentration des capitaux et celle de la misère grandissante sont des articles de foi marxiste. Karl Marx a écrit cette formule : A un pôle on constate une accumulation de richesses, et à l'autre une accumulation de misères (1).

(1) *Le Capital*, I, 2e édition, p. 671.

Les optimistes prétendent, au contraire, que le progrès économique s'effectue en augmentant chaque jour le nombre des possédants. M. Paul Leroy-Beaulieu a donné à son ouvrage sur la *Répartition des richesses* cette conclusion consolante que tout nous mène vers une moindre inégalité des conditions.

Récemment, un marxiste célèbre, Edouard Bernstein, a démontré que l'évolution de nos sociétés civilisées semblait effectivement aiguillée vers la multiplication des possédants.

Il a expliqué que cette erreur des socialistes qui disent que le nombre des capitalistes diminue sans cesse, sinon d'une façon absolue, du moins par rapport à l'accroissement de la classe ouvrière, vient de cette idée fausse : la concentration des fortunes va de pair avec la concentration des entreprises industrielles. Or, il n'en est nullement ainsi. Parce que la tendance à la concentration des capitaux est puissamment enrayée par l'agencement des sociétés anonymes. Par suite de cette organisation, les capitaux industriellement concentrés se fractionnent. C'est ce fractionnement qui empêche le cumul des capitaux entre les mains d'un petit nombre de magnats.

Ce que l'on connaît des statistiques (malheureusement fort incomplètes) de la répartition des actions et des obligations des sociétés anonymes,

décèle le nombre très grand des propriétaires de ces titres (1). La difficulté pour l'établissement de ces statistiques vient, d'une part, du caractère anonyme de la plupart des actions et obligations, et, d'autre part, de l'énormité de la tâche, pour les pays où, comme l'Angleterre, les actions nominatives prédominent. Parmi les nombreuses statistiques que cite Bernstein nous remarquons les suivantes : Le trust du fil à coudre anglais comptait, après un an de fonctionnement, 12.300 actionnaires. Le trust des filateurs de fil fin possède 5.454 actionnaires. Le canal de navigation de Manchester a 40.000 actionnaires. La Société de comestibles T. Lipton en compte 12.262. Au total, le nombre des détenteurs d'actions, en Angleterre,

(1) M. A. Neymarck vient de publier une statistique intéressante du classement et de la répartition des actions et obligations de chemins de fer de 1860 à 1900. « Il existe, dit-il, pour nos six grandes compagnies, tant en actions qu'en obligations, 905.836 certificats de titres : 139 281 certificats d'actions de capital et de jouissance, 766.555 certificats d'obligations diverses. Comme les titres au porteur sont aussi divisés et aussi répartis que les titres nominatifs, ainsi que le prouvent les placements de titres effectués aux guichets des banques et des compagnies, il n'est pas téméraire d'affirmer que les actions et les obligations de chemins de fer français sont la propriété de plus de 700.000 familles, c'est-à-dire de plus de deux millions de petits rentiers ». A. Neymark, *Ce qu'on appelle la féodalité financière.* Guillaumin, 1902.

est évalué à beaucoup plus d'un million. En France, d'après Mulhall, sur huit millions de familles, il y en a 1.700.000 de grande et de petite bourgeoisie (revenu moyen 6.240 francs) contre six millions de familles ouvrières et 160.000 riches (1). En Prusse, il y avait, en 1897-1898, 347.328 individus ayant un revenu supérieur à 3.600 francs. En Saxe, le nombre des revenus entre 1.920 et 3.960 francs s'éleva de 62.140 en 1879 à 91.124 en 1890 ; et celui des revenus entre 3.960 et 11.520 francs, de 24.414 à 38.841.

De ces chiffres, et de nombreuses observations étrangères à la statistique, Bernstein conclut à l'évolution des sociétés modernes vers une augmentation du nombre des possédants, augmentation à la fois absolue et relative au nombre des non-possédants. Cet accroissement s'explique de la manière suivante.

Ce qui caractérise le mode de production moderne, c'est l'augmentation considérable de la

(1) Une statistique des rentiers de l'Etat français, de mars 1901, accuse le chiffre de 237,090 rentiers, dont 129.696 hommes dont la fortune représente 18,425,405 fr. de rente et 107,394 femmes avec 16,467,449 francs de rente. Parmi eux, il y a 103,929 rentiers qui possèdent de 2 à 50 francs de rente ; 92,229 qui possèdent de 51 à 200 francs de rente ; 17,490, de 201 à 560 francs de rente ; 11,648, de 561 à 600 francs ; 8.864, de 601 à 1.200 francs ; 1,934, de 1,201 à 1500 francs.

force productive du travail, et, par conséquent, l'augmentation des produits. Où vont tous ces produits ? Qui profite de cette énorme augmentation ? Et, pour employer les expressions marxistes, où va le produit-surplus que les ouvriers industriels produisent au-delà de leur propre consommation, limitée par leur salaire ? Evidemment les gros capitalistes ne l'absorbent pas. « Les magnats du capital auraient beau avoir des ventres dix fois plus replets que ceux que leur attribue l'esprit populaire, et une domesticité dix fois plus considérable que celle qu'ils ont en réalité, en présence de l'ensemble de la production nationale annuelle, leur consommation ne pèserait guère lourd dans la balance (1). »

Si donc ce produit-surplus ne parvient pas d'une façon quelconque aux prolétaires, il va à une classe moyenne, sans cesse plus nombreuse et plus riche. Actuellement, l'augmentation du nombre des possédants de tout grade est un phénomène certain. Croire que le nombre des capitalistes diminue parce qu'ils sont maintenant groupés en association de capitaux serait aussi inexact que prétendre que le nombre des prolétaires diminue parce qu'à la place de l'ouvrier

(1) *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique*, p. 89.

individuel des temps passés, il y a maintenant des ouvriers groupés en syndicats. Si tous les propriétaires d'actions, qui pullulent actuellement, ne méritent pas le nom de capitalistes au point de vue quantitatif, ils en sont dignes, tout au moins, au point de vue qualitatif. Car « l'action n'est pas seulement du capital, elle est encore du capital sous sa forme la plus accomplie, on pourrait dire sublimée. Elle est la traite sur une partie du travail-surplus de l'économie nationale. Elle est pour ainsi dire du capital dynamique (1) ».

Le marxiste orthodoxe K. Kautsky, en essayant de répondre à E. Bernstein sur le point spécial de l'accroissement des possédants, est obligé d'admettre le développement constant d'une classe moyenne. Seulement, il refuse à cette classe le nom de possédants. Il dit que cette classe, sans cesse plus nombreuse, se compose des fonctionnaires, des personnes exerçant des professions libérales, et surtout des nombreux employés sur lesquels les capitalistes se déchargent de leurs fonctions : ingénieurs, directeurs, agents commerciaux, agents ruraux, etc. Or, tous ces gens-là sont des salariés. Sans doute, ce sont des salariés supérieurs, et l'on ne peut les englober dans le prolétariat (2).

(1) It., p. 94.
(2) *Le Marxisme*, p. 237.

Cette constatation nous suffit. Tous ceux qui s'élèvent au-dessus du niveau des prolétaires, s'élèvent au point de vue de la possibilité d'être consommateurs.

Donc, en dehors des optimistes libéraux et des socialistes réformistes comme Bernstein, les socialtstes orthodoxes admettent que le nombre des consommateurs possibles augmente. Cette évolution est évidemment un obstacle à l'éventualité des crises par raréfaction des consommateurs du chef d'une mauvaise distribution des richesses.

Mais, font remarquer les socialistes, malgré l'augmentation du nombre des possédants, il subsiste la grande masse des prolétaires. Cette masse, c'est le gros des bataillons consommateurs. Et ces consommateurs-là, du chef de la répartition des richesses suivant les procédés capitalistes, voient leur pouvoir d'acquisition diminuer tous les jours. La théorie de Rodbertus, qui donne pour cause aux crises économiques le salariat, reste vraie.

Exposons rapidement cette théorie.

Rodbertus (1) part du principe que la valeur des produits c'est le travail incorporé. Cela étant, il dit que la répartition idéale des richesses est

(1) Charles Rodbertus, né en 1805, mort en 1875 ; député et ministre de Prusse.

celle qui donnerait à chaque travailleur une quantité de richesses exactement semblable à la somme de travail qu'il a effectuée, sauf une petite réduction pour assurer les services sociaux. Le système de distribution actuellement pratiqué ne ressemble en rien à ce système idéal. C'est pourquoi, périodiquement, des crises viennent nous rappeler que la justice sociale et les lois économiques sont violées par les procédés capitalistes. Et voici comment s'effectue cette violation.

La puissance productive du travail peut être évaluée par la production totale annuelle. L'accroissement de cette somme annuelle prouve l'accroissement de la productivité du travail. Il est remarquable que la condition des salariés ne s'améliore pas proportionnellement à la productivité du travail qu'ils rendent. Les salaires n'augmentent pas proportionnellement à la productivité du travail parce qu'ils se règlent d'après une loi bien différente, d'après « la loi d'airain ». A cause de l'appropriation privée de la terre et des capitaux, le capitaliste est maître des conditions de la production. Il lui est donc possible de régler le taux des salaires d'après l'offre et la demande des bras. Or, l'offre de la force de travail ne diminue que lorsque le salaire est inférieur à ce qui est nécessaire pour assurer la subsistance et la reproduction du travailleur.

La différence entre le salaire et le produit effectif du travail, c'est le produit-surplus prélevé par les capitalistes (1). Et comme c'est un fait historique, dit Rodbertus, que la productivité du travail s'est accrue plus rapidement que les salaires, la part distribuée aux salariés est relativement décroissante et le produit-surplus relativement croissant.

Donc, d'après Rodbertus, les produits, considérés globalement, se divisent en deux parties ; l'une est destinée aux salariés, l'autre, qu'il appelle la rente, est destinée aux capitalistes. Il convient d'observer que Rodbertus réunit et confond sous le nom unique de *rente* les intérêts, les profits et les rentes proprement dites. L'existence de cette rente a pour causes : premièrement, l'existence du produit-surplus ; secondement l'institution de la propriété privée qui permet à ceux qui la détiennent d'exiger ce produit-surplus. Au demeurant, cette rente est un vol.

La part des classes capitalistes va en augmentant, celle des classes salariées va en diminuant. Mais ce processus ne peut durer. L'accumulation

(1) La théorie du produit-surplus, que l'on attribue généralement à Rodbertus et à Karl Marx, a été très clairement exposée par l'Irlandais W. Thompson dans *An inquiry into the principles of the distribution of wealth.* Londres, 1824. Réimprimé en 1869.

du produit-surplus dans les mains capitalistes, favorisée par tout l'accroissement du pouvoir productif de l'industrie, sert à augmenter la production industrielle. Or, la vente des produits industriels dépend surtout des demandes des classes non-capitalistes. On a calculé que ces classes consommaient au moins quatre-vingt pour cent des produits manufacturés. En rognant perpétuellement la portion des salariés, le capitalisme diminue leur pouvoir d'acquisition.

Il provoque l'accumulation des produits industriels invendables.

Les capitalistes, semble-t-il, pourraient empêcher cette éventualité, en se servant du produit-surplus pour des consommations improductives. Ils ne peuvent le faire, dit Rodbertus, parce que les capitalistes, stimulés par des rivalités personnelles et par des rivalités de classes, ne cherchent qu'une chose, l'augmentation de leurs capitaux et de leur *rentabilité*. Ils augmentent donc leur production et améliorent sans cesse leurs procédés de production. Cette amélioration incessante a pour effet de diminuer la quantité de main-d'œuvre et, par suite, de diminuer les salaires Les salaires sont encore diminués par les capitalistes toutes les fois que leurs produits sont réduits par suite d'une concurrence victorieuse. Le pouvoir d'acquisition des masses est ainsi de plus en plus restreint.

Le capitalisme tourne dans un cercle vicieux. Plus il prélève le produit-surplus et plus il veut en tirer profit. Pour cela il augmente la production et étend le marché. Plus le marché s'étend et plus de produits sont offerts, et moins il y a de profits. Plus les profits diminuent et plus les capitalistes rognent les salaires. Plus les salaires sont bas et moins les salariés peuvent acheter, et moins grands sont les profits des capitalistes.

La sous-consommation des masses cause donc les crises par surproduction.

Comme remède à cet état de choses, Rodbertus propose l'intervention de l'Etat. Celui-ci déterminerait, sur le produit total de l'industrie, la part à faire aux salariés ; il fixerait, en outre, la durée de la journée normale de travail et la quantité moyenne de produit correspondant à chaque journée. On fixerait un tarif variable du prix du salaire et l'on remplacerait la monnaie par des bons, émis sous forme de prêts aux entrepreneurs, lesquels payeraient leurs ouvriers avec ces bons. Ceux-ci pourraient prendre dans les entrepôts gouvernementaux la quantité de produits dont ils auraient besoin, en raison du travail utile qu'ils auraient fourni.

Une longue réfutation de cette théorie n'est pas nécessaire. Elle pèche par sa base, attendu qu'il est faux que la valeur soit du travail incorporé et

que, de plus, la loi de décroissance progressive du salaire proportionnel n'est nullement démontrée. Le serait elle qu'il serait bien inutile de recourir aux bons et aux entrepôts nationaux, système qui ressemble beaucoup à ceux d'Owen et de Proudhon. En effet, pour mettre obstacle aux sous-consommations des masses, il n'y a qu'à améliorer les conditions de vie des classes laborieuses. Ces conditions ne sont pas quelque chose d'immobile. On paye, dit Rodbertus, la force de travail d'après son coût de production. Il n'y a qu'à élever ce coût de production et la part des salariés sera nécessairement plus considérable (1).

Il existe, en dehors des économistes et des socialistes dont nous venons de parler, une école spéciale de sociologues qui donnent pour cause aux crises la mauvaise distribution, non des richesses en général, mais d'une certaine catégorie des richesses, de la terre. C'est le groupe de penseurs qui préconise la nationalisation du sol (2).

(1) Le système des assurances ouvrières, en Allemagne, est un procédé pour élever le *standard of life* des classes laborieuses. Le professeur Lujo Brentano a exposé tout un plan d'assurances volontaires mutuelles qui a été reproduit par de nombreux auteurs et qui tend au même but. Cf. Jones, *Economic Crises*, pp. 98 et suiv.

(2) Ce groupe est très varié. Il comprend des auteurs qui s'échelonnent sur toute une gamme, depuis le presque marxiste baron de Colins jusqu'au conservateur J.-Stuart

Le plus connu et le plus complet « nationalisateur du sol », Henry George (1), a expliqué, de la manière suivante, comment la rente du propriétaire foncier est la cause de la crise économique (2).

Le capital et le travail, dit-il, ont des intérêts solidaires et un ennemi commun, la terre appropriée. Cette opposition constitue la loi qui associe la pauvreté au progrès. Voici comment.

C'est le revenu de la terre la moins fertile, de la terre qui est à la marge de la culture, qui détermine le taux des salaires et des profits tant agricoles qu'industriels et sur tous les marchés. Pourquoi ? Parce que, grâce à la concurrence que se font les capitaux et les salaires, le capitaliste doit se contenter de l'intérêt le plus petit qui soit pour qu'il ait intérêt à placer son argent, et l'ouvrier doit se

Mill, en passant par Russell Wallace, Loria, Walras, Henry George, etc.

(1) Henry George, né à Philadelphie en 1838, d'abord ouvrier imprimeur, puis matelot, puis mineur, enfin journaliste, a publié : *Progress and poverty* (San-Francisco, 1879) ; *Our land and land policy* (1871) ; *The Irish land question* (1881) ; *Social problems* (1884); *Protection and free trade* (1886) ; *The condition of labour* (1891), sur l'Encyclique *Rerum Novarum*. Il a créé en 1883 la ligue anglaise pour la nationalisation du sol. Il est mort en 1897, candidat à la mairie de New-York.

(2) *Progress and Poverty,* livre 5, ch. 1.

contenter du salaire le plus bas, de celui qui est nécessaire pour lui assurer sa subsistance. Or, c'est la dernière terre en culture, c'est celle qui produit dans les plus mauvaises conditions, c'est la terre sans rente qui produit ce minimum. Donc c'est elle, c'est sa productivité qui règle le taux des salaires et des profits.

Cela étant, comme les développements incessants de la population et de la civilisation obligent à mettre en culture de nouvelles terres, lesquelles sont de moins en moins fertiles, le progrès de la population et de la civilisation se traduit par ce double phénomène : baisse progressive du taux des salaires et des profits, et, inversement, hausse correspondante du taux de la rente.

L'exagération de cette hausse de la rente engendre la crise économique. Que voit-on, en effet, dans les périodes de dépression économique ?

On voit se manifester simultanément les trois phénomènes suivants : une diminution de la demande des produits industriels, une augmentation du nombre des ouvriers sans travail, une raréfaction des moyens de subsistance.

Ces trois phénomènes s'expliquent ainsi : les moyens de subsistance diminuent, et ces moyens sont principalement les produits de la terre. Ces produits primordiaux sont ceux contre lesquels s'échangent tous les autres produits ; leur dimi-

nution entraîne la diminution des produits industriels.

Reste à savoir pourquoi les produits de la terre diminuent. Et voici où se révèle la cause première, la rente avec sa nocivité.

Les produits de la terre diminuent parce que les propriétaires fonciers rendent inaccessibles aux capitalistes et aux travailleurs une partie des terres. Ils les rendent inaccessibles, en tenant leur prix élevé, par la spéculation. Au début de toute crise économique, il y a une spéculation sur les terres ; et cette spéculation est justement la cause de la crise. On achète des terres et on ne les utilise pas. On attend que le progrès de la population et de la civilisation ait accumulé du travail social autour et au bénéfice des terres que l'on tient en réserve. Puis, quand, par la conséquence de ce travail social, on peut toucher une rente, on revend ces terres.

Donc, c'est parce qu'il existe ce mal évident, une rente à toucher, qu'on spécule sur les terres, qu'on rend inaccessibles les terres qui font l'objet de la spéculation, qu'on raréfie les moyens de subsistance et avec eux les produits industriels, qu'on augmente le nombre des ouvriers sans travail et l'intensité de la misère. C'est dire que la rente crée la crise.

Et de même que la crise n'a qu'une cause, elle

n'a qu'un remède : la suppression de la rente.

Henry George demande que l'Etat s'empare de la rente *(unearned increment)* par un impôt foncier direct unique. Et cela sans aucune indemnité, puisque les propriétaires fonciers ont touché et touchent la rente en vertu d'un vol. L'Etat reprendra ce qui lui appartient ; voilà tout (1).

Cette originale théorie des crises est inadmissible.

Il est, en effet, puéril de généraliser, comme le fait Henry George, la cause très spéciale et très locale qui est la spéculation sur les terres américaines, au point d'en faire la cause générale et unique de toutes les crises. De plus, il est erroné de dire que la productivité de la terre sans rente détermine le taux de tous les salaires et de tous les profits, même de ceux de l'industrie. Le raisonnement d'Henry George manque complètement de base théorique.

De plus, l'application de sa théorie est impos-

(1) Henry George donne pour autres conséquences heureuses de l'application de son système : 1° la question sociale se résoudra, sans bouleversements, par une réforme d'impôts ; 2° l'État pourra supprimer tous les impôts (*single tax*) ; 3° diminution, par conséquent, du coût de la vie ; 4° suppression des grandes fortunes injustement acquises et développement du patrimoine social ; 5° restitution à la culture des terrains occupés par la spéculation ou l'agrément.

sible. S'il était vrai que la rente fût la cause des crises économiques, on se trouverait en présence d'une situation insoluble. On ne pourrait la supprimer. D'abord à cause de la difficulté invincible que l'on rencontrerait en cherchant à distinguer ce qui, dans le revenu du sol, vient des améliorations sociales de ce qui vient du travail et du capital du propriétaire. Ensuite, parce que la rente n'est point quelque chose de fixe ; considérée dans le temps, elle n'est pas permanente, considérée dans la situation, elle émigre. Enfin, parce que dans la confiscation de la rente avec indemnité, le bénéfice de l'Etat est problématique ; et dans la confiscation sans indemnité, il y a un procédé de politique révolutionnaire, mais nullement un phénomène économique.

Les divers systèmes de nationalisation du sol, proposés par de nombreux économistes, ne sont pas plus admissibles que celui d'Henry George.

Il suffit d'exposer brièvement celui du baron de Colins (1) pour montrer combien il est compliqué et impraticable.

(1) Le baron de Colins naquit en 1783 à Bruxelles. Il était fils d'un chambellan et servit sous Napoléon. En 1830, à l'âge de 47 ans, il alla se fixer à Paris, où il resta jusqu'en 1848. Compromis à cette époque, il rentra en Belgique et y demeura jusqu'à sa mort, en 1859. Il a écrit six volumes intitulés : *La Science sociale*.

Quand la terre est appropriée, explique-t-il, les non-propriétaires sont comme les sujets des propriétaires. Ceux-ci sont de vrais souverains. Au contraire, dans les pays où il reste de la terre libre, les propriétaires du sol ne sont plus les maîtres des prolétaires. Ceux-ci ont à leur disposition l'instrument indispensable à tout travail humain, la terre. Ces prolétaires peuvent tenir le salaire à un certain niveau qui est au dessus de ce que pourrait gagner un prolétaire s'installant sur le sol et travaillant pour son propre compte (1).

Il faut détruire cette souveraineté, nationaliser le sol et permettre aux prolétaires de tirer parti du sol nationalisé.

On nationalisera le sol sans indemnité. Mais on n'expropriera que les enfants qui ne seront pas nés à la date de la promulgation du système.

Les terres, avec leur outillage d'exploitation, seront affermées aux enchères. La Société ne concèdera que des lots viagers et interdira toute sous-location. Pour que les pauvres puissent se présenter aux enchères et recevoir des lots, la Société donnera une dot à tout citoyen majeur. De plus elle prêtera un capital à tous ceux qui auront perdu leur dot. L'Etat devra fournir à tout

(1) Ce raisonnement a été repris par le professeur Loria, de Pavie. Cf. *La rendita fondiaria e la sua elisenoi naturale*, 1880, Milano.

le monde, gratuitement, l'instruction agricole.

Pour constituer les dots et consentir les prêts dont nous venons de parler, l'Etat abolira l'hérédité en ligne collatérale. En outre, il prélèvera un quart de toutes les autres successions, testamentaires ou *ab intestat*, en ligne directe.

Il est inutile d'insister sur cette théorie que les disciples de Colins appellent le *Collectivisme rationnel* (1).

M. Walras, professeur à Lausanne, déclare que la terre ne doit pas être appropriée parce qu'elle n'est pas le produit du travail. Il demande que l'Etat rachète toutes les terres et les paye à leur valeur. Il assure que l'Etat fera une bonne opération parce que la terre ne cesse de prendre de la plus-value.

Mais on peut répondre que l'État faisant, par exemple, un emprunt de 80 milliards et ayant 3 milliards d'intérêts à payer par an pour des terres qui ne lui rapporteraient que deux milliards et demi, ferait une opération désastreuse.

Le naturaliste anglais Russel Wallace (2), qui a fondé, en 1881, la *Land nationalisation Society*,

(1) Ces disciples, dont le principal est Agathon du Potter, rédigent en Belgique une revue intitulée : *La Philosophie de l'Avenir*.

(2) A. Russel Vallace, *Land nationalisation, its necessity and its aims*, 1882 ; nouv. édition, 1892.

veut supprimer la propriété foncière privée et distribuer les terres à des tenanciers qui payeraient la rente à l'Etat.

Les expropriés toucheraient une indemnité, laquelle consisterait en des annuités égales au revenu des terres au moment de l'application de la loi d'expropriation. Les fils des expropriés auraient également droit à cette indemnité.

J.-Stuart Mill (1) avait également imaginé d'enlever aux propriétaires fonciers la rente, mais seulement la rente officiellement constatée, après l'application de la loi de nationalisation, par des évaluations périodiques.

Antérieurement, l'écossais Guillaume Ogilvie avait demandé que l'Etat confisquât, moyennant une indemnité, tout ce qui, dans le revenu du propriétaire foncier, n'est point le produit de son travail ou de son capital (2).

Des conceptions analogues ont été exposées par Patrick Dove (3) et Herbert Spencer (4).

Toutes ces opinions sont entachées de l'erreur théorique qui est l'abus et l'exagération du rôle de

(1) *Traité d'économie politique*, livre V, ch. II, § 5.

(2) W. Ogilvie, *An essay on the right on property in land*, 1872 ; réimprimé sous le titre *Birtright in land*, D. C. Macdonald, London, 1892.

(3) *Théorie du progrès humain*, 1850.

(4) *Statistique sociale*, 1851.

la rente et sont irréalisables parce qu'il est impossible de dégager la rente.

Nous venons de voir comment les capitaux de circulation et plus généralement le fond d'acquisition tendaient à se répandre dans une classe moyenne de plus en plus nombreuse et appelaient ainsi à l'activité économique un nombre sans cesse plus grand de consommateurs.

Si nous considérons maintenant non le marché national mais le marché international, nous constaterons que la répartition de fonds d'acquisition est fort inégalement établie. Les nations, comme les particuliers, se divisent en riches et pauvres. Et naturellement, les nations riches sont créancières des nations pauvres. Ceci a une grande importance au point de vue des crises. Elles sont beaucoup plus à craindre dans les pays débiteurs, dans ceux où le fonds de circulation est rare, où par suite la classe moyenne est peu nombreuse. L'Angleterre et la France (1) peuvent être consi-

(1) Le développement des capitaux français depuis le commencement du dix-neuvième siècle est prodigieux. Nous en trouvons la preuve dans le développement des valeurs négociées à la Bourse de Paris.

Le premier numéro de la Cote, qui porte la date du 2 vendémiaire an IV, ne mentionne que les cours des effets commerçables à Paris, les assignats, les changes étrangers, les effets publics au porteur et les matières d'or et d'argent. Vingt ans plus tard, en 1815, la Cote y ajoute l'emprunt

dérées comme des types de pays créanciers. Les Anglais détiennent la plus grande partie des titres de rente des Républiques Sud-Américaines, les actions des chemins de fer américains, les anciennes rentes chinoises, les rentes égyptiennes, etc.

Pour la France, il a été timbré, de 1884 à 1900, 16.729.607.087 francs de titres de rente étrangère, dont 16.200.672.924 francs à Paris et 528.934.163 francs dans les départements. Ce chiffre doit être augmenté de tous les titres qui n'ont pas été soumis au timbre pour diverses raisons, et tous les titres appartenant à des Français sans circuler en France. Par exemple, la statistique fait ressortir qu'il y a 30.117.452 francs de rente alle-

français 5 °/₀, les actions de la Banque et les actions des Ponts ; toutes les valeurs cotées représentaient environ 1 milliard et demi. En 1830, le nombre des valeurs cotées s'est élevé à 41, dont 11 étrangères, représentant ensemble environ 5 milliards.

Après la construction des chemins de fer, la valeur totale de la cote est portée à 9 milliards, répartis entre 90 valeurs françaises et 28 valeurs étrangères. En 1870, nous cotions 109 titres étrangers et 298 titres français au capital total de 21 milliards. Dix ans après, il y a, à la Cote, 463 valeurs ayant un capital nominal de 41 milliards. En 1890, on négocie 183 valeurs étrangères et 524 valeurs françaises dont le capital est de 55 milliards. Enfin, actuellement, nous avons, à la Cote, plus de 1000 valeurs inscrites atteignant 125 milliards, dont 273 valeurs étrangères représentant 60 milliards, et 747 valeurs françaises formant le surplus.

mande domiciliée en France ; en réalité ce chiffre est bien supérieur.

En ajoutant au chiffre des rentes étrangères celui des titres des sociétés étrangères domiciliés en France, qui est 3.689.819.283 francs, on arrive au total de 20.419.426.370 francs de valeurs étrangères appartenant à des Français ; total, comme nous l'avons fait remarquer, bien inférieur à la réalité (1).

La monnaie, partie importante des fonds d'acquisition, est aussi très inégalement répartie. On compte dans le monde 24 milliards de monnaie d'or et 20 milliards de monnaie d'argent. D'après le directeur de la Monnaie des États Unis, cette masse est ainsi répartie :

	or		argent	
Etats-Unis . . .	5,101	millions	3,216	mill.
France	4,053	»	2,106	»
Russie	3,958	»	522	»
Allemagne . . .	3,489	»	1,042	»
Grande-Bretagne .	2,433	»	559	»
Autriche-Hongrie.	1,221	»	481	»
Espagne. . . .	386	»	1,218	»
Italie	490	»	219	»

(2) Dans ces 20 milliards, la Russie figure pour 6.500.000 000 fr. de rente (le tiers de sa dette) ; la Turquie pour 1.752.035.897 (plus de la moitié de sa dette) ; le Portugal pour 959.183.117 fr. ; l'Espagne pour 802.940.891 fr. ; l'Italie pour 805.014.526 fr. ; l'Autriche-Hongrie pour 822.500.543 fr., etc.

Ces inégalités sont importantes à noter, au point de vue de la possibilité des consommations.

La tendance, que nous venons de faire ressortir, à la multiplication des consommateurs possibles, dans les nations de grande industrie, pourrait être malheureusement enrayée par un phénomène récent, qui prend des proportions menaçantes, nous voulons parler de l'exagération des impôts.

Cette exagération des impôts a pour cause principale la multiplication des fonctionnaires de tous ordres, y compris les fonctionnaires militaires. La masse des citoyens qui puisent dans le trésor public semble devoir remplacer les anciennes castes privilégiées (collèges de prêtres ou classes militaires), qui accaparaient jadis une portion telle de la richesse nationale qu'elles raréfiaient le fonds d'acquisition entre les mains des autres citoyens.

La reconstitution de cet accaparement des capitaux circulants est un danger évident. Les monarchies comme les républiques souffrent actuellement de ce mal.

Certains pays ont dû prendre, dans leurs lois ou coutumes constitutionnelles, des précautions contre l'exagération du fonctionnarisme.

En Angleterre, tout emploi nouveau doit figurer, avec le chiffre des émoluments qui y sont attachés, dans les *Estimates* ou évaluation des dépenses que

chaque ministre présente et défend personnellement à chaque session.

En Italie, une loi organique a déterminé, pour chacune des administrations publiques, le nombre, la hiérarchie et les émoluments des employés. Aucun emploi nouveau ne peut être créé, aucun traitement ne peut être augmenté qu'en vertu d'une loi. Le ministre des finances seul dispose d'un crédit annuel pour les travaux extraordinaires qu'il peut avoir à faire exécuter, et ce crédit est limité à la modeste somme de dix-huit mille francs.

Malheureusement ces précautions ne paraissent pas suffisantes. On sait que l'Italie est le pays d'Europe où chaque contribuable paye le maximum d'impôts.

L'Angleterre, relativement préservée dans le Royaume-Uni proprement dit, donne l'exemple, dans son Empire indien, du fonctionnarisme le plus excessif. Le chapitre du budget indien relatif aux seuls traitements des employés civils s'élève à 10.500.000 livres sterling, soit trois cents millions de francs, sur lesquels huit mille fonctionnaires européens touchent plus de la moitié ; chacun d'eux reçoit une moyenne de 607 livres sterling (15.000 francs). L'indigène est écrasé d'impôts (1).

(1) « Les Indous n'ont plus d'outils pour travailler la terre parce qu'ils ont été saisis et vendus à la requête du

Dans un district des environs de Lahore, comprenant quatre villages, la somme fixée primitivement pour l'*income-tax* était de 20.000 roupies ; en pleine famine, elle vient d'être portée à 50.000 roupies. Ce genre d'administration a permis à l'Angleterre de drainer des Indes, pendant le dix-neuvième siècle, un milliard de livres sterling.

La France offre le spectacle d'une continuelle et rapide augmentation des emplois publics. Aucune administration n'a de cadres fixés par la loi. Tout est livré à l'arbitraire du ministre qui crée ou supprime les emplois par de simples arrêtés et fixe comme il lui plaît les traitements. De toutes les administrations centrales, il n'y en a qu'une, la direction des Cultes, qui compte actuellement le même nombre d'employés qu'en 1876. Au ministère de l'Instruction publique, les bureaux de l'administration centrale qui, en 1876, comptaient 133 employés, en avaient 273 en 1884 ; leur dépense avait passé de 484.000 fr. à 948.150 francs.

Le fonctionnarisme est encore plus intense aux colonies. D'après le rapport de M. Bienvenu Martin à la Chambre des députés (1901), le service judiciaire coûte 392.000 francs à la Martinique et 460.000 francs à la Guadeloupe. Or, chacune de ces

Trésor pour paiement de l'impôt foncier. » William Digby dans *Prosperous British India*, 1901.

colonies, si voisines, possède une Cour d'appel avec un président, sept conseillers, un procureur général, etc. La Cour de la Guadeloupe a rendu, en matière civile, 9 arrêts en 1895, 12 en 1896, 25 en 1897, 21 en 1898, 10 en 1899. Outre la Cour d'appel, il existe dans chacune de ces colonies deux tribunaux de première instance, plus 9 juges de paix à la Martinique et 11 à la Guadeloupe.

Le service de l'enregistrement coûte à la Martinique 23 0/0 des recettes, plus de 24 0/0 à la Nouvelle-Calédonie, plus de 25 0/0 à la Réunion, plus de 32 0/0 à la Guadeloupe, plus de 37 0/0 à Tahiti, plus de 39 0/0 au Sénégal.

Les douanes coûtent 22,90 0/0 à la Guadeloupe, 23,50 0/0 à la Martinique, 39,50 0/0 à la Réunion (1).

Il faut noter, en outre, que les frais de voyage et de déplacement des très nombreux fonctionnaires coloniaux reviennent à plus de 10.000 francs l'un.

Dans la métropole, le nombre excessif des fonctionnaires fait l'objet des protestations de tous les bons esprits (2).

(1) D'après le même rapport, il y a au Congo : 28 administrateurs, 5 chefs d'exploration, 20 chefs de station, 19 chefs de poste, etc.

(2) On a fait le compte de ce que coûtent les fonctionnaires de la douane, pour l'arrivée à Paris, sur la nouvelle

D'après M. Delombre, ancien ministre du commerce, chaque citoyen français travaille actuellement pendant deux mois par an pour nourrir les fonctionnaires.

A la séance de la Chambre des députés du 2 décembre 1901, M. Arthur Legrand, député de la Manche, a fait remarquer qu'il y a aujourd'hui 500.000 fonctionnaires civils, soit un fonctionnaire de l'Etat par cent électeurs. Si l'on joint à ce chiffre le nombre des fonctionnaires civils départementaux et communaux, on arrive à la proportion de un fonctionnaire sur dix électeurs.

Une des plus graves conséquences de l'augmentation du nombre des fonctionnaires, c'est l'augmentation correspondante du chiffre des pensions.

La contribution de l'Etat dans le service des pensions civiles, qui avait oscillé entre 9 et 11 millions, pendant une douzaine d'années avant 1869, a augmenté rapidement depuis cette date.

Elle était de :

ligne de chemin de fer Versailles-Invalides. Il y a là 20 employés gagnant ensemble 30.000 fr. par an. Or, la valeur des droits à percevoir annuellement sur les marchandises amenées à Paris par cette voie, est évaluée à 5.000 francs. Il est vrai qu'il faut tenir compte de la fraude empêchée.

13.551.994 francs en 1869
16.497.121 » en 1876
22.463.872 » en 1878
75.059.927 » en 1900 (1)

Dans la même période, l'accroissement des pensions de l'armée de terre a été le suivant :

(1) Montant des charges de la dette viagère au 1er janvier 1900 :

Rentes viagères d'ancienne origine (loi du 22 floréal, an XI).	790 fr.	
Dotation sur les canaux d'Orléans et du Loing.	177.140 fr.	20
Pensions des grands fonctionnaires (loi du 7 juillet 1856)	87.000	
Pensions civiles (loi de 1790 et subséquentes)	635.157	40
Pensions à titre de récompense nationale (loi du 13 juin 1850)	49.775	
Indemnités viagères aux victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851, loi du 30 juillet 1881.	4.002.569	90
Pensions viagères aux survivants de février 1848, à leurs ascendants, veuves et orphelins (loi du 18 avril 1888).	109.870	
Pensions militaires de la guerre (loi du 11 avril 1831 et subséquentes). . .	95.951.537	65
Pensions militaires de la marine (loi du 18 avril 1831 et subséquentes). . .	36.797.083	
Pensions de donataires dépossédés (loi du 26 juillet 1821).	221.943	
A reporter. . .	138.032.866 fr.	15

1869	55.136.000	francs
1875	62.613.000	»
1879	67.041.000	»
1887	87.359.000	»
1891	92.650.000	»
1900	95.951.537	»

Les pensions de la marine ont suivi la même progression :

Report. . .	138.032.866	fr. 15
Pensions civiles (loi du 9 juin 1853). .	75.069.927	80
Pensions et indemnités de réforme de la magistrature (loi du 30 août 1883).	786.016	
Pensions et indemnités viagères de retraite aux employés de l'ancienne liste civile et du domaine privé du roi Louis-Philippe (loi du 23 juin 1835 et subséquentes)	4.704	
Anciens dotataires du Mont-de-Milan (décret du 18 décembre 1861) . . .	207.054	
Indemnité aux anciens professeurs des Facultés de théologie catholique (loi du 27 juin 1885).	39.097	
Totaux	214.139.664	95
Allocations supplémentaires	4.901.540	
Totaux	219.041.994	fr. 95

(*Bulletin de statistique et de législation comparée du Ministère des finances*, t. 47 (janvier-juin 1900). Imprimerie Nationale, 1900.

1869	11.470.000	francs
1875	14.822.000	»
1879	16.058.000	»
1887	27.949.000	»
1889	31.500.000	»
1891	33.400.000	»
1900	36.797.083	»

L'augmentation du nombre des fonctionnaires, jointe à l'augmentation de la dette publique, entraîne une exagération des impôts dans des proportions telles que le revenu national annuel est détourné, en trop grande partie, de sa destination normale. D'où mauvaise répartition du fonds d'acquisition.

Le fonds d'acquisition peut enfin diminuer du fait de la consommation ordinaire. Tous les biens sont consommés, mais il existe deux espèces de consommations : la consommation directe et personnelle, souvent immédiate (1), et la consommation différée et transférée.

Dans le cas de consommation directe, l'opération peut se solder, soit en gain, soit en perte.

L'opération se solde en bénéfice quand, après la consommation et à cause d'elle, il existe une valeur plus considérable qu'avant. Il ne faut pas

(1) Dépenses d'aliments, de vêtements, de domestiques, d'habitation, d'ameublement, de voyages, de lectures, etc.

s'attacher à la valeur en argent, ni même à la valeur matérielle des produits. Beaucoup, en effet, ne peuvent être consommés qu'à la condition que leur valeur en argent soit remplacée par quelque chose d'immatériel, par exemple, la science que l'on utilise en payant les leçons d'un professeur. D'autres produits ne peuvent être consommés qu'à la condition d'être transformés. « Pour utiliser le pain et le vin, nous sommes obligés de les manger, c'est-à-dire de les transformer en chair et en sang ; pour utiliser le charbon, nous sommes obligés de le brûler, c'est-à-dire de le transformer en chaleur ou en force motrice (1). »

On pourrait objecter que la consommation ne peut se faire avec bénéfice parce que de même que la production est une création d'utilités, la consommation est une destruction d'utilités.

Cette objection ne porte pas, car la consommation n'est pas le contraire de la production. Elle est le dernier terme et comme le couronnement de la production. Elle ne fait périr aucune utilité. Elle est la transformation des utilités. Cette transformation peut être faite avec gain et profit. C'est le cas de toute dépense publique ou privée qui a pour résultat un développement physique ou intellectuel du consommateur.

(1) Ch. Gide, *Principes d'écon. pol.*, 5e éd., p. 542.

Mais, à l'inverse, on peut constater des consommations avec perte. C'est le cas où, après la transformation d'utilité, il y a moins de valeurs qu'auparavant.

C'est le cas, ordinairement, des dépenses de prodigalité. A notre avis, pour juger comme il convient la prodigalité, au point de vue économique, il faut faire une distinction. Il ne faut pas apprécier le phénomène d'une façon absolue et dire, avec les uns : la prodigalité fait aller le commerce, c'est le correctif de l'inégalité des fortunes ; ou, avec les adversaires : la prodigalité ne fait de bien à personne, elle détourne les forces productives vers des emplois stériles, elle entretient des légions de parasites, etc. Il faut observer les cas de prodigalité et les classer, économiquement, en deux catégories suivant le principe que nous avons rapporté précédemment. Si le prodigue effectue ses consommations de telle façon qu'il en résulte une plus grande valeur, soit pour lui, soit pour la société, la consommation est bonne économiquement. Elle doit être blâmée dans le cas inverse où la consommation serait une transformation d'utilités avec perte, c'est-à-dire avec destruction d'utilités.

Les mêmes principes doivent s'appliquer aux dépenses de luxe. Le luxe n'est blâmable que lorsqu'il consiste en « une certaine disproportion

entre la consommation de richesse ou de travail employés pour procurer une satisfaction et cette satisfaction elle-même (1) ». Il implique alors une destruction d'utilités.

A côté des consommations directes, il existe, avons-nous dit, des consommations différées et des consommations transférées. Celles-ci, très rares dans les nations peu civilisées, se développent avec les progrès de la civilisation, lequel progrès a pour élément caractéristique le développement de la prévoyance. Elles tiennent donc une grande place dans les nations de grande industrie. Si grande même, que le produit de la consommation transférée, le capital, sert souvent à les désigner et qu'on les appelle nations capitalistes ou sociétés capitalistes.

La consommation différée peut n'être que la thésaurisation. On ne peut dire, en appliquant notre principe, que la thésaurisation soit une consommation avec perte. On ne voit pas bien, en effet, comment elle détruit des utilités. On peut lui reprocher simplement d'empêcher la possibilité de produire des utilités. La vérité, c'est que, si la thésaurisation a remplacé une consommation directe qui aurait été une consommation avec perte, la thésaurisation est louable. Si elle rem-

(1) Ch. Gide, *Principes d'écon. pol.*, p. 551.

place une consommation directe qui aurait été une consommation avec bénéfice, elle est blâmable.

La consommation transférée s'appelle vulgairement un placement. Le placement consiste à faire consommer la richesse épargnée par d'autres, par des travailleurs. Celle-là, cette consommation transférée, mérite, d'une façon générale, les encouragements de l'économiste. Il faut dire avec J.-Stuart Mill : On est utile aux travailleurs, non par la richesse que l'on consomme soi-même, mais seulement par la richesse qu'on ne consomme pas soi-même.

Le seul cas, invraisemblable d'ailleurs, où la consommation transférée ne serait pas économiquement louable, serait celui où la consommation directe aurait donné des résultats économiques meilleurs que la consommation transférée. Mais on ne transfère la consommation que pour la rendre plus utile.

La consommation transférée étant le fait générateur du capital, il faut, pour l'apprécier complètement, tenir compte de ce que nous avons dit précédemment sur la proportionnalité des capitaux fixes et des capitaux de circulation.

Concluons que le fonds d'acquisition peut diminuer du fait de la consommation si celle-ci s'effectue avec perte. Il faut donc, au point de vue

de la possibilité des crises, s'efforcer d'obtenir des consommations à bénéfice, et comme les consommations créatrices de capitaux sont ordinairement dans ce cas, pousser à leur multiplication.

Il faut noter, en terminant l'exposé du cas où le fonds d'acquisition diminue par le fait de mauvaises consommations, l'hypothèse de l'insécurité.

L'insécurité, qui se manifeste précisément en temps de crise, provoque d'importantes sous-consommations et par suite aggrave les crises.

L'insécurité produit la thésaurisation avec tous ses inconvénients et empêche le placement avec tous ses avantages. « Pour placer son épargne, c'est-à-dire pour lui donner un emploi productif, il faut s'en défaire ; il faut la livrer à la consommation reproductive ; il faut consentir à la laisser détruire. Nul ne se résignera s'il ne possède la ferme confiance que cette richesse dont il se défait provisoirement ne sera pas perdue, mais qu'elle lui reviendra accrue. C'est la sécurité qui peut seule nous donner une semblable assurance : sécurité politique d'abord, nous garantissant contre les confiscations d'un gouvernement oppresseur, contre les révolutions du dedans et contre les invasions du dehors ; sécurité légale, ensuite, garantissant nos droits sur le capital placé, par le moyen de toutes les institutions juridiques qui

ont pour but d'assurer l'exécution des contrats, cautionnements, hypothèques, privilèges, mesures d'exécution ; sécurité morale enfin, qui consiste dans les progrès de la moralité publique et de la fidélité de chacun à tenir ses engagements et sans laquelle, somme toute, toutes les autres seraient bien insuffisantes (1). »

Donc, en cas d'insécurité, pas de placements nationaux. Mais, avec les facilités données par l'organisation actuelle des banques internationales, les habitants d'un pays qui n'a pas une sécurité suffisante peuvent faire des placements à l'étranger.

Ce n'est pas le lieu de discuter les résultats des placements à l'étranger. Nous dirons seulement, pour rester dans notre sujet, que les placements à l'étranger peuvent raréfier les capitaux de circulation dans le pays d'où ils émigrent ; par suite, la proportion nécessaire entre les capitaux immobilisés (qui eux ne peuvent émigrer) et les capitaux de circulation sera détruite. Et nous avons dit les graves conséquences qu'une pareille situation peut avoir au point de vue de la possibilité des crises.

Cependant, lorsque les placements à l'étranger ne raréfient pas dans des proportions notables les

(1) Ch. Gide, *Principes d'écon. pol.*, p. 567.

capitaux de circulation, ils ne sauraient être blâmés. Il faut remarquer qu'en définitive, les dépôts faits dans les banques étrangères font toujours partie du fonds d'acquisition des nationaux. Bien plus, ces dépôts et ces placements à l'étranger peuvent être tout bénéfice dans le cas où les fonds ainsi transportés auraient été mal consommés, gaspillés ou perdus dans l'intérieur du pays.

Nous avons parcouru les différentes hypothèses de sous-consommation. Nous avons indiqué comment cette sous-consommation, sans importance avant l'établissement de la grande industrie, était devenue, à l'époque contemporaine, la cause de la crise économique. Dans les cas nombreux, que nous avons successivement examinés, où la demande s'arrête ou diminue, soit volontairement, soit forcément, le producteur voit son espérance trompée, les produits virtuels qu'il présente au marché ne reçoivent pas la consécration du désir, de ce désir qui fait la valeur et la vendabilité, et les produits deviennent des laissés-pour-compte. L'argent n'entre plus dans les caisses du producteur ; cet argent espéré, escompté, ne vient plus payer les matières premières, la main d'œuvre, la vie même de l'entrepreneur ; c'est la crise.

Interrogeons les faits maintenant. Voyons, par une revue rapide des crises européennes depuis

l'établissement de la grande industrie, si les faits corroborent notre exposé théorique.

Nous allons examiner successivement les crises de 1815, 1825, 1836, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882 et 1890 (1). Nous avons déjà montré que les crises contemporaines de Russie et de France s'expliquent très bien par notre théorie.

La crise de 1815. — La première crise du dix-neuvième siècle ne fut pas une crise internationale. Elle sévit presque exclusivement en Angleterre. Toutefois, elle eut d'importantes répercussions dans les pays qui se trouvaient en relations d'affaires avec le Royaume-Uni, soit en Europe, soit en Amérique. Et si les contre-coups de cette crise ne furent pas assez graves pour en faire un bouleversement général, c'est parce que la solidarité entre les places commerciales était alors assez lâche à cause des moyens de communication encore rudimentaires, à cause aussi de ce qui subsistait des barrières créées par le blocus continental (2). Mais ce ne fut point en raison du peu d'importance de la crise elle-même. Celle-ci

(1) Cf. H.-M. Hyndman, *Commercial crises of the nineteenth century*, London, Swan Sonnenschein, 1892.

Clément Juglar. *Des crises commerciales*, 2e édition, 1889, Paris, Guillaumin, p. 293 et suiv.

(2) Décrets de Berlin du 21 novembre 1807.

fut très grave, au contraire. Elle est caractéristique au point de vue de ses causes, car elle met bien en valeur le rôle que joue la sous-consommation dans les perturbations économiques.

La crise éclata dès la conclusion de la paix de Paris.

Les Anglais espéraient alors que leur pays tirerait de grands profits économiques du rôle prépondérant qu'il avait eu dans l'écrasement de la puissance napoléonienne Tout semblait concourir à la réalisation de cette espérance. La paix ouvrait largement les marchés continentaux depuis longtemps fermés.

Des milliers de soldats et de marins libérés étaient rendus à la vie laborieuse et offraient leurs bras pour multiplier les richesses nationales. Une belle récolte, enfin, venait aider à l'éclosion du développement économique qu'on attendait avec impatience.

Cette attente des producteurs anglais fut trompée. Au lieu d'un accroissement de prospérité, ce fut un affaissement économique qui se manifesta. En voici la raison.

En réalité, les consommations de produits anglais avaient été très multipliées pendant la période de trente-deux ans qui fut remplie par les guerres de l'Angleterre contre la France ; période pendant laquelle le gouvernement anglais soutint de ses lar-

ges subventions la moitié de l'Europe coalisée (1). En fermant aux producteurs anglais les marchés européens, Napoléon les obligea à chercher d'autres débouchés pour leurs marchandises. Ils en trouvèrent partout et des plus lucratifs. C'était le moment où les colonies espagnoles et portugaises devenaient indépendantes. Elles se livrèrent avec empressement au commerce anglais, ravies du bon marché des produits manufacturés du Yorkshire et du Lancashire. Les commerçants anglais prirent ainsi possession de toute l'Amérique latine. De plus, grâce à sa suprématie sur mer, l'Angleterre développa extrêmement son trafic avec l'est de l'Europe, les Indes, les Iles et l'Asie mineure. Enfin, par une active contrebande, sur laquelle les autorités fermaient les yeux, les produits anglais continuèrent à pénétrer dans les pays qui leur étaient théoriquement fermés. Ce mouvement commercial clandestin prit même les proportions d'un commerce régulier. Le développement des opérations commerciales britanniques, pendant les guerres contre la France, fut favorisé par le bon

(1) De 1793 à 1795, Pitt avait déjà dépensé 22 millions de livres st. sur le continent, pour la guerre contre la France. En 1795, les subventions, pour la guerre, furent de 11.040.236 livres st.; en 1796, 10 649.916 livres st.; en 1808, 9 millions de livres ; en 1809, 10 millions ; en 1810, 12 millions, etc.

marché, inconnu jusqu'alors, des produits anglais ; bon marché qui était le résultat des premières applications de la vapeur et du machinisme. Les bénéfices qui résultèrent de cette situation pour les producteurs anglais furent incalculables. Ils occasionnèrent dans le pays une véritable effervescence. Et pendant qu'augmentaient sans cesse les exportations de plus en plus fructueuses, à l'intérieur, il se fondait partout des sociétés pour exploiter des canaux, des ponts, des assurances, des brasseries, des dentelleries, des *joint stock bancks*. Le papier commercial pullulait. De 12.946.000 l. st. en 1795, le portefeuille de la Banque d'Angleterre s'éleva à 18 millions de livres en 1809 et à 23.700.000 livres en 1810. Après une dépression qui le ramena à 12.900.000 l. st. en 1811, il reprit sa marche ascendante : 13.500.000 l. st. en 1812 ; 13.200.000 l. st. en 1813 ; 14.200.000 l. st. en 1814 ; 16.600.000 l. st. en 1815. L'Angleterre se couvre de *country-bancks*. En 1792, il en existait 270 ; dès 1808, on en comptait 600 ; en 1810, 721 ; en 1813, 948. Elles avaient alors une circulation de 25 à 30 millions de l. st. en billets.

On voit, par là, combien était active la vie économique du Royaume-Uni pendant les guerres contre la France. C'est même ce qui explique qu'à cette époque les contribuables anglais aient pu

supporter une étonnante augmentation de tous les impôts.

La paix de Paris fut conclue. Les producteurs anglais calculèrent alors que, si avec les dangers et les difficultés de la contrebande des produits anglais d'une valeur approximative de douze millions l. st. étaient annuellement consommés par les Français et les peuples liés à leur politique, cette valeur d'exportations serait au moins doublée par l'établissement des bons rapports commerciaux. Ils supposaient que la France, privée de produits coloniaux, achèterait à tout prix ceux qu'on viendrait enfin lui offrir.

Alors les Anglais furent saisis d'une convoitise commerciale extraordinaire. Ils négligèrent leurs anciens débouchés pour viser exclusivement la conquête des marchés continentaux. Toute la production fut orientée de ce côté. On se hâtait pour profiter d'une aubaine exceptionnelle.

On spéculait dans tous les genres de commerce et d'industrie. On voulait profiter des hauts prix, des prix de famine qui étaient encore nominalement publiés dans les mercuriales du continent.

Comme nous l'avons déjà dit, l'attente des marchands et des producteurs anglais fut trompée. Les consommations des produits anglais se ralentirent sur les anciens marchés et n'augmentèrent point sur les nouveaux.

C'est que, pendant les longues guerres de l'Empire, les producteurs continentaux n'avaient ni ignoré ni négligé les procédés nouveaux de fabrication (1). Ils s'étaient mis au courant du progrès économique. Ils se servaient des machines. Ils s'aidaient de moteurs à vapeur. Ils produisaient, eux aussi, à bon marché. Et comme les Anglais furent obligés d'augmenter du coût du transport leurs marchandises offertes aux continentaux, il se trouva que ces marchandises anglaises furent plus chères que les similaires produites sur le continent. Et voilà une première raison qui empêcha la vente des marchandises anglaises.

En outre, les continentaux ne pouvaient donner, en échange des produits des manufactures anglaises, que des produits agricoles. Or ceux-ci étaient exclus des marchés du Royaume-Uni par des tarifs prohibitifs.

Voilà pourquoi les marchandises anglaises, qui tentaient d'envahir l'Europe, restèrent invendues ou durent être livrées à vil prix. Il résulta de cet état de choses de multiples ruines pour les spéculateurs et de terribles pertes pour tous les pro-

(1) En 1810, le total des escomptes de la Banque de France s'élève à 715 millions. Le total des affaires est de 828 millions. Chiffres maxima qu'on ne devait plus revoir qu'en 1824 pour le total des affaires, et en 1830 pour les escomptes.

ducteurs. C'était la crise. Les désastres économiques commencèrent dès l'automne de 1814 et se continuèrent durant 1815, 1816 et 1817. 240 *country-bancks* succombèrent (1).

Cette crise fut aggravée par les phénomènes qui paraissaient précisément devoir être des facteurs de prospérité. Ainsi une bonne récolte vint engorger les granges des fermiers pendant que les produits de l'industrie encombraient les entrepôts. De même les nombreux soldats et marins libérés, au lieu d'être une ressource pour la production et un appoint apprécié de main d'œuvre, concurrencèrent abusivement les travailleurs et augmentèrent d'une façon inquiétante le nombre des sans-travail. Ceux-ci prirent bientôt une attitude menaçante. Sous prétexte que les machines leur portaient préjudice, ils parcouraient le pays, brisant les moteurs et les appareils, en demandant du travail et du pain. Et cette situation empira à l'extrême quand les entrepreneurs réduisirent le

(1) Modification des prix :

	Avant la crise 1813-1814		Après la crise 1816	
Café	118	shellings	77	shellings
Sucre	110	—	44	—
Coton	2	—	1	—
Cuivre	140	—	85	—
Plomb	33	—	18	—
Etain	174	—	102	—

nombre de leurs ouvriers pour attendre que le marché fût dégagé et que le stock fût un peu épuisé.

Telle fut la crise de 1815, crise presque exclusivement britannique (1) ; elle fut causée par l'arrêt des demandes des produits anglais de la part des continentaux.

En raison des ruines qu'elle occasionna, notamment de l'affaissement du commerce et du désarroi du crédit, elle eut cette conséquence inattendue : l'Angleterre victorieuse souffrit davantage de la conclusion de la paix que la France vaincue et bouleversée.

La crise de 1825. — Les classes moyennes qui avaient accompli avec tant d'éclat leur ascension politique après la révolution de 1688 en Angleterre, après les mouvements de 1789-1793 en France, après la propagande républicaine qui suivit les victoires de la Révolution et de l'Empire dans tout le reste de l'Europe occidentale, n'avaient pas conquis du même coup l'influence économique.

Après la chute de l'Empire, les classes moyen-

(1) Ce furent des causes politiques et l'invasion qui, à la même époque, firent reculer le total des escomptes de la Banque de France de 640 millions (en 1813) à 303 (en 1814) et à 198 (en 1815). Il devait se relever à 396, en 1816, et à 547, en 1817.

nes, assurées d'une part dans la direction des affaires publiques, ou tout au moins d'une influence sur les pouvoirs publics, mirent tout en œuvre pour acquérir la fortune. Le commerce et l'industrie attirèrent toute l'attention des capitalistes et des petits rentiers. La vie économique prit une grande intensité et les succès furent d'abord très considérables.

Ce premier essor des classes moyennes fut contrarié par le bouleversement de 1825, qui constitua la première crise générale du capitalisme au dix-neuvième siècle. Cette crise fut internationale bien qu'elle ne se manifestât pas avec la même acuité dans toutes les nations qui s'adonnaient alors à la grande industrie.

Ce fut en Angleterre qu'elle prit naissance. Et c'était naturel, à cause de l'état prospère du pays depuis la liquidation de la crise de 1815. A partir de 1818, le relèvement des affaires avait été rapide. Robert Peel fit décider, par l'acte de 1819, que la Banque d'Angleterre reprendrait ses payements en espèces le 1er mai 1823. Mais la Banque, attendu la situation favorable de son encaisse, demanda et obtint permission de devancer cette date (1).

(1) La réserve métallique était montée de 3.500.000 à 10.000.000 l. en 1820 ; 13.300.000 l. en 1821 ; 14.100.000 l. en 1823. Au même moment, la circulation des billets passait de 29.500.000 l. à 16.300.000 l.

Le rétablissement de la circulation métallique arrêta l'excessive circulation des billets. Celle-ci, qui n'avait cessé de se développer pendant la cessation des paiements, avait fait hausser artificiellement les produits agricoles et, par suite, les fermages et les prix des terres. Quand elle cessa, les agriculteurs furent gênés, et l'intérêt du public se détourna de l'agriculture pour se porter sur l'industrie et le commerce (1).

Les rentiers de l'Etat suivirent les agriculteurs dans la voie des spéculations commerciales. Et voici pourquoi. L'Etat, aidé par la Banque d'Angleterre, qui lui avança volontiers 5 millions de livres sur son encaisse, inconnu jusqu'alors, de 14,100,000 l., réduisit l'intérêt de sa dette de 5 à 4 et 3 1/2 0/0. La reprise des paiements en monnaie métallique obligea la Banque à réduire son dividende semestriel de 5 à 4 0/0 (2). Ces opérations réduisirent les revenus des rentiers et les poussèrent à rechercher des bénéfices plus considérables dans des combinaisons plus aléatoires.

Ce fut alors que les banques provinciales purent émettre des billets (3). Cela doubla l'élan des

(1) Une série de bonnes récoltes avait contribué à faire baisser les prix.

(2) Les actions de la Banque subirent alors une perte de 16 °/₀ (1823).

(3) En vertu de l'*Act* de 1822.

entrepreneurs et des spéculateurs. L'activité fut telle et le travail fut si abondant que les plaintes des agriculteurs se perdirent dans les bruits de l'allégresse générale. Bientôt les agriculteurs eux-mêmes furent satisfaits, à cause des gros rendements que les perfectionnements agricoles obtenaient. Dès lors, l'effervescence fut générale. Tout contribua à l'exalter. En Angleterre, les encaisses métalliques considérables (1), la division du travail savamment généralisée, les machines perfectionnées, les facilités considérables données aux lanceurs d'affaires par toutes les banques. A l'extérieur, les champs d'action pour les capitaux et les entreprises britanniques se multipliaient. Le Mexique et l'Amérique du Sud, notamment le Brésil, le Pérou et le Chili, avec leurs mines inépuisables, s'offraient largement. C'est là que se portaient de nouveau tous les regards, depuis les mécomptes que nous avons rapportés à propos de la crise de 1815, et qui provenaient de l'abandon des marchés américains pour l'espérance des marchés français.

Les entreprises furent nombreuses, tant à l'intérieur qu'à l'étranger, surtout à l'étranger. Ce sont ces dernières qui servirent de thème aux

(1) En 1824, il y avait tant d'argent dans les caisses des banques d'Ecosse qu'elles ne payaient aucun intérêt pour les dépôts.

spéculations qui ne tardèrent pas à prendre le caractère le plus hasardeux.

Une fois l'impulsion donnée, tout le monde se hâtait d'être riche. On se jetait sur tous les projets, même les plus risqués : construction de canaux, de tunnels, de ponts, de routes, etc.

La confiance était générale. L'optimisme de tous transforma les conditions de la vie. On vit succéder aux préoccupations d'économie et à l'existence gênée de la période des guerres de Napoléon, une vie large et facile. On se sentait voué à la fortune ; on pouvait donc dépenser pour les besoins personnels. Les consommations d'entretien devinrent considérables. Dans les campagnes, les champs furent mieux cultivés, les bestiaux plus nombreux. Dans les villes, les habitations devinrent confortables et même luxueuses. Les classes ouvrières trouvaient facilement du travail et augmentaient leur bien-être. Mais, c'était surtout la classe moyenne qui modifia ses conditions d'existence. Les patrons avaient jusqu'alors vécu dans l'usine, surveillant personnellement et dans tous leurs détails l'exécution des travaux. De même le banquier habitait près de ses bureaux, y passait ses veilles. Maintenant, les industriels, les banquiers, les commerçants se donnaient des loisirs. Ils habitaient des maisons plus gaies, dans des jardins, situées dans la ban-

lieue des villes et n'allaient visiter leurs bureaux et leurs magasins que pendant quelques heures de la journée.

D'ailleurs, ces membres de la haute bourgeoisie jouissaient alors d'une considération exceptionnelle. On leur faisait hommage de la prospérité du pays. On se félicitait de voir s'élever, pour le plus grand bonheur de tous, cette classe moyenne active et intelligente.

Cependant l'effervescence industrielle et commerciale prit bientôt le caractère d'un jeu. Et il paraît surprenant que toutes les classes de la société aient été entraînées ensemble dans les plus folles spéculations. Car tout le monde se mit à spéculer. Aubaine exceptionnelle dont profitèrent tous les faiseurs, tous les enthousiastes et tous les courtiers sans scrupules. On demandait un faible versement sur chaque action émise. Toutes les entreprises étaient admises d'enthousiasme et tous les emprunts souscrits.

On versa aux Etats étrangers au moins 86.000.000 de livres pour leurs emprunts publics (1).

(1) Voici la liste des emprunts d'Etat émis directement à Londres :

1821	
Espagne	1.500.000 l.
1822	
Prusse.	3.500.000

On constitua à la hâte les sociétés suivantes, dans le courant des années 1824 et 1825 :

	capital
20 Compagnies pour construire des chemins de fer	13.500.000
22 Banques et Compagnies d'assurances	36.260.000
11 Compagnies de gaz . . .	8.000.000
17 Compagnies de mines étrangères	18.200.000
8 Compagnies de mines anglaises et irlandaises.	10.580.000
9 Compagnies pour la construction de canaux, docks, bateaux à vapeur, etc.	10.580.000
27 Compagnies diverses . .	12.000.000

Soit 114 Compagnies dont le capital dépassait cent millions sterling.

Russie.	3.500.000
Colombie.	2.000.000
Chili	1.000.000
Pérou	400.000
1823	
Espagne	1.500.000
Portugal	1.500.000
Autriche	3.500.000
1824	
Naples	2.500.000
Grèce	800.000
Brésil	3.600.000

Les actions de la plupart de ces Compagnies montèrent, dès après l'émission, à des prix élevés. Les actions de mines anglo-mexicaines, sur lesquelles il avait été versé 10 livres, étaient cotées 43 livres le 10 décembre 1824 et 150 livres le 11 janvier 1825. La « real del Monte » vit ses actions de la valeur nominale de 400 l. st. sur lesquelles on avait versé seulement 70 l., cotées 1350 sterling le 2 janvier 1825. Elles avaient monté, dans un seul mois, de deux fois et demie leur valeur.

Les souscripteurs devinrent si naïvement confiants qu'on risqua des affaires vraiment scandaleuses. On constitua des Compagnies pour pêcher des perles sur la côte de la Colombie ; pour dessécher la mer Rouge, afin d'en retirer l'or laissé par les Egyptiens après le passage des Hébreux ;

Buenos-Ayres	1.300.000
Colombie.	4.700.000
Mexico.	3.200.000
Pérou	700.000
1825	
Danemark	3.500.000
Grèce	2.000.000
Brésil	2.000.000
Guatemala.	1.400.000
Guadalaxara	600.000
Mexico	3.200.000
Pérou	600.000

pour approvisionner de beurre frais les habitants de la Plata ; pour envoyer des bassinoires aux pays tropicaux, des patins de Scheffield dans les contrées où l'on n'avait jamais vu de glace, des cristaux et des porcelaines aux nègres qui buvaient et mangeaient dans des noix de coco, etc. (1).

Naturellement, au milieu de cette effervescence, les prix montaient à des hauteurs surprenantes. Le café monte à 58 sh. en 1824 et à 76 sh. en 1825 ; le sucre, 28 sh. en 1824 et 41 sh. en 1825.

La demande, impossible pour les produits des entreprises folles qui produisaient ce qui ne pouvait être utilisé, s'arrêta devant les prix exagérés des autres produits.

Précisément au moment où la demande, pour se maintenir, aurait eu besoin d'une grande quantité de capitaux de circulation, on s'aperçut qu'un vide énorme s'effectuait dans la circulation de la Grande Bretagne. Pour effectuer les versements nécessités par les emprunts sud-américains et par les Compagnies minières, on exporta une telle quantité de monnaie qu'une raréfaction considéra-

(1) Dans la session de 1825, 435 approbations furent données à des Compagnies et 286 chartes furent concédées par le Parlement. Dans beaucoup de cas, l'honorabilité de certains membres de la Chambre des communes fut suspectée.

ble du numéraire s'ensuivit. Par contre-coup, l'encaisse de la Banque diminuait rapidement.

1824	
Janvier	13.500.000 l.
Février	13.800.000
Mars.	13.800.000
Avril.	13.400.000
Mai	12.800.000
Juin	12.800.000
Juillet	11.800.000
Août.	11.700.000
Septembre. . . .	11.800.000
Octobre	11.400.000
Novembre	11.300.000
Décembre	10.700.000
1825	
Janvier	9.400.000
Février	8.800.000
Mars	8.100.000
Avril.	6.600.000
Mai	6.100.000
Juin	5.400.000
Juillet	4.100.000
Août.	3.600.000
Septembre. . . .	3.400.000
Octobre	3.100.000
Novembre	3.000.000
Décembre	1.200.000

En même temps, la Banque dut augmenter ses émissions de billets (1) et les banques provinciales submergèrent le pays avec leur papier-monnaie. Il y avait, en 1825, trois fois plus de leurs billets en circulation qu'en 1823. La Monnaie, de son côté, travaillait jour et nuit. Elle frappa, de juin 1824 à octobre 1825, de 10 à 12 millions de livres.

Cette situation ouvrit alors les yeux aux hommes d'affaires. Ils s'aperçurent que neuf sur dix des entreprises si imprudemment engagées ne pourraient rien donner de longtemps. Ils furent effrayés de la masse de produits que les spéculateurs accumulaient, en forçant travail et machines, et qu'ils tenaient hors vente dans l'espoir que la hausse irait toujours en s'accentuant et qu'ils feraient d'énormes bénéfices.

En même temps, on commença à faire des appels de fonds pour payer les actions sur lesquelles on n'avait effectué qu'un léger versement. L'argent manquait partout On avait arrêté les demandes. La défiance la plus extraordinaire succéda à la confiance illimitée. On se tourna vers les

(1) Emission de décembre 1825 :

3 décembre.	. . . . .	17.000.000
10 —	. . . . .	18.000.000
17 —	. . . . .	23.900.000
24 —	. . . . .	25.600.000
31 —	. . . . .	25.700.000

banques pour solliciter des prorogations de paiements. C'était la crise. La banque d'Angleterre, qui avait maintenu très bas son taux d'escompte pendant la période d'effervescence, se décida, après les premières déclarations de faillites, à l'élever de 4 à 5 %, le 17 décembre 1825.

La panique du 12 au 17 décembre 1825 fut extraordinaire. Le crédit se resserrait dans des proportions telles que le papier des plus sérieuses maisons était refusé. Un stock énorme de marchandises demeura invendable. Les consommations furent réduites au strict nécessaire. Les approvisionnements devinrent nuls. La baisse de tous les produits fut tellement persistante que les acheteurs se retirèrent définitivement, craignant une dépréciation nouvelle de cela même qu'ils achetaient à vil prix. Les spéculateurs furent obligés de sombrer. Et les manufacturiers durent payer leur propre papier commercial en vendant avec des pertes énormes, car les banques ne pouvaient plus proroger les échéances. On ne pouvait faire de l'argent à la Bourse. Toute réalisation y était devenue impossible. En six semaines, soixante-dix banques provinciales sautèrent. Les prêteurs exigeaient les paiements immédiats. Les détenteurs de numéraire refusaient absolument de s'en séparer. D'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne la population était frappée de stupeur et se deman-

dait si elle n'assistait pas à la ruine irrémédiable de l'industrie nationale.

A Londres, on essaya de calmer les esprits par un grand meeting des plus importants commerçants et banquiers. Ces personnages déclarèrent que la confiance devait nécessairement renaître. Les gens ruinés, dans les provinces, refusèrent de se laisser convaincre et assiégèrent les banques provinciales qui, à leur tour, firent des appels désespérés à la Banque d'Angleterre. La liquidation commença d'une manière aussi désordonnée que la spéculation qui l'avait précédée. La période la plus pénible fut l'automne de 1825. L'hiver qui suivit fut désastreux pour les classes laborieuses.

Il arriva un moment, cependant, au milieu de cette liquidation désastreuse, où les hommes de sens envisagèrent nettement les faits et reconnurent qu'on pouvait restaurer le crédit public. Ils reconnurent que la spéculation excessive, facilitée par les excès de la circulation et des facilités inouïes d'emprunter avaient créé la crise. Que la panique l'avait aggravée en provoquant une extrême restriction de la circulation et l'impossibilité d'obtenir des accommodements de la part des créanciers et des banquiers. Mais cette effervescence n'avait nullement compromis les moyens de production.

Dès lors, la liquidation se régularisa. La Banque

d'Angleterre fut autorisée à émettre des billets de un et deux pounds (1) ; la Monnaie frappa des espèces le plus rapidement qu'elle put ; l'or étranger arriva en quantité considérable. Les faillites devinrent plus rares. Une seule chose persistait, c'était l'énormité du stock des produits accumulés. Les classes moyennes, si éprouvées par la crise, ne se hâtaient point de l'entamer sérieusement et préféraient se refaire par l'économie. La conséquence de cet état de choses fut la misère persistante de la classe ouvrière, qui fut obligée de chômer en grande partie.

La crise de 1825 se fit sentir en France avec beaucoup moins d'intensité. La cause du bouleversement fut, comme en Angleterre, l'essor des classes moyennes, des enrichis depuis 1789, des acquéreurs de biens vendus nationalement, vers les spéculations industrielles et commerciales. Mais les bourgeois de la France bourbonienne étaient manifestement moins bien préparés que les Anglais pour la vie économique intensive. Cependant, on vit en 1824 et 1825 des quantités d'entreprises acceptées par le public. Les Français suivaient de loin les spéculations de la Grande-Bretagne. La guerre d'Espagne avait, en 1823,

(1) Après la crise, les billets de un et deux pounds furent supprimés en Angleterre, mais permis en Ecosse.

entravé quelque peu les affaires. Mais, dès qu'elle fut terminée, les opérations prirent une grande extension. Le total des affaires de la Banque de France, qui avait été de 718 millions de francs en 1823, monte à 1.058 millions en 1824 et 1.223 millions en 1825.

Mais l'impulsion donnée aux affaires fut de courte durée. Dès que certaines entreprises ne donnèrent plus les bénéfices espérés, dès que la consommation devint languissante pour tous les produits offerts et découragée par la baisse persistante des produits anglais, qui cherchaient à s'écouler en France, le mouvement s'arrêta. Les engagements n'étaient pas considérables ; aussi la liquidation fut aisée. Ce qui la facilita considérablement, ce fut l'abondance du numéraire dans les caisses des banques. L'encaisse de la Banque de France ne fut pas sensiblement diminué.

Aux Etats-Unis, la crise de 1825 fut purement une crise d'effervescence. Elle provint de la spéculation sur les cotons et de l'engouement pour les banques. La crise éclata en juillet 1825. Sa liquidation eut, comme en Angleterre, des répercussions sociales. Le nombre des tisserands employés à Philadelphie tomba de 4.000 à 1.000. La liquidation fut rapide et la prospérité revint dès 1827.

La Crise de 1836-1839. — Nous avons insisté sur l'absolue nécessité de maintenir dans un pays de grande industrie, qui semble poussé invinciblement vers les excès d'immobilisation, une masse de valeurs disponibles que nous avons appelées fonds d'acquisition. Ce fonds d'acquisition doit être réel (1). Il doit être constitué par des lingots, des valeurs réalisables, du numéraire ou du papier bancaire ou commercial qui représentent des réalités (2).

Si le papier bancaire ou commercial n'est pas solidement gagé, il repose uniquement sur le crédit, sur la confiance : et, en l'espèce, sur une confiance excessive. Lorsque, pour une raison

(1) Il doit être constitué réellement par des biens économiques consommables facilement et rapidement. Les espèces monnayées ou les papiers commerciaux et bancaires qui les suppléent ne sont que la représentation de ces biens. C'est la multiplication de ces biens qui multiplie le fonds d'acquisition et non pas la seule multiplication de leur représentation. On ne nourrit pas les hommes avec de l'or ou des chèques.

(2) Si les industriels et les commerçants émettent du papier en représentation de produits qui n'existent pas ou de produits dont les prix sont extrêmement majorés (ce qui existe en temps de crise d'effervescence), et si les banques livrent des billets autant que ces industriels et commerçants en demandent en représentation de leurs effets présentés à l'escompte, on se trouve en présence d'un fonds d'acquisition fictif, composé de billets et d'effets douteux.

quelconque, cette confiance vient à être amoindrie, la valeur du papier, qui était en grande partie fictive, sera annihilée et le fonds d'acquisition manquera, par suite de sa dépréciation Par conséquent, le fonds d'acquisition doit être réel, sérieux ; s'il est fictif, c'est comme s'il était inexistant. A la première panique, il s'évanouira et les moyens d'acquisition feront défaut ; cause évidente des crises.

Les Anglais appellent *over-issue* cette opération déplorable qui consiste à émettre du papier bancaire et des billets de banque insuffisamment gagés et garantis.

C'est l'*over-issue* qui a été la cause, sinon de l'origine, du moins de l'aggravation de la crise de 1836-1839. L'effervescence et la spéculation furent produites par cet excès d'émission.

La crise de 1836-1839 prit naissance aux Etats-Unis. Elle se répercuta en Angleterre, puis en France et en Belgique. Elle arriva, une première fois, à son point culminant en 1837, puis, après une courte accalmie, elle recommença en 1839.

La Banque des Etats-Unis, depuis sa fondation en 1790 par le secrétaire d'Etat aux finances Hamilton, faisait le service de la trésorerie nationale.

En 1832, le secrétaire du Trésor demanda à la Banque 2.700.000 dollars pour rembourser une partie de la dette 3 0/0. Le directeur répondit en

demandant un délai de trois mois. On accorda ce délai, mais le gouvernement se méfia de cet établissement. Cette méfiance augmenta lorsqu'on apprit que le directeur de la Banque empruntait en Angleterre six millions de dollars à la maison Baring. La Banque était manifestement insolvable. Elle cachait son insolvabilité par une excessive émission de billets et une extrême spéculation sur la vente des terres. Le président Jackson entra alors résolument en lutte avec la Banque, refusa de ratifier sa prorogation (1) et, en 1833, ordonna de retirer de la Banque les dépôts du gouvernement. On plaça ces dépôts dans diverses banques des Etats particuliers. La Banque cessa toutes opérations avec l'Etat en 1836.

Mais ces sages mesures eurent des conséquences désastreuses. De peur que le général Jackson ne rétablît une nouvelle banque privilégiée, on créa de suite plus de cent banques, avec un capital de plus de 125 millions de dollars. Bien que l'émission de billets ne dût pas excéder le triple de ce capital, on n'observa pas cette clause et l'*over-issue* commença.

De plus, le directeur de la Banque des Etats-Unis obtint la prolongation de son privilège

(1) Le privilège de la Banque des Etats-Unis expirait en 1836.

comme Banque de Pensylvanie. Celle-ci défia le Congrès, viola les lois et ruina l'œuvre tentée par Jackson, en émettant des masses de billets et favorisant l'effervescence. Cette effervescence avait eu son origine dans l'amélioration de la situation économique des Etats-Unis. De 1817 à 1824 les dépenses de l'Etat avaient diminué de 39 à 24 millions de dollars. Les entreprises industrielles et agricoles furent particulièrement prospères de 1826 à 1836. Malheureusement ce progrès ne put être canalisé. Il dégénéra en poussée désordonnée, grâce aux facilités que les entrepreneurs obtinrent soit dans leurs emprunts en Angleterre et en Hollande, soit, comme nous venons de le dire, dans leurs banques. Au lieu de mettre en valeur les terres, on spécula sur elles. Au lieu d'outiller des manufactures, on spécula sur les constructions d'immeubles. On construisit, à New-York, 1518 maisons du 1er janvier au 1er septembre 1836. Les projets adoptés pour la construction des chemins de fer, des canaux, etc., montèrent à une valeur totale de 300 millions de dollars. Pour favoriser ce mouvement, les banques se livrèrent à une surémission effrénée. En 1837, leur émission atteignait 90.000.000 de livres sterling.

Les avertissements ne manquèrent pas, surtout de la part du président Jackson, qui déplorait cet état de choses. Ils furent impuissants à modérer

l'effervescence et la spéculation. Les prix des marchandises, les prix des terrains et les loyers des maisons atteignirent des hauteurs étonnantes. Les actions des banques menaient le branle par une hausse persistante.

Tout à coup, pour empêcher le départ pour l'Amérique des capitaux anglais, la Banque d'Angleterre augmenta le taux de son escompte. Ce fut le signal de la débâcle. La confiance disparut. Les billets n'eurent plus de valeur. Alors on ne put emprunter sur aucun gage, les emprunts demeurèrent impayés. Toutes les banques américaines suspendirent leurs paiements en espèces. Tout le métal disparut de la circulation. En 1837, 618 banques américaines firent faillite. Les prix, si élevés, tombèrent à rien. Après les banques de New-York, la Banque des Etats-Unis suspendit, elle aussi, ses paiements.

Cependant, la dépression de 1837 ne dura pas, grâce aux efforts du directeur de la Banque des Etats-Unis, qui réussit à attirer des sommes énormes d'Europe : 150 à 200 millions de dollars furent engagés à cette époque dans les banques et entreprises américaines. La faveur, on peut dire l'engouement pour les affaires américaines venait de ce que les emprunteurs des Etats-Unis exploitaient habilement les faits suivants : amortissement rapide des dettes de l'Union et des Etats

particuliers, récoltes magnifiques et toujours croissantes, ressources industrielles sans limites, etc.

Mais tout cet argent européen disparut dans la reprise de la crise en 1839. Celle-ci fut causée par la tentative d'accaparement du coton à laquelle se livra M. Biddle, le directeur de la Banque des Etats-Unis, aidé par la maison Hottinguer, de Paris. La spéculation sur le coton sembla réussir tout d'abord. En juillet 1838, le bénéfice était déjà de quinze millions de dollars. Et l'on comprend que les débuts de la tentative d'accaparement aient été heureux. M. Biddle, en effet, encaissait du métal à Londres, Paris et Amsterdam et payait les planteurs avec les innombrables billets que sa banque lui fournissait. Mais l'opération était trop fructueuse et, dans la seconde moitié de 1837, un très grand nombre de banques se fondèrent dans le Missouri, l'Arkansas, l'Alabama, la Géorgie et la Louisiane, qui firent les mêmes opérations que la Banque des Etats-Unis. Elles émirent du papier sans aucune règle. Cette *overissue* était tellement considérable que les billets perdirent bientôt 30 pour cent de leur valeur. Et la sur-émission se ruina elle-même. Les planteurs, qui gagnaient à la hausse du coton, ne gagnèrent plus rien quand le papier qu'on leur remettait en échange de leurs produits fut déprécié. Le stock du coton accaparé était, en même

temps extraordinaire(1).Ce stock augmenta encore, car le prix élevé enrayait les demandes. Ce fut la crise. Les lettres de M. Biddle furent protestées. L'argent européen n'alla plus en Amérique. La Banque des Etats-Unis sombra(2). Ses actions, qui étaient cotées avant le crack 1.500 dollars, tombèrent à 61 dollars. D'après les renseignements officiels(3), la crise de 1837-1839 eut pour résultats, aux Etats-Unis, 33.000 faillites et une perte de 440 millions de dollars.

Nous avons dit que les spéculations américaines avaient trouvé un aliment précieux dans les emprunts contractés en Europe ; il est donc naturel que les crises de 1837 et 1839 aient eu de sérieuses répercussions à Londres et à Paris.

La première répercussion de la crise américaine, en 1837, surprit l'Angleterre en pleine effervescence. Le progrès économique avait eu pour point de départ les bonnes récoltes de 1834 et 1835 et les bénéfices obtenus des emprunts espagnols, portugais et américains de 1834. Depuis la liquidation de la crise de 1825, l'industrie et le commerce avaient sérieusement progressé. Pour la

(1) De juin à juillet 1838, il s'éleva de 58 à 90 millions de balles, pour la Banque seule.

(2) En 1839, 959 banques américaines firent faillite.

(3) Rapports joints à la loi sur les faillites du 12 août 1841.

première fois, depuis la suppression des corporations chargées d'entretenir les routes, on se préoccupait des moyens de communication intérieurs de la Grande-Bretagne. Les routes étaient en fort mauvais état dans le Yorkshire et le Lancashire. Elles ne pouvaient utilement desservir les manufactures qui s'y multipliaient. Les usines actionnées par la vapeur avaient besoin de charbon ; les établissements métallurgiques avaient besoin de minerai. Ces poids lourds demandaient à être facilement transportés. Et voilà pourquoi on vit se multiplier les entreprises de canaux et de chemins de fer : Liverpool à Manchester, Londres à Birmingham et Liverpool, etc. Les tramways, qui semblent n'être qu'un moyen de communication tout récent, fonctionnèrent alors dans tous les districts miniers et industriels.

Ces entreprises étaient favorisées par le bas prix de la main d'œuvre. La condition des classes laborieuses était particulièrement misérable. Et l'on ne doit pas perdre de vue que si les bas salaires facilitaient l'accroissement des profits industriels et commerciaux, ils n'en constituaient pas moins un danger social et politique. C'est en 1835 que le mouvement chartiste s'organisa et provoqua ces troubles et ces émeutes qui désolèrent si longtemps l'Angleterre.

Depuis la fin de 1835, l'essor économique de

l'Angleterre avait dépassé les limites raisonnables et se transformait en spéculation. La cause de cette transformation était, comme aux Etats-Unis, la sur-émission. Les *joint-stock banks* se créèrent en masse pour profiter de la prospérité nationale. Elles la compromirent en créant ce fonds d'acquisition factice contre lequel nous nous sommes élevé. Sans compter les chèques et autres papiers commerciaux, leur émission de billets s'éleva rapidement à 3.500.000 livres. En 1836, on compta 670 de ces banques avec 37.000 actionnaires. Bien entendu, la Banque d'Angleterre (1) et les anciennes banques privées émirent aussi des billets en excès. L'extension des *joint-stock banks* à l'Irlande vint aggraver la situation au dernier degré. On vit alors se renouveler les phénomènes d'effervescence que nous avons indiqués à propos de la crise de 1825. La seule différence, c'est que les entreprises de 1825 avaient leur siège d'exploitation à l'étranger, principalement au Mexique et dans l'Amérique du Sud, tandis que la spéculation de 1836 était purement intérieure. Les actions des chemins de fer furent les premières à dépasser le pair, au printemps de 1836 ; elles furent rapidement suivies, dans leur hausse ininterrompue, par

(1) De 1833 à 1836, le portefeuille de la Banque d'Angleterre passe de 3.800.000 livres à 19.900.000, tandis que son encaisse métallique tombe de 11.460.000 à 3.800.000.

toutes les actions des entreprises qui n'étaient basées que sur les plus vagues espérances.

Ce fut alors que la Banque d'Angleterre essaya de retenir sa réserve, qui fuyait peu à peu en Amérique et releva son escompte d'abord à 4 1/2 (juillet 1836), puis à 5 % (août). Là-dessus, les banques d'émission, au lieu de suivre l'exemple de la Banque d'Angleterre, se mirent à augmenter leur circulation de billets de cinq pour cent. Malgré cette fausse manœuvre, qui retarda la liquidation, il fallut bien modérer l'effervescence quand une grande banque irlandaise suspendit ses paiements (1). Alors le crédit s'affaissa, les affaires à terme cédèrent le pas aux liquidations au comptant. La baisse des prix eut lieu de décembre 1836 à juillet 1837. A partir de ce moment la liquidation semblait en bonne voie. Le papier douteux disparaissait ; l'encaisse métallique de la Banque remontait de 3.800.000 livres à 10.500.000 livres.

Malheureusement, l'accalmie fut courte et la liquidation fut interrompue. Nous avons dit comment les Américains réussirent à s'approvisionner de capitaux en Europe, pendant le cours de 1838. La réserve de la Banque, de ce chef, retomba à 2.400.000 livres. On s'aperçut alors de la solidarité

(1) *Agricultural and commercial Bank*, 14 novembre 1836.

qui unissait le marché américain au marché anglais. Deux liens principaux existaient entre eux : l'industrie cotonnière et les emprunts d'Etats. L'Amérique du Nord était alors vis à-vis de l'Angleterre dans la situation qu'occupent aujourd'hui les colonies australiennes vis-à-vis de la métropole, au point de vue des matières premières. Les Etats-Unis approvisionnaient exclusivement de coton les manufactures du Lancashire, de la même façon que l'Australie approvisionne aujourd'hui exclusivement de laines Bradford, Huddersfield; etc. D'autre part, l'Union, les Etats et les banques puisaient largement dans les coffres-forts anglais.

Aussi le crack américain eut des conséquences terribles dans le Royaume-Uni. Les très nombreux prêteurs qui avaient fait des avances sur les produits américains, évalués aux prix excessifs où les avait poussés l'effervescence, ne savaient comment rentrer dans leurs déboursés. Ceux qui avaient participé aux spéculations sur les terres et les cotons américains, ainsi que les détenteurs d'actions de banques américaines, pouvaient considérer leur argent comme complètement perdu. La Banque d'Angleterre prit les mesures les plus énergiques. Le 16 mai 1839, elle éleva son escompte à 5° /$_0$; le 23 juin, à 5 1/2 °/$_0$. Elle vendit pour 760.000 livres de valeurs. Elle tira sur Paris 600.000 livres en lettres de change. Cela n'empê-

cha pas l'encaisse de tomber à 2.960.000 livres. Enfin, la liquidation put s'effectuer quand M. Baring obtint des banquiers de Paris et de Hambourg de tirer pour 2 millions de livres, en lettres de change, sur la première de ces places et 900.000 livres sur la seconde.

Nous avons dit que la sur-émission avait considérablement aggravé les crises dues à l'effervescence de 1837 et de 1839. En Angleterre, après ces deux fortes secousses, on considéra que l'abus de l'émission des banknotes était la cause unique des crises et l'on voulut la réprimer et l'empêcher dans l'avenir.

Et comme la Banque d'Angleterre occupait une place exceptionnelle dans la masse des banques anglaises, qu'elle était le vrai régulateur du marché, on se préoccupa de réglementer son émission de billets. Le *Bank Act* de 1844 fut la conséquence de cette manière de voir (1).

Les relations de la France avec les Etats-Unis n'étaient pas aussi étroites que celles qui unissaient le Royaume-Uni et la grande République.

(1) On sait que, par cet *Act*, la Banque d'Angleterre fut divisée en deux départements, le département chargé exclusivement des opérations de banque et le département chargé exclusivement de l'émission des billets. Cette émission fut limitée à la somme de son encaisse et de son capital. Ce système est le *currency principle*.

C'est pourquoi la répercussion de la crise, soit en 1837, soit en 1839, ne se fit sentir à Paris qu'indirectement, en passant par Londres. Cependant, les affaires françaises, en pleine prospérité depuis la révolution de 1830, subirent un moment d'arrêt aux deux époques indiquées Il convient de noter la tenue remarquable de la Banque de France à cette époque. Elle put livrer à la circulation 103 millions en espèces, au moment de la dépression de 1837. Et, en 1839, elle vint au secours de la Banque d'Angleterre en lui transmettant, par l'intermédiaire de la maison Baring, 50 millions de francs. Du reste, la tenue de la Banque de France fut solidement secondée par l'épargne française. En 1836, lorsque l'encaisse était sérieusement entamé, l'or affluait des départements vers Paris et sauvait la situation.

Les mêmes contre-coups crisiaques se firent sentir en Belgique, où la Banque nationale suspendit ses paiements à la fin de 1838 ; à Hambourg, où l'on dut porter le taux de l'escompte à 7 0/0, etc.

La Crise de 1847. — L'établissement des premiers chemins de fer rencontra beaucoup d'obstacles. Les promoteurs du nouveau mode de locomotion eurent à lutter plus difficilement et plus longtemps qu'on ne le croit généralement.

Mais lorsqu'il fut bien établi que la révolution dans les modes de transports était inévitable, il se fit dans l'esprit public un revirement absolu. Autant on s'était montré défiant, rebelle et même hostile, autant on fut plein d'enthousiasme. L'engouement fut général. On se rua les yeux baissés, avec un optimisme inconcevable, sur toutes les entreprises de chemins de fer proposées, comme de nos jours on s'est précipité sur les titres les plus aléatoires des mines d'or transvaaliennes.

Il se produisit alors le phénomène contre lequel nous nous sommes mis en garde, l'excès des immobilisations, le détournement d'une portion exagérée des valeurs disponibles d'un pays vers des entreprises qui absorbaient et fixaient pour longtemps une trop grande quantité de capitaux. Il y eut une diminution excessive du fonds d'acquisition national provenant d'une disproportion entre les capitaux qu'on immobilisait, sans espoir de prochains revenus, et les capitaux de circulation extrêmement raréfiés. Nous avons vu comment cet état de choses crée la crise économique.

C'est en Angleterre, pays plus développé qu'aucun autre à cette époque, au point de vue économique que la crise prit naissance ; elle fut comme un malheureux baptême des chemins de fer naissants.

Depuis 1842, la prospérité du Royaume-Uni était surprenante. Les récoltes de 1842, 1843 et 1844 avaient été bonnes. L'activité industrielle était de bon aloi. Les capitaux abondaient. La réserve métallique de la Banque d'Angleterre passe de 2.400.000 livres, en 1839, à 16.600.000 livres, en 1845 (1). Les dépôts privés s'élèvent de 3.200.000 l. à 18.900.000 livres. Le taux de l'intérêt tombe de 6 % à 5, 4 1/2, 3 1/2, 2 1/2 et en 1843, à 2 % et à 1 1/2 %. Il convient même de remarquer que cette baisse du taux de l'intérêt dénotait un certain affaissement de l'esprit d'entreprise. Mais le réveil fut particulièrement fiévreux. Les préoccupations des financiers et des hommes d'affaires se portèrent uniquement sur la construction des chemins de fer, et cette concentration des efforts financiers et industriels produisit une étonnante effervescence. Tout ce que l'on put réunir de disponibilités, de réserves et d'argent emprunté fut détourné vers les nouvelles entreprises. On doit remarquer que ces capitaux considérables ne furent pas seulement

(1) Voici la progression :

3.900.000	livres	en 1841
11.100.000	—	en 1842
14.900.000	—	en 1843
16.300.000	—	en 1844
16.600.000	—	en 1845

détournés, mais gaspillés en grande partie, c'est-à-dire perdus au point de vue économique.

L'engouement devint bientôt une spéculation folle. Les projets inconciliables étaient présentés concurremment et luttaient, par tous moyens, pour obtenir la préférence. La chasse aux concessions se faisait au grand jour ; et nul ne se préoccupait de la valeur réelle de l'entreprise pour laquelle on sollicitait l'autorisation des pouvoirs publics. Les projets se vendaient à prime. En juillet, août et septembre 1845, ces primes étaient énormes (1). Et naturellement tout le monde voulait en profiter ; même les plus pauvres individus rassemblaient les petites épargnes, amassées sou par sou, pour acheter des actions et les passer aux voisins, après leur hausse.

En vain le Parlement essaya d'arrêter, par des réglementations gênantes, les demandes de chartes qui étaient par trop déraisonnables. Rien ne put enrayer les efforts de ceux qui précipitaient la confection des rapports, des estimations, des plans et des évaluations de profits.

On faisait sept ou huit projets pour chacune des voies possibles. Si la moitié des lignes proposées dès le début avait été exécutée, la Grande-Breta-

(1) Les actions de 50 livres du chemin de fer de Leeds, sur lesquelles on avait versé 2 liv. 10 sh., étaient vendues 3 liv. 10 sh. en mars et 23 liv. 15 sh. en septembre.

gne aurait été couverte d'un réseau tellement serré de chemins de fer que tout trafic aurait été impraticable. On ne cherchait qu'à multiplier les projets. Chacun voulait faire triompher le sien. C'était la fortune en perspective, non seulement pour les manieurs de capitaux, mais pour les ingénieurs, dessinateurs, hommes de loi, ainsi que pour les propriétaires du sol, qui demandaient pour leurs terrains des prix qu'ils n'auraient jamais obtenus, même dans les plus heureuses transactions.

Par rapport aux nécessités du moment, et surtout proportionnellement aux capitaux dont on pouvait alors disposer, le nombre des chemins de fer proposés était tout à fait déraisonnable. Dans un seul jour, le 16 juillet 1845, soixante-cinq bills pour les railways reçurent l'approbation royale. Ces bills autorisaient la construction de 600 milles de voies ferrées qui devaient coûter au moins 13.000.000 de livres. Dans la même session du Parlement, on présenta 678 projets. Le Parlement en adopta 136, dont le capital total s'élevait à 26.000.000 de livres. On fit un appel de fonds aux actionnaires anglais de chemins de fer nationaux ou étrangers, qui s'éleva, dans un seul mois, à 5.227.725 livres. De 1845 à 1847, on dépensa, pour le moins, 90.000.000 de livres en construction de railways. Et l'on peut évaluer à

500 millions de livres la valeur totale des chemins de fer projetés à cette époque. Cet excès d'immobilisation devait fatalement amener une crise. Elle se manifesta plus violente qu'on ne le supposait, parce que, précisément au moment où l'on raréfiait à l'extrême les capitaux de circulation, ceux-ci furent reconnus plus nécessaires que jamais. En effet, au plus fort de l'effervescence sur les chemins de fer, il survint une série de mauvaises récoltes (1). En 1846, on se trouva simultanément en présence d'une mauvaise récolte de pommes de terre en Irlande, d'une récolte déficitaire du coton en Amérique et d'une moisson de céréales infime en Angleterre. Le prix des choses nécessaires à la vie se mit à doubler et à tripler. Et la misère des classes laborieuses commença tout de suite. Les ouvriers étaient congédiés dans toute l'Angleterre, pendant que des milliers d'Irlandais mouraient de faim. Cette misère et l'agitation qu'elle suscita eut pour conséquence l'abrogation des *Corn Laws*.

A ce moment, la Banque d'Angleterre, sauvegarde du marché national, se conduisit avec la plus grande imprévoyance. Elle conserva jusqu'au

(1) Il fallut alors beaucoup de capitaux disponibles pour acheter le blé étranger, pour surpayer le coton devenu rare, pour s'approvisionner en matières premières dont le prix haussait en raison de l'effervescence.

14 janvier 1847 le taux de l'escompte à 3 0/0, ce qui facilita l'effroyable drainage de l'or, qui fit tomber la réserve métallique de 16.300.000 livres, le 29 août 1846, à 9.867.000 l. le 17 avril 1847. Pendant ce temps la réserve des billets passait de 9.450.000 livres à 2.558.000 livres.

La crise éclata. Elle se compliqua d'une spéculation sur les blés. Et le prix du blé qui tomba, en quatre mois, de 102 s. à 48 s., surprit de nombreuses maisons de commerce des grains qui n'avaient pas prévu ce brusque changement et ne purent faire face à leurs affaires. Les actions des railways perdirent de 15 à 25 0/0. Les consolidés, qui se tenaient à 94 en janvier 1847, ne valurent plus que 79 au mois d'octobre.

La Banque avait relevé rapidement son taux d'escompte : 3 0/0 le 14 janvier 1847, 3 1/2 après cette date, 4 0/0 le 21 janvier, 5 0/0 le 8 avril, 5 1/2 0/0 fin avril, 6 0/0 le 23 septembre ; le 16 octobre, il atteignait 9 0/0. L'*Act* de 1844 fut alors reconnu par tous insuffisant, et le 23 octobre on le suspendit. L'escompte resta à 8 0/0. Ce fut cette élévation du taux d'escompte, et non le jeu de l'*Act* de 1844, qui sauva l'encaisse et permit la liquidation. Le calme reparut et la confiance commença à renaître, alors que la Banque n'avait émis que 400.000 livres en nouveaux billets.

La crise anglaise de 1847 se répercuta partout.

On vit alors que les grands marchés européens devenaient étroitement solidaires. Paris, Amsterdam, Francfort, New-York furent affectés comme Londres. Ces bouleversements économiques furent une des causes du mouvement révolutionnaire de 1848, qui prit des proportions européennes.

En France, la reprise des affaires avait commencé dès 1841. En 1843, il existait une grande affluence du numéraire ; les capitaux s'offraient à moins de 4 0/0. L'occasion fut saisie avec empressement par les entrepreneurs et, dans le courant de 1845, les Compagnies de chemins de fer absorbèrent la plus grande partie des capitaux qui s'offraient encore avec abondance au commencement de l'année. Avec les mauvaises récoltes de 1846, les embarras commencèrent. Le prix du blé, de 24 fr. 06 en 1846, s'éleva à 29 fr. 01 en 1847 et occasionna une importation de 209 millions de fr. Du 1er juillet au 1er janvier 1847, la réserve de la Banque de France baisse de 252 millions à 80 millions. Le 14 janvier 1847, le conseil de la Banque porte à 5 0/0 le taux de l'intérêt, qui était resté à 4 0/0 pendant 27 ans. La situation s'améliora aussitôt et l'encaisse s'éleva à 226 millions en février 1848. Mais survint la Révolution. Nous ne nous trouvons plus dans le processus d'une crise économique. Les bouleversements politiques entraînèrent une diminution immédiate de l'en-

caisse de 183 millions, suivie de l'établissement du cours forcé. L'affaissement fut de courte durée. L'encaisse était déjà de 258 millions à la fin de 1848. Le 6 août 1850, une loi abolit le cours forcé.

La Crise de 1857. — La crise de 1857 a eu la même cause que celle de 1837. Elle a été engendrée directement par l'abusive extension du crédit, c'est-à-dire par la substitution d'un fonds d'acquisition fictif au fonds d'acquisition réel, que nous avons reconnu indispensable au progrès régulier des demandes et au développement normal des échanges qui résulte de ce progrès. Et comme le crédit fictif disparaît brusquement et complètement, comme un ballon crevé, dès que son inanité est reconnue, de même la crise de 1857 éclata brusquement, sans préliminaires, en stupéfiant tous les hommes d'affaires. Son intensité fut extrême dès le moment même de son explosion. Mais elle fut aussi brève que redoutable. Comme le marché était sain, la crise fut vite conjurée et plus rapidement encore liquidée.

Le marché était sain, au fond ; et voici pourquoi. Après la cicatrisation des blessures occasionnées par les troubles économiques de 1847 et les révolutions politiques de 1848, les nations civilisées d'Europe et d'Amérique entrèrent dans la plus belle époque de prospérité des temps modernes.

Les dix ans qui séparent 1847 de 1857 peuvent être considérés comme l'épanouissement du système industriel et commercial que nous ne faisons actuellement que perfectionner. Au point de vue du développement économique, on a pu dire que cette période est comparable à celle qui suivit la découverte de l'Amérique. Le merveilleux développement des chemins de fer et la multiplication des bateaux à vapeur joints aux découvertes des gisements aurifères de la Californie, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande engagèrent l'Amérique et l'Europe dans un état d'effervescence inconnu jusqu'à ce jour.

C'est en 1847 qu'on découvrit l'or en Californie, et dès 1849 les conséquences de cette découverte se firent sentir. Ce fut d'abord une plus grande facilité dans les échanges et une hausse générale des prix. Avant cette découverte des mines d'or de l'Ouest américain, la baisse de toutes les marchandises était si générale et si persistante que l'on discutait sérieusement la question de démonétisation de l'or et de son remplacement par l'argent. On exagérait les conséquences de cette « appréciation de l'or » et on expliquait par la rareté de l'or l'obligation dans laquelle s'était trouvée la Banque d'Angleterre de suspendre ses paiements en espèces de 1797 à 1819. La vérité, c'est qu'en raison des progrès de la grande industrie et de la multi-

plication des besoins, il se manifestait une certaine gêne dans le mécanisme des échanges. Cette gêne disparut avec la mise au jour des lingots californiens et la voie fut, par là, largement ouverte à la prospérité. La seconde conséquence de la découverte des mines d'or, — et c'est ici une remarquable confirmation de notre théorie, — ce fut un développement considérable des demandes (1). Une masse d'individus qui végétaient en Allemagne, en Angleterre et dans les pays scandinaves, et même qui mouraient de faim en Irlande, se transportèrent sur les placers. Avec le premier or, facilement extrait, ils demandèrent à l'Europe une quantité extraordinaire de produits manufacturés et aux agriculteurs américains une masse de denrées alimentaires. Le mouvement que nous indiquons fut si considérable que c'est à partir de ce moment que l'Angleterre abandonna l'agriculture pour se vouer exclusivement à l'industrie, et que réciproquement l'Amérique du Nord se transforma en une vaste ferme qui prit l'habitude de fournir, en plus des matières premières qui faisaient l'objet de son ancien trafic, toutes les céréales dont le Royaume-Uni avait besoin.

Ce fut l'Amérique qui prit le plus grand déve-

(1) Cette augmentation des demandes remorqua la production et produisit la prospérité économique.

loppement dans la période prospère 1847-1857, en raison de ses ressources de pays jeune, de ses nouvelles mines d'or, du développement de son agriculture et des grandes immigrations irlandaises et germaniques dont nous avons parlé. Aux yeux de la vieille Europe, l'Amérique du Nord avait alors le prestige de la Terre promise. Aussi les capitalistes s'engageaient avec ardeur dans les affaires américaines. Du reste, les Américains faisaient tout ce qui était possible pour faire valoir leurs entreprises et attirer les capitaux étrangers. Ils donnèrent notamment la plus grande publicité à un Rapport officiel, publié au commencement de 1857, dont voici un rapide résumé.

« L'année 1856 a donné des résultats sans exemples. L'Amérique a fait des progrès de géants. La mise en culture de nouveaux territoires, le résultat des récoltes abondantes, des manufactures qui se sont multipliées, des mines, des transports, des chemins de fer, l'état des exportations et des importations, l'amélioration des cités, tout ce qui peut contribuer à l'enrichissement d'un grand pays a subi une telle impulsion que jamais, depuis la Déclaration de l'Indépendance, les plus optimistes n'avaient osé rêver une telle prospérité. Au Clearing-House de New-York, on a constaté un développement d'affaires de 1.300.000.000 de dollars, soit une augmentation de 30 %. Les

importations et les exportations de New-York ont augmenté de 33 °/₀ en 1856, et le trafic des chemins de fer de 20 à 30 °/₀. »

On avait acheté plus de 17.600.000 acres de terrains d'Etat, étendue qui équivaut à la surface de la Belgique et de la Hollande réunies. On mit à la disposition des Etats qui en feraient la demande 39.700.000 acres pour l'établissement des voies ferrées, ce qui équivaut à la superficie d'un tiers de la France. La production s'éleva, en 1856, à 2.600.000.000 de dollars ; elle avait triplé en quinze ans. La propriété immobilière était estimée à plus de 11 milliards de dollars et la population s'élevait à 27.000.000 d'habitants. La dette publique avait été réduite, cette même année, de 30.000.000 de dollars, soit de 25 °/₀. La longueur des lignes télégraphiques excédait 50.000 milles anglais. Les chemins de fer virent leur longueur portée à 24.000 milles en 1856, et leur coût de construction était le plus réduit (1).

(1) Coût de l'établissement des chemins de fer :

	milles anglais	coût en dollars	coût par mille
Etats-Unis (1856)	24.194	846.825.000	35.000
Gde-Bretagne (1855)	8.297	1.487.916.420	179.000
France (1856)	4.038	616.118.995	152.000
Allemagne (1855)	3.213	228.000.000	71.000
Prusse (1855)	1.290	145.000.000	63.000
Belgique (1855)	1.005	98.500.000	30.000

Il n'est pas surprenant qu'une telle prospérité ait été particulièrement attirante pour les capitaux européens. Mais ces capitaux ne suffirent pas à l'effervescence qui s'était emparée des marchés américains. Les hommes d'affaires et les spéculateurs voulaient aller vite. C'est ce qui les perdit. On constitua donc ce que nous avons appelé un fonds d'acquisition fictif. Le papier, derrière lequel ne se trouvait pas de contre-partie, pullula. On multiplia abusivement les obligations de chemins de fer (1). Mais il faut noter que ce ne furent pas les banques, mais le public lui-même qui provoqua l'abus de l'émission du papier (2). C'est ce qui distingue la crise de 1857 de la crise de 1837. Celle-ci a eu pour principale cause l'excès des émissions de billets de banque. La crise de 1857 provient de l'excès de l'émission du papier commercial. Comme l'a très nettement indiqué M. Juglar (3) : « A aucune époque on n'avait recherché et obtenu sur une pareille échelle du

(1) On en plaça pour un million de livres sur les marchés d'Europe.

(2) Dans les banques de New-York, la circulation des billets diminua même de 800.000 dollars, de juin 1856 à juin 1857. Cependant il faut noter que les banques s'étaient multipliées : 707 en 1846, 1416 en 1857, avec un capital, relativement au nombre des banques, extraordinairement peu considérable.

(3) *Crises commerciales*, 2e éd., p. 471.

crédit par simple circulation de papier ; le papier fictif fut l'origine de toutes les ruines. Pour le mettre en circulation, on eut recours aux combinaisons les plus variées et la fraude n'y fut pas étrangère ; les noms même devenaient fictifs, on ne pouvait les retrouver. Ce n'étaient que feintes et dissimulations sous toutes les formes pour arriver à spéculer sans capital, sans produits échangés, sans transactions sérieuses entre celui qui tirait la lettre de change et celui qui l'acceptait. »

Ce qui poussait le public à multiplier le papier c'était l'abondance de l'or que l'on rencontrait partout. Ce phénomène a sûrement induit en erreur les hommes d'affaires qui étaient portés à donner à l'or l'importance des produits réels. Mais l'or ne vaut que comme représentation des utilités, des biens économiques. La multiplication des lingots californiens n'augmentait pas la richesse nationale comme on le croyait. Les revenus des Américains et les capitaux qu'ils empruntaient à l'Europe, avaient deux destinations dangereuses, et, comme nous l'avons indiqué dans nos précédentes explications, favorables à l'éclosion des crises : une partie de ces ressources était immobilisée, et cette partie était excessive. Elle s'engloutissait dans les chemins de fer, les manufactures de la Nouvelle-Angleterre, les mines de fer et de charbon de Pensylvanie et même dans les mines d'or, car,

lorsque les plus accessibles dépôts alluvionnaires eurent été complètement épuisés, il fallut s'avancer dans le pays pour chercher le précieux métal, il fallut l'extraire du quartz, creuser des puits à des profondeurs considérables, installer des machines pour écraser le minerai, etc. Quant à la partie des ressources américaines ou empruntées par les Américains, qui n'était pas immobilisée elle servait à obtenir des produits agricoles ou manufacturés. Mais ceux ci étaient, sur une très grande échelle, tenus en réserve, mis hors vente. La hausse des prix étant continuelle, les spéculateurs et même les manufacturiers et les agriculteurs espéraient toujours pouvoir vendre à des prix supérieurs. Ils attendaient en accumulant leurs produits. Situation extrêmement dangereuse, car, nous l'avons déjà dit, ces produits étaient obtenus, en grande majorité, grâce aux capitaux empruntés à Hambourg, Londres et Paris.

On comprend, dans ces conditions, que la crise de 1857 ait commencé par l'Amérique, et spécialement par New-York.

Au commencement de l'été, le monde des affaires n'avait pas de craintes. Cependant, sur la fin du mois d'août, pendant que les banquiers et les hommes d'affaires prenaient leurs vacances et avaient quitté New-York, quelques petites faillites survinrent. Puis successivement l'Ohio-life, la

Mechanie-Banking Association, les banques de Pensylvanie et de Maryland succombèrent. Alors les commerçants, les banquiers, les boursiers se précipitèrent dans New-York, perdant la tête. On suspendit les avances, on fit des appels de fonds aux débiteurs, le taux de l'escompte monta à 25 °/₀. Au mois d'octobre, la crise fut complète. Le commerce de première nécessité pouvait à peine s'effectuer. Le taux de l'intérêt monta à 60 et même à 100 °/₀. La consternation régnait partout. Cet état de choses était encore aggravé par l'extrême excitabilité qui caractérise les Américains. Le 13 octobre, dix-huit banques succombaient, faisant perdre à leurs déposants 21.000.000 de dollars. Le prix des denrées baissait de 10 à 35 °/₀. Quatorze grandes Compagnies de railways, dont les noms étaient sur toutes les bouches à Londres, l'*Illinois Central*, la *Philadelphia and Reading*, la *New-York and Lake Erie*, etc., suspendirent leurs opérations. Les manufactures, les unes après les autres, fermaient leurs portes ou réduisaient leur production. Elles avaient forcé leur rendement pour accumuler le plus de produits possible dans l'espérance de marchés très avantageux ; elles se trouvaient maintenant en présence d'une dépréciation qui atteignait 15 et 20 °/₀, ce qui mettait le prix de vente bien au-dessous du prix de revient. L'accumulation des

matières invendables fut portée à l'extrême par une diminution considérable des demandes de coton de la part des manufactures anglaises et par l'arrivée à maturité de la plus abondante récolte qu'eussent connue les Etats-Unis. Le blé fut invendable et des centaines de millions de boisseaux furent perdus. Le chômage s'étendit à toutes les branches de l'industrie. La crise frappa toutes les classes de la société.

En Angleterre, la crise de 1857 se manifesta comme une conséquence de la débâcle américaine. Nous avons vu comment l'Amérique, envahie par l'immigration irlandaise, anglaise et germanique, était devenue un très gros client pour l'industrie anglaise. L'arrêt des demandes américaines, quand la crise eut éclaté à New-York, devait nécessairement provoquer la crise à Londres. De plus, l'excès des immobilisations en railways était positif dans le Royaume-Uni, bien que la longueur des chemins de fer anglais sembla peu de chose en comparaison des dimensions formidables des railways américains. Cependant, il faut remarquer que l'argent employé en Angleterre dans les immobilisations était pris sur le fonds d'acquisition anglais et ne venait pas de l'étranger par voie d'emprunt, comme pour les chemins américains ; que ceux-ci, d'ailleurs, étaient en partie construits avec des fonds anglais qui s'immobilisaient à l'excès

autant en Amérique qu'en Europe. Enfin, l'or qui arrivait en Angleterre de Californie et d'Australie faisait naître, parmi les hommes d'affaires, ce sentiment de sur-confiance dont nous avons indiqué les fâcheux résultats (1). Ajoutons certaines causes politiques dont nous connaissons les habituelles conséquences économiques. La guerre de Crimée s'était terminée en 1856. Avec la paix était survenue, comme en 1815, une notable diminution de demandes de toutes sortes, car la guerre avait été un bon client pour le commerce britannique. Pendant la guerre même, la confiance et l'entrain commercial n'avaient pas fait défaut, parce qu'on s'était vite aperçu que la guerre serait circonscrite en Crimée et qu'aucune complication n'était à craindre. Dernière cause de la crise anglaise : une grande révolte aux Indes avait arrêté les demandes de produits anglais pour ce pays.

Et voilà pourquoi, deux mois après le crack de New-York, la *Liverpool City Bank* fermait ses portes (27 octobre). Dans les premiers jours de novembre, les principales maisons en relation avec les places américaines succombèrent les unes après les autres : le 7, la maison *Denniston and C°* ; le 11, la *City of Glasgow* ; le 17, la *Wolverhampton*

(1) De 1850 à 1864, l'excédent des importations d'or, en Angleterre et en France, s'élevait à 3.396 millions de francs.

Bank ; le 26, la *Northumberland and Durham district Bank*. Le 9 novembre 1857 — et cette date est restée dans la mémoire de tous les Écossais — la *Western Bank of Scotland*, dont le capital-action était de 1.500.000 livres et les dépôts de plus de 5.000.000 de livres, suspendit ses paiements, entraînant dans sa ruine ses quatre-vingt-dix-huit succursales. Cette chute occasionna une panique extraordinaire parce que ces nombreuses succursales avaient servi à drainer les petites épargnes des fermiers et des modestes artisans.

La faillite de la *Western Bank of Scotland* eut sa répercussion grave sur la Banque d'Angleterre. Celle-ci luttait déjà péniblement pour défendre son encaisse ; elle vendait des valeurs du gouvernement, mais sans résultat appréciable. Les embarras écossais et irlandais (1) lui firent élever son taux d'escompte à 6 0/0 le 8 octobre, 8 0/0 le 19 octobre, 9 0/0 le 5 novembre, 10 0/0 le 10 novembre, 12 0/0 le 18 novembre. Le 11 novembre, le département de banque vit ses opérations réduites à 1.462.153 l. ; ses valeurs en caisse, gage des avances effectuées, valaient 26.113.453 l. Le 18 novembre, le fonds de réserve resta 1.552.686 l. et

(1) Le 10 et le 11 novembre, on envoya un million de livres en Irlande. Le 11 novembre, la réserve métallique était tombée à 7 millions de livres et la réserve des billets à 957.000 livres.

les valeurs montaient à 30.000.000 de livres environ. La panique était grande et la ruine menaçait les plus solides maisons. Les Directeurs de la Banque demandèrent au Gouvernement de suspendre le Bank Act de 1844 et de permettre l'émission de banknotes dépassant les lingots. Le 12 novembre, cette permission fut accordée, à la condition que le taux de l'escompte fut maintenu à 10 0/0. On se rendit compte alors que la crise était plus grave qu'en 1847. A cette époque, en effet, après la suspension de l'*Act.* de 1844, une émission de 400.000 livres de billets suffit, sans dépasser la limite réglementaire de 14 millions de livres. Mais en 1857, il fallut dépasser ce maximum de 928.000 livres sterling (1).

La situation s'améliora bientôt après. Mais la crise, si courte fût-elle, avait été terrible. Les répercussions sociales furent plus grandes que jamais en Angleterre. Dans le Staffordshire, la faillite d'une banque arrêta le travail dans les po-

(1) Excédent de la circulation en violation du Bank Act :

13 novembre 1857	786.000	livres
14 »	622.000	»
16 »	860.000	»
17 »	836.000	»
18 »	852.000	»
19 »	896.000	»
20 »	928.000	»

teries et occasionna le chômage de 30.000 ouvriers. Dans le Northumberland, la chute d'une autre banque occasionna l'arrêt du travail dans les houillères et les forges. Les entrepreneurs durent, presque partout, mettre la machine industrielle au repos.

« On peut évaluer à 500.000 l. la dépréciation du matériel des manufactures de coton. Celle des manufactures de laine et de soie ne fut pas moindre. Les rapports d'avril 1850 accusaient un total de 370.000 personnes employées dans les manufactures de coton. En raison de l'accroissement de la production, on doit porter ce chiffre à 390.000, travaillant au moment de la crise (octobre 1857), pour un salaire hebdomadaire moyen de 10 sh. 6 d. par tête. Or, pendant les trois derniers mois de l'année 1857, les heures de travail effectuées n'excédèrent pas 36 par semaine, ce qui constitua une perte de 1 064.000 l. de salaires. Il convient d'ajouter à ce chiffre une perte de 500.000 l. sur les consommations accessoires, fer, charbon, huile, etc. Dans les districts métallurgiques, la situation devint aussi mauvaise. *The Staffordshire Advertiser* constatait, le 31 décembre, que la totalité des soixante-neuf hauts-fourneaux, qui faisaient travailler 28.000 personnes, avait cessé de fonctionner. On comptait, à la même époque, 41 hauts-fourneaux éteints, en Ecosse, avec 16.000 ouvriers

congédiés. Dans le South Wales, un tiers des hauts fourneaux furent abandonnés et tous les salaires furent réduits de 20 0/0. Les réductions de travail dans le Yorkshire et Durham occasionnaient, dans ces comtés, une diminution de salaires atteignant 5.000 l. par semaine. A Birmingham, les ordres étaient si rares que les travailleurs n'étaient plus employés que deux ou trois jours par semaine. On signalait de nombreuses grèves. On voyait des meetings publics d'ouvriers où l'on recherchait les moyens d'atténuer la misère générale. On établissait des fourneaux gratuits ; on fournissait du travail sur les routes publiques. Les rapports sur les applications de la loi des Pauvres accusent un accroissement significatif dans le nombre des assistés (1) ». Comme dans toutes les crises, l'abaissement considérable des prix ne provoquait que fort tardivement les demandes (2). Cependant la liquidation se fit bientôt dans de bonnes conditions. L'encaisse métallique de la Banque d'Angleterre se reconstitua. De 6 millions de

(1) Max Wirth, dans H. M. Hyndman, *Commercial crises of the nineteenth century*, pp. 82-83.

(2) Le saumon de fer écossais tomba de 84 s à 48 s. la tonne ; l'étain de 140 l. à 114 l. la tonne ; le coton tissé baissa de 18 à 24 °/₀ ; la soie de 31 °/₀ ; le cuir de 30 à 37 °/₀ ; la laine de 16 °/₀ ; le sucre de 20 à 28 °/₀ ; le café, de 16 à 23 °/₀ ; le thé, de 16 °/₀. Les exportations diminuèrent de 5.000.000 l. en novembre et décembre.

livres en novembre 1857, elle remonta à 11 millions 400.000 liv. fin décembre.

En France, la Révolution de 1848, survenue en pleine liquidation de la crise de 1847, favorisa, plus qu'elle ne contraria, cette opération économique. Elle suspendit les affaires et marqua un point d'arrêt salutaire. On put reprendre haleine et reprendre aussi des forces. Celles-ci trouvèrent vite à s'employer, après le coup d'Etat de 1851. La confiance était alors revenue. On prêta facilement l'argent qui se cachait depuis 1847. Le taux de l'intérêt diminua. On réduisit les intérêts de la dette publique et les affaires reprirent partout. Il y eut une légère hésitation au début de la guerre de Crimée, en 1854. Mais elle fut brève, et le progrès fut ininterrompu de 1852 à 1857. La France fut alors poussée dans le tourbillon économique qui emportait l'Europe et l'Amérique non seulement par les forces naturelles de l'effervescence industrielle et par la solidarité des marchés, qui tous étaient alors extrêmement mouvementés, mais aussi par les calculs politiques du gouvernement impérial. Le nouveau régime cherchait à procurer aux travailleurs le maximum d'occupations lucratives et aux classes moyennes le maximum d'entreprises et de profits. Pour les nouvelles affaires, la Banque de France sembla trop prudente aux promoteurs du mouvement. On l'entoura d'insti-

tutions plus souples, comme le Crédit mobilier, le Crédit foncier, etc. Ces établissements, mieux outillés que les banques ordinaires et jouissant d'avantages spéciaux, devaient, dans la pensée de leurs fondateurs, développer considérablement le crédit. Leurs débuts furent brillants. Le Crédit mobilier paya 10 °/₀ la première année, en 1853 ; 13 °/₀ en 1854 ; 47 °/₀ en 1855 ; 24 °/₀ en 1856 ; puis, vint la crise.

Elle fut déterminée, en France, par la répercussion des faillites anglaises. Mais les causes locales de détraquement étaient suffisantes pour la faire naître à elles seules. C'était, en effet, une époque d'extraordinaire immobilisation de capitaux. On dépensa, pour la construction des chemins de fer, 500,000.000 en 1855 et 525.000.000 en 1856. On reconstruisit une grande partie de Paris, en modifiant complètement sa physionomie. Les grandes villes se hâtèrent d'imiter la capitale. Les capitaux qui ne trouvaient pas à s'employer lucrativement dans toutes ces constructions, allaient s'immobiliser à l'étranger dans des établissements analogues. De sorte que lorsque éclata le crack anglais, on se trouva, de tous côtés, fort gêné. Après la suspension du Bank Act, la Banque de France éleva son taux d'escompte à 8, 9 et 10 °/₀. Sa réserve métallique était tombée à 75 millions à Paris et à 106 millions dans les dépar-

tements, soit 181 millions. Son portefeuille était gonflé de 316 millions à Paris et de 312 millions dans les départements, soit 628 millions. Cependant, les embarras de la Banque furent courts. En décembre, elle put réduire son taux à 8, 7 et 6 °/₀. Le 24 décembre, elle reprit le taux ordinaire de 5 °/₀. L'excellente attitude de la Banque contribua beaucoup à rétablir la confiance. La crise fut rapidement liquidée en 1858.

La crise de 1857 fut très grave à Hambourg. Une de ses causes fut, comme pour l'Angleterre et la France, le contre-coup des embarras américains. Mais il nous faut noter une cause spéciale qui est en parfaite concordance avec la théorie que nous avons exposée. La spéculation hambourgeoise, favorisée par le Crédit mobilier et les *Joint stock banks* (1), porta, dans le courant de 1856, les prix de toutes les marchandises à des hauteurs telles que la demande fut complètement arrêtée. Les marchands au détail n'acceptèrent pas les prix et refusèrent de prendre au-delà des besoins

(1) Progression de l'escompte à Hambourg fait par les Joint-stock-banks et les Compagnies d'assurances :

1853. . . .	39.000.000	de livres sterling.
1854. . . .	43.000.000	—
1855. . . .	48.000.000	—
1856. . . .	64.000.000	—
1857. . . .	74.000.000	—

les plus restreints possible et au jour le jour. Les produits demeurèrent entre les mains des spéculateurs. Ce fut à cause du trop-plein des entrepôts et de l'exagération des importations que la crise éclata (21 novembre 1857). En novembre et décembre, cent quatre-vingts maisons suspendirent leurs opérations. Le résultat de la crise fut une baisse de 30 % sur toutes les marchandises.

La répercussion de la crise se fit sentir particulièrement en Prusse. De nombreuses maisons de Stettin et de Dantzig firent faillite. Pour remédier à l'effondrement commercial, le gouvernement prussien prit une mesure qui cadre bien avec ce que nous avons dit à propos de la réserve d'un fonds d'acquisition réel : il permit aux institutions de l'Etat d'escompter les effets de commerce, garantis par des produits bruts ou manufacturés.

La crise de 1857 fut générale. On en éprouva les effets en Belgique, en Autriche, en Italie, dans les pays scandinaves, jusqu'aux Indes et en Chine.

La Crise de 1866. — Bien qu'elle ait été localisée en Angleterre, la crise de 1866 vaut la peine qu'on l'étudie de près. En effet, pour ceux qui ne considèrent les évènements que d'une manière superficielle, la crise de 1866 semble aller à l'encontre de notre théorie sur la sous-consommation. Elle paraît avoir eu pour unique cause de mau-

vaises combinaisons bancaires. Par conséquent, on pourrait, semble-t-il, conclure de cet exemple qu'il peut y avoir des crises de circulation, des crises causées uniquement par des défectuosités dans le système bancaire.

Voici les conditions dans lesquelles se produisit le crack de 1866. En pleine période de calme industriel et financier, le 10 mai 1866, une grande maison de banque de Londres, la maison Overend, Gurney et C°, suspendit ses paiements. Cette maison, qui avait été transformée, l'année précédente, en société à responsabilité limitée, était considérée dans le monde entier comme le plus puissant, le plus actif et le mieux organisé des établissements londoniens. On citait son nom immédiatement après celui de la Banque d'Angleterre. Sa chute occasionna une panique extraordinaire. La Banque d'Angleterre fit tout son possible pour enrayer le désastre. Elle avança, en toute hâte, 4.000.000 de livres prêtées sur valeurs. Ce fut en pure perte. Le département de banque tomba à 3.000.000 de livres, et l'on dut se résoudre, pour la troisième fois en vingt-deux ans, à suspendre le Bank Act de 1844.

Tel fut ce mémorable événement, dans toute sa simplicité. On l'appela, dans le monde des affaires, le noir vendredi, *the black friday*. Encore une fois,

cette crise parut d'essence financière et avoir pour cause des vices de circulation.

En réalité, il n'en était rien. Il suffit de considérer attentivement les faits économiques contemporains pour se rendre compte que la crise de 1866, comme les autres, a eu pour point de départ des arrêts de consommations. Les consommateurs eurent leur pouvoir d'acquisition paralysé par des immobilisations excessives et par une hausse persistante des prix.

Les immobilisations se firent principalement sur les chemins de fer (1). On y consacra encore 70.000.000 de livres. Et, chose remarquable, ces immobilisations se firent, pour la plupart, par voies détournées. Comme les capitaux hésitaient à se concentrer dans les mains des entrepreneurs, ceux-ci acceptaient en paiement des obligations et des actions. Puis, ils empruntaient sur ces titres. Et comme les avances sur titres sont habituellement fournies par le capital de circulation le plus flottant, celui qui demande à s'employer pour peu de temps, à conserver son caractère d'extrême disponibilité, l'immobilisation qui en était faite était fort dangereuse. Elle amoindrissait la partie la plus mobile du fonds d'acquisition des consom-

(1) En 1864, on livra à la circulation 357 milles de chemins de fer, et, en 1865, 283 milles.

mateurs. Aux spéculations sur les chemins de fer s'ajoutèrent les spéculations sur les cotons, que l'on demandait aux Indes pour remplacer le coton américain, pendant la guerre de Sécession. De 1863 à 1866, les spéculateurs drainèrent par là tout le fonds de roulement du pays.

En même temps, la hausse des prix, entretenue par de mauvaises récoltes, par la difficulté de se procurer le coton, par l'accroissement des taxes aux Etats-Unis pour payer les frais de la guerre, produisait ses effets accoutumés d'engorgements et d'arrêts des consommations. Si bien qu'on a pu dire que la crise de 1857 et les embarras économiques de 1864 n'avaient pas été liquidés ; et que la vraie liquidation de ces crises antérieures ne commença que le jour où, par suite de la chute de la maison Overend, Gurney and C°, les prix commencèrent à baisser.

Le crédit anglais reçut un coup terrible dans l'affaire. Le secrétaire aux affaires étrangères fut obligé d'envoyer une note aux ambassadeurs pour que ceux-ci pussent rassurer les créanciers de l'Angleterre. Cette note faisait valoir que la richesse de la Grande-Bretagne n'était pas atteinte dans ses bases et que le capital possédé par les Anglais pouvait être évalué à 6.100.000.000 de livres.

Les entrepreneurs des chemins de fer anglais

durent interrompre leurs travaux et suspendre leurs paiements. La dépréciation des valeurs de chemins de fer fut considérable (1).

Il est piquant de mettre en regard de toutes ces ruines ce fait qu'un associé de la maison Overend-Gurney, qui s'était retiré avant la transformation en compagnie à capital limité, est mort en 1891 en laissant une fortune de 1.000.000 de livres.

La Crise de 1873. — Ce fut la dernière crise du dix-neuvième siècle qui se présenta avec les caractères que nous avons rencontrés dans les crises précédentes, c'est-à-dire avec de brusques paniques, de violents soubresauts et de rapides liquidations. Depuis les troubles économiques de 1873, il semble que les crises affectent la forme moins caractéristique de lentes dépressions et de longues liquidations.

La crise de 1873 se fit sentir dans presque tous les pays civilisés, spécialement en Autriche, aux Etats-Unis, en Angleterre et en France (2). En

(1) Baisse des actions des chemins de fer, du 30 décembre 1865 au 26 décembre 1866 :

Bristol	8 °/₀
Great Eastern	14 °/₀
Great Northern	10 °/₀
London-Brighton	17 °/₀
North-British	21 °/₀

(2) La crise de 1873 mérite plus que toute autre le quali-

l'étudiant rapidement, dans ces quatre nations, nous pourrons nous convaincre que c'est partout un arrêt dans les consommations qui l'a déterminée, et que cet arrêt de consommations s'est produit dans les conditions que nous avons expliquées, notamment par suite d'immobilisations excessives et par la substitution d'un fonds d'acquisition fictif à un fonds d'acquisition réel.

Il faut convenir que ces exagérations économiques, ces emballements, ces dépassements de la mesure qui finissent par rendre la demande impossible et par créer la crise, étaient extraordinairement favorisés par l'état économique général de l'Europe et de l'Amérique.

Durant les seize années qui séparent 1857 de 1873, le développement de la consommation, de la production et du commerce avait été surprenant. Les prévisions les plus optimistes avaient été dépassées. Les exportations et les importations avaient plus que doublé dans le Royaume-Uni, dans les Etats-Unis, en France, en Autriche

ficatif d'internationale. Elle ne se manifesta pas en tous lieux en même temps, mais, pendant six années, de 1873 à 1879, elle frappa successivement l'Autriche-Hongrie, les Etats-Unis, l'Empire d'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Angleterre, la France, la Serbie, la Roumanie, Odessa, Moscou, Nijni-Novgorod, Alexandrie et toute l'Amérique du Sud.

et en Belgique. Le progrès, en multiplication et en perfectionnement, des chemins de fer, des bateaux à vapeur et des câbles télégraphiques avait été merveilleux. Il faut surtout noter le développement de l'industrie du fer et de l'acier. Chose remarquable et signe de santé économique, c'était la consommation qui remorquait la production. La preuve, c'est que les prix haussaient beaucoup plus vite que la production ; ils faisaient plus que doubler pendant que la production n'augmentait que d'un tiers. Le stock des entrepôts, qui était de 644.000 tonnes de fer en 1867, n'était plus que de 200.000 tonnes en 1873, dans la Grande-Bretagne (1).

Pendant la même période, on commençait à appliquer à l'agriculture le machinisme. Et, par cette innovation, les Etats-Unis étaient en train d'effectuer, dans la branche des produits alimentaires, une révolution au moins aussi importante

(1) L'industrie du fer en Angleterre :

Années	Production en millions de tonnes	Prix moyen sch. d.	Stock dans les entrepôts, tonnes
1867	4.7	52.6	644.000
1868	4 9	52.9	720.000
1869	5.4	53.3	735.000
1870	5.9	54.4	782.000
1871	6.6	59.0	558.000
1872	6.7	101.10	235.000
1873	6.8	117.03	200.000

que celle qui s'était effectuée au commencement du dix-neuvième siècle dans les industries cotonnière et lainière.

La guerre de 1870 n'avait pas arrêté cet essor économique, sauf pour la France, et encore pendant bien peu de temps. Cette guerre avait procuré des avantages considérables à l'Angleterre, qui avait largement profité du conflit qui mettait aux prises les deux plus grandes puissances continentales. Elle avait mis en circulation d'énormes capitaux, soit pour le paiement des frais de la guerre, soit pour les versements de l'indemnité de cinq milliards. Elle avait provoqué en France un effort universel de reconstitution économique. Elle avait permis aux Allemands de payer leurs dettes et avait mis ainsi aux mains des particuliers des sommes considérables. Elle avait provoqué dans le nouvel Empire allemand une poussée vers les améliorations et les embellissements de toutes sortes. En somme, ce fut cette mise en mouvement d'énormes capitaux qui fut le point de départ de la crise de 1873, en Europe.

L'effervescence et la spéculation commencèrent dans le jeune Empire allemand sous l'influence de deux causes très explicables : le désir de faire sur le terrain économique les prouesses dont il avait fait preuve sur les champs de bataille, et la facilité d'utiliser la portion de l'indemnité que l'Etat alle-

mand reversait aux particuliers sous forme de remboursements de prêts et de paiements de fournitures. Dans toutes les villes allemandes, on vit se constituer des quantités de compagnies financières avec des buts les plus variés. La Prusse surtout se couvrit de sociétés de constructions, de compagnies minières, de compagnies de chemins de fer, de sociétés métallurgiques. En 1872, on estima le capital de ces nouvelles sociétés à 76.000.000 de livres sterling. Cette année-là, les émissions de valeurs allemandes sur les Bourses européennes s'élevèrent à 500.000.000 de livres. En 1871, elles avaient été encore plus importantes, 600.000.000 de livres. Cette année 1871 fut vraiment extraordinaire en Prusse. A Berlin, on fonda 43 banques et 87 sociétés par actions. Pour la Prusse, 259 compagnies par actions furent établies en 1871 et 504 en 1872, tandis qu'on n'en avait constitué que 34 en 1870 et seulement 225 depuis le commencement du dix-neuvième siècle.

Si ce mouvement de sur-spéculation n'avait pas été arrêté ou tout au moins paralysé, nul doute que la crise n'eût éclaté en plein cœur de l'Allemagne, à Berlin. Mais le gouvernement allemand préoccupé de la tournure que prenait son marché financier, prit la résolution de l'assainir. Il ordonna à la Banque de Prusse de refuser la

signature d'un grand nombre de maisons de banque. Cette mesure eut pour effet d'expulser une quantité de chasseurs de primes et de spéculateurs aventureux. Puis on transforma la Banque de Prusse en Banque de l'Empire d'Allemagne et on modifia le régime des banques d'émission.

Les spéculateurs allemands ainsi molestés passèrent la frontière austro-hongroise et allèrent s'installer à Vienne. Ils y trouvèrent de nombreux confrères déjà en opérations. Mais leur appoint fut déterminant, et ce fut à Vienne que se manifesta le début de la crise de 1873.

Partout, en Autriche-Hongrie, pendant les années qui précédèrent 1873, on avait constitué des sociétés de chemins de fer, de houillères, d'établissements métallurgiques, de raffineries de sucre, de banques, etc. A Vienne, en 1869, le capital de ces nouvelles compagnies se monta à 80.000.000 de livres sterling. A Pesth, on cotait alors à la Bourse 91 compagnies par actions avec un capital de 27.000.000 de livres. Le débouché des grandes brasseries viennoises passa, en cinq années, de 2.978.464 quartauts à 5.433.904 quartauts. D'après les comptes rendus officiels, l'Etat accorda dans cette période des concessions à plus de mille compagnies, dont le capital était de 300.000.000 de livres environ. Parmi elles, on comptait 175 banques, 604 entreprises indus-

trielles, 34 compagnies de chemins de fer, 39 compagnies d'assurances, 23 compagnies minières, 8 compagnies de navigation, 18 compagnies d'hôtels. En 1866, le capital versé des Banques se montait à 190 millions en or ; il était de 508 millions en 1872. Dans les trois premiers mois de 1873, 15 nouvelles banques furent créées avec un capital de 72 millions en or.

Les pays de langue allemande, lancés ainsi dans la plus vive effervescence financière, se mirent à dissiper rapidement ces capitaux de circulation dont nous avons signalé à plusieurs reprises l'importance pour l'entretien et le progrès matériel des possédants, pour l'entretien des salariés, pour les réserves de toutes sortes, pour les garanties bancaires, pour la protection générale du crédit lorsque, la méfiance succédant à la confiance, on est obligé de substituer les opérations au comptant aux opérations à terme.

Les capitaux de circulation, que nous avons appelés habituellement le fonds d'acquisition, subirent deux sortes d'atteintes.

La première fut l'immobilisation par les constructions de maisons ; la seconde fut l'envoi des capitaux en Amérique.

De 1870 à 1873, il exista dans l'Europe centrale une véritable furie pour les constructions. Cette furie fut favorisée, sinon provoquée, par de

nombreuses banques hypothécaires et par des sociétés d'entreprises immobilières.

On put remarquer alors des excès de constructions dans toutes les grandes villes, à Londres, à Rome ; mais c'est principalement à Berlin et à Vienne que les spéculateurs opérèrent en grand. Les terrains à bâtir prirent une plus-value considérable. On empruntait de toutes parts pour acheter des sols et pour les couvrir de constructions. On se disputait les bons emplacements, ou ce que l'on espérait voir devenir de bons emplacements. Il est évident qu'il n'existait aucune raison sérieuse de développer ainsi les bâtisses. Rien ne justifiait les dépenses inouïes qu'on y faisait. Mais ce qui importait simplement aux spéculateurs, c'était de passer la main après avoir touché un bénéfice. Et au cas où la revente à bénéfice n'était pas possible, ce qu'ils cherchaient à réaliser c'était des emprunts importants garantis hypothécairement, soit par les terrains à bâtir, soit par les nouvelles constructions.

Les capitaux allemands et autrichiens qui ne furent pas engloutis dans les constructions urbaines dont nous venons de parler, furent immobilisés dans les chemins de fer américains.

Pendant la période aiguë de la guerre de Sécession, les capitalistes allemands, fort bien renseignés par leurs compatriotes établis en grand

nombre aux Etats-Unis et qui leur faisaient prévoir le rapide triomphe du Nord, achetèrent, avec la plus constante persévérance, des valeurs américaines à des prix fort bas. Lorsque la guerre fut terminée, ces valeurs se relevèrent et leurs acheteurs purent réaliser d'importants bénéfices. Ces gains furent la cause de l'engouement pour les chemins de fer américains, dans les pays de langue allemande.

Le développement des railways américains était alors très important et s'expliquait fort bien. Les chemins de fer étaient les seules grandes routes possibles à travers les immensités de la grande République. C'était le seul mode de communication entre les grandes cités et, en même temps, le grand moyen de colonisation du Far West. C'est pourquoi la proportion du milliage de railways au nombre des habitants était, même avant 1870, sept fois supérieure à celle des pays d'Europe. En 1870, il circulait des trains américains sur 60.000 milles de voies ferrées (1). On venait de terminer la première grande ligne trans-continentale aboutissant à San-Francisco. On avait dépensé sur les chemins de fer, depuis 1867, plus de

(1) Dans la seule année 1873, on construisit aux Etats-Unis 4.190 milles de railways, ce qui, à 29.000 dollars par mille, représente la somme énorme de 121.000.000 de dollars, et pour les cinq dernières années 1.700.000.000 de dollars.

400.000.000 de livres. La moitié de cette somme était représentée par des obligations hypothécaires. Ce sont ces obligations que les Allemands recherchaient avidement. Ils se disputaient celles des deux nouvelles lignes trans-continentales, le *Northern* et le *Southern Pacific*. Ils étaient vivement encouragés à faire ces placements par les nombreux émigrants qui quittaient les pays allemands pour l'Amérique du Nord et s'établissaient, en colonies laborieuses, le long des voies ferrées, comme les premiers immigrants s'étaient établis le long des fleuves. Ces petits boutiquiers, petits artisans et modestes laboureurs avaient emporté un petit capital, et grâce au caractère pondéré, persévérant et travailleur de la race germanique, ces petits possédants étaient devenus bientôt assez riches. Ils faisaient connaître leur nouvelle situation à leurs parents et amis demeurés dans la mère-patrie, et ceux-ci n'hésitaient pas à envoyer leurs économies dans le pays fortuné sous forme d'achat d'obligations de railways.

Pendant que la plus grande partie des capitaux allemands et autrichiens s'immobilisait à l'excès dans les constructions d'immeubles et dans les chemins de fer américains, ce qui restait de ces capitaux se dissipait en dépenses de luxe. La simplicité de vie de la bourgeoisie allemande avait

disparu. Les hautes classes, et bientôt les classes moyennes, prirent des habitudes de confort et d'élégance, qui ne tardèrent pas à se transformer en dépenses d'ostentation. Les nouvelles demandes firent augmenter les prix de toutes choses. Les petits loyers augmentèrent spécialement, parce que l'on construisait de véritables palais à la place des maisons ouvrières. Pendant quelque temps, ce fut vraiment une période de prospérité.

Mais cette prospérité ne pouvait durer et l'on comprend pourquoi. Elle devait s'arrêter nécessairement, puisque les prix augmentaient pendant que les ressources diminuaient par les excès des immobilisations et des spéculations. Il devait arriver un moment où les demandes s'arrêteraient par suite du déficit du fonds d'acquisition.

Le crack se produisit à Vienne, dans les premiers jours du mois de mai 1873. Et comme toutes les entreprises étaient constituées en sociétés par actions cotées en Bourse, comme tout le capital travaillant ou immobilisé avait des signes représentatifs, ce furent naturellement ces signes représentatifs, ces actions, qui subirent le choc. On s'aperçut que derrière ces actions il n'y avait pas grand'chose de sérieux (1), que, dans tous les

(1) Dans le premier trimestre de 1873, on émit à la Bourse de Vienne pour 700 millions de titres, pour la plupart sans valeur.

cas, il n'y avait rien de productif, rien de proportionné à leur cotation, la confiance disparut et la chute fut générale et profonde. Le 10 mai, à Vienne, la crise commença par une panique de Bourse.

On a soutenu qu'il n'y avait que cela ; que la crise viennoise de 1873 n'avait été qu'un salutaire abaissement des prix des valeurs sur-cotées.

En réalité, c'était le début d'une grande crise économique internationale. Les causes économiques (nous venons de l'exposer) étaient des plus sérieuses. Les faits que nous allons passer en revue rapidement le prouvent avec évidence.

Dès la fin d'avril, on ressentait un véritable malaise à la Bourse de Vienne. Les hommes d'affaires faisaient les plus grands efforts pour maintenir la confiance qui, visiblement, s'évanouissait. Ils espéraient que l'ouverture de l'Exposition produirait un effet salutaire. Vain espoir. Le jour même de l'ouverture de l'Exposition, les faillites commencèrent. Le lendemain on en comptait 70 ; le surlendemain, 110. La finance, l'industrie, le commerce, tout fut bouleversé. On essaya alors par tous moyens d'atténuer les effets de la catastrophe. On constitua des fonds de garantie et des comités de secours dans les principales villes de l'Empire. La Banque nationale vint au secours des maisons gênées, en prêtant sur titres. On sup-

prima la limite des émissions imposées à la Banque. Toutes ces mesures permirent de commencer une longue et laborieuse liquidation.

Mais parce que ces mesures produisirent un certain effet, il ne s'ensuit pas que la crise viennoise de 1873 puisse être donnée comme un spécimen de ce qu'on pourrait appeler des crises de circulation, crises purement financières. Nous le répétons, le côté financier de la crise de Vienne ne fut qu'un aspect d'une vraie crise économique. En multipliant et augmentant les facilités d'escompte, en prêtant sur titres au-delà du cours du jour, en améliorant la circulation, on peut apporter un réel soulagement à la gêne des commerçants sérieux et prévenir l'arrêt absolu des échanges indispensables. Mais ces mesures ne peuvent reconstituer un capital immobilisé ou dissipé, ni susciter des acheteurs pour un marché sans demandes.

Le crack viennois arrêta net l'achat des valeurs américaines dans les Bourses européennes. Et, comme les Etats-Unis se trouvaient dans une situation analogue à celle de 1857 et que le moindre choc venant de l'étranger devait fatalement y faire éclater une crise, la suspension de l'envoi des capitaux européens en Amérique détermina le triste déclanchement que tout le monde redoutait de l'autre côté de l'Atlantique.

Lorsque l'écoulement des valeurs de chemins

de fer en Europe fut arrêté, elles refluèrent sur New-York, qui en fut submergé. Au mois de mai 1873, on ne pouvait placer les emprunts pour les chemins de fer à moins de 7 °/₀. Alors on fut obligé de payer 1,32 °/₀, par jour, pour se procurer des fonds. On arriva à payer 1 1/2 °/₀ par jour. Dans ces conditions, il était naturel qu'une seule faillite amenât un détraquement général. La crise commença par la chute d'une banque qui avait consenti d'importantes avances sur les actions des chemins de fer du Missouri, du Kansas et du Texas. On vit, bientôt après, sombrer une maison qui était fortement engagée avec le *Canada Southern*. Enfin, la panique fut générale le 18 septembre, lorsque fut connue la faillite de la banque Jay Cooke and C° et de sa branche londonienne Jay Cooke, M'Culloch and C°. La chute de ces maisons eut pour cause leurs relations intimes avec le *Northern Pacific Railway*. On comprend que les répercussions de cette faillite furent importantes, parce que cette banque s'occupait de tous les emprunts du gouvernement des Etats-Unis ; sa branche de Londres était l'agent financier de ce même gouvernement. Au moment même du crack, l'établissement financier Jay Cooke était en train de constituer un syndicat pour convertir les rentes des Etats-Unis et abaisser leur taux d'intérêt. De nombreuses maisons de banque sombrèrent après la

banque Jay Cooke ; de ce nombre furent : la maison *Fisk and Hatch,* l'*Union trust company*, la *National trust company,* la *National Bank of common wealth.* Le 20 septembre, la Bourse de New-York fut fermée et ne se rouvrit que le 30. Les phénomènes que nous avons observés dans les crises précédentes se manifestèrent de nouveau, tant dans l'Ouest que dans l'Est de la grande République : engorgement des entrepôts, fermeture des boutiques, suspension du travail, interruption de la construction des railways, restriction des dépenses de toute sorte, mise en chômage de grandes quantités d'ouvriers. On put se rendre compte de ce fait que près de la moitié des travailleurs dans les Etats de l'Est furent obligés de chômer. Le nombre des sans-travail s'éleva à 3.000.000 sur une population de 40.000.000 environ (1). Les produits de l'Ouest ne se vendaient pas davantage. Le coton, le blé, la laine, le plomb, le fer, l'acier, les cuirs avaient baissé de 20 °/₀. Quatre-vingt-trois compagnies de chemins de fer, dont le capital était de 50.000.000 de livres environ, suspendirent leurs paiements.

Pour faciliter la liquidation, le Clearing-House de New-York prêta 26.565.000 dollars sur effets

(1) La condition des sans-travail était d'autant plus dure que c'est un principe absolu, aux Etats-Unis, que l'ouvrier qui chôme, chôme par sa faute.

à encaisser et autres valeurs déposées. On prit également d'autres mesures pour améliorer la circulation.

Observons, une fois de plus, que ces mesures ne sont et ne peuvent être que des procédés de liquidation. Ce ne sont pas des remèdes pour les crises, parce que les crises n'ont pas pour cause des vices de circulation. Une mauvaise circulation peut intensifier une crise, mais ne peut la créer. Par exemple, admettons que la situation des Etats-Unis eût été, en 1873, tout à fait différente de ce qu'elle était ; que l'émission des billets de banque ait été inférieure au total des lingots en réserve, qu'il n'y ait eu en circulation que des billets convertibles, que le mouvement des espèces métalliques ait été considérable, etc., il n'était pas moins vrai que l'immobilisation des masses de capitaux en chemins de fer, en mines, en constructions de luxe devait amener fatalement une crise.

Cette crise se répercuta sur les marchés européens, encore fâcheusement impressionnés par les contre-coups du crack viennois.

On comprend aisément que les pays de langue allemande aient particulièrement souffert (1).

(1) Entre le crack viennois et les faillites américaines, la spéculation allemande avait encore commis les plus graves imprudences. Dans les six premiers mois de 1873,

Leurs disponibilités avaient été immobilisées comme nous l'avons dit. Après le crack viennois, les maisons et terrains à bâtir subirent une dépréciation énorme. Et, après les faillites américaines, les obligations des chemins de fer des Etats-Unis ne rapportèrent plus rien et furent, pour la plupart, invendables.

Comme l'Allemagne et l'Autriche, l'Italie, la Suède et la Hollande supportèrent le contre-coup de la crise, d'une manière plus ou moins sensible suivant le degré de leurs spéculations nationales.

L'Angleterre résista mieux, parce que le terrain était moins préparé pour l'éclosion d'une crise. Le pays avait, en effet, joui d'une prospérité remarquable depuis 1869, et l'on prenait de sérieuses précautions depuis 1866. Cette dernière leçon avait profité. Proportionnellement au développement économique du pays, les engagements n'étaient pas excessifs. La spéculation n'avait pas dépassé les bornes du commerce à terme, sagement conduit. Les Anglais avaient subi de grandes pertes au Paraguay, au Honduras, à Saint-Domingue et dans la République argentine, mais ces

196 nouvelles compagnies, au capital total de 25 millions de livres, furent créées en Prusse. Dans les mois de juillet, août et septembre, on fit des appels de fonds jusqu'à concurrence de 15 millions.

pertes avaient été largement compensées par les bénéfices que ces mêmes Anglais avaient retirés des commandes qui avaient été la conséquence des emprunts dont nous venons de parler. A ces commandes s'étaient ajoutées, en grand nombre à cette époque, celles des colonies australiennes, de la Nouvelle-Zélande et du Canada.

Voilà pourquoi le contre-coup de la crise internationale éprouva de sérieuses résistances sur la place de Londres. Les seuls phénomènes que l'on puisse noter furent : la diminution de l'encaisse de la Banque d'Angleterre, qui passa de 27.400.000 l. st. à 19.200.000 l. st. le 17 octobre, et la hausse du taux d'escompte qui fut précipitamment porté de 4 à 9 %, du 25 septembre au 7 novembre.

Ceci nous est une preuve *a contrario* de notre exposé théorique. L'Angleterre résista, en 1873, parce que son fonds d'acquisition était réel et en voie de développement. Il était réel attendu que, depuis 1866, le marché anglais s'était complètement assaini. Le portefeuille de la Banque, qui était de 33.400.400 l. st. en 1866, s'était abaissé à 13.700.000 l. st. en 1869 ; tandis que la réserve métallique avait augmenté et était passée de 11.800.000 en 1866, à 27.400.000 en 1871. De plus, le fonds d'acquisition était en voie de développement. On calculait, en effet, que les économies annuelles placées par les Anglais en valeurs

facilement réalisables se montaient à près de 200.000.000 de livres. Le total de la richesse mobilière de l'Angleterre était de 8.500.000.000 livres en 1871, alors qu'il n'était que 6.100.000.000 livres en 1865. Les dépôts privés, à la Banque, étaient passés de 15.700.000 l. st. en 1866, à 27.900.000 l. st. en 1871.

On comprend que, dans ces conditions, le marché anglais se soit tiré de la crise avec une simple hésitation et une simple peur, et que ce qu'il avait à liquider le fut complètement dès les premiers jours de décembre.

En France, la crise de 1873 fut également peu importante. Il n'y avait pas sur son marché la moindre spéculation hasardeuse. Le commerce français s'était complètement liquidé avant Sedan. Tout le monde augmentait ses réserves en vue des événements politiques. Bien loin de se laisser aller aux immobilisations abusives et aux gaspillages de luxe, tous les Français augmentaient leurs encaisses privées (1) et modéraient leurs dépenses. Proportionnellement aux affaires en cours, le fonds d'acquisition était surprenant. On le vit bien après la guerre, et cela prouva à l'Eu-

(1) Jusqu'en 1874, l'encaisse de la Banque de France avait été protégée par la suspension des paiements en espèces. D'ailleurs les billets de banque furent toujours au pair.

rope que le crédit de la France devait toujours être considéré comme de premier ordre.

La Crise de 1882.— On a l'habitude de dire que la crise de 1882, c'est la faillite de l'Union générale, la trop célèbre société de crédit fondée en 1878 par M. Eugène Bontoux. Cette assertion n'est pas absolument exacte.

D'abord, en principe, la chute d'une société de spéculation pure ne doit avoir aucune importance au point de vue économique. La circulation de la richesse entre les mains des joueurs n'a aucune valeur scientifique ; que le jeu ait lieu dans une Bourse ou à Monte-Carlo. Lorsque la partie est terminée, il est sans importance, au point de vue de l'intérêt général, que l'argent des perdants ne se trouve plus, comme au début de la partie, dans la poche de ces infortunés, et qu'il se trouve placé dorénavant dans la poche des gagnants. Voilà pourquoi, si, en 1882, on n'avait eu à constater que des opérations de jeu de Bourse sur les titres de l'Union générale et les titres similaires, il n'y aurait pas eu de crise économique.

Mais il y eut plus que cela. D'abord, et voilà la participation de l'affaire Bontoux aux causes de la crise de 1882, il faut noter que les capitaux qui servaient aux jeux de Bourse, entre 1878 et 1882, n'étaient point, pour une grande partie, des capi-

taux formant ce que l'on appelle des bourses de jeu, ceux dont nous parlions tout à l'heure et qui passent, suivant les variations de la chance, des joueurs malheureux aux joueurs heureux. Bien au contraire, une très grande quantité de ces capitaux étaient drainés chez des possédants, qui en faisaient habituellement l'emploi le plus utile, économiquement parlant ; c'étaient des capitaux de petits commerçants, d'industriels, de petits rentiers, de petits entrepreneurs (1). La preuve, c'est qu'après le crack de 1882, ce furent non des spéculateurs, mais la foule des petits possédants qui fut atteinte. Ces capitaux, extrêmement productifs avant leur emploi en Bourse, étaient parfois engagés avec cette idée qu'on les ferait rentrer bientôt, après une poussée de hausse, après avoir touché une forte prime. Par suite de la faillite de l'Union générale, ces capitaux furent perdus pour leurs possesseurs. Ils ne purent plus remplir leur utile emploi économique. De ce chef, le fonds d'acquisition subit de graves atteintes. Il fut diminué, ainsi que nous l'avons expliqué, par le fait de mauvaises consommations. Se servir de capitaux productifs, indispensables parfois, pour

(1) Les dépôts effectués dans les caisses de l'Union Générale, montèrent de 25 millions en 1878, à 125 millions, en 1881. Cette société avait de nombreuses succursales en France et en Autriche.

acheter des titres dont la capitalisation avait été faussée et qui ne donneront qu'un revenu insignifiant, c'était évidemment un mauvais emploi de la richesse capitalisée, une mauvaise consommation. Il y avait, du chef de cette mauvaise consommation, moins de valeur après qu'avant l'opération.

En l'espèce, l'opération constituait une consommation très évidemment mauvaise parce que l'Union générale, pour justifier les prix stupéfiants auxquels elle avait poussé ses actions, était obligée de se lancer dans des entreprises aléatoires d'un avenir absolument nul.

Donc la faillite de l'Union générale, en portant atteinte au fonds d'acquisition et, par suite, en raréfiant les consommations, a été une des causes de la crise de 1882 (1), mais, à côté, nous pouvons noter bien d'autres causes qui expliquent le caractère international du bouleversement économique que nous examinons.

(1) L'exagération des cours cotés sur les titres de l'Union générale et sur toutes les autres valeurs entraînées par la hausse trompa les capitalistes sur le chiffre réel de leurs fortunes. Ils crurent, pour la plupart, que leurs dépenses pouvaient être proportionnées au montant de leur capital tel qu'il leur apparaissait d'après les cours excessifs de la Bourse. Ils se trompèrent. L'exagération des cours occasionnait la croyance à un fonds d'acquisition fictif. Leurs dépenses, qu'ils supposaient normales, étaient en réalité des dilapidations.

Il convient de faire ressortir deux des causes principales de la crise de 1882, causes absolument étrangères à la faillite de l'Union générale : ce sont des phénomènes d'effervescence et d'immobilisation en France et des phénomènes de transformation en Angleterre et en Amérique.

La France avait peu souffert, ainsi que nous l'avons dit, de la crise de 1873. Après la courte liquidation des faiblesses commerciales de cette année, on se mit résolument aux affaires nouvelles. L'essor industriel et commercial était remarquable dès 1876. On voyait éclore partout des banques, des sociétés de crédit : Crédit général français, Banque de Lyon et de la Loire, Union générale, Banque des pays autrichiens (1). Notons spécialement la multiplication des sociétés immobilières. La manie des constructions, qui fut une des principales causes de la crise de 1873 en Allemagne, en Autriche et en Italie, sévissait maintenant en France. C'était le moment où les campagnes se dépeuplaient rapidement au profit des grands centres. La spéculation sur les terrains

(1) Le public mettait une telle ardeur à souscrire aux affaires qu'on lui proposait, qu'il acceptait non seulement des émissions au pair, mais encore des émissions avec primes. La presse était pour beaucoup dans cette effervescence. Les journaux regorgeaient d'annonces financières.

et les immeubles était intense. La hausse générale des loyers encourageait les constructeurs.

Le Crédit foncier, qui avait prêté 50 millions environ en 1879, prêta 219 millions en 1880 et 278 millions en 1881.

Les immobilisations publiques allaient de pair avec les immobilisations des particuliers. Le Parlement, séduit par le plan Freycinet, se lançait dans les grands travaux : chemins de fer, chemins vicinaux, ports de mer, bâtiments scolaires.

Le total des affaires de la Banque de France passa de 8.600.000.000 en 1879 à 14.800.000.000 en 1882.

On voit par là que le fonds d'acquisition de la France était immobilisé ou engagé dans des travaux qui ne devaient rapporter que fort tard, lorsque le crack de janvier 1882 vint lui porter le dernier coup (1).

Il est intéressant de remarquer qu'en 1882, comme en 1872, les mouvements d'effervescence, d'arrêt et de recul portèrent sur les valeurs cotées en Bourse et non sur des marchandises, comme dans les crises antérieures. C'est la conséquence de ce fait que la production industrielle, vers le milieu du dix-neuvième siècle, revêtit la forme de

(1) 2 février 1882. La faillite de l'Union générale fut prononcée à la requête du procureur de la République et non pas des créanciers.

sociétés par actions. C'est le titre représentatif, l'action, qui subit la hausse ou la baisse. L'effet de l'effervescence est, d'ailleurs, le même sur les titres que sur les marchandises. Les hauts prix, quand ils deviennent excessifs, arrêtent la demande. Ainsi, en 1882, en présence des hauts prix, l'argent refusa de s'employer en achats de titres. Et les hommes d'affaires qui voulaient faire fructifier leurs fonds se contentaient de les offrir en reports.

En Angleterre, la crise éclata comme une répercussion du crack parisien. Le 30 janvier, on retira à la Banque d'Angleterre 924.000 l. en or, pour Paris. Dans la semaine, on prit encore deux millions de livres. Le 2 février, la Banque d'Angleterre éleva son taux d'escompte à 6 °/₀ et l'intérêt des avances à 7 °/₀. La spéculation reçoit de sérieuses atteintes et les affaires sont arrêtés. A côté des phénomènes de contre-coup de la crise parisienne, nous rencontrons des causes nationales analogues à celles des crises précédentes (1), et une spéciale que nous rencontrons pour la première fois avec un caractère important. C'est la

(1) De 1883 à 1888, le marché anglais fut dans le plus complet marasme. Des hauts-fourneaux furent éteints dans tous les districts métallurgiques, des houillères furent abandonnées, des chantiers de constructions navales renvoyèrent tous leurs ouvriers. On vit partout des meetings de sans-travail. Une grande émeute vint effrayer le West-End, le quartier aristocratique de Londres.

transformation. On sait que cette cause des crises est inéluctable. Il est intéressant de l'exposer cependant.

En 1883, les Anglais furent frappés de la grande quantité d'ouvriers qui se trouvaient sans travail. D'une façon générale on n'en voyait pas bien la cause. Les remèdes les plus variés étaient proposés pour cet état de choses : les économies des travailleurs, la tempérance des classes laborieuses, l'émigration du trop-plein des cités ouvrières, la nationalisation du sol, la constitution d'une classe de petits paysans propriétaires, etc.

En réalité, on se trouvait en présence d'une crise de transformation. Les consommations ne s'étaient pas ralenties, — sinon dans les mesures restreintes que comportait la liquidation de la crise (peu grave en Angleterre) de 1882, — mais les progrès de la science et de l'art économique permettaient une grande économie de bras dans les anciennes industries. Les procédés industriels changeaient. Dans la métallurgie, c'était l'extension des procédés Bessener et l'adoption des procédés Thomas-Gilchrist. Dans la construction navale, on transformait la constitution et la vitesse des vaisseaux : avec la même quantité de charbon, on obtenait une bien plus grande vitesse ; la durée des voyages diminuait de douze à vingt pour cent. Dans les houillères, la quantité de charbon extraite par

tête de mineur avait considérablement augmenté. En dix ans, dans l'industrie du fer, on avait obtenu un accroissement de 1.750.000 tonnes de saumons, avec le même nombre d'ouvriers. On avait introduit ou amélioré le machinisme dans la charpenterie, la menuiserie, l'ébénisterie, la taille des pierres, la briqueterie, etc. L'électricité venait remplacer les anciens moteurs. Il fallait compter avec la lumière électrique, la force électrique, les télégraphes électriques, les téléphones électriques. Dans l'industrie charbonnière, 538.829 ouvriers, en 1874, ont extrait 140.713.182 tonnes de houille. En 1883, 514.933 ouvriers produisirent 163.737.327 tonnes ; soit une augmentation de plus de 23.000.000 de tonnes, avec 24.000 ouvriers de moins. En 1874, les mineurs produisaient 261 tonnes par tête ; en 1883, ils en produisaient 334. Dans l'industrie du fer et de l'acier, 360.356 ouvriers produisaient, en 1872, 6.741 929 tonnes de saumons de fer ; en 1883, 361.343 ouvriers produisaient 8.490.224 tonnes ; soit un accroissement de 1.750.000 tonnes pour un nombre à peu près semblable d'ouvriers. Dans l'industrie du coton et du lin, 570.000 ouvriers employaient 1.266.100.000 livres de coton, en 1874 ; en 1883, 586.470 ouvriers employaient 1.510.600.900 livres. Dans tous ces cas, à un très léger accroissement et même à une diminution du nombre des ouvriers corres-

pond un très considérable accroissement de produits. Donc les demandes peuvent ne point diminuer, augmenter même, et cependant le nombre des sans-travail peut s'accroître tous les jours. C'est l'inévitable transformation.

Nous rencontrons le même phénomène, à la même époque, en Amérique (1). Voici une simple comparaison entre les années 1870 et 1880.

En 1870, le total des capitaux engagés dans l'industrie était, aux Etats-Unis : 2.780.665.969 dollars; le total des salaires payés, 620.467.474 dollars; le total des produits, 3.385.860.383 dollars. Le nombre des ouvriers employés était de 2.052.996; les chevaux-vapeur représentaient 2.346.142 chevaux; le nombre des manufactures ou usines était 252.148, avec une moyenne de 11.027 dollars de capital par établissement.

En 1880, le capital total des mêmes industries s'était élevé à 4.625.000.000 de dollars et le total des salaires payés à 950.000.000 de dollars. L'entier produit était arrivé à un total de 5.370.000.000 de dollars. Le nombre des travailleurs était 2.732 595. Celui des chevaux-vapeur, 3.410 837. Il n'y avait pas plus de 253.852 établissements industriels, avec un capital moyen de 18 000 dollars.

(1) Chiffres du docteur H. Stiebeling, de New-York, rapportés par Hyndman, *op. cit.*, pp. 139-140.

Ainsi, dans cette décade, le pouvoir productif des industries américaines avait crû de 58 pour 100 pendant que le nombre des ouvriers employés n'augmentait que de 33 pour 100 et que le nombre d'établissements ne subissait pas d'augmentation appréciable.

Mais les Etats-Unis ne souffrirent pas seulement de cette crise de transformation, qui n'est, après tout, qu'une crise de croissance de la civilisation. Ils ressentirent en outre, en 1884, les derniers contre-coups de l'ébranlement commercial qui avait commencé à se manifester à Paris, en janvier 1882.

La première cause du crack de 1884 fut la diminution considérable de la demande européenne, après la crise de 1882. La seconde fut la diminution du fonds d'acquisition américain par suite d'une spéculation inouïe sur les chemins de fer, spéculation qui eut son apogée en 1880.

Les conséquences de la première cause furent un accroissement de marchandises invendables et une difficulté d'exportation. Les conséquences de la seconde furent les faillites et les cessations de paiements des compagnies de chemins de fer et des banques qui, pour faire monter les cours en Bourse, avaient consenti de très grandes avances sur les actions et obligations des chemins de fer nouvellement émises.

La période aiguë de la crise fut courte. Elle se

plaça entre le 3 et le 10 mai 1884. A ce moment, l'argent était si rare que pour s'en procurer on était obligé de payer 4 pour 100 par jour. Le 6 mai, éclata la faillite de la *Marine Bank*. Bientôt après succombèrent la maison Grant et Ward, avec un passif de 17 millions de dollars, et la seconde banque nationale de New-York avec un passif de 3 millions de dollars. Le 14 mai, la Banque nationale métropolitaine cessa ses paiements. La débâcle fut bientôt générale. Heureusement que ce furent principalement les spéculateurs et les financiers qui furent touchés par la crise (1). Pendant le mois de mai, les banques de New-York qui succombèrent accusèrent un passif de 32 millions de dollars. La liquidation commença dès le mois de juin. Mais, si elle débuta de bonne heure, elle fut particulièrement pénible, puisqu'elle amena la faillite de onze banques nationales et de plus de cent banques privées.

La Crise de 1890. — La crise de 1890 ne peut pas plus se synthétiser dans le crack Baring que la crise de 1882 dans la chute de l'Union générale.

L'effondrement de l'établissement financier *Baring brothers and C°* fut simplement la révé-

(1) A la fin de 1884, les pertes étaient estimées à 240.000.000 de dollars.

lation officielle de l'état morbide du marché anglais. Et le marché anglais se trouvait en état de crise pour des raisons d'ordre économique général analogues à celles que nous avons analysées à propos des crises précédentes.

La principale de ces raisons était l'extraordinaire drainage des ressources anglaises (1) vers l'Uruguay, le Brésil, l'Australie et surtout la République Argentine, qui s'effectua pendant les années 1888 et 1889. Cette opération eut lieu, en raison des conditions dès ce moment universalisées dans les marchés européens et américains, sous la forme de souscriptions aux émissions d'actions et d'obligations de sociétés plus ou moins garanties par l'Etat, ainsi qu'aux emprunts des gouvernements des Républiques et des Provinces sud-américaines. Tous ces emprunts réussissaient d'une manière merveilleuse. L'Argentine, qui avait une dette nationale de 10.000.000 de livres en 1875 put la porter à 70.000.000 de livres dans le courant de l'année 1889. Les provinces de cette République se montrèrent encore plus avides que l'Etat fédératif. Elles attirèrent à elles, à jet continu, des sommes formidables pour leurs travaux publics,

(1) Les épargnes anglaises étaient alors estimées à 200,000,000 de livres, pour une année ordinaire, sur un revenu total de 1,300,000,000 livres.

leur outillage et principalement la construction de leurs chemins de fer.

L'emballement sur ces valeurs, plutôt douteuses, fut si grand qu'il gagna les places de Paris, de Bruxelles et de Berlin. Les capitalistes belges, allemands et français se mirent à disputer aux Anglais les titres si recherchés.

Il y avait là non seulement la manifestation d'une immobilisation excessive des capitaux de circulation, mais surtout un gaspillage inexplicable de valeurs qui auraient dû être utilement consommées. De toutes façons, par excès d'immobilisations et par mauvaises consommations, le fonds d'acquisition anglais et même européen subissait les plus graves atteintes.

Au début de cette période d'effervescence, les prêteurs anglais purent croire qu'ils allaient profiter directement et indirectement de leurs placements. Directement, par les énormes revenus qu'ils espéraient tirer de l'Argentine, indirectement par l'essor du commerce anglais, qui semblait revivre par suite des commandes sud-américaines. En Angleterre, le travail reprenait partout, le fret augmentait, tous les steamers étaient affrétés et les chantiers de constructions navales recevaient de nombreuses commandes (1). Cette améliora-

(1) Les ouvriers anglais profitèrent de cette période

tion était superficielle. Les produits envoyés en Argentine devaient rester, pour la plupart, impayés. Et c'était, en réalité, de nouvelles pertes en perspective à ajouter aux pertes occasionnées par les immobilisations à l'étranger des capitaux européens. Ces immobilisations allaient grand train. La ville de Buenos-Ayres surpassa bientôt les capitales européennes par son luxe des monuments publics, des boulevards, des constructions somptueuses, des jardins, etc. Les classes riches se livrèrent aux gaspillages les plus surprenants. Lorsqu'on connut cette transformation dans les pays pauvres d'Europe, une nuée d'immigrants vint s'abattre sur cette nouvelle Terre promise. Sous la poussée de tous ces gens-là, qui se transformaient aisément en entrepreneurs, on vit se multiplier les railways, les docks, les tramways, les grands travaux hydrauliques, les installations de gaz, etc.

Au Brésil et dans l'Uruguay, les mêmes phénomènes se reproduisaient ; toutefois, sur une moindre échelle.

Les effets de cette erreur économique devaient bientôt se faire sentir. L'espérance des producteurs de rails, de ponts, d'instruments, de vête-

prospère pour organiser de nombreuses grèves en vue de l'augmentation des salaires. La plus importante de ces grèves fut celle des *dockers* de l'East End de Londres.

ments, d'articles de luxe, etc., envoyés dans l'Argentine devait bientôt être trompée. Pourquoi? Parce que ces consommateurs consommaient à crédit des produits qu'ils étaient incapables de payer. Ils ne pouvaient les payer parce qu'ils n'avaient d'autres ressources que l'argent emprunté en Europe. Cet argent, ils l'immobilisaient eux-mêmes ou ils le gaspillaient, et, pour les fonds placés dans les meilleures conditions, ils ne pouvaient en retirer des profits qu'à des échéances éloignées. Le jour où il fut évident pour les prêteurs européens que la limite de sécurité avait été extraordinairement dépassée et où, par conséquent, les envois de fonds dans le Sud-Américain subirent un arrêt, ce jour-là devait voir l'éclosion de la crise.

C'est alors qu'intervint la faillite de la maison Baring. Cet établissement était le principal agent émetteur des valeurs argentines sur les places européennes. Son excellente réputation avait été pour beaucoup dans le succès des émissions sud-américaines. Nous avons dit, à propos de la crise de 1856, la haute influence et le puissant crédit que possédait la maison Overend, Gurney and C°. L'estime que l'on accordait à Londres, en 1889, à la maison Baring était bien plus considérable. C'était le premier établissement de crédit du monde. Le monde des affaires dans le Royaume-

Uni le considérait avec orgueil comme un élément primordial de la gloire nationale. Au moment même du crack, son prestige ne paraissait nullement entamé. Il venait de constituer en société limited les brasseries de MM. Guinness, avait supplanté les Rothschild dans l'affaire du *Manchester ship canal* et avait lancé un chemin de fer américain dont l'émission avait été couverte onze fois sur la place de Londres. En réalité, la maison Baring n'opérait plus qu'en vue des courtages et des commissions et acceptait les affaires les plus aléatoires. C'est pourquoi le crack fut soudain et radical. Baisse de toutes les valeurs lancées par Baring, entraînant une baisse des consolidés ; panique et retrait de grandes quantités d'or par la Russie et les joint-stock banks ; fuite du numéraire de la Banque d'Angleterre ; perspective de la suspension de l'Act de 1844, tout cela fut l'affaire de quelques jours.

On arrêta la panique financière par la constitution d'un fonds de garantie (1), mais on ne put

(1) La Banque d'Angleterre se mit à la tête de ce fonds de garantie, et toutes les banques de la cité de Londres s'unirent à elle. On assura ainsi pour 21,000,000 de livres d'acceptations de Baring brothers and C°. Pour faciliter l'opération, le syndicat de garantie emprunta une somme de 3,000,000 de livres, en or, à la Banque de France, par l'intermédiaire de la maison Rothschild.

guérir aussi facilement la dépression économique qui suivit la crise. Les faits sont trop récents pour que nous ayons besoin d'insister sur le marasme qui s'empara du commerce et de l'industrie anglais pendant les années 1891 et 1892, lorsque les exportations pour le Sud-Amérique furent tombées à rien. La situation était d'autant plus grave qu'à ce moment l'Australie cessait ses emprunts et, par conséquent, ses commandes, et que les États-Unis appliquaient les tarifs Mac-Kinley, qui ruinaient le commerce des laines brutes de Bradford et le commerce de fer-blanc du South Wales.

Le contre-coup de la crise de 1890 se fit sentir, à des degrés divers, dans les Bourses et les marchés commerciaux de la France (1), de l'Allemagne et de la Belgique.

(1) La France subissait, à cette époque, le crack de l'accaparement des cuivres et la chute du Comptoir d'Escompte (5 mars 1889).

CHAPITRE IV

LES ORIGINES DE LA THÉORIE DE LA SOUS-CONSOMMATION

Nous avons établi que la théorie qui met en relief le rôle essentiel de la sous-consommation dans l'éclosion des crises économiques est propre à l'époque contemporaine, à l'époque caractérisée par la production en grande industrie.

Toutefois, de même que la grande industrie ne s'est pas constituée sur une table rase, mais n'a été que le résultat de la régulière transformation des modes de production antérieurs, de même la théorie que nous examinons a été conditionnée par les conceptions en quelque sorte préparatoires des économistes du dix-septième et du dix-huitième siècle.

Il est intéressant d'examiner cette évolution des doctrines, parallèle à l'évolution des conditions de production. Nous allons le faire rapidement, en remontant à peu près de deux siècles en arrière

de ce que Sismondi a appelé la Révolution industrielle (1).

Des idées originales sur la sous-consommation se trouvent déjà dans les écrits mercantilistes. Elles se dessinent principalement chez les derniers partisans du colbertisme, c'est-à-dire chez les mercantilistes de la troisième période. Car le mercantilisme a passé par trois phases, au point de vue théorique. Dans la première, celle qui suivit la mise en exploitation des mines d'or et d'argent de l'Amérique et coïncida avec l'essor commercial de l'Italie, des Flandres et de la Hollande, l'opinion mercantiliste n'est représentée que par les écrivains espagnols et portugais qui demandent la prohibition de l'exportation du numéraire apporté par les galions venant du Nouveau Monde. Subsidiairement, comme la monnaie est exposée à s'échapper par les paiements internationaux, ils veulent, par des droits prohibitifs, arrêter aux frontières les marchandises étrangères (2).

Dans une seconde phase, des auteurs anglais

(1) *Études sur l'Économie politique*, I, 49.

(2) L. Ortiz, *Memorial al Rey*, 1588 ;

Sancho de Moncalda, *Restauracion politica de Espana*, 1619 ;

Damian de Olivares, *Memorial*, 1621 ;

Duarte Gomez, *Discursos*, 1622 ;

J. de Castanares, *Sistema sobre prohibir la entrada de os generos estrangeiros*, 1626.

professent le système de la balance des contrats, *balance of bargains*. Ils tolèrent le commerce international, mais à la condition qu'il accroisse le stock métallique national. Pour obtenir ce résultat, l'État organise officiellement la surveillance des contrats passés entre marchands anglais et marchands étrangers. Afin de rendre cette surveillance plus facile, les opérations commerciales ne sont permises que dans certaines villes d'étapes. Là, des fonctionnaires, *customers*, veillent à l'exécution des pratiques suivantes : si le contrat entre un marchand anglais et un marchand étranger se solde par un crédit au profit de l'Anglais, ce crédit doit se payer en numéraire; si le solde est en faveur du marchand étranger, celui-ci ne peut le recevoir en monnaie métallique, et il est forcé d'acheter des produits anglais jusqu'à concurrence de son solde créditeur. C'est l'opinion qui préside à la rédaction de la fameuse convention monétaire de 1339, entre Édouard III d'Angleterre et les communes flamandes, pour l'échange des laines anglaises contre la monnaie des Flandres (1).

Enfin, dans sa troisième phase, le mercantilisme devient la théorie de la balance du commerce. Les auteurs qui l'exposent pensent que la nation doit

(1) Rich. Jones, J. Janschull, E. von Heyking, G. Schanz, E. Lesser, A. Hahl.

être considérée comme une maison de commerce. Celle-ci emplit sa caisse lorsqu'elle vend plus qu'elle n'achète. De même, le trésor métallique du pays s'accroîtra naturellement si le pays exporte plus de marchandises qu'il n'en importe. Par conséquent, une seule chose est à considérer, la balance du commerce. Le but, c'est de la rendre et de la maintenir favorable. Ce résultat heureux sera obtenu par le simple jeu des forces économiques, sans que l'on ait besoin de recourir aux vieilles prohibitions hispano-portugaises ou aux vexations anglaises (1).

On voit tout de suite que le secret de la prospérité nationale, pour ces derniers mercantilistes, c'est d'être assuré d'une forte demande extérieure. Et voilà pourquoi Jean-François Melon en arrive à préconiser la liberté du commerce. Que conclure ? sinon que la raréfaction ou la suppression de cette demande extérieure produira la perturbation des échanges, l'appauvrissement national, la crise, en un mot.

Cependant, il ne faudrait pas perdre de vue que les conceptions de ces derniers mercantilistes sont assez compliquées. Ils tiennent à la demande extérieure, sans doute, mais ils tiennent avant

(1) Thomas Mun, S. Fortrey, Roger Coke, John Pollexfen, Ch. King, J. Gee, W. Temple, J. Child, Ch. Davenant.

tout au numéraire. Et grâce à cette complication, on se demande ce qu'ils craignent le plus, l'arrêt de la consommation ou l'arrêt de la circulation métallique. Cette circulation métallique conserve pour eux quelque chose de mystérieux. Elle est environnée d'un nimbe mystique. L'hanséate Johann Georg Büsch parle du « passage animé du numéraire» (1). Et cela, pour n'avoir pas compris qu'il ne faut pas attribuer au trafic de la monnaie cette réelle création d'utilités que possède le commerce lui-même, abstraction faite de la monnaie.

Quoi qu'il en soit, on trouve chez certains mercantilistes de la dernière période des considérations sur la demande qui peuvent être considérées comme l'embryon de la théorie de la sous-consommation. Ainsi Johann-Joachim Becher, dans son *Discours politique sur les causes propres à l'élévation et à la décadence des cités et des nations* (2), expose comment le marchand sert de débouché à l'artisan, l'artisan sert de débouché au cultivateur et comment par le jeu de leurs demandes réciproques tous trois prospèrent. Il dit : « en définitive, c'est la consommation qui est la raison d'être de ces trois producteurs, c'est leur âme, c'est l'unique

(1) *Traité de la circulation de l'argent en rapport permanent avec l'Economie politique et le commerce,* 1800.

(2) Publié à Francfort-sur-le-Mein, en 1668.

lien qui les réunit les uns aux autres et les fait vivre les uns des autres ».

Mais de quelle consommation parlent les mercantilistes? Nous savons que, pour ce qui concerne la demande venant de l'étranger, toute consommation avait une grande importance et une réelle valeur, à cause de la balance du commerce. Au contraire, leur conception est singulièrement restreinte quand ils envisagent la demande intérieure. Ils ne considèrent et n'attachent de l'importance qu'aux demandes des riches. Cela tenait probablement à l'absence d'esprit démocratique de l'époque. Mais cela provenait aussi, pour une large part, de la misère extrême des classes laborieuses dont le relèvement matériel semblait impossible ou chimérique.

Cette idée fut tellement persistante, sous l'ancien régime, que nous en retrouverons le prolongement dans la Physiocratie, qui, elle aussi, ne voyait le progrès social que dans l'accroissement des consommations de la classe propriétaire.

Mais si les riches seuls peuvent faire progresser les demandes, ils ne pourront développer indéfiniment les satisfactions réclamées par les besoins primaires. Ceux-ci sont limités. Ils multiplieront leurs demandes pour satisfaire leurs besoins de luxe. Et voilà pourquoi les mercantilistes sont les ardents défenseurs du luxe. C'est qu'en dernière

analyse ils ne redoutent que les arrêts de consommations de luxe. Aussi déploient-ils une persistance inlassable à célébrer le luxe (1). Ils énumèrent complaisamment tous les avantages que le luxe procure à ceux qui peuvent en jouir, au point de vue du développement de la civilisation et de l'affinement des capacités individuelles. Ils insistent sur cette idée que le luxe est également bienfaisant pour ceux qui n'en jouissent pas directement, à cause du travail et des salaires qu'il leur procure.

Le mercantiliste Bernard de Mandeville est un des plus brillants défenseurs de l'utilité de la consommation raffinée. Il exposa ses idées dans deux ouvrages fort répandus au début du XVIII[e] siècle ; d'abord, dans un poème imprimé en 1705,

(1) C'est par des considérations moins matérialistes et plus psychologiques que les penseurs actuels célèbrent le luxe. « L'exemple d'une jolie femme, noblement élégante, que sertissent les courbes eurythmiques d'une victoria enlevée par de beaux chevaux, communique à tous les promeneurs la convoitise de la posséder, à toutes les promeneuses l'envie de l'égaler. Cela donne de l'éperon aux initiatives des unes et des autres. L'inventeur calcule avec plus de fièvre. Le négociant pense aux améliorations de ses échanges. L'artiste cherche de nouvelles combinaisons de formes, le poète une harmonie suprême. Voilà l'utilité sociale du luxe. Il excite la ferveur des intelligences. Il est un merveilleux tonique de la mentalité. » Paul Adam, *Journal*, 23 janv. 1900.

the Grumbling Hive or Knaves turned honest, puis dans un livre publié en 1714 sous le titre : *the Fable of the bees ; or Private vices public benefits.* Ces ouvrages furent violemment attaqués au point de vue moral, mais parurent indiscutables au point de vue purement économique.

Vers la même époque, en France, la Régence mit en pratique l'idée que le luxe enrichit les Etats. « On crut de bonne foi, dit J.-B. Say (1), mériter la reconnaissance de la nation en dissipant ses trésors. »

Remarquons le chemin déjà parcouru par la conception de la sous-consommation origine des dépressions économiques, même aux temps mercantilistes. Le progrès matériel dépendait, en premier lieu, de l'abondance du numéraire accumulé dans le trésor du souverain. Puis, ce qui importe, c'est la féconde circulation de ce numéraire. Puis encore, ce sont les gains provenant du commerce extérieur. Les plus aventureux auteurs y adjoignent enfin les gains provenant des consommations de luxe. Mais il faut s'arrêter là. Aucun mercantiliste ne donne sa valeur vraie à la demande envisagée sans restriction et d'une façon absolue.

Pour compléter ce rapide exposé de la théorie

(1) *Traité.* Discours préliminaire, p. 23.

de la consommation chez les mercantilistes, il convient de faire deux remarques.

La première, c'est que les mercantilistes, qui n'étaient que des donneurs de conseils pratiques pour procurer l'enrichissement national, furent tous optimistes. Ils ne discutaient que des hypothèses de prospérité, sans exposer la contre-partie de leurs propositions, c'est-à dire l'arrêt de prospérité. Voilà pourquoi l'on a pu s'apercevoir que nous avons dû raisonner *a contrario* pour discerner ce qu'ils pensaient des crises économiques, à peu près comme les philosophes qui arrivent à la connaissance du moi par celle du non-moi.

Mais cette harmonie, où se cantonnent les mercantilistes, n'est pas naturelle. Et c'est la seconde remarque que nous voulions faire. Elle est artificielle et le produit de l'art politique. C'est le résultat des efforts réglementateurs des gouvernements. Pour les mercantilistes, la prospérité économique du pays résulte uniquement de l'action gouvernementale. Ils sont interventionnistes et partisans d'un pouvoir central très fort. Conception qui s'explique aisément si l'on songe que les auteurs dont nous venons d'exposer les opinions vivaient sous un régime politique absolutiste et subissaient l'influence des directions économiques de Cromwell et de Colbert (1).

(1) *Navigation Act.*, de 1651. — Second acte de naviga-

Entre les auteurs mercantilistes et les premiers systèmes généraux de philosophie économique, qui eurent pour créateurs Quesnay et A. Smith, se place une série de personnages pour la plupart de rang élevé, hommes d'Etat, grands fonctionnaires, qui ont publié leurs opinions sur la manière de faire prospérer les Etats et semblent ambitionner la fonction de conseillers des pouvoirs publics. Les principaux sont : Boisguilbert et Forbonnais, en France ; James Steuart, en Angleterre ; Justi, en Allemagne ; Sonnenfels, en Autriche ; Bandini et Genovesi, en Italie. Ils ont pour trait commun une sorte d'éclectisme qui se retrouve dans toutes leurs théories. Ces théories cherchent à concilier les procédés anciens de l'art politique avec les nouvelles idées philosophiques. Elles n'arrivent pas à se constituer en système d'ensemble. Et voilà pourquoi Roscher leur reproche un manque d'originalité et tient leur éclectisme pour un arrêt dans le développement intellectuel. Cependant les éclectiques ont eu le mérite de résumer, de condenser et de sélectionner les opinions de tous les auteurs précédents.

Voyons ce qu'ont écrit les Eclectiques sur les arrêts de consommation.

tion de 1662, après la restauration de Charles II. — Réformes économiques et fiscales de Colbert, 1661-1683.

Boisguilbert (1) a conservé de la théorie mercantile une grande estime pour le commerce, pour les échanges et, par conséquent, pour la demande. Comme Becher, il attache la plus grande importance à l'interdépendance des consommateurs et des producteurs, basée sur la consommation. Il voit très bien que les dépenses des uns forment les recettes des autres. Dans son *Détail de la France sous le règne présent,* il dit : un journalier a, à peine, reçu son salaire qu'il va boire une pinte de vin, si ce vin est à un prix raisonnable ; l'hôtelier qui débite son vin en achète du nouveau chez le fermier ou le vigneron ; celui-ci paye argent comptant son propriétaire foncier, qui donne du travail à l'artisan et satisfait sa passion de bâtir ou d'acheter (2).

Remarquons que le point de départ de l'activité économique que nous dépeint Boisguilbert, c'est la consommation d'une pinte de vin. Il nous est donc permis de penser que la suppression de cette consommation amènerait un arrêt économique,

(1) Pierre Le Pesant de Boisguilbert, *Détail de la France,* 1697 ; *Factum de la France*, 1707 ; *Traité de la nature, culture, commerce et intérêt des grains,* 1704. — *Dissertation sur la nature des richesses, de l'argent et des tributs,* etc. Ces deux derniers ouvrages ont été réunis sous le titre inexact de *Testament politique de M. de Vauban* (1712).

(2) Economistes français du XVIII[e] siècle ; éd. Daire, Paris, 1843, 212.

une perturbation dans les échanges. Cela, les derniers mercantilistes nous l'avaient fait entrevoir. Mais là où Boisguilbert ajoute au progrès scientifique en notre matière, c'est dans les trois ordres de considérations suivants.

D'abord, la richesse, pour lui, ne consiste pas seulement dans le numéraire, mais dans toute chose utile et spécialement dans les produits agricoles. Sur ce point, Boisguilbert est un précurseur des Physiocrates (1). Il l'est encore en réclamant une liberté relative du commerce parce qu'il est convaincu que cette liberté est nécessaire au règne de l'ordre naturel basé sur les consommations solidaires.

Boisguilbert fait encore un pas en avant quand il fait dépendre le progrès économique, non pas seulement de l'accroissement des consommations de luxe, mais aussi du développement des consommations des pauvres. Il exhorte les riches, dans leur propre intérêt, à délivrer les pauvres du fardeau des impôts afin que ceux-ci puissent consommer davantage. Et cette pensée l'amène à demander la réforme de l'impôt (2).

(1) Par le zèle qu'il déploie en faveur des classes rurales, par son apologie du haut prix des denrées agricoles et par l'identification de l'intérêt des classes rurales avec celui de la nation.

(2) Le maréchal Vauban (1633-1707) a exposé un système

Enfin Boisguilbert ajoute à l'acquis économique, en ce qui concerne la demande, quand il essaie une classification des besoins(1). Il pense que les besoins se satisfont dans l'ordre suivant : besoins de nécessité, de commodité, de confort, de superflu, d'ostentation. Les besoins se manifesteraient dans cet ordre et cesseraient dans l'ordre inverse, au fur et à mesure que la richesse diminue.

C'est aussi la demande qui est la base de la prospérité économique pour Véron de Forbonnais (2), l'auteur des *Recherches et considérations sur les finances*. Ce haut fonctionnaire, qui refusa d'être contrôleur général, était, au milieu du dix-huitième siècle, le chef de l'école « industrielle », par opposition à l'école agricole ou physiocratique. Cette école publiait le *Journal économique* pour concurrencer les *Ephémérides du citoyen* de l'abbé Baudeau.

Quelques réflexions de Forbonnais sur la demande sont à retenir. Dans ses *Eléments du com-*

analogue de réforme fiscale dans son *Projet d'une dîme royale*, 1707 ; mais il ne doit pas être cité à côté de Boisguilbert parce qu'il est un pur mercantiliste, à cause de son empirisme et de son interventionnisme.

(1) Cette classification a été tentée récemment par le professeur Karl Menger. Voir les tables mengériennes.

(2) 1722-1800. *Eléments du commerce*, 1754. Réimprimé plusieurs fois. Entièrement refondu dans les *Principes et observations economiques*, 1767.

merce, il part du principe que ce qui est gagné par un particulier est nécessairement perdu par un autre, dans le jeu des échanges. Et il assimile, à ce point de vue, les pays aux particuliers, et voilà pourquoi il s'oppose au laissez passer (1).

Non seulement il s'oppose au laissez-passer pour contredire les Physiocrates, mais encore il ne donne pas une valeur exclusive à l'agriculture, comme ceux-ci. Il vante le commerce et l'industrie et donne comme exemple de mérite économique les seigneurs espagnols, qui ne dédaignaient pas de fonder et de perfectionner les manufactures.

D'autre part, il insiste sur l'interdépendance des consommateurs, affirmant que les consommations de dix hommes peuvent procurer l'entretien d'un onzième.

Enfin il est partisan des consommations de luxe, « qui procurent du pain aux pauvres ».

Dans le pays d'Adam Smith, et immédiatement avant lui (2), sir James Steuart publia, en 1767, son ouvrage *An inquiry into the principles of Political*

(1) « Il est encore partisan de la balance du commerce, des monopoles et des prohibitions, qu'il défend, comme intendant du commerce, dans la fameuse controverse sur les toiles peintes, avec Vincent de Gournay et qui provoqua un brillant écrit de Morellet. » L. Cossa, 248.

(2) Adam Smith publia *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations* à Londres, dans les premiers mois de 1776.

economy (1). A cause de cette date tardive, on a beaucoup reproché à cet auteur son esprit mercantiliste. Les Anglais surtout l'ont fort maltraité. Au contraire, l'école allemande de List a célébré ses conceptions nationalistes et interventionnistes (2). Cet économiste nous intéresse spécialement parce qu'il s'est beaucoup occupé des crises économiques.

J. Steuart part du principe qu'il doit exister un certain ordre dans l'activité économique d'un peuple. Mais tandis que certains éclectiques, comme Boisguilbert, demandaient cet ordre à la libre initiative individuelle, J. Steuart pense que cet ordre et la prospérité publique qui en est la conséquence, ont pour unique cause la réglementation par le gouvernement « C'est, dit Cossa, un apologiste de l'omnipotence économique de l'Etat (3). »

Steuart poursuit ainsi : L'ordre économique consiste dans un certain équilibre de l'offre et de la demande.

Nous avons eu l'occasion de citer sa comparaison de l'ordre économique avec la balance dont l'un des plateaux reçoit la production ou le travail,

(1) Londres, 1767. Deux volumes. Traduits en français en 1789, et en allemand en 1769-1772.

(2) Cf. les travaux de Hufeland en 1807 et de W. Hasbach, Leipzig, 1891.

(3) Cossa, *Hist. des Doctrines,* p. 249.

the work, et l'autre reçoit la demande. Nous renvoyons à notre introduction pour les développements donnés à cette conception, ainsi que pour la distinction entre les oscillations qui sont normales, parce qu'elles ont lieu par compétition double, et celles qui amènent la crise parce qu'elles ont lieu par compétition simple.

La rupture d'équilibre entre l'offre et la demande, c'est-à-dire la crise, provient, dit Steuart, des causes naturelles. Voici les trois principales.

La première cause, c'est la surproduction. Elle a pour origine l'augmentation du nombre des travailleurs. Cette augmentation nécessite une augmentation correspondante des salaires. Or, un pays est limité en étendue et en fertilité. Donc, on ne pourra tirer du pays indéfiniment ce qui sera nécessité pour les salaires. Il faudra alors s'adresser à l'étranger pour y acheter les subsistances nécessaires aux producteurs. Cela reviendra cher et fera hausser les frais de production. Les prix hausseront proportionnellement et empêcheront les demandes.

La seconde cause naturelle de la sous-consommation, et par suite de la crise, c'est le phénomène suivant : la production de certaines marchandises, qui ne constituait qu'une occupation accessoire et secondaire pour un groupe de travailleurs, devient leur occupation principale. Alors le prix des

produits dont la production nécessite toute l'activité des producteurs (et non plus une partie, comme jadis), doit hausser dans des proportions telles qu'elles puissent assurer exclusivement l'entretien total des producteurs. Cette hausse amènera un arrêt de la demande.

Enfin, la troisième cause naturelle des crises, c'est quand la demande est arrêtée par la hausse des prix provenant de l'établissement des taxes, droits ou impôts qui grèvent la production et en augmentent considérablement les frais.

Il est intéressant de remarquer que dans les trois hypothèses de J. Steuart (dont les deux premières sont spéciales et prêteraient à discussion), la crise se produit parce qu'on ne *peut* plus acheter. C'est la sous-consommation, en définitive, qui détruit l'ordre harmonique des échanges.

Bien qu'il ait ainsi analysé les cas de crises et bien qu'il ait reconnu pour ces crises des causes naturelles, Steuart est optimiste. Il a la plus grande confiance dans l'intervention de l'Etat pour prévenir les crises. Et l'on retrouve ici, chez lui, cette vieille idée mercantiliste que l'Economique n'est qu'une espèce d'art politique à l'usage des hommes publics. Le rôle de l'Etat, pour Steuart, c'est d'observer soigneusement les oscillations des plateaux de la balance économique et d'en régulariser les mouvements. L'Etat doit favoriser les

poussées alternatives qui amènent le progrès ; mais, dès qu'il voit s'accentuer une poussée unilatérale, c'est-à-dire quand une crise est imminente, le gouvernement doit charger le plateau le plus léger, ou bien (mais seulement dans les cas d'extrême nécessité), décharger le plateau le plus lourd. Par exemple, quand la demande l'emporte, il doit provoquer la création de nouvelles entreprises, et quand c'est l'offre qui augmente, il doit favoriser l'exportation et encourager les dépenses de luxe.

L'éclectisme est moins bien représenté en Italie. Boisguilbert y avait formé cependant toute une école. Mais les disciples se sont contentés de reproduire les idées du maître. Ils n'ont rien ajouté, notamment, pour ce qui concerne la consommation. Et nous nous contenterons de rappeler leurs noms. Les principaux furent : l'abbé Léon Pascoli (1), de Pérouse, plus mercantiliste et moins libéral que Boisguilbert, et l'archidiacre Sallustе-Antoine Bandini, de Sienne, que l'on a considéré à tort comme un libre-échangiste absolu (2). Citons encore le professeur de Naples, l'abbé Antoine

(1) *Testamento politico d'un academico fiorentino*. Pérouse, 1733. Ecrit en 1728.

(2) S. A. Bandini (1677-1760). — *Discorso economico*. Firenze, 1775.

Genovesi (1), qui est le plus illustre et le plus modéré des mercantilistes italiens.

Avec l'Allemand Heinrich von Justi (2), nous rencontrons, pour la première fois dans ce chapitre historique, l'idée de consommation différée par le jeu de l'épargne. Ce fondateur de la science camérale, très expert en matières de finances, de revenus et d'impôts, a prévu la nécessité des capitaux circulants. Dans son *Economie politique ou Traité systématique de toutes les sciences économiques et financières indispensables au gouvernement d'un pays*, il part de ce principe : tout citoyen doit contribuer à la prospérité publique, et ce devoir est plus grand pour les riches, puisqu'ils profitent davantage des services que rend l'Etat. Ce devoir est, du reste, aisé à remplir puisqu'en l'accomplissant on augmente sa fortune personnelle, l'intérêt particulier étant étroitement lié à l'intérêt général. Mais ce double résultat ne sera pas obtenu nécessairement et en dehors de la volonté individuelle.

(1) Ant. Genovesi (1712-1760). — *Delle lezioni di commercio ossia d'economia civile.* Napoli, 1765, deux vol., 2e éd., 1768-1770.

(2) Jean-Henri Justi, mort en 1771, professeur au Theresœum de Vienne (1750), puis à Gœttingue. — *Staatswirthschaft, oder systematische Abhandlung aller Oekonomischen und Cameral-Wissenschaften.* Leipzig, 1755, deux vol., 2e éd., 1758. — *System des Finanzwesens,* Halle, 1766.

Il faut qu'en employant leurs ressources pour augmenter leurs fortunes personnelles, les citoyens surveillent cet emploi, de façon à ce qu'il augmente, en même temps la fortune nationale. Cela se produira heureusement si l'on s'abstient de la thésaurisation et de l'emploi à l'étranger. Ceux qui laissent dormir leur argent improductif dans leur caisse ou qui le déposent dans les banques étrangères, pèchent contre le devoir que l'on a envers la République et qui est l'utilisation nationale de la fortune.

Justi distingue soigneusement la thésaurisation de l'épargne productive. La première est fille de l'avarice, la seconde a pour mère l'économie. « L'économie observe tous les devoirs envers elle-même et envers les autres. Elle ne perd jamais de vue la bienséance et les égards que l'on doit garder vis-à-vis des habitudes raisonnables du monde. De tout cela l'avarice n'a nul souci. » Il est indispensable de ne pas dépenser intégralement tout son revenu. Il faut mettre chaque année quelque chose de côté pour augmenter son capital. Après avoir ainsi proclamé l'excellence du capital de réserve pour les futures consommations, Justi passe en revue les moyens pratiques d'augmenter sa fortune.

Nous mentionnerons, en dernier lieu, l'éclectique baron Joseph de Sonnenfels (1), qui occupait en

(1) Jos. von Sonnenfels (1733-1817). — *Grundzätze der*

Autriche la situation qu'avait Justi en Allemagne. Il s'est occupé principalement de la question de la population. A propos de la demande, source de l'activité économique, il dit (1) : « Il est reconnu absolument vrai que les hommes vivent les uns des autres. Quand j'émets hardiment cette proposition : un homme peut nourrir un autre homme, je m'appuie sur le raisonnement suivant. Supposons qu'un citoyen soit obligé de consommer une valeur de 100 florins, ce citoyen sera forcé de gagner cent florins pour se nourrir. Il y a donc égalité entre la consommation nécessaire d'un citoyen et ce qu'il doit gagner nécessairement. Dès lors, la consommation d'un homme augmente la masse générale du fonds national d'une valeur égale à ce qu'il faut pour entretenir un autre homme.»

Laissons maintenant les considérations fragmentaires des Eclectiques, et voyons la place qu'occupe la sous-consommation dans le système complet de philosophie économique qui a reçu le nom de Physiocratie.

Nous étudierons d'abord les doctrines de Quesnay et des physiocrates orthodoxes. Nous verrons

Polizei, der Handlung und der Finanz. Wien, 1765, trois volumes, 8e édit., 1819-1822.

(1) Dans sa dissertation sur la cherté des vivres dans les grandes villes et le moyen d'y obvier. 1769.

ensuite quelles furent les idées de Turgot et de ses amis(1).

Bien que Quesnay ne nous donne, dans aucun de ses écrits, une théorie des crises, il est possible, avec un peu d'attention, de se rendre compte de ses conceptions à cet égard.

Les origines et les conditions de la crise économique seront évidemment différentes suivant qu'on se place dans l'ordre artificiel régi par les lois positives ou qu'au contraire on imagine l'ordre naturel des choses. Et Quesnay donne, comme on va le voir, des solutions différentes suivant les deux hypothèses.

D'abord, il est logique que des crises viennent troubler l'ordre actuel des choses. Cela n'a rien qui doive surprendre. Puisque les lois positives ne sont pas le simple reflet des lois naturelles et providentielles, bienfaisantes et nécessaires, dont l'observation doit assurer le bonheur matériel de l'humanité, la perturbation doit être de règle. Et, en effet, nous assistons continuellement

(1) Dupont énumère les Physiocrates en les groupant en deux écoles. Les orthodoxes, qui sont : Quesnay, le marquis de Mirabeau, Abeilla, Fourqueux, Bertin, Dupont de Nemours, l'abbé Roubaud, Le Trosne, Mercier de la Rivière et l'abbé Baudeau. Les dissidents, moins monarchistes et moins agrariens : Gournay, Malesherbes, l'abbé Morellet, Trudaine ; les amis de Turgot, Montigny, Boisgelin, de Cicé ; enfin Turgot lui-même.

à des perturbations dans le jeu des échanges, c'est-à-dire à des crises. Quelle est la cause de ces perturbations ? C'est l'instabilité de la consommation causée par la variété funeste des prix. Et d'où vient cette funeste variété ? De l'absence de liberté des échanges. La réglementation produit une déplorable variété des prix, tandis que la liberté met obstacle à cette variété, le commerce comblant naturellement le déficit d'une année par l'excès de l'autre. La fixité des prix est éminemment favorable à l'agriculture (préoccupation primordiale de Quesnay). Des prix réguliers valent mieux que des prix variables, quand bien même leur moyenne serait inférieure. Pour démontrer ce raisonnement, Quesnay a établi un calcul ingénieux dans son article de l'Encyclopédie sur les *grains*. Turgot le développe dans sa quatrième lettre (novembre 1770) sur le commerce des grains (1). Ce calcul établit que, lorsque le prix des grains est très variable, il y a une énorme différence entre le prix moyen des récoltes et le prix moyen des consommations. D'où il résulte un réel désavantage pour les propriétaires de terres à blé et pour l'Etat (2).

(1) Ed. Daire, I, p. 170.

(2) Voici un résumé des tableaux de Turgot : 1° En prenant la moyenne de cinq années de rendement variables, un arpent produit, sans la liberté du commerce des grains, dix-sept livres de revenu net (moins les contributions) ; et

Les crises, ainsi produites, ont pour origine la violation de ce principe d'ordre naturel que l'homme est propriétaire de ses facultés naturelles; ce qui, par une conséquence immédiate, permet de dire que l'homme doit être libre dans la manifestation de son activité économique. D'où, liberté du travail et liberté du commerce. La première de ces conséquences a fait principalement l'objet des préoccupations de Turgot. C'est la liberté du commerce que réclamèrent surtout Quesnay et ses plus fidèles amis. Il y avait pour cela cette raison secondaire que c'était une façon de combattre le mercantilisme, préoccupation constante des Physiocrates qui leur donnait leur principal titre à la qualité de réformateurs.

Donc, sous le régime des lois positives, les cri-

cela bien que la moyenne du prix du setier soit 25 francs. 2° Avec la liberté, ce même arpent de bonne terre donne vingt livres (les contributions restant à prélever), bien que la moyenne du prix du setier soit 24 francs.

Pour la France entière, cela fait 50 millions de revenu de plus, soit 40 à l'avantage du propriétaire et 10 à celui du gouvernement.

Les lettres de Turgot sur la liberté du commerce des grains, adressées à l'abbé Terray à la fin de 1770, sont au nombre de sept. Il n'en reste que quatre, les trois autres ayant été perdues du vivant même de Turgot. De celles-ci nous n'avons qu'une analyse par Dupont de Nemours. La quatrième lettre, dont nous venons de parler, est malheureusement de ce nombre.

ses économiques sont possibles à cause de la funeste variété des prix occasionnés par la réglementation.

Mais l'ordre naturel des choses ne peut-il se concevoir que sans la possibilité des crises? Il semble bien que l'optimisme physiocratique n'admet pas que la crise économique puisse troubler l'ordre naturel des choses. Ils croient, ces honnêtes philosophes, que si les hommes suivent le plan providentiel découvert et manifesté par Quesnay dans le tableau économique, la prospérité la plus immuable règnera dans la caisse royale et chez les particuliers.

Nous croyons, cependant, qu'une évidente défectuosité s'est glissée dans le programme économique de Quesnay et qu'à cause d'elle la crise économique est concevable, même dans l'ordre providentiel. Et voici comment.

Si l'on observe de près la circulation que précise le Tableau économique, on peut se rendre compte de ceci : tous les mouvements accomplis en va-et-vient, en circuits et en ricochets par les cinq milliards que la classe productive tire du sol sont nécessaires et forcés, sauf un seul. Cette unique exception comprend le produit net versé entre les mains de la classe propriétaire sous forme de fermages (1). Ce produit net seul possède

(1) On pourrait croire, à première vue, que c'est le

le privilège d'un emploi relativement libre, tandis que tout le reste a un emploi forcé.

Prouvons cette fissure du système, que, bien entendu, les Physiocrates n'ont pas fait ressortir.

Voici le jeu des circulations obligatoires. La classe productive doit nécessairement garder trois milliards : pour couvrir les avances annuelles (deux milliards) et l'amortissement des avances primitives (un milliard). Elle doit, tout aussi nécessairement, verser les deux autres milliards à la classe propriétaire, sous la justification des avances foncières. De même, le circuit qui a pour but de stipendier la classe stérile est forcé. La classe productive demande à la classe stérile un milliard d'objets manufacturés et de services. Mais ce milliard revient à la classe productive parce que la classe stérile est obligée d'acheter à la classe productive pour un milliard d'objets d'alimentation (1).

labourcur qui détient la portion relativement libre du revenu. Les physiocrates parlent, en effet, constamment de la prééminence du laboureur (Turgot, *Réflexions*, § V), du laboureur unique source de toute richesse (*idem*, § VII), du cultivateur premier moteur de toute la machine de la société (*ibidem*, § XVII). Mais, en réalité, le laboureur doit céder le produit net au propriétaire foncier. Et comme c'est une portion de ce produit net qui est la partie disponible, c'est, en dernière analyse, le propriétaire foncier qui est l'arbitre de la situation.

(1) « Ce que le travail du laboureur fait produire à la

Tout autre est le sort réservé aux deux milliards que reçoit la classe propriétaire. Dans le programme de Quesnay, voici comment ils doivent circuler : la classe propriétaire donne un milliard à la classe productive pour lui payer des denrées alimentaires et un milliard à la classe stérile pour lui payer des objets fabriqués ou des services. (Ce dernier milliard revient à la classe productive sous forme d'achats de matières premières nécessaires à l'industrie.)

Nous prétendons, cela étant ainsi, que la classe propriétaire est relativement libre et maîtresse de la situation. Le milliard qu'elle donnera à la classe productive a une destination obligatoire, c'est entendu. Mais, quelque serrée que paraisse la circulation de Quesnay, il faut bien reconnaître que rien n'oblige la classe propriétaire à acheter à la classe stérile pour un milliard d'objets fabriqués et de services. La classe productive et la classe stérile sont à la portion congrue ; elles ne touchent que la représentation des valeurs qu'elles

terre au-delà de ses besoins personnels est l'unique fonds des salaires que reçoivent tous les autres membres de la société en échange de leur travail. Ceux-ci, en se servant du prix de cet échange pour acheter à leur tour les denrées du laboureur, ne lui rendent exactement que ce qu'ils ont reçu. » Turgot, *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, éd. Daire, I, § V, p. 10.

fournissent. Elles ne font que rentrer dans leurs fonds. Au contraire, la classe propriétaire dispose, sur le produit net, de tout ce qui dépasse ce qu'il lui faut pour vivre. Elle dispose, en d'autres termes, de tout ce qui dépasse le milliard d'objets d'alimentation qu'elle donne à la classe productive, c'est-à-dire du milliard qu'elle peut donner à la classe stérile.

Mais, pourrait-on objecter, les achats à la classe stérile sont aussi obligatoires que tous les autres. Et la preuve, c'est que la classe productive est obligée d'acheter à la classe stérile pour un milliard d'objets fabriqués ou de services. Dès lors, pourquoi distinguer ? Pourquoi dire la classe productive *doit* acheter un million de services, tandis que la classe propriétaire *peut* faire la même opération ?

L'objection ne porte pas.

En effet, par hypothèse, la classe stérile a besoin pour vivre d'acheter à la classe productive pour un milliard d'objets d'alimentation. Que donnera la classe stérile en échange? Elle ne produit que des objets manufacturés ou des services. Elle est donc obligée de donner ce qu'elle a. Et la classe productive est obligée de lui demander un milliard de produits manufacturés ou de services.

Or, la même obligation n'existe pas pour la classe propriétaire. Ajoutons, qu'en dernière ana-

lyse, cette situation privilégiée de la classe propriétaire nous semble cadrer parfaitement avec le système de Quesnay. Il serait absurde et contraire aux conceptions physiocratiques que la « classe disponible » de Turgot (1), la « classe noble » de l'abbé Baudeau vît ses recettes strictement mesurées sur ses dépenses obligatoires. Il était convenable de laisser une certaine marge aux propriétaires fonciers, « gens vivant noblement ». C'est bien là l'esprit de la Physiocratie. Les preuves abondent. Les dépenses des propriétaires sont longuement énumérées dans les écrits du physiocrate margrave Charles Frédéric de Bade (2). Dans leur nombre il est prévu des dépenses fastueuses, dépenses de table, etc. Elles ont évidemment un caractère facultatif. De son côté, Turgot écrit que le produit des terres se partage en deux portions :

(1) Turgot l'appelle ainsi parce que « n'étant point attachée par le besoin de la subsistance à un travail particulier, elle peut être employée aux besoins généraux de la société, comme la guerre et l'administration de la justice, soit par un service personnel, soit par le paiement d'une partie de ses revenus, avec laquelle l'Etat ou la société soudoie des hommes pour remplir ces fonctions ». *Réflexions*, § XV, éd. Daire, p. 14.

(2) Ch. Frédéric de Bade (1728-1811).

Analyse abrégée des principes de l'Economie politique, dans les Ephémérides, 1772.

Table raisonnée des principes de l'Economie politique, Carlsruhe, 1775.

l'une est affectée aux cultivateurs, « l'autre est la part du propriétaire ou le revenu que le propriétaire *peut dépenser à son gré* (1) ».

Enfin, Quesnay reconnaît lui-même la liberté partielle que possède la classe propriétaire de disposer du produit net, dans les termes suivants : « Dans l'état de prospérité d'un royaume... où le revenu des propriétaires ne pourrait plus s'accroître, ceux-ci *pourraient* en dépenser *la moitié* en achats à la classe stérile (2). »

Supposons que la classe propriétaire ne suive pas les prescriptions de Quesnay, use de sa liberté, et n'achète pas pour un milliard à la classe stérile. Il lui reste deux emplois possibles pour ce milliard. Elle peut le donner à la classe agricole. Dans ce cas, bien que cela ne rentre pas dans son programme, Quesnay approuve, car « tout ce qui favorise l'agriculture est profitable à l'Etat et à la Nation (3) ». Elle peut, en second lieu, conserver le milliard pour elle, classe propriétaire, ne pas le dépenser, l'épargner. Cette éventualité semble préoccuper vivement Quesnay. Il dit, dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole* : « Que la

(1) *Réflexions*, § XCVIII, éd. Daire, I, p. 65.

(2) Troisième observation faisant suite au Tableau économique.

(3) Troisième observation du Tableau économique.

totalité des sommes du revenu rentre dans la circulation annuelle et la parcoure dans toute son étendue ; qu'il ne se forme point de fortunes pécuniaires, ou du moins qu'il y ait compensation entre celles qui se forment et celles qui reviennent à la circulation (1).» Il insiste sur la même idée dans la maxime XXI : « Que les propriétaires et ceux qui exercent des professions lucratives ne se livrent pas à des épargnes stériles qui retrancheraient de la circulation et de la distribution une portion de leurs revenus ou de leurs gains ». Enfin, il a consacré au développement de cette théorie une grande partie de son dialogue *Du Commerce* (2). Il va même jusqu'à craindre davantage les épargnes que les dépenses stériles. Car il reconnaît, sans protester, que « la plus grande partie des dépenses des propriétaires sont au moins des dépenses stériles (3). »

Nous pouvons conclure de ces considérations que, même dans l'hypothèse du Tableau économique, la perturbation des échanges est possible et que cette crise vient de la sous-consommation des propriétaires fonciers.

En quoi consiste, au juste, cette sous-consommation ? Nous ne pensons pas qu'il faille la

(1) Maxime VII.
(2) 1766.
(3) Deuxième observation du Tableau économique.

confondre avec l'arrêt des consommations de luxe. Les Physiocrates n'auraient pas volontiers accepté cette vieille conception mercantiliste. D'ailleurs, si Quesnay approuve les dépenses de faste (décoration, agrément, vêtement), il condamne le luxe.

Nous ne croyons pas davantage que Quesnay ait voulu désigner par épargnes stériles la thésaurisation. Les observations personnelles et quotidiennes que pouvait faire le chirurgien de Mme de Pompadour devaient le convaincre que l'épargne-thésaurisation n'était pas le vice de la classe propriétaire qui encombrait les abords du Petit-Trianon.

Reste l'épargne-placement. Et il semble bien que c'est elle que visait Quesnay. Ne dit il pas expressément : Qu'il ne se forme pas de fortunes pécuniaires, ou, du moins, que celles qui se forment ne soient que l'équivalent de celles qui disparaissent ?

Nous ne voyons que deux explications possibles de cette étrange conception.

Ou bien Quesnay a été poussé à cette intransigeance par ses préoccupations agricoles ; car nous savons que le milliard qu'il veut faire acheter à la classe stérile revient, en dernière analyse, à la classe productive (1).

(1) Les mêmes principes pouvaient faire craindre à

Ou bien, il a rejeté l'épargne tout simplement parce qu'elle ne cadrait pas avec son programme. Et dans ce cas, sa répulsion est aussi enfantine que le Tableau économique lui-même, qui n'est qu'un jeu d'esprit. Ce serait une manifestation de cette « profondeur un peu étroite, qui fait les intelligences créatrices, mais qui fait aussi les penseurs systématiques (1) ».

La théorie de la sous-consommation n'a pas été approfondie davantage par les Physiocrates orthodoxes. Rappelons simplement les récriminations de l'abbé Baudeau au sujet du développement des dépenses et des travaux stériles (2). Il ne fait,

Quesnay que les riches ne fissent de leur argent l'usage improductif du prêt aux gouvernements ou aux fils de famille dissipateurs. Alors l'argent ne revenait pas à la terre et le placement était considéré par les Physiocrates comme mauvais. Il ne faut pas oublier que l'épargne-placement vraiment féconde, celle qui fait prospérer le commerce et l'industrie, était fort rare à l'époque de Quesnay. Lorsque Turgot en disserte, il a l'air plutôt d'un prophète, d'un homme qui a l'intuition de l'avenir, que d'un observateur du fait contemporain.

(1) H. Baudrillart, à propos de Quesnay, dans son Introduction de *J.-B. Say*, p. 2.

C'est la caractéristique de l'œuvre physiocratique : mélange, avec une logique irréfutable, des vérités admirablement pressenties et des erreurs théoriques très graves. L. Cossa, p 302.

(2) *Dialogue sur le commerce et les travaux des artisans*, 1766.

au fond, que répéter les phrases du *Dialogue sur le travail des artisans.*

L'épargne est le phénomène économique qui a le plus préoccupé Turgot. C'est dans cette question qu'il a marqué sa dissidence par rapport aux orthodoxes de la Physiocratie (1).

Le ministre-philosophe ne parle jamais du Tableau économique. Il n'a pas pour cette œuvre l'admiration hyperbolique du marquis de Mirabeau (2). Au contraire ; dans ses *Observations sur le mémoire de M. de Saint-Péravy*, Turgot expose le système de circulation des richesses admis par l'auteur, et qui est exactement le système du Tableau économique, puis il ajoute : « Ces propositions ne peuvent être regardées que comme des hypothèses qui ont quelque degré de vraisemblance et dont on peut faire usage dans des formules de calcul, mais dont on ne peut tirer jamais des conclusions entièrement précises. La proportion entre les différents objets de dépense de chaque classe est trop variable pour qu'on puisse la cal-

(1) Elle a cependant échappé à E. Daire qui maintient, sur ce point, l'identité des systèmes de Quesnay et de Turgot. *Notice historique*, I, p. 45.

(2) Le marquis de Mirabeau proclamait que le Tableau était une des trois plus belles inventions dues à la sagesse humaine, les deux autres étant l'écriture et la monnaie. Cité dans la *Wealth of Nations*, IV, 9.

culer avec certitude. Les suppositions de ce genre ne peuvent être employées utilement que pour donner une idée plus nette de la marche de la circulation (1) ». Turgot échappait donc aux obligations systématiques, que nous venons d'apprécier chez Quesnay. Il n'était pas tenu de faire cadrer ses idées sur la consommation avec un programme obligatoire.

Il semble cependant, à première vue, fidèle à ce programme, dans le passage suivant : « Si par un dérangement quelconque dans l'ordre des dépenses des différentes classes de la société, les entrepreneurs cessent de retirer leurs avances avec le profit qu'ils ont droit d'en attendre, il est évident qu'ils seront obligés de diminuer leurs entreprises ;... que la pauvreté prendra la place de la richesse (2) ». Le cas, visé par Turgot, où la pauvreté succède à la richesse parce que les entreprises sont arrêtées, est évidemment un cas de dépression économique, quelque chose qui n'est pas loin d'un état de crise.

Et la cause de ce marasme, quelle est-elle ? Un dérangement dans l'ordre des dépenses, répond Turgot. Ce bouleversement des consommations, ne serait-ce pas la sous-consommation de la classe

(1) E. Daire, I, 419.
(2) *Réflexions,* § LXIX, éd. Daire, I, 45.

propriétaire, redoutée par Quesnay ? En aucune façon, car la suite du paragraphe, dont nous avons cité quelques lignes, nous fait connaître qu'entrepreneur veut dire capitaliste et profit veut dire intérêt de l'argent prêté (1). Evidemment un dérangement de dépense qui occasionne un arrêt de l'épargne placement, n'a rien de commun avec le Tableau économique.

Et de fait, Turgot fait dépendre l'équilibre économique non plus, comme Quesnay, de la consommation immédiate et directe de la classe propriétaire, mais de cette consommation différée et transférée qui n'est autre que la création du capital, ou l'épargne-placement.

Celle-ci est la source de la prospérité matérielle, parce qu'elle est la sauvegarde de l'avenir, la condition des consommations futures, la constitution des réserves essentielles. « L'argent qu'on offre au marché pour avoir du blé ou d'autres

(1) « La culture des terres, les fabriques de tout genre et toutes les branches de commerce roulent sur une masse de capitaux ou de richesses mobilières accumulées qui, ayant été d'abord avancées par les entrepreneurs dans chacune de ces différentes classes de travaux, doivent leur rentrer chaque année avec un profit constant ; savoir, le capital pour être reversé et avancé de nouveau dans la continuation des mêmes entreprises, et le profit pour la subsistance plus ou moins aisée des entrepreneurs. » Ed. Daire, *Réflexions*, § LXIX, I, 45.

choses est celui qu'on dépense journellement pour satisfaire à ses besoins, et celui qu'on offre à prêter est précisément celui qu'on a retranché de ses dépenses journalières pour le mettre en réserve et former des capitaux (1) ».

Turgot étudie très complètement cette question de l'épargne. Il distingue l'épargne-placement de l'épargne-thésaurisation. « L'avare pusillanime n'amasse l'argent que pour rassurer son imagination (2) », tandis que le créateur d'un capital peut : 1° acheter un fonds de terre (3) ; 2° placer son argent dans des entreprises d'agriculture (4) ; 3° placer son capital dans des entreprises d'industrie et de fabrique (5) ; 4° le placer dans des entreprises de commerce (6) ; 5° le prêter à intérêts (7).

Pour lui, le progrès économique se manifeste par l'intensité de l'épargne. « L'esprit d'économie dans une nation tend à augmenter sans cesse la somme de ses capitaux, à accroître le nombre des prêteurs, à diminuer celui des emprunteurs.

(1) *Réflexions*, § LXXVII, éd. Daire, I, 53.
(2) *Réflexions*, § LIX.
(3) *Réflexions*, § LVIII.
(4) *Réflexions*, § LXIII.
(5) *Réflexions*, § LX.
(6) *Réflexions*, § LXVII.
(7) *Réflexions*, § LXXII.

L'habitude du luxe fait précisément le contraire, et par ce qui a déjà été remarqué sur l'usage des capitaux dans les entreprises de culture, d'industrie et de commerce, on peut juger si le luxe enrichit une nation ou s'il l'appauvrit » (1).

Il convient de remarquer que Turgot, qui s'était séparé de Quesnay en préférant la consommation différée à la consommation immédiate, se place maintenant aux antipodes des mercantilistes qui demandaient le progrès social aux consommations de luxe. Il a préparé, par cette double scission, la théorie condensée par la belle pensée de J.-Stuart Mill : on est utile aux travailleurs, non par ce que l'on consomme soi-même, mais par ce que l'on fait consommer aux autres.

Il n'y a qu'un point imprécis dans les considérations de Turgot sur l'épargne-placement. C'est que, tout en définissant bien le capitaliste (2), il le confond avec les autres entités économiques. Son analyse n'est pas complète et il met en jeu comme capitalistes tantôt le propriétaire foncier, tantôt l'entrepreneur, tantôt encore le cultivateur (3), le

(1) *Réflexions*, § LXXX, I, 55.

(2) « Il y a, dit-il, un autre moyen d'être riche sans travailler et sans posséder des terres... ce moyen consiste à vivre de son capital ou plutôt de l'intérêt qu'on en tire en prêtant. » *Réfl.*, § XXXI, I, p. 22.

(3) *Réfl.*, § XIV, I, 14.

métayer (1), le salarié (2). Nous avons vu que cette confusion rendait parfois sa discussion un peu énigmatique, dans le § LXIX de ses *Réflexions,* par exemple.

On sait, au contraire, avec quelle netteté et quelle vigueur de touche, Turgot a montré à quel signe on reconnaissait l'intensité de l'épargne et l'abondance des capitaux. Ce signe, c'est la baisse du taux de l'intérêt. Tout le monde connaît ce célèbre tableau : « On peut regarder le prix de l'intérêt comme une espèce de niveau au-dessous duquel tout travail, toute culture, toute industrie, tout commerce cessent. C'est comme une mer répandue sur une vaste contrée : les sommets des montagnes s'élèvent au-dessus des eaux et forment des îles fertiles et cultivées. Si cette mer vient à s'écouler, à mesure qu'elle descend, les terrains

(1) « On pourra espérer qu'ils pourront se former peu à peu un petit capital de bestiaux qui, s'augmentant successivement, leur fournira les moyens de faire eux-mêmes les avances de la culture et de cultiver pour leur profit. »

Sixième lettre à l'abbé Terray, sur le commerce des grains.

(2) « Quiconque, soit par le revenu de sa terre, soit par les salaires de son travail ou de son industrie, reçoit chaque année plus de valeurs qu'il n'a besoin d'en dépenser, peut mettre en réserve ce superflu et l'accumuler : ces valeurs accumulées sont ce qu'on appelle un capital. » *Réfl.*, § LIX. I, 37.

en pente, puis les plaines et les vallons paraissent et se couvrent de productions de toute espèce. Il suffit que l'eau monte ou s'abaisse d'un pied pour inonder ou pour rendre à la culture des plages immenses. C'est l'abondance des capitaux qui anime toutes les entreprises, et le bas intérêt de l'argent est tout à la fois l'effet et l'indice de l'abondance des capitaux (1). »

Tout en admirant comme elle le mérite cette belle page, nous pensons qu'il faut faire certaines réserves. En lui-même, le bas intérêt de l'argent n'est pas nécessairement un indice de prospérité économique. Cela dépend. Et il faut aller au fond des choses pour rechercher quelle est la cause du bas intérêt de l'argent. Si cette cause n'est autre que l'accumulation considérable des capitaux provenant du résultat rémunérateur de nombreuses entreprises, si c'est un gain provenant d'une grande activité économique, accompagnée d'un grand développement de l'esprit de prévoyance, au milieu d'une absolue sécurité politique, alors évidemment le bas intérêt est un signe de prospérité. Mais si le taux de l'intérêt est bas parce que la demande de capitaux est faible ou nulle par suite de lassitude ou d'incapacité économique, parce que l'industrie végète et l'esprit d'entreprise

(1) *Réflexions*, § LXXXIX, I, 59.

sommeille, comme dans la Hollande du dix-huitième siècle, alors le bas prix de l'argent est un signe de décadence et de stagnation. L'argent est un outil délaissé parce que l'on ne travaille pas.

Et, d'autre part, le taux élevé de l'argent est un mal s'il a pour cause l'insécurité des transactions ou la rareté des capitaux causée par leur destruction, en temps de guerre ou de crise, et par leur dissipation venant du luxe ou de l'imprévoyance. Il peut être un bien, s'il a pour cause une active demande de capitaux causée par la reprise des affaires (1).

(1) Au moment où écrivait Turgot, le taux de l'intérêt était bas. Il n'avait cessé de s'abaisser depuis la découverte de l'Amérique et il atteignait alors son point extrême de fléchissement. Louis XIV avait emprunté 5 millions, au denier 18, pour solder l'acquisition de Dunkerque. Au moment de sa chute, Turgot négociait un emprunt avec les Hollandais à 4 °/₀.

En Hollande, en 1671, on voyait les obligations de la Cie des Indes orientales rapporter 2 3/4 °/₀. En 1756, les obligations des états généraux sont cotées 105 et 106, et rapportent 2 3/4 également.

A Cadix, Brême, Hambourg, le taux de l'intérêt est de 3 °/₀ au milieu du dix-huitième siècle. Les consolidés anglais 3 °/₀ valent 106 et 107 en 1759.

Mais, à la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, le taux de l'intérêt s'élève rapidement dans toute l'Europe.

Pour se faire une idée bien complète des opinions de Turgot sur la consommation immédiate et sur la consommation différée, il est nécessaire d'exposer comment il fut amené à souligner sa théorie et comment il réfuta les arguments que lui opposèrent les physiocrates orthodoxes.

Quand il eut constaté que la théorie de Turgot différait complètement de celle de Quesnay, au sujet de l'épargne, Dupont de Nemours eut l'idée de tenter une conciliation des deux systèmes. Pour cela, il se permit de modifier les *Réflexions* de Turgot lorsqu'elles furent publiées pour la première fois dans les *Ephémérides du citoyen*, en 1769. Il adoucit les passages relatifs à l'économie et à la dépense (1).

Turgot protesta avec énergie, et les modifications arbitraires de Dupont disparurent des éditions postérieures (2).

(1) Voir, dans le *Journal des Économistes* de juillet 1888, l'article de G. Schelle sur les œuvres de Turgot.

(2) L'édition Daire (Guillaumin, Paris, 1844) contient deux notes tendancieuses de Dupont. Dans la première, le physiocrate orthodoxe pense que les dépenses sont hiérarchisées dans l'ordre suivant: dépenses folles, dépenses stériles, dépenses conservatrices, dépenses productives. Il ajoute que l'épargne n'est pas productrice et n'est même pas conservatrice.

Dans la seconde note, Dupont affirme que Quesnay n'a réprouvé que la thésaurisation.

Mais, les altérations de Dupont eussent-elles subsisté, nous posséderions quand même l'entière pensée du ministre-philosophe. Elle est explicitement manifestée dans ses *Observations sur le mémoire de M. de Saint-Péravy en faveur de l'impôt indirect* (1).

Turgot avait montré, dans ses *Réflexions*, comment l'épargne crée le capital, et comment la constitution du capital est une source de progrès économique. Dans ses *Observations,* il fait œuvre de critique et s'attache à détruire la thèse contraire. Son œuvre est ainsi complétée.

C'est une erreur, dit-il, de croire, comme la plupart des écrivains économiques, que la totalité des revenus doit nécessairement être reversée immédiatement dans la circulation, sans qu'il en soit mis aucune partie en réserve pour former un capital pécuniaire, et que, s'il en était autrement, la reproduction en souffrirait (2).

La reproduction ne souffrira pas de la constitution de capitaux parce que celle-ci diminue l'intérêt de l'argent prêté, augmente la valeur vénale des biens-fonds, diminue les reprises nécessaires des entrepreneurs en tout genre et les frais de toutes les entreprises, rend profitables et, par

(1) 1767.

(2) *Observations sur le mémoire de M. de Saint-Péravy*, éd. Daire, I, 424.

conséquent, possibles, des entreprises qui ne l'étaient pas, augmente à proportion la somme des entreprises et des produits (1).

« Le bas intérêt de l'argent et toutes ses conséquences avantageuses résultent de la quantité de capitaux offerts par les prêteurs comparée avec la quantité de demandes des emprunteurs. Si la totalité du produit net avait été dépensée chaque année sans aucune réserve, jamais la masse des avances, je ne dis pas de la grande culture, mais de la culture la plus faible, n'aurait pu se former; jamais ces avances ne pourraient augmenter ; la chose est de toute évidence » (2).

Ayant ainsi rappelé son argumentation des *Réflexions*, Turgot prend corps à corps l'objection physiocratique : « l'argent qui n'est pas rendu à la circulation diminue les valeurs vénales et par contre-coup les reprises des fermiers qui, lorsqu'ils vendent moins cher qu'ils n'ont dû compter, payent le prix de leur bail en entamant leurs reprises », puis il la réfute par quatre séries d'arguments que nous allons résumer.

1° Les Physiocrates, par réaction contre le mercantilisme, professent que rien n'est plus indifférent, pour la prospérité publique, que le solde

(1) *Ibid.*, I, pp. 425-426.
(2) *Ibid.*, pp. 426-427.

en argent de la balance du commerce. Cependant, si, par le paiement de ce solde, il s'écoule chaque année chez l'étranger une partie des espèces pécuniaires qui circulaient dans l'Etat, c'est le cas de dire que l'argent n'est pas intégralement rendu à la circulation, que les prix baisseront, etc. Pourquoi donc Quesnay, indifférent à l'argent retiré de la circulation par les paiements à l'étranger, est-il très soucieux de celui qui est retiré de la circulation par l'économie ?

2° Chaque Etat voit augmenter annuellement son stock métallique du fait de la production des mines de métaux précieux. Cet accroissement est direct dans les Etats propriétaires de mines. Il est indirect, c'est-à-dire produit par le jeu naturel du commerce, pour les pays voisins. Si la quantité d'argent retirée par l'épargne de la circulation immédiate est inférieure ou égale à la quantité d'argent introduite chaque année dans la circulation par la production des mines, il n'y a rien de changé, et les denrées conservent leur valeur vénale, et l'épargne ne nuit pas à la reproduction. Bien plus, elle est un frein salutaire à la hausse des prix provenant de l'augmentation du stock métallique. Elle ôte à la surabondance de l'argent tous ses inconvénients, pour ne lui laisser que ses avantages.

3° A supposer même que l'épargne ait pour

effet de retirer de la circulation une partie de l'argent et de faire baisser les prix au préjudice du cultivateur, il ne faut pas oublier qu'elle fait aussi baisser l'intérêt de l'argent et, par suite, facilite les avances et diminue les frais de production. « En sorte que la diminution de la valeur vénale, qui vient du peu d'argent retiré de la circulation, est plus que compensée par le nombre de choses vendues ou par une moindre valeur fondamentale de chaque chose vendue (1). »

4° Mais, c'est très gratuitement que l'on suppose que l'épargne diminue les valeurs vénales, en retirant de la circulation les sommes mises en réserve. Elles y rentrent presque toutes sur-le-champ. Pour en être convaincu, il ne faut que réfléchir à l'usage que l'on fait de l'argent épargné. Ou bien on l'emploie en achats de terre, ou bien on le prête à intérêt, ou bien on le met en avances dans des entreprises de culture, d'industrie, de commerce (2). L'argent de l'acquéreur de biens-fonds passe au vendeur, celui-ci s'en sert ou bien pour payer des dettes criardes, ou bien pour payer des dettes produisant intérêts. Le créancier remboursé prêtera

(1) *Ibid.*, p. 431. Turgot appelle valeur fondamentale les frais de production d'un produit et valeur vénale celle que fixe pour chaque produit, au marché, le jeu de l'offre et de la demande.

(2) *Ibid.*, p. 432.

de nouveau son argent à des gens qui le mettront de suite en circulation, par des dépenses folles si ce sont des fils de famille ou des gouvernements, par des dépenses utiles si ce sont des entrepreneurs.

On ne saurait mieux démontrer que la consommation différée ou transférée devient consommation immédiate et directe par le fait même de son transfert.

Nous ferons remarquer, en terminant, que l'argumentation de Turgot est toute en faveur de ce que nous avons dit à propos du fonds d'acquisition qui doit exister dans une nation pour prévenir ou enrayer les crises économiques.

Il est bien entendu, toutefois, que les dires de Turgot, comme ceux des mercantilistes, des éclectiques et des physiocrates, ne sont rapportés ici que dans un intérêt historique. Des réserves sont nécessaires : notamment au sujet de la théorie quantitative des prix, et même de la valeur absolue de l'épargne. L'épargne, en effet, n'est irréprochable que lorsque la somme des satisfactions obtenues par son fait, dans l'avenir, est supérieure à la somme des satisfactions sacrifiées dans le présent (1).

(1) Cf. Montemartini, *Il risparmio nelle Economia pura*. Milano, 1896.

Turgot eut la bonne fortune d'être autre chose qu'un donneur d'avis, comme les économistes que nous avons étudiés jusqu'ici. Il posséda la puissance publique et s'en servit pour appliquer la doctrine physiocratique. Il chercha à détruire toutes les réglementations et à donner toutes les libertés économiques : liberté du travail, par la suppression des jurandes ; liberté du commerce des grains, du commerce des vins, du commerce de la viande, etc. Enfin, liberté du taux de l'intérêt (1).

(1) L'histoire du taux de l'intérêt peut se partager en deux périodes :

Première période. En France, sous l'influence canonique, les capitulaires carolingiens avaient prohibé absolument les prêts d'argent (capit. de 806, de 818, etc.). Mais on tourne la difficulté par la constitution de rentes, qui sont considérées peu à peu comme obligations personnelles (arrêt du parlement de Paris de 1557) et rachetables (ordonnance de Charles VII, de 1441). On donnait aussi des autorisations personnelles d'usure. La réaction contre la prohibition est due à Dumoulin, Calvin, Bentham, Galiani, Melon, Montesquieu et Turgot. Le taux des rentes était fixé par des ordonnances ; la dernière (1725) fixe le taux des rentes sur l'Hôtel-de-Ville au denier vingt (5 °/₀). — En Allemagne, situation analogue. D'abord, interdiction absolue ; puis, dès le XVI[e] siècle, deux atténuations : constitutions de rente au taux maximum de 5 °/₀ et autorisation des prêts d'argent pour les juifs. — En Angleterre, Henry VIII autorise expressément les prêts d'argent au taux maximum de 10 °/₀. Édouard VI retire cette autorisa-

Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, œuvre fondamentale de l'Economique, Adam Smith (1) a placé ses considérations (fort sommaires d'ailleurs) sur les consommations à un endroit caractéristique. Il les a groupées dans le chapitre I du livre III, intitulé : *Du cours naturel des progrès de l'opulence* (2). Le

tion qui est rétablie par Élisabeth. Sous la reine Anne, le taux fut fixé à 5 °/₀ au maximum.

Deuxième période. En France, l'article 1907 du Code civil de 1804 proclame la liberté du taux de l'intérêt conventionnel. La loi du 3 septembre 1807 fixe le taux de l'intérêt légal et conventionnel à 5 °/₀ au civil et 6 °/₀ au commercial. La loi du 12 janvier 1886 proclame la liberté du taux conventionnel en matière commerciale. La loi du 10 avril 1900 fixe l'intérêt légal à 5 °/₀ en matière de commerce et à 4 °/₀ en matière civile. L'intérêt conventionnel n'est pas fixé par cette dernière loi ; il reste donc 5 °/₀ au civil (loi de 1807) et libre au commercial (loi de 1886).

(1) A. Smith, né à Kirkaldy, en Écosse, le 5 juin 1723, élevé à Glasgow (1737-1740), à Oxford (1740-1746), professeur de logique, puis de philosophie morale, meurt commissaire pour les douanes, à Édimbourg, le 17 juillet 1790. — *The theory of moral sentiments*, London, 1769 ; — *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, London, 1776.

(2) Il convient de noter une autre idée, large et féconde, d'A. Smith sur la consommation. C'est dans sa réfutation de la Physiocratie qu'il l'a émise, livre IV, chapitre IX. *Wealth of Nations*, Smith accepte l'idée physiocratique de la liberté économique, mais en se préoccupant surtout de l'intérêt des consommateurs et non de l'intérêt exclusif des

livre III est intitulé : *De la marche différente des progrès de l'opulence chez les différentes nations.* Il en résulte que la prospérité d'un peuple a pour cause, d'après lui, l'ordre et la régularité des satisfactions données aux besoins. Le bouleversement, le ralentissement, l'arrêt des consommations doivent donc occasionner le contraire de la prospérité et de l'opulence, c'est-à-dire la dépression économique et l'état de crise.

Observation intéressante qui nous donne le droit de trouver chez Adam Smith la base de la théorie de la sous-consommation, et qui corrobore l'opinion de Roscher que les conceptions les plus modernes des phénomènes économiques, sont toutes contenues en germe dans l'œuvre du philosophe écossais et n'en peuvent être considérées que comme le complément.

Les besoins, observe A. Smith, se manifestent chez l'homme dans l'ordre naturel suivant : d'abord les besoins de subsistance, puis les besoins de commodité et de luxe. Par conséquent, la culture et l'amélioration de la campagne, qui fournit la subsistance, doivent nécessairement être antérieures aux progrès de la ville, qui ne fournit que les choses de luxe et de commodité. C'est seulement

différentes catégories de producteurs. Par suite, il considère le bon marché de tous les produits comme l'idéal du progrès économique.

le surplus du produit de la campagne, c'est-à-dire l'excédent de la subsistance des cultivateurs, qui constitue la subsistance de la ville, laquelle, par conséquent, ne peut se peupler qu'autant que ce surplus de produits vient à grossir.

Et c'est ce qui arrive dans l'ordre naturel, c'est-à-dire quand les institutions humaines ne contrarient pas le penchant naturel de l'homme. En effet, à égalité de profits, ou à peu de différence près, la plupart des hommes préfèreront employer leurs capitaux à la culture et à l'amélioration de la terre, plutôt que de les placer dans des manufactures ou dans le commerce étranger. Un faisceau de raisons accessoires les poussent dans cette voie, par exemple la sécurité, la position de la propriété foncière « sous les yeux et au commandement » de son possesseur, l'attrait de la vie rurale, la tranquillité d'esprit dont on espère jouir à la campagne, l'état d'indépendance qu'elle procure réellement. Mais la raison primordiale c'est la première place que tiennent les denrées agricoles dans les consommations des hommes. C'est une question de consommation. A l'origine, la destination de l'homme fut de cultiver la terre ; et il semble conserver dans toutes les périodes de sa vie une prédilection pour cette occupation primitive de son espèce.

Ce n'est pas seulement l'existence des non-agriculteurs ou des habitants des villes (suivant

l'expression de A. Smith) qui dépend de la culture du sol, c'est aussi leur multiplication. « Ni leur occupation, ni leur subsistance ne peuvent se multiplier qu'en raison de la demande que fait la campagne d'ouvrage fait, et cette demande ne peut elle-même se multiplier qu'en raison de l'extension et de l'amélioration de la culture. »

Adam Smith fait ainsi dépendre le progrès économique de la demande. Et la demande doit se manifester dans l'ordre naturel des besoins.

Voilà pourquoi on préfère, en première ligne, l'agriculture aux manufactures. De même, on préfère, en seconde ligne, les manufactures au commerce étranger.

« Ainsi, suivant le cours naturel des choses, la majeure partie du capital d'une société naissante se dirige d'abord vers l'agriculture, ensuite vers es manufactures, et en dernier lieu vers le commerce étranger. Cet ordre de choses est si naturel que dans toute société qui a quelque territoire, il a toujours, à ce que je crois, été observé à un certain point. » Cet ordre naturel a été cependant interverti, en fait. A cause de « la nature de leur gouvernement », les Etats modernes de l'Europe ont été forcés de suivre la marche rétrograde précisément contraire à l'ordre naturel.

On voit que Smith reconnaît aux besoins leur rôle fondamental et à la consommation sa situa-

tion vraie de clef de voûte de l'édifice économique.

Pour ce qui concerne la question de la consommation directe et de la consommation indirecte, A. Smith abandonne les conceptions de Mandeville et de Quesnay pour adopter celles de Justi et de Turgot. Et voici, à ce sujet, un résumé de son livre II, *De la nature des capitaux, de leur accumulation et de leur emploi.*

La civilisation progresse par la division du travail. Or, « dans la nature des choses, l'accumulation d'un capital est un préalable nécessaire à la division du travail ». Pourquoi ? Parce que lorsque le travail est divisé, « un homme ne peut plus appliquer son travail personnel qu'à une bien petite partie des besoins qui lui surviennent ». Il satisfait ses autres besoins avec le prix du produit de son travail. Mais, en attendant que ce prix soit réalisé, il faut qu'il existe « quelque part un fonds de denrées de différentes espèces, amassé d'avance pour le faire subsister (le travailleur) et lui fournir, en outre, la matière et les instruments nécessaires à son ouvrage (1) ».

Ce capital, condition de la féconde division du travail, est le fruit de l'épargne. Sans doute, on

(1) *Wealth of Nations*, livre II. Introduction.

ne peut épargner que ce qui a été déjà produit par le travail.

Il ne faut pas oublier que ce que l'on économise est dépensé tout aussi complètement que ce que l'on consomme soi-même directement et immédiatement. La seule différence, c'est que ce que l'on économise est consommé par d'autres personnes. C'est l'épargne qui permet de payer des salaires aux travailleurs, lesquels reproduisent avec gain la valeur de leur consommation.

Cette apologie du capital fut extrêmement populaire dans les classes moyennes contemporaines d'A. Smith qui, précisément à cette époque, tendaient à s'élever par le capitalisme. La puissance de l'épargne, proclamée par la *Wealth of Nations,* légitimait leur moyen d'action.

Smith distingue le capital fixe du capital circulant ; distinction dont nous avons signalé antérieurement l'importance.

Il est remarquable que, si Adam Smith a fort nettement indiqué que la consommation était la base du jeu des échanges, il n'a jamais arrêté son attention sur le détraquement de l'équilibre économique du fait de la défection de sa base. C'est qu'Adam Smith était un optimiste. Il l'était même plus que les Physiocrates et leur reprochait de n'espérer l'âge d'or qu'avec la réalisation de leur programme. Pour lui, il croit que « l'opulence et

l'agrandissement réels » sont possibles dans n'importe quelle organisation sociale, pourvu que l'État n'empêche pas les hommes d'obéir aux « lois de la justice (1) ».

Après la Physiocratie et le Smithianisme, il ne peut plus être question d'origines doctrinales. La grande industrie est née, avec ses principaux caractères. Elle se développe rapidement. Les crises économiques qui se produisent sont, dès ce moment, explicables par la sous-consommation. Les auteurs qui l'admettent discernent comme il convient l'évolution des causes des crises. Ceux qui se rangent aux opinions contraires ont été réfutés par nous, qu'ils soient orthodoxes et optimistes comme J.-B. Say, Tucker, James Mill, Ricardo, Senior, Torrens, Mac Culloch, Michel Chevalier, Frédéric Passy, Droz et Bastiat ; qu'ils soient pessimistes comme Marx, Rodbertus, tous les criticistes et les socialistes.

(1) *Wealth of Nations.* Conclusion du livre IV.

CONCLUSIONS

L'ÉDUCATION ET L'AUGMENTATION DE LA DEMANDE

Il ressort, nous semble-t-il, d'une façon suffisante, des recherches qui précèdent, que les crises ordinaires de l'industrialisme contemporain sont déterminées par la sous-consommation.

Cette sous-consommation est elle-même le résultat de phénomènes très divers et fort dissemblables. Mais ces causes hétérogènes trouvent dans l'arrêt des consommations comme leur point d'aboutissement ou de concentration. Arrivées à ce point, les causes diverses se sont transformées et se ressemblent toutes. C'est toujours sous la forme de sous-consommations que s'opère le déclanchement qui détruit l'équilibre industriel.

Si donc, l'on veut exercer une action sur les crises, pour les enrayer ou les canaliser, il n'y a qu'un procédé : c'est d'agir sur les actes des consommateurs.

On peut arriver à ce résultat par trois moyens principaux :

1° En modifiant le milieu économique de façon à le rendre moins sensible aux crises ;

2° En faisant l'éducation de la demande volontaire ;

3° En augmentant la demande effective.

Examinons rapidement ces moyens.

1° *Amélioration du milieu économique.* — Nous donnons la première place aux modifications générales du système industriel, parce que nous estimons que c'est par elles, plutôt que par des remèdes spécifiques, que sera solutionnée la question des crises.

Nous avons montré (1) comment les crises sont rendues possibles par les incertitudes du marché, incertitudes qui ont pour principale cause le double écran qui sépare, dans le temps et l'espace, le producteur du consommateur. L'amélioration que nous souhaitons, c'est donc la clarté des relations économiques (2). Il faut que le commerce se fasse

(1) Dans notre chapitre III.

(2) Le libre-échange n'est pas une solution suffisante : « Par le libre-échange, les nations se battent à visage découvert ; par le protectionnisme, elles se battent avec une armure. Voilà la différence, mais elles ne s'en portent pas moins, dans les deux cas, des coups terribles. » G. Tarde, *Psychologie économique*, II, p. 93.

en pleine lumière. Il faut que les grandes opérations industrielles et commerciales, même les opérations du commerce international, se transforment au point de vue de la sincérité et de la netteté (1), comme commencent à se modifier les opérations commerciales des magasins de détail. Les détaillants ne se cachent plus dans les arrière-boutiques, au fond des cours ; leurs magasins s'ouvrent sur la rue ; leurs devantures ne se ferment plus. La lumière pénètre là où régnait l'obscurité.

On arrivera au même résultat, pour le commerce en général, par l'enquête statistique (2). Il faut constituer des statistiques complètes et bien faites. Mais les bureaux de statistique ne doivent pas garder leurs documents pour eux seuls. Les renseignements officiels doivent être largement publiés. Il est indispensable de les répandre dans tous les endroits où se traitent les affaires : les Bourses (3), les agences commerciales, les bureaux

(1) Il faut supprimer la concurrence déloyale, la réclame mensongère, la calomnie répandue contre les produits concurrents.

(2) « Si chaque producteur et chaque négociant avait la connaissance exacte et continue de l'extension de la demande et de la capacité de ses concurrents, une crise sérieuse ne serait pas possible. » Roscher, *System der Volkswirthschaft,* III, ch. II, p. 175.

(3) On va créer à Paris une bourse spéciale pour le com-

des sociétés de transports, etc. Ils doivent être fournis à tous les journaux commerciaux (1).

En outre, il convient d'habituer le public à se servir des statistiques, pour que chacun connaisse, dans la branche commerciale qui l'intéresse, quelles sont les productions réelles et les capacités de production, quel est le stock visible et comment varient les prix.

Puisqu'on ne peut diriger les consommations et qu'il faut respecter la liberté de la demande, on doit soumettre les phénomènes de la consommation à une étude sérieuse afin de les mieux prévoir. Dans cet ordre d'idées, un ancien chef du Bureau de statistique de Prusse, le docteur Ernst Engel, de Berlin, a proposé de rechercher dans les budgets particuliers les lois de la consommation (2).

merce extérieur. C'est là que les statistiques seront surtout utiles.

(1) Le rôle de l'État dans l'établissement des statistiques économiques est capital. Jusqu'ici, en France, nous en sommes restés aux tâtonnements. Il a fallu attendre jusqu'au 11 octobre 1901 pour organiser au ministère de l'agriculture un Office de renseignements agricoles. C'est sur l'initiative d'une société privée de Montpellier, que l'administration des Contributions indirectes s'est décidée à publier les statistiques vinicoles. En pareille matière, il faut toujours que les intéressés forcent la main aux administrations.

(2) Le Dr Engel a examiné lui-même les dépenses de milliers de familles prussiennes. De cet examen, il a déduit

D'autres auteurs ont été encore (1) plus ingénieux. Ainsi Wachtel a proposé de supprimer les crises par une assurance générale des profits industriels. Pour toutes les affaires dont on pourrait calculer les revenus périodiques, on établirait, par une loi, un minimum de dividende. Ce minimum serait garanti par des compagnies d'assurances qui se constitueraient volontairement dans ce but.

Les procédés pour obtenir plus de clarté dans les marchés et pour tempérer les risques sont extrêmement nombreux. Nous ne pouvons entreprendre leur exposition. Un des plus certains, c'est l'amélioration des consulats au point de vue économique.

2° *Education de la demande.* — Le principal

les quatre formules suivantes : 1° plus grand est le revenu, plus petit est le pourcentage relatif des consommations de subsistance ; 2° le pourcentage des dépenses pour le vêtement est sensiblement le même quel que soit le revenu ; 3° le pourcentage des dépenses de logement, de loyer, de chauffage et d'éclairage est invariablement le même quel que soit le revenu ; 4° à mesure que le revenu augmente, le pourcentage des frais divers augmente.

En France, ces études statistiques ont été faites par Le Play et sont continuées par les écoles qu'il a fondées, la *Société internationale d'Économie sociale* et *les Unions de la paix sociale.*

(1) Dans son ouvrage *Die Versicherung der Actienrente.*

élément du marché, c'est l'état d'esprit du consommateur. C'est son désir qui est le grand régulateur. Si ce désir est sérieux, raisonné, documenté, averti, pondéré, le marché sera normal. Si ce désir est superficiel, sans fondements, sans règles, violent et excessif, il entraînera la crise (1).

La cause psychologique des crises, c'est le désir excessif de s'enrichir.

Un désir excessif, qui implique la concentration de l'intelligence et de la volonté sur un objet unique, a les conséquences les plus désastreuses, tant pour l'individu pris isolément que pour la foule.

Pour l'individu considéré intra-psychologiquement, le désir déréglé anéantit les enseignements de l'expérience et fausse les prévisions.

Le désir trop violent et trop concentré fausse le souvenir en ce sens qu'il ne permet que les souvenirs qui cadrent avec sa direction présente ; qu'il fait une sélection dans les souvenirs, de façon à ne conserver que les détails qui plaisent et s'harmonisent avec l'état d'âme de l'individu, et qu'il confond les faits externes avec cet état d'âme personnel créé par l'imagination. En faussant ainsi la mémoire, le désir violent et les émo-

(1) Cf. Jones, *Economic Crises*, p. 183.

tions qu'il procure détruisent les résultats de l'expérience.

La prévision, qui se règle d'habitude sur l'observation du présent et le souvenir du passé, est viciée par le désir violent qui la soumet à la direction exclusive de l'imagination. Plus la tendance imaginative l'emporte, plus la prévision est optimiste. L'homme est, en effet, invinciblement porté à espérer un avenir meilleur que sa situation présente. Ce qu'il imagine vivement et désire ardemment se transforme peu à peu. L'homme commence par le souhaiter, puis il compte sur sa réalisation, enfin il l'attend avec une confiance de plus en plus assurée. Il écarte de sa pensée tous les faits du présent ou du passé qui viendraient contredire sa prévision. Voilà pourquoi, dans la société économique, les entraîneurs, ceux que l'on imite volontiers, sont les optimistes. Dans les périodes de pré-crises, cet optimisme prend de grandes proportions en se combinant avec une extrême concentration des pensées et des désirs vers l'acquisition de la richesse. Cette tendance outrancière peut se transformer en véritable épidémie. La passion de l'enrichissement entrave une notable portion de l'effort social. Elle supprime les plus nobles formes de la jouissance. Elle détruit l'art de consommer.

L'histoire nous montre que toutes les concen-

trations excessives des pensées de la foule vers un but exclusif entraînent de véritables maladies sociales. Une concentration injustifiée des pensées populaires sur les parties contemplatives de la Religion, engendra au dix-huitième siècle, dans la Nouvelle-Angleterre, l'épidémie des persécutés religieux, des nouveaux baptistes, des Quakers, etc. Il fallut la guerre de l'Indépendance pour briser cette concentration, faire dévier cette monomanie et arrêter la crise religieuse américaine. De même, c'est à l'excessive concentration des esprits sur les choses de la politique que sont imputables l'instabilité gouvernementale et les crises politiques contemporaines du Sud-Amérique.

Tel est l'état d'esprit de l'individu qui accomplit sa fonction économique dans la période de pré-crise. Quel sera l'effet de ses actes sur les actes de ses co-échangistes ? C'est maintenant une observation de psychologie inter-cérébrale (1). L'activité économique dirigée par le désir violent et l'optimisme dont nous venons de parler, n'ont pour but que le succès matériel. Quand on n'atteint pas au succès réel, on simule fictivement la prospérité et la réussite dans les affaires. Cette

(1) Nous ne nous occupons que de l'hypothèse ordinaire, dans laquelle les échangistes font partie du public. Ce que nous allons dire ne s'applique pas aux consommateurs des Sociétés coopératives.

simulation est exigée par la concurrence, par la lutte pour la richesse. Nul ne veut avouer avoir été vaincu sur le champ de bataille économique, même partiellement. D'où un état d'âme de la foule qui accentue l'optimisme général.

Cet optimisme de la foule économique, basé sur les jugements individuels faussés, est d'autant plus dangereux qu'il s'exagère avec l'entraînement du marché.

Nous avons dit que ce sont les plus optimistes que l'on imite facilement. Sur un marché, on accepte les idées généralement admises et les opinions toutes faites. Grâce à la loi de l'imitation, on agit comme agissent ceux qui ont du succès, ou qui le simulent. Et plus étroits sont les rapports des hommes d'affaires, plus aisément se communiquent et se multiplient les erreurs. On achète et on vend, non pas d'après ses informations particulières, mais bien parce que tel producteur, tel acheteur réputé heureux achète ou vend. C'est une grave tendance. Car si la personne que l'on imite a commis une erreur, cette erreur est extraordinairement multipliée par ceux qui suivent le mouvement ; ce qui procure immanquablement la crise.

Les mêmes sentiments violents et irraisonnés qui ont amené la crise aggravent sa liquidation. L'optimisme est remplacé par l'abattement quand

la crise a éclaté. Et ce changement s'effectue avec la plus grande facilité, car le passage du rire aux larmes est proverbialement rapide. C'est la loi que Schäffle a appelée la loi des contrastes. L'émotion conserve son intensité, mais transforme du tout au tout son caractère.

Tel est l'état psychologique que l'on remarque trop souvent aujourd'hui et qu'il faut améliorer. On peut y parvenir, bien qu'il soit difficile de modifier les forces subjectives et surtout de les maintenir pliées sous des règles permanentes.

Le premier procédé à employer, c'est l'éducation sociale ; l'éducation qui donnera des idées claires sur les devoirs et les responsabilités de ceux qui vivent de la vie économique actuelle. L'éducation technique des hommes d'affaires n'est pas suffisante. Et l'ignorance de la science sociale occasionne aux ingénieurs autant de déboires que l'incapacité technique. L'éducation que nous demandons permettra aux individus d'amasser des matériaux certains, sur lesquels ils pourront baser des observations impartiales. Elle stimulera la confiance en soi et l'indépendance de la pensée. Elle affranchira des dangereux entraînements de la foule. Et cette éducation ne doit pas être le lot d'une élite. Elle doit s'adresser au plus grand nombre, puisqu'il s'agit d'améliorer l'opinion publique.

En second lieu, par cette éducation ou par tout autre moyen, il faut augmenter l'importance des intérêts sociaux. Il faut prouver que, si l'on consacre tout son temps à l'acquisition de la richesse, on se prive des plus hauts plaisirs de la vie sociale. Il faut établir que les efforts exclusifs vers l'enrichissement individuel ne donneront que des déceptions, si l'on néglige l'art de consommer. Pour enlever son caractère fiévreux à l'activité économique, il faut faire dévier cette concentration des intérêts et ces désirs excessifs, purement matériels. Il convient de créer des diversions, si l'on ne veut être entraîné vers les crises.

C'est aux Etats-Unis, que le désir de s'enrichir se manifeste actuellement avec le plus d'intensité. Dans ce pays neuf, sans titres ni ordres, la richesse est le seul critérium du rang social. Voilà pourquoi c'est aux Etats-Unis, que les crises sont plus fréquentes et plus violentes.

De nombreux sociologues (1) font des vœux pour que cet état caractéristique de la civilisation américaine soit modifié. Pour nous, qui avons vu la vieille Europe, au cours du dix-neuvième siècle, imiter trop souvent les procédés américains, nous souhaitons sincèrement que l'expérience ne se renouvelle plus.

(1) Cf. Jones, *Economic Crises*, p. 216.

3° *Augmentation de la demande effective.* — Cette augmentation s'obtiendra en accroissant le nombre des consommateurs et leurs facultés acquisitives. Cela n'est certes point aisé. Voilà pourquoi certains auteurs ont proposé d'obtenir le même résultat par un procédé autrement simple. On ne peut consommer effectivement, disent-ils, parce que les prix sont trop élevés. Obtenons une baisse générale des prix, et la demande augmentera mathématiquement. Le moyen pratique de faire baisser les prix, c'est de généraliser « l'appréciation de la monnaie ». Pour cela on n'aurait qu'à universaliser l'étalon or, et même si l'or paraissait devenir trop abondant (1), on pourrait monnayer un métal plus rare et plus cher (2).

Cette solution serait une erreur économique.

En effet, la hausse des prix « agit comme un tonique et est un symptôme de santé économi-

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu estime à 50 milliards l'or actuellement existant dans le monde, en monnaie, bijoux, etc. Il pense que la production annuelle sera, pendant le premier quart du vingtième siècle, de deux milliards. *Économiste français*, 21 juin 1902.

(2) Il y en a beaucoup, par exemple : le didyme, qui vaut 35,240 fr. le kilo ; le cerium, 37,445 fr. ; l'erbium, 37,465 fr. ; l'yttrium, 45,045 fr. ; le strontium, 47,710 fr. ; le calcium, 49,560 fr. ; le glucinium, 59,470 fr. ; le lithium, 77,090 fr. ; le zirconium, 79,295 fr. ; le sitbidium, 99,890 fr. ; et le vanadium, 123,000 francs.

que » (1). Tous les pays qui ont des hauts prix s'efforcent de les maintenir; les Etats-Unis de l'Amérique du Nord donnent l'exemple. Et nous pensons qu'ils ont raison. La hausse régulière des prix est une condition du développement économique (2). La hausse des prix conditionne notamment la hausse des salaires (3), la hausse des profits

(1) Ch. Gide, *Principes d'Econ. pol.*, 5e éd , p. 98.

(2) Et comme depuis quelques années, cette hausse régulière des prix semble entravée, quelques auteurs croient que la cause de cet arrêt c'est l' « appréciation de l'or » dont nous venons de parler. M. Alphonse Allard, dans son rapport présenté au 3e congrès international d'agriculture de Bruxelles (1895), expose comment la crise a pris naissance en 1873, date à laquelle on a démonétisé l'argent en Europe. Sir William Houldsworth, délégué du gouvernement anglais à la conférence monétaire internationale de Bruxelles, 1892, a comparé deux périodes de grande augmentation de production : 1849-1872 et 1872-1894, avant et après la démonétisation de l'argent. Il remarque que dans la première période les prix ont monté et que, dans la seconde, ils ont baissé. Et il explique que, pendant la première période, il y a eu une grande *expansion* dans le volume de la base monétaire métallique internationale, la quantité de monnaie augmentant tendait à relever constamment les prix, l'or de la Californie et de l'Australie avait doublé en 10 ans la monnaie de l'univers ; tandis que, dans la seconde période, on a fermé les hôtels des monnaies d'Europe à l'argent, ce qui a produit une forte *contraction* monétaire. On a donné moins de monnaie pour le même objet.

(3) Il faut remarquer que l'afflux de l'or ne serait pas le

et même la hausse des intérêts. Ces trois phénomènes sont souhaitables.

Les hauts salaires élèvent l'ouvrier au point de vue moral et augmentent merveilleusement la productivité de son travail. Le travailleur largement payé sera mieux logé, mieux nourri et mieux vêtu. Il prendra les habitudes du petit bourgeois rangé et économe. Il échappera à l'alcoolisme, fuira le cabaret, prendra goût à son intérieur devenu plus agréable, plus hygiénique et plus confortable. Il développera sa conscience. Il comprendra l'importance du développement de sa personnalité. Dès lors, il travaillera bien mieux que les ouvriers mal payés et abrutis, qui n'ont pour unique ressource (dans leur désir d'oublier leur peine et leur misère) que l'absorption rapide et malfaisante d'un petit verre de mauvais alcool. L'ouvrier qui touche de hauts salaires pourra épargner, devenir par là petit capitaliste et petit entrepreneur. Il pourra s'élever socialement. Dans tous les cas, il jouira de toutes les facilités de la vie matérielle,

moyen de faire hausser à la fois les salaires, les profits et les intérêts. Il n'est pas douteux que l'afflux de l'or fait baisser le taux de l'intérêt. En première ligne, quand l'or est produit, il va dans les Banques et à la Bourse. Là il fait baisser le taux de l'intérêt et hausser les valeurs mobilières. Ses conséquences sont ensuite la hausse des objets de luxe et plus tard la hausse des produits communs. — Cf. P. Leroy-Beaulieu, *Economiste français* du 21 juin 1902.

des satisfactions de la vie intellectuelle et morale et même des émotions que procure la beauté artistique (1).

Les hauts profits sont un remarquable stimulant pour la production. Ils constituent l'espérance des entrepreneurs et la raison d'être de l'entreprise et de ses risques. Si les profits sont restreints, aucune amélioration ne sera portée aux diverses industries. Elles végèteront et même seront abandonnées. Avec de hauts profits, les industriels et les commerçants, encouragés, s'intéresseront de toute façon à l'outil économique qui leur donne la fortune. Leur prospérité suscitera des imitateurs. L'esprit d'entreprise se propagera.

(1) Les salaires ont haussé considérablement depuis le début du dix-neuvième siècle. On connaît les statistiques nombreuses pour les salaires industriels. Les salaires industriels ont doublé depuis soixante ans. En Belgique, de 1866 à 1891, soit 25 ans, le salaire nominal a augmenté de 50 0/0 et le salaire réel de 42 0/0. Les salaires agricoles ont augmenté aussi, quoique dans de moindres proportions. Au début du dix-neuvième siècle, on donnait, dans le Bas-Languedoc, pour le travail des vendanges, 1 franc par jour aux hommes et 0 fr. 35 à 0 fr. 50 aux femmes. Actuellement on paye les hommes de 4 à 5 francs et les femmes de 2 à 3 francs. Et cette hausse se continue. Ainsi une statistique spéciale au département de l'Aisne donne pour les journaliers agricoles :

2 fr. 35	en	1870-1880
2 fr. 50	en	1880-1890
2 fr. 75	en	1890-1895.

Les hauts intérêts sont également une marque de prospérité économique, dans la plupart des cas (1). Ils décèlent une demande active des capitaux et la reprise des affaires. L'argent est un outil recherché parce qu'on veut s'en servir et l'utiliser en prévoyant de sérieux bénéfices (2). Les hauts intérêts mettront en branle les capitaux improductifs. Le bas de laine se videra. L'épargne-placement remplacera l'épargne-thésaurisation.

Par conséquent, il faut rechercher et favoriser la hausse des prix (3).

Mais les prix poussés à des hauteurs anormales ne sauraient être confondus avec les prix en hausse régulière. Lorsque des prix augmentent de cent pour cent, dans quelques mois, comme on l'a constaté au Japon dans la crise d'effervescence qui a suivi les victoires sur la Chine, on peut dire que les prix sont excessifs. Ce sont ces prix qu'il

(1) Il faut noter cependant que les intérêts, dont le taux hausse en raison de l'activité des affaires, ne tardent pas à baisser proportionnellement aux salaires et aux profits en raison même du développement des capitaux, conséquence de la prospérité. Ainsi, dans les mines belges, de 1861 à 1870, l'ouvrier recevait 5,46 quand l'exploitant touchait 1 franc ; en 1895, la part de l'exploitant restait la même, tandis que l'ouvrier touchait 13,55.

(2) Voir ce que nous avons dit des théories de Turgot.

(3) Cette hausse régulière et normale est l'indice que la consommation remorque la production.

faut abaisser pour opérer des liquidations salutaires. Et encore, il convient de remarquer que la baisse des prix dont nous parlons ne sera qu'un expédient momentané. Cette baisse augmentera la consommation. Et celle-ci se chargera de relever les prix. De telle sorte que l'on peut considérer la baisse des prix, dans les liquidations des crises par effervescence, comme une nécessité regrettable.

Hors ces cas, les prix avilis démontrent l'inactivité de la demande et découragent la production.

C'est pourquoi, dans l'hypothèse de crises par insuffisance des consommateurs ou de leur puissance acquisitive, nous demandons, non pas la baisse des prix, mais l'augmentation des consommateurs et de leurs ressources. Comment arriver pratiquement à ce résultat ?

On peut employer les trois procédés suivants :

1° Augmenter le nombre même des consommateurs dans les limites du pays ; c'est la question de la population ;

2° Augmenter ce nombre hors du pays ; ce sont les questions d'expansion coloniale et d'extension des marchés nationaux par des unions douanières ;

3° Augmenter les facultés d'acquisition des consommateurs en mettant à la disposition du plus grand nombre la plus grande portion possible du

fonds d'acquisition. Et, par conséquent, prendre toutes les mesures pratiques pour que ce fonds d'acquisition ne soit point diminué et soit, au contraire, augmenté automatiquement par les phénomènes de production, de répartition et de consommation. Ce sont les questions de la mobilisation des richesses, de l'allègement des impôts, de la multiplication des possédants, des coopératives de consommation, etc.

Par leur seule énumération, on voit qu'il s'agit de questions graves et pressantes. En leur donnant des solutions satisfaisantes, on arriverait à paralyser les crises dans de sérieuses proportions. Mais ces solutions ne peuvent être que des remèdes éloignés. Les remèdes principaux restent : la modification du milieu économique et l'éducation de la demande. Les questions qui vont maintenant nous occuper sont déjà déterminantes pour les populations actuelles, mais elles prendront une importance de plus en plus grande car ce sont des questions d'avenir. Les guerres futures ne seront que des guerres économiques. Le vingtième siècle sera caractérisé par la recherche âpre, tenace et incessante de nouveaux débouchés.

Chacune de ces questions mériterait une étude longue et précise. Mais nous devons nous borner à un rapide exposé.

La question de la population. — Pour que la demande se maintienne et augmente dans une nation, il est de première importance que le nombre des nationaux se maintienne et augmente.

On sait qu'au début du dix-neuvième siècle, les économistes se préoccupaient, non pas de la pénurie possible d'êtres humains, mais d'une pléthore inquiétante. Tucker, Malthus, Charles Fourier ont cherché à émouvoir leurs contemporains par la perspective d'une humanité trop nombreuse qui se bousculerait autour d'une table trop maigrement servie.

Aujourd'hui, dans tous les pays vieux, les sociologues considèrent avec anxiété les vides de plus en plus nombreux qui se créent parmi les convives trop bien approvisionnés.

Le problème complexe de la dépopulation présente deux aspects principaux : la natalité et la mortalité.

Jusqu'à ces derniers temps, c'est la question de la natalité qui a été le mieux étudiée. Nous avons dit précédemment que beaucoup pensent que la dénatalité marche forcément de pair avec la civilisation. Cela peut se déduire, à la rigueur, des chiffres donnés par M. Bodio et que nous reproduisons :

De 1880 à 1895, et sur mille habitants, le nombre des naissances a été :

En Russie, 50; en Serbie, 40 à 45; en Roumanie, de 40 à 42; en France, de 22; en Autriche, 38 à 39; en Allemagne, après la guerre, 40, depuis, baisse, 36, 37; en Danemark, baisse de 31 à 29; en Norvège, baisse de 30 à 29; en Suède, baisse de 31 à 27; en Angleterre et pays de Galles, baisse de 36 à 31; en Belgique, baisse de 32 à 28. L'Italie se maintient à 36, 37 (1).

Mais il convient de remarquer que le procédé dont on s'est servi pour obtenir les chiffres que nous venons de rapporter, et qui consiste à rapprocher le nombre annuel des naissances de celui des habitants, n'a pas une grande valeur scientifique. Il demande de nombreuses corrections. Il faut noter, par exemple, que dans les pays où les enfants et les vieillards forment un contingent notable, la fécondité réelle est plus forte que dans

(1) Le rapport officiel, présentant à M. le Président de la République les résultats du dernier recensement, indique que le chiffre de la population domiciliée en France, à la date du 24 mars 1901, s'élevait exactement à 38.961.945 habitants.

Cela constitue une augmentation de 444.613 habitants sur le recensement de 1896.

De 1891 à 1896, l'augmentation avait été de 175.027 habitants. Et pour la période quinquennale antérieure 124.045.

Les résultats des périodes 1881-1886, 1876-1881, 1872-1876 avaient été meilleurs.

ceux où l'on meurt jeune et où la mortalité infantile est grande, parce que, dans le premier cas, le nombre des producteurs sur mille résidents sera plus faible que dans le second.

Quoi qu'il en soit, et en tenant pour exacte cette observation que les peuples civilisés ont de moins en moins des enfants, comment arriver à pousser à la procréation ? On a proposé les moyens les plus nombreux et les plus variés, depuis la moralisation des masses par l'esprit du Décalogue jusqu'à l'institution matérialiste des haras-nationaux (1). Jusqu'ici, aucune théorie n'a reçu d'application. A notre avis, aucune ne peut donner de résultats décisifs. Il faut s'en tenir aux palliatifs : faciliter le mariage, exonérer les familles nombreuses, édicter la liberté testamentaire, etc., sans arriver cependant jusqu'à l'impôt sur les célibataires.

La question de la mortalité, abordée plus récemment, peut, au contraire, être étudiée avec fruit.

Il n'est pas douteux que si les progrès de la natalité sont accompagnés d'un progrès concomitant de la mortalité infantile, aucune augmentation de population n'est possible.

Mais si en obtenant des enfants même en petit

(1) On a même proposé d'obliger chaque enfant, à partir de sa majorité, à verser au père de famille une pension annuelle, pour lui payer en quelque sorte la vie qu'il lui doit.

nombre, on arrive par des mesures hygiéniques à les sauver presque tous et à les amener à l'état d'homme, la situation sera, par là, bien améliorée. Il faut donc lutter, avant tout, contre la mortalité infantile. Chaque année nous perdons, en France, plus d'un sixième des nouveau-nés. Le 8 janvier 1901, MM. Balestre et Giletta, du bureau d'hygiène de Nice, ont présenté à l'Académie de médecine un mémoire sur la mortalité de la première enfance dans la population urbaine de la France. Ils démontrent que plus des trois-quarts des décès d'enfants peuvent être évités ; que l'ignorance, l'incurie et l'alcool ont, en six ans, tué deux cent mille enfants. Ce mémoire a été soumis à l'examen d'un rapporteur, M. Budin, qui a lu, le 11 juin 1901, les résultats de son travail. M. Budin expose que la mortalité des enfants de 0 à 1 an est, à Paris, de 145 pour mille décès ; à Rouen, de 251 ; à Lille, de 294 ; à Dunkerque, de 342 ; à Saint-Pol, de 509, etc. La moyenne de la mortalité des villes de France est de 167 pour 1000 (1).

(1) Si nous comparons ces chiffres à ceux de la mortalité infantile dans les grandes capitales étrangères, nous voyons que la France occupe un rang moyen.

Ainsi, sur 100 enfants de moins d'un an, il en meurt par année 37 à Moscou, 32 à Saint-Pétersbourg, 28 au Caire, 26 à Vienne, 23 à Madrid, 20 à Berlin, 20 à Rio-de-Janeiro, 19 à Bruxelles, 18 à San-Francisco, 17 à Naples, 16 à

Pour combattre cette mortalité, l'initiative privée lutte avec les pouvoirs publics d'activité et de dévouement.

Un groupe de philanthropes vient de prendre l'initiative de la création, sous le nom de *Ligue contre la mortalité infantile*, d'une société d'études, de propagande et d'action destinée à combattre, par tous les moyens possibles, la mortalité excessive et évitable des enfants du premier âge (1).

A côté des sociétés de savants et d'hommes d'Etat, il existe une grande quantité d'œuvres privées destinées à sauver les vies des enfants. Il nous suffira de citer : *la Société de charité maternelle de Paris,* fondée en 1784, 38, rue de Lubeck ; la *Société des Amis de l'Enfance,* fondée en 1828, 19, rue de Crillon ; la *Société protectrice de l'Enfance*, fondée en 1865, 5, rue de Suresnes ; la *Crèche municipale Bonne-Nouvelle,* ancienne crèche des journaux, fondée en 1866 ; la *Société de préservation contre la tuberculose* par l'édu-

Londres et à Milan, 15 à Amsterdam, à Berne et à Genève, 14 à Rome et à Stockholm, 12 à Washington. Les villes où il meurt le moins d'enfants sont New-York avec une proportion de 9 °/₀ et Buenos-Ayres avec 8 °/₀.

(1) Siège social : 7, rue Mondovi, Paris. Les premiers adhérents de cette ligue ont été les docteurs Fournier, Bruyère, Duclaux, Budin, Josias, Grancher, Variot ; MM. Paul Strauss, Th. Roussel, Léon Labbé, sénateurs ; le prince d'Arenberg, Jonnart, députés, etc.

cation populaire, 33, rue Lafayette ; l'*Abri de l'Enfance* et l'*Œuvre des layettes,* 25, rue Lacroix ; la *Maison maternelle*, 41, rue Fessart, fondée en 1899 ; la *Société de l'allaitement maternel et des refuges-ouvroirs,* fondée en 1880 ; l'association des dames mauloises, *la Puériculture* par l'assistance à domicile, fondée en 1897 ; le *Dispensaire Furtado-Heine,* fondé en 1884 ; la *Crèche Furtado-Heine,* fondée en 1896 ; la *Société des crèches,* fondée à Paris en 1846 ; le *Patronage des enfants en bas âge* de Levallois-Perret, fondé en 1892, etc. (1).

Les économistes, qui préfèrent l'intervention de l'Etat aux efforts de l'initiative privée en cette matière d'intérêt national, ont réclamé des mesures plus énergiques. Les plus radicaux demandent l'admission de toutes les femmes, parvenues au cinquième mois de grossesse, dans des hospices où elles seraient hébergées jusqu'au sevrage ; ils veulent qu'on enlève, toutes les fois que cela sera nécessaire, le petit à la mère qui le néglige, l'abêtit ou l'écrase de travaux, notamment en le condamnant aux gains prématurés (2).

(1) Il va sans dire que nous ne pouvons énumérer que les principales œuvres parisiennes. Les œuvres similaires sont innombrables en province.

(2) Il est certain que la responsabilité des parents pauvres est grande. On calcule que, chaque année, sept ou huit millions de couples français livrent leurs enfants à la

Nous nous méfions beaucoup de ces tentatives d'« étatisation » de la protection des enfants en bas âge. Et les faits récemment reprochés à l'Assistance publique ne font qu'augmenter notre méfiance (1).

Il vaut mieux que l'Etat provoque la création d'œuvres privées, les encourage, les soutienne et les surveille. Ce qui n'empêche pas les pouvoirs publics de prendre toutes les mesures hygiéniques générales nécessaires (2).

Nous sommes heureux de constater que notre Parlement vient enfin de doter la France d'une législation sur l'hygiène et la salubrité publique (3). Les nations étrangères ont presque toutes

mort par diphtérie, rougeole, variole, anémie, maux vénériens, nécrose, misère ; sans compter les parents qui font périr leurs enfants par le travail anticipé ou la prostitution précoce.

(1) En novembre 1901, des faits révoltants ont été exposés à la tribune du Conseil général de la Seine par M. Chérot : « de vrais crimes ont été commis ; des filles ont été violées, des enfants souillés ; des pères nourriciers ont communiqué la syphilis aux malheureuses dont ils avaient la garde ». L'Assistance publique s'est portée partie civile dans le procès intenté aux nourriciers coupables de la Nièvre.

(2) Lois françaises du 7 décembre 1874 et 24 juillet 1889 sur la protection de l'enfance.

(3) Loi relative à la protection de la santé publique, du 15 février 1902.

devancé notre pays dans cette voie. L'Allemagne, la Hongrie, la Belgique et la Suisse ont rivalisé de zèle dans leur lutte contre les affections contagieuses. Elles possèdent une législation sanitaire, dont le principe fondamental est l'obligation et la déclaration. L'Angleterre se signale par ses prescriptions sur l'isolement et la Hollande va jusqu'à l'affichage de la maladie. L'Italie a perfectionné sa législation au point d'avoir le modèle du genre. Le Danemark et la Norvège ordonnent la déclaration de toute espèce de contagion et ont édicté des pénalités en cas de contamination. La Suède et la Finlande se sont inspirées des mêmes principes. Le Mexique et les Etats-Unis ne sont pas restés en arrière, et le Japon lui-même possède sa loi sanitaire générale (1).

(1) Cf. le rapport déposé à la Chambre des députés par M. Borne ; janvier 1902.

Voici la « résolution » votée en janvier 1902 par la Chambre de commerce française de Londres : « La Chambre de commerce française de Londres adresse aux pouvoirs publics un pressant appel les exhortant, sans s'arrêter à des demi-mesures, à rechercher et à promulguer d'urgence un ensemble de lois ayant pour objet de favoriser l'accroissement de notre population et d'assurer par là l'avenir de notre race. Parmi tant de mesures susceptibles d'atteindre le résultat désiré, elle préconise tout spécialement les suivantes :

1° Mettre chaque municipalité dans l'obligation de fournir à ses administrés une eau pure dont la contamina-

Actuellement, en France, la haute direction du mouvement protecteur de la vie humaine, et spécialement de la vie des enfants, a été prise par l'importante commission extra-parlementaire que le gouvernement vient de nommer.

La constitution de cette commission avait été demandée par M. le sénateur Bernard et 133 de ses collègues, le 5 juillet 1900. Elle a été nommée en février 1902. Elle est composée de soixante membres. Elle a pour président M. Magnin, vice-président du Sénat, et pour vice-présidents MM. Piot et Bernard, sénateurs, Paul Delombre, député, et le Dr Lannelongue, membre de l'Académie des sciences. Son secrétaire général est M. Ogier.

Cette commission s'est réunie, pour la première fois, au ministère de l'intérieur, sous la présidence de M. Waldeck-Rousseau. Elle s'est divisée

tion soit rendue impossible, de construire des égouts étanches dont la désinfection soit faite méthodiquement, enfin, de nommer comme chef sanitaire de son district un médecin dont les décisions auront force de loi en matière de sanitation ;

2° Enseigner l'hygiène à l'école avec le même soin que l'on y apprend à lire, écrire et compter ;

3° Donner, d'une part, à toute personne majeure le droit de se marier sans avoir à demander le consentement de qui que ce soit ; d'autre part, celui de disposer de ses biens comme elle l'entend. Ainsi, liberté absolue pour se marier et pour tester.

en deux sections : une commission de la mortalité, que présidera M. le Dr Lannelongue et dont feront partie : MM. Paul Strauss, Labbé, Waddington, sénateurs ; Borne, Barthou, E. Dubois, députés ; Gréard, de Foville, Budin, Pinard, Martin, Monod, Mourier, Ridler, Fumouze et Variot ;

Une commission de la natalité, que présidera M. Bernard, sénateur, et dont feront partie : MM. Piot, Chaumier, Gauthier, Laterrade, sénateurs ; Paul Delombre, Bienvenu-Martin, Cruppi, Rey, Bompard, députés ; Flourens, Atthalin, Richet, Lyon-Caen, Gide, de Cazotte, Honnorat, Fernand Faure, Yves Guyot, Barberet, Ferdinand Dreyfus et Bertillon.

Ces deux commissions vont traiter les questions suivantes :

1° Mesures à prendre pour diminuer la mortalité infantile ;

2° Hygiène des habitations ouvrières. Lutte contre la tuberculose. Bien-être des familles nombreuses indigentes ;

3° Questions budgétaires d'ordres divers. Diminution des impôts pour les chefs de familles nombreuses en raison du nombre des enfants ;

4° Service militaire dans les familles nombreuses indigentes. Indemnités versées par l'Etat comme dédommagement (1).

(1) Voici la liste des rapporteurs désignés :

Nous espérons, quant à nous, que la grande commission dont nous venons de parler, ainsi que toutes les organisations publiques ou privées qui ont pour but de protéger et de prolonger la vie humaine voudront bien considérer que le nombre d'êtres humains n'est pas tout. La qualité des hommes mérite la plus grande attention. Un homme supérieur moralement et matériellement vaut bien dix ou vingt êtres inférieurs. Même au point de vue spécial auquel nous nous sommes placé, au point de vue de l'activité économique des consommateurs, la qualité des hommes est fort importante. Nous avons indiqué que l'homme civilisé avait plus de désirs que l'homme arriéré ou déchu.

Unions douanières et expansion coloniale. — Nous avons dit qu'il était de la plus haute impor-

Causes physiques : MM. les professeurs Pinard et Richet ;

Causes morales : MM. Bertillon et Honnorat ;

Causes sociales : MM. Salone, Dumont et Gide ;

Causes professionnelles : MM. March et Fontaine ;

Causes des migrations : MM. Hennequin, Drouineau et Bertillon ;

Causes économiques : MM. Yves Guyot et Neymarck ;

Causes fiscales : MM. de Foville, Hennequin, Javal et Honnorat ;

Causes juridiques : MM. Lyon-Caen et Atthalin ;

Causes politiques, fonctionnarisme et bureaucratie : MM. Ogier et Brieux.

tance d'adjoindre aux nationaux le plus possible de consommateurs hors frontières. Si l'on obtenait une adjonction considérable, celle-ci pourrait contre-balancer la dépopulation.

Le premier procédé pour donner des acheteurs étrangers aux produits nationaux, c'est l'établissement de traités de commerce. Nous voulons parler, bien entendu, des traités que l'on conclut avec des préoccupations économiques. Les traités politiques ne nous intéressent pas. Ou plutôt, ils doivent être résolument condamnés, au point de vue économique, quand leurs conséquences portent préjudice aux intérêts matériels des contractants. Il faut bien reconnaître que les principaux traités politiques européens actuels n'ont qu'une médiocre valeur économique. L'alliance franco-russe se solde exclusivement par des avantages pécuniaires au profit de la Russie, et la triplice gêne financièrement l'Autriche et surtout l'Italie.

Ces mauvais résultats semblent décourager les diplomates. Et l'on tend actuellement à substituer au système des traités la constitution de coalitions économiques plus larges. C'est le but que poursuivent les hommes d'Etat anglais qui préparent la grande réunion douanière du Royaume-Uni et de ses colonies devenues autonomes. Les efforts panaméricanistes des Etats-Unis tendent au même résultat.

Et l'on peut prévoir le moment où les Etats européens seront forcés de s'entendre pour résister par l'union économique à la concurrence américaine.

En attendant la création de ces grands marchés, il est souhaitable d'élargir les marchés nationaux par des traités. Mais il ne faut pas perdre de vue, comme le disait très bien récemment M. Mœller, ministre du commerce de Prusse (1), que les alliances politiques doivent être subordonnées aux intérêts matériels manifestés par les tarifs douaniers (2).

Maintenant, même avec les plus grandes facilités douanières, une nation ne peut conquérir de nouveaux consommateurs pour ses produits qu'à la condition qu'elle puisse concurrencer victorieusement les producteurs étrangers chez eux. Ceci est une question d'art économique. Nous ne pouvons nous y arrêter. Il faut que l'Etat soucieux de créer de nouveaux débouchés pour les produits nationaux, améliore chez lui l'instruction des indus-

(1) Discours prononcé à Bielefeld, mai 1901.

(2) La duplice franco-russe n'a pas donné jusqu'ici, à ce point de vue, d'excellents résultats pour la France.

Cependant, à la suite de l'arrangement commercia intervenu en 1893, arrangement qui nous faisait quelques concessions douanières sur les droits d'entrée dans l'empire du tzar, nos exportations y ont progressé de 22 millions en 1895 à plus de 43 millions en 1901.

triels et des commerçants, favorise l'esprit d'entreprise, procure aux entrepreneurs une absolue sécurité, et, à l'extérieur, aide les exportateurs par un corps consulaire dévoué et intelligent (1).

Un second moyen pour procurer hors frontières des consommateurs aux produits nationaux, c'est l'expansion coloniale.

Le procédé a été employé de tout temps depuis les expéditions égyptiennes et phéniciennes jusqu'aux derniers partages de l'Afrique. Actuellement tous les pays, même ceux qui paraissent le plus hostiles à la colonisation, comme l'Allemagne et les Etats-Unis, se hâtent de conquérir les rares territoires encore indépendants.

Le régime économique que l'on applique aux colonies-débouchés s'appelle, dans le langage des spécialistes, le *régime de l'assimilation*. Ce régime est le résultat d'un pacte, le pacte colonial, sorte de contrat moral d'après lequel les possessions lointaines doivent réserver leur marché aux marchandises métropolitaines en faisant payer des

(1) Par exemple, un rapport de décembre 1901 du consul de France à Fiume, fait connaître qu'aucun navire portant le pavillon français n'entre dans ce port. Cependant, les relations commerciales directes entre Fiume et la France pourraient être importantes, puisque 300 navires de pavillons divers naviguent entre ce port et la France et que les populations slaves nous sont très sympathiques.

droits d'entrée chez elles aux marchandises venant d'un autre pays, tandis que la métropole réserve son marché aux produits naturels dont elle n'a pas l'équivalent et qu'elle s'engage, en quelque sorte, à demander à la colonie.

La France a développé dans de grandes proportions son empire colonial. Il est intéressant d'interroger les plus récentes statistiques pour voir quel est le chiffre actuel des populations de nos colonies.

Ce chiffre est important, et l'on est en droit d'espérer qu'il augmentera en raison des sérieux efforts que fait la métropole pour conserver la vie de ses sujets. On peut déjà noter une diminution notable de la mortalité à Tamatave, depuis l'occupation française. Des progrès semblables sont faits en Indo-Chine, grâce à l'Ecole de médecine tonkinoise, fondée par M. Doumer à Hanoï, aux succursales de l'institut Pasteur de Nhahtrang et de Saïgon, à l'institut bactériologique de Saïgon, etc.

Quelle est la population actuelle de notre empire colonial (1) ?

(1) Nous allons 'donner des renseignements récents et officiels, puisque nous les extrayons des publications faites par les fonctionnaires des colonies en exécution d'une circulaire de M. le Ministre des colonies, du 1er juillet 1897, à l'occasion de l'Exposition universelle de 1900. Ils sont déjà différents des chiffres donnés par les ouvrages spéciaux

Amérique. — Saint-Pierre et Miquelon comptent 6.352 habitants, plus une population flottante de 300 hivernants, qui se décomposent ainsi : 5.239 habitants à Saint-Pierre, 594 à l'Ile-aux-Chiens et 519 à Miquelon (1).

La Guadeloupe, avec ses cinq dépendances : Marie-Galante, la Désirade, les Saintes, Saint-Bartélemy et Saint-Martin (dont 1/3 appartient à la Hollande), possède 170.000 habitants (2).

La Martinique (3) a vu augmenter sa population de la façon suivante :

1664	23.362	habitants
1701	74.042	»
1769	87.656	»
1820	98.273	»
1848	120.357	»
1858	137.455	»
1868	150.695	»
1888	175.391	»
1894	189.599	»

dernièrement parus, comme *La France coloniale* d'A. Rambaud (Colin 1888), qui n'arrive qu'à un total de 28 millions pour l'ensemble de la population de nos colonies.

(1) M. Caperon, chef du service judiciaire de Saint-Pierre et Miquelon.

(2) L. Guesde, secrétaire de la Chambre d'agriculture de Pointe-à-Pitre.

(3) Il faut, malheureusement, noter une diminution de

Ce qui fait, pour l'ensemble de l'île, 191 habitants par kilomètre carré. Mais, en réalité, la population est agglomérée seulement sur le littoral. Et là, on trouve jusqu'à 1000 habitants par kilomètre carré. De telle sorte que les Martiniquais, trop à l'étroit, émigrent à Colon, Panama, Caracas, Ciudad-Bolivar, la Trinidad, Haïti, et surtout à la Guyane française, où ils forment une colonie importante (1).

La Guyane française avait au dernier recensement, celui du 30 décembre 1895, 30.310 habitants. Voici la progression des dernières années :

31 décembre	1879 . . .	26.116	habitants
»	1884 . . .	26.656	»
»	1887 . . .	26.905	»
»	1891 . . .	26.839	»
»	1895 . . .	30.310	»

Il convient de remarquer que les décès dans cette colonie sont bien plus nombreux que les naissances. Il y a eu à Cayenne, en 1888-1897, 260 naissances pour 553 décès. Mais cela ne vient pas de l'insalubrité du climat, car la Guyane

30 à 40 mille habitants, par suite du cataclysme qui a désolé l'île, au mois de mai 1902.

(1) G. Landes, professeur au lycée de Saint-Pierre de la Martinique.

est irréprochable à ce point de vue. La cause de ce phénomène c'est, d'une part, la grande mortalité de la population pénale et, d'autre part, l'insuffisance de femmes. Dans la Guyane, la proportion universellement observée est renversée, et il y a plus d'hommes que de femmes (1).

Afrique. — Les territoires, officiellement dénommés depuis 1896, Côte française des Somalis, et qu'on désignait auparavant par le terme de colonies d'Obock et poste de Cheikh-Saïd, sont occupés par 200.000 indigènes. Ils ont maintenant pour ville principale Djibouti, créé en 1888 par l'installation d'un simple poste de police, qui comptait 4 à 5 mille habitants en 1895, 6000 en 1897, 10.000 en 1898, et qui possède maintenant 15.000 habitants dont 2.000 Européens (2).

La Guinée française, qui comprend les Rivières-du-sud et le Fouta-Djallon, avec Konakry pour chef-lieu depuis le 1er août 1899, est habitée par :

400 Européens, dont 250 français,
3.000 Sierra-Léonais, noirs ou mulâtres,
1.000 Sénégalais,
25.000 Bagas-Forès,
20.000 Nalous, Teudas, Yolas, Mihi-Forés,

(1) E. Bassières, directeur du jardin d'essai de Baduel.
(2) Vigneras, rédacteur au ministère des colonies.

300.000 Soussous proprement dit,
60.000 Dialloutrés, dans le Haut-Niger,
700.000 Foulas, dans le Fouta,
350.000 Malinkés,

Soit 1.500.000 habitants pour 125 mille kilomètres carrés ; ce qui fait un habitant 1/4 par kilomètre carré, si l'on compte tout le pays. Mais, en réalité, les indigènes sont agglomérés dans les plaines, à la densité de six habitants par kilomètre carré, soit la densité de la Norvège. La natalité de la Guinée est si forte que, dans quinze ans, sa population pourra doubler (1).

Le Sénégal a 1.170.000 habitants, et le Dahomey 600.000 (2).

Les îles qui se trouvent entre la côte orientale de l'Afrique et Madagascar ont été organisées en colonie distincte par décret du 9 septembre 1899. La plus importante au point de vue commercial, l'île de Mayotte, comptait, à la fin de 1843, 3.300 habitants. Elle en avait 6.829 en 1855, 7.229 en 1856, 7.122 en 1858, 12.000 en 1875 et 18.000 en 1900. La Grande-Comore a environ 65.000 âmes ; Anjouan, 15.000 ; Mohéli, 8.000 (3).

On n'a pas encore une évaluation précise de la

(1) M. Famechon, chef du service des douanes à Conakry.
(2) *Annuaire des cours et tribunaux*, 1901.
(3) E. Vienne, rédacteur au ministère des colonies.

population de Madagascar. Les derniers renseignements nous permettent de croire qu'elle n'est pas inférieure à cinq millions, dont un million de Hovas, trois cent mille Betsiléos, et le reste réparti en Betsimisarakas, Antaimoros, Antanosys, Baras, Sakalaves, etc. Le général Galliéni prend actuellement des mesures énergiques pour enrayer les épidémies et modérer la mortalité infantile. Il pense que les populations malgaches d'origine malaisienne sont aussi prolifiques que les Javanais. On peut donc espérer, en prolongeant la vie des insulaires, un résultat analogue, au point de vue du peuplement, à celui de Java, qui comptait cinq millions d'habitants au début du XIX[e] siècle et en possède aujourd'hui 25 millions.

L'île de la Réunion compte 175.192 habitants.

La côte d'Ivoire, malgré les récents désastres, possède encore deux millions et demi d'habitants, avec une densité kilométrique de dix habitants (1).

Le Congo français possède dix millions d'habitants. Libreville, sa capitale, a cinq mille habitants, dont deux cents Européens.

Les derniers recensements donnent 4.739.331 habitants à l'Algérie, et 1.600.000 habitants à la Tunisie (2).

(1) P. Mille, commissaire de la colonie à l'Exposition.

(2) Le dernier recensement (1901) fait connaître que

Asie. — Les établissements français de l'Inde (Pondichéry, Chandernagor, Karikal, Yanaon, Mahé) avaient, en 1897, 279.581 habitants. Le recensement du 27 février 1891 accuse 283.053 habitants. La densité moyenne est 55 habitants par kilomètre carré. Mais la répartition de la population est inégale, puisque Chandernagor a 347 habitants de densité kilométrique (1).

L'Union indo-chinoise est la plus belle colonie de la France, notamment au point de vue de la population. Elle a plus de vingt millions d'habitants, ainsi répartis : Tonkin, 10 millions ; Annam, 5 millions ; Cochinchine, 2.262.000 ; Cambodge, 1 million et demi ; Laos, territoire de Kouan-Tchéou-Ouan, 1 million de Chinois (2).

Océanie. — La Nouvelle-Calédonie voit diminuer

l'Algérie est habitée par 4.739.331 individus, savoir : 364.257 français d'origine ; 57.132 israélites naturalisés ou nés de parents naturalisés ; 4.071.835 sujets français (arabes, kabyles, etc.) ; 246.107 étrangers (tunisiens, marocains, espagnols, italiens).

Le dernier recensement de la Tunisie (fin décembre 1901) fait ressortir une population française de 24.202 français contre 16 027 en 1896, sans compter la population militaire, 1er décembre 1901. Il y avait en plus : 12.038 anglo-maltais, et 71.631 italiens.

(1) C. Guy, chef du service géographique au ministère des colonies.

(2) P. Nicolas, commissaire de l'Indo-Chine.

rapidement sa population canaque. Les habitants de Pouébo, de 1856 à 1864, ont vu leur nombre passer de 180 à 800 ; ceux de l'île Ouen de 130 à 95, etc. On estime que la diminution du nombre des Canaques est de cinquante mille individus depuis cinquante ans. Les principales causes sont les épidémies et les avortements. L'île possède actuellement 63.000 habitants.

Les autres établissements français de l'Océanie comprennent une centaine d'îles disséminées sur 600 lieues de long et 500 de large ; les principales forment les archipels de la Société, les Marquises, Tuamotu, Gambier, etc. Ces établissements, sur un sol très fertile, pourraient avoir 200.000 habitants. Le dernier (1897) recensement n'en accuse que 30.000 : Tahiti, 10.750 ; Moorea, 1.600 ; Raiatea, 2.138 ; Tahaa, 1.099 ; les îles Marquises, 4.300 ; Tuamotu, 4.000 ; Gambier, 1.400 ; île Tubuai, 372 ; Rurutu, 400 ; Rimatara, 550 ; Rapa, 170, etc (1).

Voilà le nombre des consommateurs que la France peut trouver dans les colonies qui lui appartiennent. Il faut que cette possibilité devienne une réalité. C'est une question d'art économique et d'art colonial (2).

(1) H. Lemasson, chef du service des Postes.

(2) Il est difficile de connaître exactement le mouvement de l'émigration dans nos colonies. Voici le nombre, d'ailleurs peu important, des émigrants auxquels l'Etat a

On peut dire que les colonies nouvelles donnent de bien meilleurs résultats que les anciennes au point de vue du développement du commerce avec la Métropole.

Ainsi, dans la Guinée française, les importations de marchandises françaises ont augmenté de deux cent mille francs de 1897 à 1898 Dans cette période, ce pays a augmenté sa production de trois cent mille francs (1).

Les résultats obtenus à Madagascar depuis l'établissement de notre tarif général des douanes, en 1897, sont très satisfaisants (2). Voici le tableau du commerce malgache avec la France :

accordé des passages : 394 en 1901, au lieu de 337 en 1900. Le montant des capitaux déclarés par ces émigrants a été de 721.000 francs, au lieu de 816.000 en 1900.

(1) Exercice de 1900, pour la Guinée :

Recettes, 5.767.874 fr 20.

Dépenses, 2.817.484 fr. 20.

La construction du chemin de fer du Niger donnera un grand essor à cette colonie.

(2) L'établissement de ce tarif fut terrible pour les importations anglaises à Madagascar. En décembre 1898, à l'inauguration à Tananarive des magasins de la maison Grétry, de Lille, le général Galliéni faisait le parallèle suivant :

En 1896, la valeur des tissus français importés à Madagascar était de 500.000 francs ; les tissus étrangers atteignaient six millions. Pour les huit premiers mois de 1898, l'importation des tissus français atteignit quatre millions et les tissus étrangers tombèrent à quinze cent mille francs.

	1897	1899	1900
Importations :	18.358 918	27.916.614	40 470.813
Exportations :	4.342.432	8 046.408	10 623.869

En 1900, sur 6.400 navires, jaugeant 1.019.940 tonneaux, trafiquant avec la grande île, 4,338, représentant 913.021 tonneaux, étaient français.

Pour l'Union indo-chinoise, le commerce extérieur total a été : 257 millions en 1897 ; 298 millions en 1898 ; 367 millions en 1899 ; 471 millions en 1900 (1). Le budget se solde en excédents depuis 1896. La colonie a pu gager un emprunt de 200 millions, entreprendre de grands travaux, créer trois lignes de chemins de fer, décharger la métropole de 12 millions de dépenses militaires et posséder 25 millions en réserve dans ses caisses.

Ces exemples sont encourageants. Mais il reste beaucoup à faire. Nos échanges avec nos colonies,

(1) Le mouvement commercial total de l'Union a augmenté de 218 0/0 entre 1890 et 1900. Voici les chiffres :

Commerce extérieur	120.886.197	341.410.366
Cabotage	19.150.334	109.423.115
Transit	5.216.640	20.791.662
Ensemble	145.253.171	471.625.143.

Dans cette période, les importations métropolitaines se sont accrues de 54 millions, soit 270 0/0. La part du pavillon français dans le mouvement des ports de l'Indo-Chine va s'accroître grâce à la nouvelle ligne mensuelle régulière que viennent d'inaugurer les *Chargeurs réunis* (1902).

Algérie et Tunisie comprises, ne dépassent guère 600 millions. Nos importations y sont inférieures à celles de l'étranger. Nos colonies ont acheté, dans le courant de l'année 1900, 168 millions de produits, sur lesquels 75 millions de produits français et 93 millions de produits étrangers (1).

Il est intéressant de rapprocher des renseignements coloniaux qui précédent ceux qui se rapportent à l'Allemagne (2). Cette puissance colonise depuis peu de temps ; elle possède cependant à l'heure actuelle un territoire de 2.597.180 kilom. carrés, presque cinq fois plus vaste que le territoire de l'Empire, avec une population de 12.333.000 indigènes. En voici le détail :

Afrique. — La petite possession de Togo, d'une superficie territoriale de 87.200 kilomètres carrés, avec 2 millions d'habitants. Le Cameroun : territoire, 493.600 kilomètres carrés, et 3.500.000 habi-

(1) Le mouvement du commerce général des colonies et pays de protectorat, qui relèvent du ministère des colonies, s'est élevé en 1900 (importations et exportations réunies) à une somme totale de 780 millions et demi. C'est une augmentation de 125 millions sur l'année précédente et de 240 millions sur la moyenne de la période quinquennale antérieure à 1900.

(2) Tout rapprochement des colonies françaises avec les colonies anglaises serait superflu. Il n'y a pas de comparaison possible.

tants. Le Sud-Ouest africain : territoire, 830.960 kilomètres carrés ; population, 200.000 habitants. L'Afrique orientale ou Est africain : territoire, 941.100 kilomètres carrés ; population, 6.106.000 habitants.

Océan Pacifique. — Les îles de la Nouvelle-Guinée, comprenant l'île de l'Empereur-Guillaume, l'archipel Bismarck, et les îles Salomon, Carolines et Mariannes. La superficie de ces possessions est de 240.826 kilomètres carrés avec 401.000 habitants indigènes. Les îles Marshall, avec une superficie de 405 kilomètres carrés et 15.000 habitants. Les îles Samoa, avec un territoire de 2.588 kilomètres carrés et une population indigène de 33.000 individus.

Chine. — Territoire affermé de Kiaotcheou, de 501 kilomètres carrés et 84.000 habitants.

Soit au total 2.352.800 kilomètres carrés et 11.800.000 habitants indigènes en Afrique ; 243.819 kilomètres carrés et 449.000 naturels en Océanie, et le territoire chinois affermé de Kiaotcheou.

L'Allemagne peut évidemment se payer le luxe de l'entretien d'un grand domaine colonial, mais l'impartialité nous oblige à constater que les résultats pratiques qu'elle en retire ne répondent guère

aux espérances des cercles coloniaux berlinois et hambourgeois, dont l'ardente propagande en faveur de l'expansion extérieure de l'Allemagne a si utilement servi les projets du gouvernement impérial relativement à la marine militaire.

Ainsi, par exemple, pour l'ensemble des possessions africaines, dont le commerce extérieur est d'environ 40 millions de francs aux importations et de 16 millions aux exportations, la part de l'Allemagne n'est pas supérieure à 10 millions de francs, dont 6 millions aux importations et 4 millions aux exportations.

Et cependant, le budget de l'empire pour l'exercice 1901-1902 comporte pour ces colonies une subvention de 21,780,000 francs, non compris les frais d'occupation militaire, qui sont à la charge de la métropole.

Les subventions coloniales, visibles dans le budget de 1901-1902, atteignent le chiffre total de 36.648.000 fr., sur lesquelles le territoire de Kiaotcheou figure à lui seul pour 13,440.000 fr. et les îles de l'océan Pacifique pour 1.428.000 fr.

Augmentation du pouvoir d'acquisition des consommateurs. — L'accroissement du nombre des consommateurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, serait illusoire si ces consommateurs étaient incapables de consommer. C'est dire

que le consommateur doit préoccuper l'économiste plus au point de vue qualitatif qu'au point de vue quantitatif.

L'incapacité absolue de consommer n'est pas concevable. L'homme est obligé pour vivre de se nourrir et de se vêtir, au moins sommairement. Mais nous entendons parler de l'incapacité relative des consommateurs qui participent actuellement à la vie économique des nations de grande industrie. Celle-là peut exister ; et malheureusement nous en voyons des exemples nombreux. Il la faut combattre, par tous les moyens possibles, afin d'éviter l'affaissement de la demande et, par là, la crise.

Ces moyens, fort variés, peuvent se classer au moyen de la formule générale que nous avons donnée plus haut. Il faut que le processus économique (c'est-à-dire les phénomènes de production, de répartition et de consommation), tende à porter au maximum un fonds de richesses disponibles et que ce fonds d'acquisition soit équitablement mis à la disposition du plus grand nombre d'individus possible.

La production doit éviter toute spéculation hasardeuse et être prévoyante quand elle ne veut se laisser remorquer par la consommation. Il faut dire que cette dernière manière de procéder est aujourd'hui plus commune que ce que l'on croit généralement. Ainsi l'industrie métallurgique ne

produit qu'en raison des carnets de commande. La production doit, en outre, respecter le stock nécessaire des capitaux de circulation. Nous avons vu comment le manque de proportion entre les capitaux fixes et les capitaux de circulation, provenant d'immobilisations excessives, était une cause des crises (1).

La répartition doit s'effectuer en multipliant le plus possible le nombre des possédants. Il faut faire pénétrer l'esprit démocratique dans le domaine économique. Et de même que la démocratie politique est l'absence de domination de classes, de même la démocratie économique doit être l'absence d'absorption des richesses par une

(1) Le système bancaire, qui est un instrument puissant de production, doit être le plus perfectionné possible. De plus, cet outil perfectionné doit être manié par des hommes d'affaires honnêtes, prudents, expérimentés et de sang-froid.

Le rôle des banques est capital dans la liquidation des crises. C'est le moment où un syndicat de garantie rapidement et intelligemment constitué, comme celui qui se créa à Paris en 1889, au moment du crack du Comptoir d'Escompte, peut sauver la situation.

Pendant les paniques, des individus qui seraient parfaitement solvables en temps ordinaire, se voient exposés à des pertes considérables à cause du marché resserré, s'ils sont obligés de faire des fonds, pour payer une obligation peu importante. C'est le moment pour les banques de venir en aide à ceux qui se trouvent dans cette situation en faisant des avances métalliques sur valeurs.

classe privilégiée. On rencontre encore dans des nations de grande industrie des classes privilégiées qui drainent abusivement le revenu national et raréfient, par là, le nombre des consommateurs utiles. Ces classes se retrouvent, plus ou moins puissantes, dans les monarchies contemporaines. Mais nos républiques, elles aussi, n'en sont point exemptes. Dans la grande République nord-américaine, beaucoup de bons esprits reprochent cette tendance expropriatrice aux coalitions des *trusters*. Et quand on considère l'augmentation si rapide du budget de la République française, on est bien obligé de convenir que la plus grande partie de nos trois milliards et demi de dépenses annuelles pourraît être laissée aux consommateurs. Où va tout cet argent ? A l'armée et à la marine de guerre, aux rentiers de l'Etat et aux fonctionnaires.

La première catégorie de dépenses pourrait être supprimée par l'abolition de la paix armée qui ruine l'Europe (1). Le désarmement progressif et simultané, suivi du remplacement des armées de guerre par des armées de police intérieure,

(1) Dépenses du ministère de la guerre pour 1902 :

Troupes métropolitaines. . .	643.134.031 fr.
Troupes coloniales.	27.824.603 —
Dépenses extraordinaires . .	47.799.650 —
Total	718.758.284 .

serait un remède radical. Mais, quand pourra-t-on le réaliser ?

La seconde catégorie disparaîtrait également par l'application d'une sage et rigoureuse mesure qui s'appelle l'amortissement obligatoire et rapide de la dette publique.

Restent les fonctionnaires. Nous croyons sincèrement que le désarmement et l'amortissement, dont nous venons de parler, malgré les difficultés que ces mesures soulèvent, seront plus facilement réalisables que la suppression partielle du fonctionnarisme. Nous avons conscience de paraître un dangereux iconoclaste en osant attaquer, au nom de l'Economique, la bureaucratie française, cette bureaucratie atteinte d'éléphantiasis, suivant la pittoresque expression de M. le docteur Filiprandi, député italien. C'est que la vénération populaire s'attache à l'homme qui va toucher son traitement aux guichets nationaux, au nom de notre centralisation consulaire, comme elle s'attachait au bouteiller, au viguier, au bayle, qui toisaient, aux temps d'ancien régime, l'humble taillable et corvéable à merci. Quand le serf du XIII[e] siècle se levait le matin et qu'il prenait son outil, il se disait : Je vais travailler, d'abord pour mon seigneur, ensuite pour le roi, puis pour moi, s'il en reste. Aujourd'hui, l'entrepreneur, en se mettant à la besogne, dit : Je vais risquer mon

temps, mes forces et mon argent, d'abord pour le fisc, c'est-à-dire pour les fonctionnaires qui, pour la plupart, ne font qu'entraver le travail national, puis pour moi, si je le puis. Le remède au fonctionnarisme, c'est une large *décentralisation* par la suppression des deux tiers des fonctionnaires nationaux (1).

La consommation, enfin, doit être l'achèvement de la production. Il faut qu'elle soit, au sens scientifique du mot, économique. La consommation des gens riches ne doit pas être un gaspillage. Et celle des gens moins fortunés doit s'effectuer dans les meilleures conditions possibles. Et, pour cela, les sociétés coopératives de consommation peuvent être d'un merveilleux secours.

(1) Nous ne pouvons qu'indiquer le programme général des réformes à faire. On peut l'appliquer progressivement, par séries, en commençant par les questions déjà préparées : suppression de la garantie d'intérêt, conversion de la dette, suppression des sous-préfets, de la moitié des tribunaux (juge unique comme en Angleterre), des préfets qui pourraient être remplacés par un simple greffier administratif, le département étant administré presque gratuitement par le président du Conseil général et la Commission départementale, etc., etc.

BIBLIOGRAPHIE

Juglar (Clément). — *Des crises commerciales et de leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, 2e édition, Paris, Guillaumin, 1889.

Jones (Edward D.). — *Economic crises*, New-York, Macmillan, 1900.

Hyndman (Henry-Mayers). — *Commercial crises of the nineteenth century*, Londres, Swan Sonnenschein, 1892.

Bergmann (Engen von). — *Geschichte der Nationalökonomischen Krisentheorien*, Stuttgart, W. Kohlhammer, 1895.

Laveleye (Louis-Emile-Victor de). — *Le marché monétaire et ses crises depuis cinquante ans*, Paris, 1866.

Cossa (Emilio). — *Del consumo delle ricchezze*, Bologna, Luigi Beltrami, 1898.

Bloch (Maurice). — *Les progrès de la science économique depuis Adam Smith*, Paris, Guillaumin, 1897, 2 volumes.

Cossa (Luigi). — *Histoire des doctrines économiques*, traduction française de A. Bonnet, Paris, Giard et Brière, 1899.

— *Premiers éléments d'économie politique*, traduction française, Paris, Giard et Brière, 1902.

Espinas. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1892.

Ingram. — *Histoire de l'économie politique*, traduction française de Henry de Varigny et E. Bonnemaison, Paris, Larose et Forcel, 1893.

Blanqui (Adolphe). — *Histoire de l'Economie politique en Europe*, Paris, 1837-1838, 2 vol.

Denis (Hector). — *Histoire des systèmes économiques et socialistes*, Bruxelles.

Louis (Paul). — *Histoire du socialisme français*, Paris, éditions de la Revue Blanche, 1901.

Andler (Charles). — *Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, Paris, Alcan, 1897.

Les Économistes français du dix-huitième siècle, Paris, Guillaumin, 1843.

Quesnay (François). — *Œuvres* dans la *Collection des principaux économistes*, édition Daire, Paris, Guillaumin, 1846. 2 volumes.

— Edition Yves Guyot, Paris, Guillaumin, 1896.

Turgot. — *Œuvres complètes*, édition Daire, Paris. Guillaumin, 1844. 2 volumes.

— *Administration et œuvres économiques*, édition L. Robineau, Paris, Guillaumin.

Smith (Adam). — *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduction Germain Garnier, Paris. Guillaumin, 5e édition, 1880.

— *Richesse des nations*, édition Courcelle-Seneuil, Paris, Guillaumin.

Say (Jean-Baptiste). — *Œuvres complètes* dans la *Collection des principaux économistes*, publiées par H. Say, volumes IX à XII, Paris, Guillaumin, 1841.

— *Economie politique*, édition H. Baudrillart, Paris, Guillaumin.

Mill (John-Stuart). — *Principes de l'économie politique*, traduction Courcelle-Seneuil et H. Dussard, Paris, Guillaumin, 1871.

Mill (John-Stuart). — *Principes d'économie politique,* édition Léon Roquet, Paris. Guillaumin.

Leroy-Beaulieu (Paul). — *Traité théorique et pratique d'économie politique,* Paris, 1896. 5 volumes.

— *Essai sur la répartition des richesses,* Paris, Guillaumin, 1881.

Gide (Charles). — *Principes d'économie politique,* Paris, Larose, 6e édition, 1898.

Blondel (Georges). — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand,* Paris, Larose, 2e édition, 1899.

Le Bon (Gustave). — *Psychologie des foules,* Paris, Alcan, 4e édition, 1899.

Tarde (G.). — *Les lois de l'imitation,* Paris, Alcan, 1890.

— *Psychologie économique,* Paris, Alcan, 1902. 2 vol.

— *Les lois sociales,* Paris, Alcan, 1898.

Fourier (Charles). — *Œuvres choisies,* édition Ch. Gide, Paris, Guillaumin.

Marx (Karl). — *Le Capital,* I, trad. franç., 15e éd., Paris, 1872.

Bernstein (Edouard). — *Socialisme théorique et social-démocratie pratique,* trad. A. Cohen, Paris, 1900.

Kautsky (Karl). — *Le Marxisme;* trad. Martin-Leray, Paris, 1900.

Imbart de la Tour. — *La crise agricole,* Nevers, 1900.

Brouilhet (Charles). — *La loi de substitution,* Paris, Rousseau, 1896.

Ziegler (Th.). — *La question sociale est une question morale,* Paris, Alcan, 1895.

Nordau (Max). — *Paradoxes psychologiques,* trad. A. Dietrich, Paris, Alcan, 1900.

Neymarck (A.). — *Ce qu'on appelle la féodalité financière,* Paris, Guillaumin, 1902.

— *Vocabulaire manuel d'économie politique,* Paris, Colin, 1898.

Say (Léon) et Chailley (Jos.). — *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, 1890-1892, 2 vol. Paris, Guillaumin.

Le Journal des Economistes.

L'Economiste français.

La Revue d'économie politique.

La Réforme sociale.

La Revue politique et parlementaire

La Réforme économique.

Vu : Le Président de la Thèse,
Montpellier, le 2 juin 1902,
J. CHARMONT.

Vu : Le Doyen de la Faculté,
Montpellier, le 2 juin 1902,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 3 juin 1902,
Le Recteur,
Ant. BENOIST.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION. — La cause économique des crises 6

Fréquence et universalité des crises économiques. — Les effets des crises sont connus, mais leurs causes sont discutées. — Les explications des crises, quand elles sont spéciales et d'actualité, sont suspectes. — Les théories générales se réduisent à deux systèmes : le système optimiste, qui n'admet que des causes accidentelles et inclassables ; le système pessimiste, qui expose que des tendances, inhérentes à notre système industriel, occasionnent nécessairement des crises périodiques. — Ce qu'il convient de retenir et de rejeter dans ces systèmes. — Il existe un point d'aboutissement commun à toutes les causes des crises. — Il mérite l'étude scientifique. — On peut dégager la notion de cette transformation dernière des causes des crises par la simple déduction. — C'est la sous-consommation.

CHAPITRE PREMIER. — Les crises déficitaires sont négligeables dans les nations de grande industrie 31

La multiplication des besoins humains est une marque de la civilisation. — Les besoins multiples des nations de grande industrie reçoivent facilement leur satisfaction, pour les raisons suivantes : *a*) sorte d'assurance constituée par les consommations de luxe ; *b*) dépopulation des

peuples civilisés ; *c*) plus grande souplesse dans la production ; *d*) facilité d'approvisionnement sur la surface entière de la terre ; *e*) loi de substitution. — Les grèves. — Les crises actuelles n'ont plus de répercussions démographiques. — Les législations préventives contre les crises déficitaires, qui étaient universelles avant l'établissement de la grande industrie, sont aujourd'hui abrogées. — Les crises déficitaires des matières premières industrielles sont empêchées par les mêmes causes que celles qui empêchent les crises déficitaires des objets d'alimentation. — La crise du charbon de 1899. — Distinction entre la misère physique et la misère sociale.

CHAPITRE II. — La crise économique ne tire pas sa principale origine du fait du producteur . 81

Les théoriciens qui ont cherché à expliquer la cause des crises par les phénomènes de la production n'ont pas trouvé de solution acceptable. — *a*) Réfutation de la théorie libérale de J.-B. Say. — Sa discussion avec Malthus. — Le « commerce de réserve ». — *b*) Réfutation de la théorie socialiste de Marx et d'Engels. — Le collectivisme susciterait la crise déficitaire. — Causes de la diminution de la productivité des sociétés collectivistes. — Rapports des phénomènes de la circulation avec les crises économiques. — Les *cartells*, les *trusts* et les *industrial combinations*.

CHAPITRE III. — La crise par sous-consommation 151

Le milieu industriel est actuellement très sensible aux crises par sous-consommation, tandis que les systèmes antérieurs, comme les marchés autonomes et individuels, constituaient des milieux réfractaires. — Les producteurs et les consommateurs sont séparés dans l'espace et dans le temps. — Rôle du commerce extérieur. — Les abus du crédit. — Comment naît la demande. — L'invention et l'imagination. — Comment se propage la demande. — L'imitation. —

Les foules, les publics, les corporations. — Comment s'arrête la demande. — Cas où l'on ne veut pas consommer. — Lois de l'instinct, du maximum de satisfaction, de la mode, de la satiété, de la variété, de l'harmonie, etc. — Cas où l'on ne peut pas consommer. — Défaut de la personne même du consommateur. — Défaut de ses capacités physiques. — Défaut de ses capacités acquisitives, du fait de la production (crise industrielle russe et crise viticole méridionale), de la distribution (Rodbertus et le *système des salaires*, Henry George, Colins, etc.) et de la consommation. — Crises de 1815, 1825, 1836-39, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1890.

CHAPITRE IV. — LES ORIGINES DE LA THÉORIE DE LA SOUS-CONSOMMATION 349

Les Mercantilistes. — Büsch. — Becher. — Mandeville. — Les Eclectiques. — Boisguilbert. — Forbonnais. — Steuart. — Justi. — Sonnenfels. — Genovesi. — Les Physiocrates. — Quesnay. — Turgot. — Smith.

CONCLUSIONS. — L'ÉDUCATION ET L'AUGMENTATION DE LA DEMANDE 405

On peut empêcher les crises en agissant sur les phénomènes de la consommation. — Trois moyens principaux : *a*) amélioration du milieu économique ; *b*) éducation de la demande ; *c*) augmentation de la demande effective. — Questions connexes : population, unions douanières et expansion coloniale, réduction des dépenses militaires, amortissement de la dette et décentralisation.

BIBLIOGRAPHIE 455